

150 من الألف

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12562 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— JEUDI 20 JUIN 1985

M. Reagan refuse de céder au chantage des chiïtes

Sauver la face

Cinq ans après le siège de l'ambassade des États-Unis à Téhéran, l'Amérique fait face à un nouveau défi. Cette fois libanais, sont encore et toujours des chiïtes. Dans un pays devenu incontrôlable, dominé par l'irrationalité, déchiré par des haines religieuses, ethniques, politiques, la situation paraît tout aussi inextricable que celle qui conduisit en 1980 à la humiliation de la première puissance du monde et à la défaite de M. Jimmy Carter.

Déjà, comme lors de la crise de Téhéran, des rubans jaunes ont fleuri à tous les coins des pays pour manifester la communion de pensée des citoyens américains avec les otages détenus à Beyrouth et dont le président Reagan doit absolument obtenir la libération, dans des conditions honorables, sous peine de connaître dans son opinion publique la même disgrâce que son prédécesseur.

Si en apparence les États-Unis semblent donc voqués une fois de plus à l'impuissance, la situation libanaise est toutefois suffisamment particulière pour laisser entrevoir quelques lueurs d'espoir. La revendication des otages n'est pas une nouveauté, mais elle est unique de M. Nabih Berri, le chef du mouvement chiïte Amal — libération des sept cent cinquante prisonniers chiïtes transférés par Israël sur son territoire en avril dernier en contrepartie de l'élargissement des otages, — paraît à première vue moins difficile à satisfaire que l'extradition du chah qui réclamait naguère les Iraniens. Le gouvernement de Jérusalem n'avait-il pas promis, avant le détournement du Boeing de la TWA, qu'il relâcherait ces prisonniers dès qu'il aurait achevé l'évacuation du Liban ?

Toute la question est de savoir, au-delà de toute position de principe idéologique, comment chacun — le président Reagan, M. Nabih Berri et le premier ministre israélien, M. Pèrès, — réussira à sauver la face. M. Reagan a eu la sagesse de préparer l'opinion américaine à une crise longue, et il a montré, mardi, qu'il était prêt à assumer courageusement la fatalité de la situation présente. Son intérêt est certes de se montrer ferme, voire intransigeant — pas de concessions devant le terrorisme, pas de pressions sur quiconque pour céder à la violence d'un « crime lâche ». Mais, et c'est important pour l'image de marque de l'Amérique au Proche-Orient, il a en même temps exclu des « représailles aveugles » contre les factions libanaises compromises dans cette affaire. Une action militaire risquerait trop de se terminer en fiasco pour être sérieusement envisagée.

La voie laïssée à un arrangement est donc étroite. Hommages dans les circonstances présentes, M. Berri a un intérêt évident à un règlement honnête de l'affaire dont le mérite rejallait sur lui et renforcerait sa position face aux religieux chiïtes et à Israël.

Il reste que, après avoir condamné moralement le « terrorisme » et avoir juré de lui mener une guerre impitoyable, le président Reagan se voit aujourd'hui contraint de composer d'une certaine manière avec lui. Même si elle devait bien se terminer, l'affaire laisserait assurément un goût amer.

Six jours après le détournement du Boeing-727 de la TWA, les négociations pour la libération des quelque quarante otages détenus à Beyrouth semblent au point mort.

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan a totalement écarté, mardi 18 juin, l'hypothèse de concessions des États-Unis en échange de la libération des otages du Boeing de la TWA. Il a repoussé dans le même temps l'idée d'un recours à la force.

Le président américain, qui tenait sa première conférence de presse depuis le début de la crise, a ainsi voulu laisser entendre son opinion à l'égard de l'idée qu'il faudrait peut-être du temps pour que les détenus de Beyrouth puissent retrouver leurs familles. Avant de perdre « patience », a-t-il notamment dit, « il faut prolonger l'attente aussi longtemps que les otages sont libérés sous la menace, en vie, et qu'il reste une probabilité de les ramener ».

Ce prudent attentisme — qui n'a rien de très différent, on fait remarquer avec insistance à M. Reagan les journalistes américains, de l'attitude de M. Carter lors de l'affaire de l'ambassade des États-Unis à Téhéran — n'empêche cependant pas Washington d'espérer parvenir à une solution dans un délai raisonnable.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Le recul des taux américains accélère la baisse du dollar

Les banques américaines ont fixé, mardi 18 juin, leur taux de base à 9,50 %, soit une baisse d'un demi-point, le ramenant au-dessous de 10 % pour la première fois depuis le 13 octobre 1978. Les cours du dollar ont alors fortement fléchi, revenant de 9,29 F à 9,17 F environ, au plus bas depuis le 23 avril dernier, et loin en dessous des 10,61 F, record historique établi le 26 février 1985.

Tout baisse aux États-Unis en ce moment, les taux d'intérêt, le dollar et l'activité économique, et ce n'est pas fortuit. Le ralentissement de l'expansion est un fait acquis : les mises en chantier de logements ont chuté de 14 % en mai, leur plus vil recul mensuel en un an. Par ailleurs, les milieux financiers attendent avec inquiétude la publication, jeudi 20 juin, des « estimations avancées » sur la croissance du produit national brut au deuxième trimestre : cette croissance pourrait ne pas dépasser 1,5 % en rythme annuel, après les 0,7 % du premier trimestre. On rappelle que les estimations officielles, sur lesquelles sont fondées les prévisions de rentrées fiscales, et donc de déficit budgétaire, étaient de 4 % pour l'année 1985.

Très logiquement, ce ralentissement entraîne une diminution relative de la demande de crédits, qui provoque, à son tour, un fléchissement du loyer de l'argent à court terme, tombé, les derniers jours, à moins de 7 %, largement en dessous du taux d'escompte de la Réserve fédérale, déjà ramené de 8 % à 7,5 % le 17 mai dernier. L'euro-dollar à six mois, la principale base de référence pour les eurocrédits, est revenu à 7,5 %, contre 8 % il y a trois semaines. Cette détente s'effectue avec la bénédiction et même l'active coopération de la Réserve

fédérale, soucieuse de ne pas casser totalement les reins à l'expansion avec une politique d'argent trop cher.

Sur les marchés des échanges, la baisse des taux et, peut-être davantage encore, la crainte d'un ralentissement de l'économie américaine ont pesé lourdement sur le cours du dollar, qui, mardi soir, a passé, un moment, le seuil fatidique des 3 deutschemarks pour s'écrouler mercredi matin. Là encore, le phénomène est reçu favorablement par la Réserve fédérale, et par son président M. Paul Volcker, qui, depuis plusieurs mois, dénonce les effets dévastateurs de l'envoie du billet vert sur l'industrie des États-Unis, lourdement pénalisée par le gonflement d'importations de moins en moins coûteuses.

On se demande même si ladite Réserve ne va pas, à nouveau, abaisser son taux d'escompte pour favoriser cette double évolution du loyer de l'argent et du dollar. Tout dépendra des chiffres sur la croissance du PNB au deuxième trimestre : s'ils ne sont pas trop catastrophiques, la Banque centrale hésitera à assouplir sa politique, de peur de réveiller les démons de l'inflation.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 38.)

M. Jospin saisit le PS de sa querelle avec M. Fabius

« Contrat rompu », dit-on au Parti socialiste afin d'expliquer le conflit qui oppose MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius et qui a éclaté publiquement depuis que le premier ministre a lancé, à Marseille, la campagne des élections législatives. Contrat respecté, dit-on à l'Hôtel Matignon, où la querelle, jugée inexplicable, est attribuée à un accès soudain de susceptibilité de la part du premier secrétaire du Parti socialiste.

Dans l'entourage de M. Fabius — qui devait intervenir ce mercredi 19 juin sur TF1 pour son « quart d'heure » télévisé, — on estime qu'il n'y a pas l'ombre d'un « hiatus » politique et idéologique

entre le chef du gouvernement et le premier secrétaire du PS.

Cette analyse est contradictoire avec celle développée par les amis de M. Jospin. L'affaire, évoquée mercredi soir 19 juin par le bureau exécutif du PS, sera probablement portée devant les instances dirigeantes de cette formation. Le différend porte non seulement sur la conduite de la campagne électorale mais aussi sur l'attitude face au Parti communiste et l'opportunité d'un vaste rassemblement républicain. Il devrait, en dernière analyse, être tranché par M. Mitterrand.

(Lire page 12 les articles de JEAN-LOUIS ANDREANI et ALAIN ROLLAT.)



LA VISITE EN FRANCE DU CHEF DE L'ÉTAT MEXICAIN

« La crise économique en Amérique latine peut avoir des conséquences politiques incalculables » nous déclare le président de La Madrid

Le président du Mexique, M. Miguel de La Madrid, est attendu, jeudi matin 20 juin à Paris, pour une visite officielle de trois jours.

Avant de quitter Mexico pour sa tournée européenne, qui l'a déjà conduit à Madrid, à Londres, à Bruxelles et à Bonn, le président mexicain a accordé un entretien au « Monde », dans lequel il a notamment évoqué la politique des États-Unis en Amérique centrale.

« Les États-Unis ont les regards braqués vers l'Amérique centrale et ils donnent l'impression de négliger ce qui se passe dans le reste du continent, en Amérique du Sud, où l'aggravation est dramatique. C'est à mon avis une erreur. La situation

en Amérique centrale est sans doute très grave et préoccupante. La paix est menacée. Les conflits armés peuvent se généraliser à tout instant.

Cela nous inquiète. Mais les causes profondes de l'instabilité en Amérique centrale sont économiques et sociales, comme dans le reste de l'hémisphère. J'en reviens. Je peux témoigner : partout, on pressent la récession, la stagnation, la misère, des taux d'inflation vertigineux, des risques d'explosion sociale et une dette extérieure qui hypothèque tous les plans de développement, et même de simple redressement.

— L'idée d'une concertation plus poussée, et surtout plus efficace, entre les pays endettés d'Amérique latine gagne du terrain. Qu'en pensez-vous ?

— Nous sommes en faveur d'une concertation et nous avons été présents dans toutes les conférences sur la dette. Nous avons même été les principaux promoteurs de l'accord dit de Cartagène. Cela dit, nous continuons de penser qu'une négociation multilatérale de la dette extérieure n'est pas viable. Le monde n'est pas prêt pour ce type de négociation. Et en outre les conditions économiques et les structures des dettes, en Amérique latine, varient d'un pays à l'autre.

Le Mexique ne prétend pas en conséquence que ses propres formules soient applicables à d'autres. Cela n'exclut pas un dialogue franc et permanent entre les parties intéressées. Pas seulement avec les représentants de la banque privée mais aussi avec les gouvernements. La crise économique d'une ampleur

sans précédent en Amérique latine peut avoir des conséquences politiques incalculables. C'est maintenant qu'il faut agir.

— Mais dans cette affaire si grave, vous donnez pourtant l'impression de faire cavalier seul ?

— Pas du tout. Nous sommes en contact permanent avec les autres nations latino-américaines. Nous participons à des initiatives collectives, comme la lettre adressée récemment aux sept pays les plus industrialisés. Nous sommes totalement solidaires.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 10.)

UNE BANQUE DE DONNÉES DU « MONDE » SUR L'ÉLITE SOVIÉTIQUE

La constitution d'une banque de données informatisée sur l'élite soviétique, à laquelle une équipe du Monde travaille depuis plusieurs mois sous la direction de Michel Tatu (le Monde du 7 novembre 1984), est maintenant achevée pour l'essentiel. Ce système — en fait un ensemble de services regroupés sous le nom de SOVIT — permet d'obtenir en ligne des biographies constamment mises à jour de près de trois mille personnalités soviétiques, de « croiser » ces biographies et de reconstituer l'organigramme des institutions à tout moment, de procéder à des interrogations thématiques sur ces institutions et sur les personnes compétentes dans les divers domaines (politique, économie, science, etc.) de la vie soviétique, enfin de retracer les principaux événements éclairant l'activité des hommes et des organisations en URSS.

Ces services seront accessibles par tout moyen télématique (y compris sur Minitel) à partir de septembre 1985, et sont actuellement présentés à divers groupes d'utilisateurs potentiels. Les personnes intéressées à assister à ces présentations sont priées de se faire connaître en appelant M^{me} Van Vliet, responsable de la commercialisation, tél. : (1) 651-29-77. D'autre part, un dossier sera envoyé sur demande adressée au Monde (SOVIT), 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PRIX DE LA NOUVELLE DE L'ACADEMIE FRANÇAISE 1985

Maurice Pons
Douce amère

Onze nouvelles, onze merveilles.

DENOËL

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

L'Opéra Bastille

Secousses autour d'une aventure par PHILIPPE BOGGIO

La mort de l'affichiste Paul Colin par GENEVIÈVE BREERETTE

Les expositions d'été en France

(Pages 21 à 27)

LIRE

11. CHINE

Important remaniement ministériel.

14. SCIENCES

Les expériences de Patrick Baudry à bord de Discovery.

15. POLICE

L'impératif financier de la sécurité.

16. RELIGION

Mgr Gaillot répond au livre du cardinal Ratzinger.

37. ÉCONOMIE

Le plan de M. Besse pour Renault : un réalisme à l'italienne.

débats

PRISONS

De prochaines mesures amélioreront la vie en prison. Ces réformes sont réclamées avec insistance, notamment par la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat des avocats de France et le syndicat de la magistrature. Ce dernier organise samedi 22 juin un forum pour en débattre. Hélène Dorlhac de Borne plaide pour un « libéralisme pénitentiaire ». De leur côté, Simone Gaboriau, Yves Jouffa et Frank Natali demandent une augmentation du budget de la justice pour mieux répondre à la prévention et à la diversification des sanctions.

Le délinquant n'est pas « traité » mais « détruit »

Il faut diminuer la surpopulation carcérale pour rendre le milieu moins pathogène

La réforme conduite de 1974 à 1976, qui a reconnu des droits aux détenus, ainsi que les réformes actuelles, qui ont accentué ces droits, sont complémentaires et sont allées dans le même sens de l'humanisation sans laxisme. Mais ces réformes se sont heurtées à des limites irréductibles. D'abord, celles qui sont imposées par la sécurité des personnels pénitentiaires et par l'ordre public. Ensuite, celles — au sens propre et au sens figuré — des hauts murs d'enceinte ! En période de surpeuplement pénitentiaire, ce qui est le cas en 1985, cette notion d'espace — ou plutôt de manque d'espace — prend toute sa signification et rend illusoire la plupart des efforts légitimes de traitement socio-éducatif. Ce milieu, éminemment pathogène, ne peut que secréter la révolte ; révolte collective ou, pire, révolte individuelle dans sa forme ultime de désespoir : le suicide. (On déplore en

par HÉLÈNE DORLHAC DE BORNE (*)

ce moment une recrudescence des suicides des jeunes détenus.)

Les solutions à ce problème, la surpopulation carcérale, relèvent du simple bon sens : accélération de la construction de prisons, car le rythme actuel, à peu près constant depuis une vingtaine d'années, ne suffit plus à absorber le nombre croissant des détenus ; aménagement d'espaces de vie pour les activités socio-éducatives : sport, enseignement, culture... en particulier pour les jeunes détenus. Cela suppose l'embauche et la formation adéquate d'un personnel qualifié et diversifié. Mais ces mesures se heurtent, depuis de nombreuses années,

(*) Ancien secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, conseiller d'Etat.

au faible budget du ministère de la justice. La prison devrait être enfin considérée, par les élus et aussi par l'opinion publique, comme une institution médico-sociale où serait traitée la maladie sociale qu'est la délinquance : la construction de prisons deviendrait ainsi un objectif prioritaire.

Diminuer la surpopulation carcérale — et les mesures envisagées par le garde des sceaux vont dans ce sens — c'est éviter la prison aux petits délinquants primaires, souvent très jeunes, que la prison risque de corrompre définitivement. L'arsenal législatif actuel — contrôle judiciaire, sursis assortis de peines de substitution — permet une alternative à la prison et une individualisation de la peine ; de même que l'allègement annoncé des procédures d'instruction devrait enfin diminuer le nombre des détentions provisoires, qui a atteint sa cote d'alerte. Les psychopathes, les toxicomanes, les alcooliques, relèvent davantage de structures médicales que de la prison. L'emploi élevé des psychotroques est en cela significatif.

Supprimer la prison ?

Le malaise actuel des prisons relève à mes yeux d'une seconde cause, structurelle, beaucoup plus grave que le surpeuplement conjoncturel, car elle touche à notre système pénal dans son ensemble : la remise en cause de l'institution prison. Les détenus qui montent sur les toits se révoltent contre l'aspect irrationnel de la détention, qui, au lieu de les resocialiser, les détruit. Comme si, dans cette fin de vingtième siècle, le hiatus s'accroît entre le monde libre, évolutif, diversifié, et l'univers carcéral, clos, figé. La prison nous révèle ainsi son paradoxe : elle qui devrait « traiter » le délinquant, en réalité le détruit.

Faut-il, dans ces conditions, supprimer la prison ? Il serait tentant, mais totalement irréaliste, de répondre « oui » : irréaliste, car toute vie collective sécrète de la délinquance et que la prévention, aussi nécessaire soit-elle, ne suffit pas à l'éradication de ce fléau. Dans notre type de société occidentale, où la loi du talion n'existe pas, la prison est le seul moyen de protéger la société contre les individus qui ont gravement transgressé les règles du jeu social : sujets génétiquement pervers qui passeront à l'acte criminel dans des circonstances identiques, ou bien individus qui restent volontairement en cause l'ordre moral pour de gros profits personnels. Ils sont, fort heureusement, la minorité : la prison doit être réservée à ces cas extrêmes. La psychologie de l'insécurité, véhiculée par certains médias, a un effet pervers : celui de créer une confusion entre la grande criminalité et la petite délinquance. On ne peut nier que cette dernière augmente en période de crise et ne crée une situation très irritante pour chacun d'entre nous ; mais dans ce cas la prison dans sa forme actuelle n'est pas la bonne réponse, car elle risque de conduire à l'engrenage de la récidive.

Je voudrais dire, enfin, qu'à mes yeux le libéralisme en matière pénitentiaire est une façon humaine et tolérante de rechercher des solutions à ces problèmes. Aucun parti politique ne peut se targuer d'en avoir le monopole, il s'agit pour moi d'une question de mentalités : il y a des individus qui sont intolérants, qu'ils soient de droite ou de gauche, et il y en a aussi qui ont l'esprit vraiment libéral des deux côtés. J'en veux pour preuve le vote sur l'abolition de la peine de mort.

Peut-on espérer ne plus revoir deux catégories d'êtres humains se dresser les uns contre les autres : ceux chargés de la tâche noble du maintien de l'ordre et les autres, les bannis, les désespérés ?

32 500 places, ça suffit !

L'important est d'élargir le contrôle judiciaire à but éducatif et de mieux travailler à la réinsertion en milieu ouvert.

par SIMONE GABORIAU YVES JOUFFA et FRANK NATALI (*)

soire, notamment par la limitation de sa durée.

An moment où va être prise la sanction, les tribunaux peuvent avoir recours, de façon habituelle, au sursis avec mise à l'épreuve, à la semi-liberté, au travail d'intérêt général et à tous les substituts aux peines d'emprisonnement. Il faut ainsi savoir que, sur quatre mille places de travail d'intérêt général disponibles en 1984, seules deux mille ont été utilisées. Il faut aussi savoir que la durée moyenne des détentions est inférieure à six mois, alors que les courtes peines d'emprisonnement sont particulièrement nocives. Il convient d'assurer aux détenus des conditions de détention compatibles avec la dignité humaine, tant sur le plan matériel que sur le plan affectif et culturel.

Réinsertion

Ces exigences sont imposées par le respect des droits de l'homme et par le souci d'éviter la coupure avec le monde extérieur. Parallèlement, les conditions de travail du personnel pénitentiaire seront améliorées et facilitées. Il faut reconnaître des droits aux détenus, faire entrer la défense dans les « prétoires » des établissements pénitentiaires et mettre en place un tribunal de l'application des peines. Dans l'immédiat, le juge de l'application des peines peut voir reconnaître des pouvoirs jur-

(*) Respectivement président du Syndicat de la magistrature, de la Ligue des droits de l'homme et du Syndicat des avocats de France.

ditionnels et non pas seulement administratifs.

Il y a lieu d'utiliser au maximum toutes les modalités d'aménagement de l'exécution des peines favorisant la réinsertion : libération conditionnelle, semi-liberté, placement chez l'employeur ou dans une institution adaptée (article D 131 du code de procédure pénale).

Le législateur ne pourra manquer d'intervenir et le fera bientôt en instaurant la faculté de transformer en travail d'intérêt général des peines inférieures ou égales à six mois d'emprisonnement, en élargissant les possibilités de placement en semi-liberté et en libération conditionnelle.

Enfin, malgré la mise en œuvre en détention de mesures contribuant à éviter une totale désocialisation et les efforts entrepris sur ce point, il reste qu'un travail effectif de réinsertion doit se réaliser en milieu ouvert. Pour cela, il n'existe pas de solution unique. Il convient de mettre en œuvre des solutions diversifiées. Le cas des jeunes toxicomanes, part croissant de la population pénale, et pour lesquels l'effet de la prison est tout particulièrement nocif, doit être souligné.

Des réponses spécifiques sont à élaborer et il est urgent d'organiser en ces domaines l'articulation des pratiques médicales, socio-éducatives et judiciaires.

La mise en œuvre d'une telle politique justifie des dispositions interministérielles entraînant la définition de priorités budgétaires. Le budget du ministère de la justice est totalement insuffisant pour ce faire et il doit être renforcé d'urgence. Dans l'immédiat, le choix politique éventuel de mesures de grâce ou le vote d'une loi d'amnistie permettraient de répartir sur des bases saines, favorisant la mise en œuvre de ces orientations.

COURRIER DES LECTEURS

Israël et la FINUL

J'ai été très choqué et très étonné d'un passage de l'interview de M. Rabin, publiée dans le Monde du 1^{er} juin (...).

Si, au printemps 1978, après l'agression israélienne du 15 mars, la FINUL n'a pas pu accomplir la mission pour laquelle elle avait été créée, si les contingents de l'ONU n'ont pas pu se déployer le long de la frontière israélo-libanaise, c'est parce qu'Israël ne l'a pas voulu. Naturellement, les Palestiniens, et encore davantage les libanais, n'étaient pas très enthousiastes devant l'arrivée d'une force solide et bien organisée capable de s'opposer à leur libre accès au Liban du Sud.

— Je n'oublie pas l'attentat contre le colonel Selvan, commandant le détachement français et les propos si dignes de ce dernier — mais c'est Israël, en refusant de remettre au contingent de la FINUL les territoires qu'il évacuait, qui a fait échouer toute l'opération (...).

PIERRE ANDREU (Paris)

Les Russes et l'Afghanistan

Dans le Monde daté 9-10 juin (p. 2), M. Sakl Quassim Restya parle du général Skobelev « héros de la guerre de Crimée ».

Le général Skobelev, né en 1843, avait onze ans au moment du début de la guerre de Crimée ; quelle qu'en ait été sa précocité, il n'a manifestement pas eu l'occasion de participer à celle-ci. Autre point, on lit : « Moscou a en effet violé les termes de l'accord anglo-russe de 1873. » En 1885, c'est encore Saint-Petersbourg qui est la capitale de la Russie. Cela étant, je ne puis qu'être d'accord avec l'auteur de cette remarquable et utile mise au point.

CVRILLE KOUERNIK (Paris)

Pourquoi un carcan à tous les hôpitaux ?

L'opinion du docteur Torquem (le Monde du 23 mai) sur la départementalisation hospitalière est un exemple de raisonnement faux, car incomplet, consciemment ou non. Oui, le département peut apporter quelque chose de nouveau, d'important, d'utile, dans la gestion et l'organisation de certains services, de certaines spécialités médicales ou chirurgicales, de certains hôpitaux. Mais pas sous la forme du département proposé par le texte du 30 décembre 1984. Pourquoi imposer ce carcan à tous les hôpitaux, à tous les

médecins hospitaliers ? Pourquoi

l'imposer de cette façon maladroite, en s'aliénant même une partie des médecins favorables à la départementalisation ? Pourquoi, enfin, ce texte parle-t-il si peu de la participation à la gestion hospitalière, à laquelle aspirent beaucoup de médecins mais que les pouvoirs politico-administratifs n'apprécient pas beaucoup ?

Il aurait été si simple de tenir à peu près ce langage :

— Article premier. — Il est possible de constituer des départements au sein de tout établissement hospitalier.

— Article 2. — La convention constitutive d'un département doit être approuvée par la direction du centre hospitalier et les autorités de tutelle. (...)

Dr. PIERRE MINAIRE (Saint-Etienne)

La révolution et l'alcoolisme

A propos des mesures prises par le gouvernement soviétique contre l'alcoolisme en URSS, je livre à la méditation des lecteurs ces quelques lignes extraites du livre d'André Morizot, maître socialiste de Boulogne, venu à Moscou avec les délégués du troisième congrès de l'Internationale communiste. Chez Lénine et Trotski — Moscou 1921, préface de Léon Trotski, La Renaissance du livre, Paris, 1922, p. 15 : « Nous devons également proclamer que nous n'avons jamais vu un ivrogne. On ne boit en Russie que de l'eau et du thé. Ce que n'a jamais essayé le tsarisme, qui cultivait la dépravation du moujik et qui en vivait, ce que n'ont jamais osé les Etats d'Europe, le bolchevisme l'a réalisé. (...)

N. FOGARIELOFF (Meylan)

LU

« BAL TRAGIQUE A LA CONCORDE », DE S.P.Q.R.

Masqués

TROIS hélicoptères s'envolent les peles en rase-mottes au-dessus de la place de la Concorde et s'arrêtent sur la tribune officielle. Est le président de la République, le premier ministre et le gouverneur — à l'exception d'un vague ministre et d'un secrétaire d'Etat inconnus. — les présidents des deux Assemblées parlementaires et M. Raymond Barre. Le maire de Paris est à l'hôtel, dans le coma. Ne reste, au fin fond de l'Auvergne, que M. Valéry Giscard d'Estaing. Qui gouvernera la France, en attendant l'élection présidentielle, dont l'organisation est inconcevable avant la rentrée de septembre ? Qui s'opposera aux appétits de l'abominable colonel Khadafi ? Qui négociera avec les gentils — un peu hypocrites sur les bords, tout de même — cousins américains ? Qui se brûlera les doigts sur les codes de l'armement nucléaire ? Voilà un juteux sujet de droit constitutionnel pour étudiant de Science Po. Les auteurs — masqués — de Bal tragique à la Concorde — l'ont traité comme un « polar » sur scénario de

JEAN-YVES LHOMEAU.

* Balland éditeur, 425 pages, 95 F.

Les damnés de la mer.
Au temps de la monarchie absolue, le tableau baroque d'une société qui possède sa hiérarchie, ses règlements, ses tensions, ses haines, mais aussi des relations de solidarité.

Marc Vigie

Fayard

362 pages 89 F

FAYARD

1350 من الأهل

étranger

LA DÉTENTION DES OTAGES DU BOEING DANS LA CAPITALE LIBANAISE

Le Comité international de la Croix-Rouge a fait savoir, mardi 18 juin, qu'il était disposé à superviser un échange entre les chutes libanaises détenues en Israël et les passagers prisonniers d'Amal à Beyrouth. Mais le porte-parole de l'organisation, M. Jean-Jacques Kitz, a déclaré que, si aucune des parties concernées ne lui avait demandé d'intervenir, le CICR ne participait pas actuellement aux tentatives visant à obtenir la libération des otages.

● A WASHINGTON, le président tunisien Habib Bourguiba a déclaré, mardi, à la Maison Blanche, qu'il avait demandé à la Ligue arabe, dont le siège est à Tunis, de s'efforcer d'obtenir la libération des passagers américains du Boeing de la TWA encore détenus à Beyrouth.

● A PARIS, l'Organisation internationale juive B'Nai B'Rith a lancé un « appel solennel » au conseil exécutif de l'UNESCO pour qu'il intervienne de

toute urgence auprès des responsables politiques gouvernementaux du Liban.

● A LUXEMBOURG, plusieurs ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont exprimé, mardi, à Luxembourg, leur « préoccupation » devant les problèmes de sécurité à l'aéroport d'Athènes. Sir Geoffrey Howe, le secrétaire du Foreign Office, a précisé, à l'issue de la première journée de la réunion, qu'il avait également relevé l'aspect « préoccupant » de l'annonce qu'un homme (Ali Atwa) soupçonné d'être impliqué dans le détournement avait été libéré à Athènes. Le ministre britannique a affirmé sa conviction qu'il ne fallait pas, de manière générale, céder au chantage des terroristes. Il a ajouté que les pays de la Communauté pourraient apporter leur aide au renforcement de la sécurité à l'aéroport d'Athènes.

● A NEW-YORK, le pasteur Jesse Jackson, ancien candidat à l'investiture du Parti démocrate à

l'élection présidentielle américaine, a déclaré, mardi, qu'il était prêt à se rendre à Beyrouth s'il pouvait faciliter la libération des quelque quarante Américains toujours détenus en otages.

Le révérend Jackson s'était rendu en Syrie, en janvier 1984, où il avait obtenu du président syrien Hafez El Assad la libération d'un pilote américain détenu après avoir été abattu au-dessus du Liban.

Dans une conférence de presse à l'aéroport La Guardia de New-York, M. Jesse Jackson a, d'autre part, appelé le gouvernement américain à se servir de l'influence de l'importante communauté chiite de Detroit, dans le Michigan, pour obtenir la libération des otages. Le pasteur noir a indiqué qu'il s'était entretenu, mardi, à Detroit, avec M. Aman Cirri, leader de la communauté chiite locale, et M. Abdel Hassan Sawan, un ami de M. Nabih Berri. « Ils sont désireux d'utiliser leur contact avec M. Berri pour

faciliter la libération des Américains », a déclaré M. Jesse Jackson.

● A MOSCOU, l'agence soviétique Tass a accusé, mardi, la Maison Blanche de vouloir utiliser le « prétexte » du détournement du Boeing-727 de la TWA pour le « déplacement de ses bâtiments de guerre » vers le Liban.

Tass cite, sans autre précision, des « observateurs occidentaux » pour affirmer qu'ils « n'excluent pas la répétition de l'opération iranienne de 1979, quand, sous le prétexte de libérer les otages de l'ambassade américaine à Téhéran, Washington a tenté une intervention directe en Iran ».

Pour l'agence, il est clair que les Etats-Unis cherchent à utiliser « à nouveau la situation tendue autour du Liban pour leurs intérêts stratégiques ». — (AFP, Reuters.)

APRÈS LA LIBÉRATION DE TROIS PERSONNES

Une quarantaine d'Américains sont encore détenus dans la banlieue sud de Beyrouth

Beyrouth. — Alors qu'une quarantaine d'Américains sont détenus dans la banlieue sud de la capitale, on estime ici que leur sécurité n'est plus menacée dans l'immédiat. Le chef d'Amal, M. Nabih Berri a remis en liberté trois d'entre eux, dont le chanteur grec Demis Roussos.

On est convaincu à Beyrouth que l'échange des détenus contre les quelques sept cent soixante-six prisonniers libanais en Israël — exigé par Amal — finira par avoir lieu, l'Etat libanais ayant déjà annoncé son intention de les relâcher, et les Etats-Unis ayant naguère qualifié leur transfert en Israël de contraire au droit international.

En marge de cette affaire, la guerre chito-palestinienne des camps s'est arrêtée. Très difficilement imposée par la Syrie, après un mois de très durs combats qui n'ont pas fait moins de mille trois cents morts, dont plus de la moitié parmi les soldats et miliciens en conflit, ce qui atteste de la violence de la bataille, et six mille blessés, en majorité des chittes, ce qui démontre l'étendue des bombardements, notamment palestiniens.

Nombres sont ceux qui estiment que le conflit n'a pas été réglé et qu'il est appelé à rebondir, dans un avenir plus ou moins éloigné. En effet, alors même que certains problèmes sont restés en suspens, l'accord a été conclu avec les seuls

De notre correspondant

Palestiniens pro-Syriens du FSNP, et M. Arafat n'y est pas partie prenante. Son proche collaborateur, Abou Jihad, l'a rejeté en son nom.

Compromis

dans la « guerre des camps »

L'accord de Damas est un compromis : toutes les armes doivent « disparaître », ce qui ne signifie pas qu'elles doivent être ramassées dans les camps. En contrepartie, les forces de sécurité intérieure libanaise s'installent à l'intérieur des camps dont les Palestiniens les avaient chassés en 1969, ce qui, en principe, met un terme à la prétention palestinienne d'« autogouvernement » des camps. En principe, seulement, car les gendarmes libanais n'ont jamais fait le poids mûle par. A Sabra, qui est tombé entre les mains des miliciens chittes, et même à Chatila, où subsiste une dernière poignée de résistance, la prise de contrôle par l'Etat libanais pourrait être effective. Mais à Borj-el-Barajneh, dans la banlieue sud, bastion palestinien qui n'est pas tombé, on voit difficilement les forces de sécurité intérieure imposer leur autorité. C'est là surtout que la reprise du conflit est à craindre.

Damas a délégué deux généraux à Beyrouth-Ouest pour superviser

l'application de l'accord dans le cadre d'un comité de coordination regroupant Amal et le FSNP, avec la participation du Front national démocratique coiffé par M. Walid Joublani, qui se pose en arbitre.

La journée n'a pas été pour autant parfaitement calme, des salves ayant été tirées sur Beyrouth-Ouest (secteur musulman), puis sur Beyrouth-Est (secteur chrétien), faisant quatre morts et plus de trente blessés, en quasi-totalité du côté islamique de la ville. Le bombardement de l'Ouest provenait-il de l'Est, comme l'affirment les médias du secteur musulman, ou de la montagne (druze), où se trouve l'artillerie palestinienne, comme l'affirment les médias du secteur chrétien ? Et surtout, est-ce une « queue de bataille », ou l'amorce d'une relance de la guerre intestines qui était en veilleuse depuis le mois de la « guerre des camps » ?

Par ailleurs, le conflit, sunnito-chiite, qui n'a cessé de s'exacerber, va-t-il, aussi se résorber ? Au multi sunnite qui a dit bien haut mardi ce que sa communauté avait sur le cœur (le Monde du 19 juin), le mufti chite a répondu mercredi, en termes fermes mais mesurés : « Nous ne sommes pas le méchant loup, mais nous ne rentrerons plus dans le cocon dont nous sommes sortis. »

LUCIEN GEORGE.

La mise en liberté des 766 chittes prisonniers en Israël ne soulève aucun obstacle d'un point de vue légal

Jérusalem. — Les sept cent soixante-six chittes, dont le commando d'Amal exige la libération, attendent cet événement, qu'ils savent plus ou moins proche, dans une des plus vieilles prisons-fortresses de Terre sainte, construite sur les ruines d'un ancien château croisé où Richard Cœur de Lion passa deux nuits, il y a près de huit siècles.

Situé à 16 kilomètres au sud de Haïfa, le pénitencier d'Atlit accueille, notamment, pendant la deuxième guerre mondiale, les immigrants juifs « illégaux » internés par le pouvoir britannique. Ses actuels prisonniers, transférés le 2 avril du camp sud-libanais d'El Azzar, ont un statut pour le moins équivoque. Ils ne sont ni des prisonniers de guerre ni des civils déplacés, mais un peu les deux à la fois.

Responsables d'attaques contre l'armée israélienne, ou le plus souvent simples suspects, ils n'ont été ni jugés ni condamnés par la puissance occupante, qui les range commodément dans la catégorie vague à soumettre des « détenus administratifs ».

Le Comité international de la Croix-Rouge, soutenu par de nombreux gouvernements, avait dénoncé comme totalement illégal le transfert des prisonniers en Israël, en arguant qu'il violait l'article 49 de la quatrième convention de Genève, en date du 12 août 1949, sur la protection des civils en temps de guerre. Cet article stipule : « Les transferts forcés en masse ou individuels ainsi que les déportations hors du territoire occupé vers celui de tout autre Etat, occupé ou non, sont interdits quel qu'en soit le motif ».

Toutefois, selon un usage courant en droit international, l'article en question assorti la règle de certaines exceptions. L'une d'elles prévoit que « la puissance occupante pourra procéder à l'évacuation totale ou partielle d'une région occupée déterminée, si sa sécurité propre ou les impératifs de la sécurité militaire l'exigent ». Où commencent et où s'arrêtent les exigences de la sé-

De notre correspondant

curité d'Israël ? Toute la question est là.

Les détenus d'Atlit, qui vivent sous des tentes, sont régulièrement visités par des représentants de la Croix-Rouge. Mais les journalistes n'ont jamais été autorisés à les rencontrer. D'un point de vue légal, leur libération ne soulève aucun obstacle. Il suffirait à Israël d'annuler la « mesure administrative » les concernant. Selon M. Shimon Peres, premier ministre, la Croix-Rouge n'a pris jusqu'ici aucun contact avec son gouvernement au sujet de l'affaire du Boeing. « Si elle nous approche, a-t-il dit mardi 18 juin, nous l'écouterons ». Dans son entourage, on exhortait cependant de négocier avec l'organisation humanitaire.

Pour un grand Parti Démocrate à la française

Jean-Michel Baylet

La nouvelle alliance

Collection

FRANÇOIS PARLER

192 pages - 69 F

ROBERT LAFFONT

TENSION ENTRE ATHÈNES ET WASHINGTON

La Grèce se dit victime d'une « campagne diffamatoire »

Athènes (AFP). — La Grèce a vivement protesté, mardi 18 juin, auprès de l'ambassade des Etats-Unis à Athènes, à la suite de la mise en garde officielle américaine à ses ressortissants contre l'utilisation de l'aéroport d'Athènes, d'où avait décollé, vendredi, l'avion de la TWA détourné sur Beyrouth.

Le ministre des affaires étrangères grec, M. Yiannis Haralambopoulos, a convoqué dans la soirée l'ambassadeur américain, M. Montague Stearns, et s'est vigoureusement élevé contre cette « action inacceptable, injustifiable et non amicale » du gouvernement américain contre Athènes.

Dans une déclaration remise à la presse en début d'après-midi, M. Haralambopoulos avait déclaré que « la Grèce considère comme inacceptable la campagne diffamatoire » dont elle fait l'objet, notamment aux Etats-Unis, à propos du détournement du Boeing-727 de la TWA. Il avait affirmé que « le gouvernement grec désire développer les relations du pays avec tous les Etats, et naturellement avec les

Etats-Unis, d'autant plus malheureusement qu'il est parti cette campagne ».

Le ministre grec ajoutait que si cet état de choses « devait se poursuivre, ses conséquences ne pourraient qu'être négatives ».

Il a réaffirmé que la décision de libérer Ali Atwa, le complice des pirates de l'air arrêté à Athènes, a été prise dans le « souci » de préserver « la sécurité des passagers grecs de l'avion ». M. Haralambopoulos a souligné que cette décision, en renforçant « la position des négociateurs algériens », « a contribué non seulement à la libération de ressortissants grecs, mais aussi de dizaines d'autres passagers, en particulier de nationalité américaine ».

M. Haralambopoulos, en dénonçant cette « campagne diffamatoire », qui a pris pour lui la « forme d'un authentique complot », visait des articles de presse contestant à la fois la décision d'Athènes de libérer le complice des pirates de l'air et les services de sécurité de l'aéroport d'Athènes, où les auteurs du détournement réussissent à s'embarquer,

armés d'un pistolet et de deux grenades.

Le ministre a réaffirmé les « positions fermes » de la Grèce « sur la question du terrorisme qu'elle a condamné à plusieurs reprises, en offrant sa contribution pour le combat ».

« Les mesures de prévention pour assurer la sécurité des vols à l'aéroport d'Athènes sont identiques à celles en vigueur dans d'autres pays européens », a dit le ministre en assurant qu'elles étaient « scrupuleusement suivies ».

Il a rappelé qu'en ce qui concerne le détournement du Boeing de la TWA, un contrôle des services de sécurité de la compagnie américaine s'était ajouté à celui des autorités aéronautiques grecques.

Il a enfin fait observer que, en dépit de mesures « draconiennes », des cas de détournement s'étaient produits en France et en RFA « sans qu'ait été soulevée une tempête comparable à celle qui a éclaté contre la Grèce ».

M. Reagan refuse de céder au chantage

(Suite de la première page)

Ce scénario n'a pas été officiellement présenté, mais il a pour lui d'être jouable, dans la mesure où l'intention d'Israël était de faire cette affaire de libérer les prisonniers chittes. Washington a, de surcroît, posé mardi de multiples jalons dans cette direction. La Maison Blanche a d'abord exprimé la « ferme conviction » que la libération des otages de Beyrouth entraînerait celle des prisonniers dont M. Berri réclame l'échange. Elle a ensuite indiqué avoir demandé au CICR de « clarifier le statut » des chittes détenus en Israël. Elle a enfin rappelé que le département d'Etat avait à l'époque (le 3 avril dernier) condamné le transfert des prisonniers chittes ou territoire israélien comme contraire à la convention de Genève de 1949 sur les prisonniers de guerre.

« Des coups de poing contre les murs »

Gratifiant pour M. Berri, ce rappel à l'avantage de démanteler les Etats-Unis d'Israël sans que cela paraisse lié au chantage présent et de lancer parallèlement un pressant appel du pied au gouvernement israélien, dont 60 % des Américains estiment qu'il devrait donner satisfaction à M. Berri pour sauver la situation. M. Reagan n'a d'ailleurs pas manqué, mardi soir, de confirmer à deux reprises qu'il estimait qu'il y avait bel et bien eu en avril violation de la convention de Genève par Israël, sur lequel il avait toutefois réaffirmé, dans sa déclaration liminaire, ne vouloir « exercer aucune pression », puisque « l'Amérique ne fera jamais de concessions aux terroristes ».

Le même discours balancé a été observé vis-à-vis de l'autre élément indispensable du puzzle. M. Berri, critiqué par la Maison Blanche pour le fait de ne relâcher les otages qu'au « compte-gouttes », mais présenté aussi comme la « clé de la situation » et ménagé par M. Reagan, qui a seulement dit de lui qu'il le tiendrait pour responsable s'il redonnait la garde des otages aux premiers auteurs du détournement.

Reste que la situation est, selon les mots de M. Reagan, suffisamment « dangereuse et instable » pour que les dirigeants améri-

cains, en affichant un certain pessimisme, ne pensent pas seulement à augmenter le mérite qui leur reviendrait en se sortant de ce bourbier. C'est très réellement qu'ils pensent aussi à faire comprendre que la prise en otage d'Américains ne doit pas se transformer en une « prise en otage de l'Amérique ». C'est dans cet esprit que M. Reagan a parlé de la « frustration » qu'il ressentait, comme tous les Américains, de cette impression de donner des « coups de poing contre les murs » et qu'il a décrit aussi, en termes posés, son impuissance à l'action militaire qui « condamnerait à mort » nombre de ses concitoyens.

Tant de candeur et de soudain réalisme ont un peu désarmé l'assaut qui se préparait sur la « cartésianité » du tonneur de M. Carter. D'autant que M. Rea-

gan a réservé toutes ses critiques à la Grèce, implicitement accusée d'avoir facilité le détournement par les carences de la sécurité à l'aéroport d'Athènes.

Hors l'étude d'un renforcement de la protection des vols américains internationaux, les mesures martialement imposées par M. Reagan consistent donc à déconseiller aux Américains l'utilisation de l'aéroport d'Athènes et à appeler les compagnies aériennes à éviter elles aussi cet aéroport tant qu'il ne sera pas mieux protégé.

Les relations helléno-américaines n'ont cessé de se détériorer sous le gouvernement de M. Papandréou, et la désignation de la Grèce comme bouc émissaire acceunue donc seulement une crise bilatérale plutôt qu'elle ne la crée.

BERNARD GUETTA.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650872 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonin-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvel (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Verne.

Correspondant en chef :

Claude Saut.

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F (380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F (800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) :

nos abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

1005 les mots propres en capitales

d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 Da ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte-d'Ivoire, 339 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1 \$;

G.-B., 66 p. ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 85 p. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye,

0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège,

8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal,

100 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ;

Suisse, 1,60 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

Masqués

Soyez capitaliste pour votre capital.

4 PLACEMENTS DYNAMIQUES ET SÛRS DU GROUPE ROBECO
1^{er} INVESTISSEUR EUROPÉEN.

Entre les placements si tranquilles qu'ils ne rapportent presque rien, et ceux si aventureux qu'on peut y laisser sa chemise, quels placements vous offrent le meilleur rapport sécurité-profit? Retenez ces deux mots-clés : Groupe Robeco.

Le Groupe Robeco existe et réussit depuis plus de 50 ans.

Il vous propose quatre types de fonds de placement investis en valeurs boursières et en programmes d'immobilier commercial, qu'il sélectionne dans le monde entier avec une compétence réputée.

Chaque fonds constitue un panache sûr. Quel que soit votre objectif, l'un des quatre fonds permet d'y répondre fructueusement.

Le Groupe Robeco, indépendant de tout à l'exception de ses souscripteurs, est en complète communauté d'intérêts avec eux. S'il est, aujourd'hui, le premier investisseur européen et l'un des tout premiers du monde, c'est qu'il leur permet d'être capitalistes pour leur capital.

Vous acquérez les titres du Groupe Robeco pour des montants très accessibles, par l'intermédiaire de votre banque ou de votre agent de change. Ils sont cotés sur 19 grandes places financières, dont Paris.

Robeco

Vous cherchez un profit à la fois par un dividende raisonnable et une plus-value appréciable du titre? Vous pouvez vous orienter vers Robeco, fonds commun de

placement investi en actions éprouvées telles que Mitsubishi, Philips, American Express, entre autres...

Rolingo

Vous préférez vous axer principalement sur une croissance en capital, moins imposable? Rolingo, fonds commun investi en actions sélectionnées d'industries de pointe, privilégie la plus-value sur les dividendes. Il est plus risqué que Robeco mais offre un potentiel de profit plus important.

Rorento

Si vous êtes attiré par une sécurité performante, appréciez Rorento, fonds commun investi en obligations et valeurs internationales à revenu fixe. Sa gestion en fonction du coupon, du cours des obligations et du cours des devises, vous procure les meilleurs profits obligataires. Ses revenus, réinvestis et réincorporés à la valeur du titre, ressortent uniquement en plus-value, vous plaçant sous un régime favorable.

Rodamco

La pierre - celle de l'immobilier commercial qui rapporte-vous intéresse? Rodamco vous permet d'accéder aux placements en immeubles de bureaux et dans les centres commerciaux les mieux placés, avec, notamment, une forte concentration aux Etats-Unis.

D'ailleurs, interrogez votre banque ou votre agent de change sur le Groupe Robeco et ses placements. Pour

le faire en connaissance de cause, téléphonez-nous au (16.1) 342.01.01 ou adressez-nous le coupon ci-dessous. Nous vous ferons parvenir une information gratuite, simple et détaillée, sur notre stratégie d'investissement, nos placements, leurs modalités et leurs résultats dont l'évolution générale est remarquablement positive.

Adressez le coupon ci-dessous à : ROBECO, Service Information, 146-148, rue de Pignerol 75012 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et ses fonds de placement :

Robeco ☐ Rolingo ☐ Rorento ☐ Rodamco ☐

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél : _____

GROUPE ROBECO

AMÉRIQUES

Canada

Le franc-parler du consul général de France à Québec

De notre correspondant

Montréal. — Une interview du consul général de France à Québec, accordée au quotidien de Montréal le *Devoir*, vient de semer le trouble dans les eaux jusqu'à très colmes de la coopération franco-québécoise. Au centre de la controverse : la stratégie canadienne de Renault-AMC.

En juin 1984, la société automobile avait annoncé sa décision de construire, en Ontario, une usine ayant une capacité de production de cent mille voitures par an à partir de 1987. La Québec, qui souhaite se doter d'une industrie automobile, s'était montré déçu par ce choix, mais avait fait contre mauvaise fortune bon cœur pensant obtenir de Renault-AMC des contrats de sous-traitance.

On en était là, lorsque, paratras, quelques jours après le visite à Paris de M. Lévesque, le premier ministre québécois, et son retour à Montréal, les dirigeants de la province francophone découvrent, le 8 juin, en lisant le *Devoir*, que, si le Québec a perdu face à l'Ontario, l'an dernier, c'est tout simplement parce que le consul général de France, M. Renaud Vignal, affirmait, en substance, que le gouvernement québécois n'a pas su, à l'époque, réagir à temps et n'a pas fait de contre-proposition à l'offre de subvention de 67 millions de dollars canadiens (470 millions de francs) présentée par l'Ontario.

Consternation

Avec son franc-parler habituel, M. Vignal, qui était directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Côté, ancien ministre de la coopération et du développement avant d'arriver au Québec, en janvier 1984, rapporte les propos d'un haut responsable québécois, qui lui aurait dit : « On a loupé la coche à ce moment-là. Et on a été con, parce qu'on aurait dû mettre 15 % sur la table et vous seriez venus. »

Cette déclaration a semé la consternation au Québec. Le ministre des relations internationales et du commerce extérieur, M. Landry, a réagi en affirmant que le consul général devait être

mal informé sur le dossier Renault, qui, a-t-il dit, se traite au niveau ministériel depuis plusieurs années. M. Landry insiste en particulier sur le fait qu'il n'a été informé de la décision de Renault-AMC de construire son usine en Ontario que le jour où elle a été annoncée publiquement.

Pour tenter de rattraper ce que les plus indulgents considèrent comme une « gaffe » et les plus sévères comme une « insulte », le consul général a fait parvenir à M. Landry une lettre manuscrite dans laquelle il affirme ne pas regretter ses propos dans l'interview du *Devoir*. Le journal a répondu en écrivant que l'enregistrement de l'interview était disponible et que les propos de M. Vignal avaient été reproduits « sans aucune modification », ce qui est exact.

A la suite de cet incident, le gouvernement québécois a demandé au Quai d'Orsay une « explication officielle » par l'intermédiaire de sa déléguée générale à Paris, M^{me} Louise Beaudoin, qui a été reçue le 13 juin par le directeur d'Amérique. Alors que du côté français on veut « laisser mourir la querelle de sa belle mort », on ne cherche pas non plus à envenimer les choses du côté québécois.

M. Landry, qui entretient d'excellentes relations personnelles avec M. Vignal, préfère parler de « l'apport fantasmatique de la coopération franco-québécoise ». Mais plusieurs membres de son entourage sont d'autant plus furieux qu'ils croient déceler beaucoup de mauvaise volonté de la part des dirigeants de Renault à l'égard du Québec.

Ni la presse, à l'exception du quotidien *le Soleil*, qui demande le rappel du consul général, ni l'opposition libérale à l'Assemblée nationale n'ont cherché à exploiter cet incident. Il faut dire que, dans la même interview, le diplomate français n'a pas hésité à exprimer son « admiration » pour M. Bourassa, le chef de l'opposition libérale, que les sondages donnent gagnant aux prochaines élections.

B. DE LA GRANGE.

Il y a 20 ans, le coup d'Etat de Boumédiène étouffe la révolution algérienne et affaiblit le Tiers-monde.

Ben Bella accuse dans un long entretien avec

elbad!

19 JUIN 1985

19 JUIN 1985

il faut en finir avec le régime despotique

IMMIGRATION

La Table Ronde De « Nouakchott »

Deux revues mensuelles
(une en langue française, une en langue arabe).
Une rubrique spécialisée : la « revue de l'immigration ».
En vente dans tous les kiosques - prix 10 F.
Spécimen sur demande à : EL Badli BP 253 - 93811 Montreuil Cedex

AFRIQUE

Algérie

L'OCCUPATION DE L'AMBASSADE DE FRANCE

Les mères séparées de leurs enfants réclament un procès qui garantisse leurs droits

Les cinq mères françaises d'enfants nés de couples mixtes franco-algériens installés, depuis lundi 17 juin, dans l'enceinte de l'ambassade de France à Alger, pour obtenir le droit de visite ou de garde de leurs enfants retenus en Algérie, poursuivent leur action.

« Nous sommes déterminées à aller jusqu'au bout, à occuper l'ambassade plusieurs mois s'il le faut », a expliqué l'une d'entre elles, M^{me} Josselyne Bany. « Ce que nous demandons, c'est un procès en Algérie qui nous reconnaisse notre droit de mère. »

A propos de cette affaire, le Quai d'Orsay a rappelé, mardi, que « la position traditionnelle de Paris est de tout mettre en œuvre pour régler concrètement, grâce à des contacts de haut niveau entre la France et l'Algérie, ce type de problèmes humains ». Le ministère des relations extérieures indique également qu'un texte de convention franco-algérienne est en cours de négociation depuis le mois d'octobre dernier.

Trois cents dossiers

Le Bureau de l'entraide judiciaire internationale du ministère de la justice français est actuellement saisi de trois cents dossiers (un dossier par famille) d'enfants retenus illicitement par leurs pères en Algérie.

Mais, selon le Collectif de solidarité avec les mères des enfants enlevés, ce chiffre doit être multiplié par trois pour atteindre une estimation plus proche de la réalité.

Cela fait cinq ans que l'idée d'une convention franco-algérienne pour régler ce douloureux problème a été lancée par la France. Dès le départ, l'Algérie a invoqué l'absence d'un code de la famille pour aller plus avant dans les discussions.

Celui-ci a enfin été adopté en juin 1984. Il prévoit que, en cas de rupture du lien conjugal, la garde des enfants est confiée en priorité à la lignée maternelle (la grand-mère se substituant à la mère si celle-ci est décédée de ses droits).

Mais le 11 juillet de la même année, le ministre algérien de la justice a précisé que « le conjoint

ayant la garde des enfants doit rester sur le territoire national. S'il s'installe à l'étranger, c'est le magistrat qui doit décider de maintenir le droit de garde ou de l'en déchoir dans l'intérêt des enfants ».

L'obstacle du code de la famille étant levé, une première rencontre a pu avoir lieu entre la France et l'Algérie en octobre 1984. Lors de cette réunion, les représentants français ont proposé aux Algériens un projet de convention largement inspiré de celle signée avec la Tunisie et le Maroc.

Dans ce texte les signataires admettent que le droit de visite est la contrepartie du droit de garde ; ils reconnaissent les décisions de justice prises dans le pays où se trouve l'enfant avant son déplacement et s'engagent à rapatrier ce dernier auprès du parent gardien.

Si les Algériens se sont montrés tout à fait favorables à la reconnaissance du droit de visite, ils ont émis des réserves sur les deux autres points. En décembre 1984, ils ont à leur tour proposé un texte dans lequel les juges conservent leur droit de décider cas par cas la restitution des enfants.

A la fin janvier 1985, les Français ont formulé un nouveau projet fixant un certain nombre de conditions précises pour que les décisions de justice prises dans un pays soient immédiatement reconnues par l'autre.

« A présent nous attendons la réponse algérienne, explique-t-on du côté français. Une prochaine rencontre devrait être fixée en juillet ou en septembre. »

Ch. C.

Tout était prêt pour qu'une explosion politique et morale vienne bouleverser cette France du bout du monde...

LA VIE QUOTIDIENNE EN NOUVELLE-CALÉDONIE DE 1850 À NOS JOURS

JACQUELINE SÉNÉS

HACHETTE

364 p. 84 F.

M. Michel Jobert violemment critiqué dans la presse algérienne

De notre correspondant

Alger. — Il fut une époque, pas très éloignée, où M. Michel Jobert, alors ministre d'Etat chargé du commerce extérieur dans le gouvernement Mauroy, était un des hôtes choisis de l'Algérie. Il entretenait les meilleures relations avec M. Brahimi, naguère ministre du plan, aujourd'hui premier ministre, les deux hommes présidant alternativement les sessions de la commission mixte franco-algérienne.

Rien ne va plus avec l'ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, coupable, aux yeux de l'Algérie, de graves « excès », depuis qu'il s'est reconverti

en journaliste et en conférencier occasionnel.

Le quotidien *El Moudjahid*, du mardi 18 juin, publie une longue philippique déclenchée par une réaction négative de M. Jobert au Centre d'études et de recherches internationales. L'article, largement diffusé ensuite par l'agence algérienne Presse Service, est signé des initiales du directeur du quotidien officiel.

En gros, M. Jobert est accusé de faire la part trop belle aux thèses américaines à propos du Sahara occidental et de montrer une « grave ignorance » en ce qui concerne l'histoire de l'Algérie. « Cette Algérie, dont M. Jobert dit qu'elle n'existe pas, est venue à plusieurs reprises au cours des âges à l'aide de la France — de François I^{er} au Drapeau — avec laquelle elle a signé quelques-uns des traités les plus importants, sinon toujours, en fait que puissances supérieures », écrit *El Moudjahid*. L'auteur de l'article n'a pas fait à M. Jobert l'insulte de croire qu'il est mort par des considérations constantes et trébuchantes, mais il trouve manifestement suspects « ses nombreux voyages au Maroc », et lui conseille de « changer la but de ses pérégrinations ».

L'ancien ministre avait pourtant été reçu par l'Algérie avec beaucoup d'égards quand, après avoir quitté le gouvernement socialiste, il s'était mis à voyager au Maghreb pour ses travaux personnels. Le fait que l'ingrat ait pris ses distances à l'égard de M. Mitterrand donne une signification politique à cette nouvelle coïncidence d'Alger à moins d'une semaine de la visite de M. Fabius. Selon *El Moudjahid*, « l'éruption calomnieuse de M. Jobert participe d'une propagande orchestrée et persistante, voire d'une conspiration permanente contre la révolution algérienne ».

J. G.

Namibie

● **RÉACTIONS À L'INSTALLATION D'UN GOUVERNEMENT INTERIMATIAIRE.** — L'ambassade des Etats-Unis à Pretoria a publié, lundi 17 juin, un communiqué affirmant que les récentes actions du gouvernement sud-africain, dont l'action de commando à Cabinda, le raid au Botswana et l'installation d'une administration interne en Namibie, « soulèvent les questions les plus graves ». Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, a réagi à ce communiqué en accusant les Etats-Unis de s'octroyer le droit de protéger leurs intérêts quand ceux-ci étaient menacés, mais de refuser ce droit à des pays moins importants tels que l'Afrique du Sud. De son côté, la France a réaffirmé, mardi, son hostilité à la mise en place d'un gouvernement intérimaire, un porte-parole du Quai d'Orsay qualifiant cette initiative de « nulle et non avenue ». — (AFP, Reuters.)

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous, influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, économique, scientifique et sociale. Dictionnaire de poche : les armes, classiques et modernes. Editions : 2^e édition terminale mondiale (1984-1985). DON-TOM, l'Algérie et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 20 F.

FRANÇOIS DE PERDIL
CHATELAIN DE PERDIL
49560 NUEL-SUR-LAYON

Enfin les dictionnaires, les politiques et les militaires commencent à l'histoire. Il y a bien une autre façon de faire l'histoire dans les conférences, les dictionnaires et les livres. Mais le meilleur est dans le 2^e rang territorial mondial (c'est-à-dire que le Nouveau-Calédonien, quelque soit son statut, demeure dans la République).

فراخوان به تظاهرات

بسمت ۳۰ خرداد، روز شهدا و روز زندانیان سیاسی

MANIFESTATION

à l'occasion du 20 JUIN

Journée de la Résistance, des martyrs et des prisonniers politiques iraniens

Une manifestation sera organisée à l'occasion de l'anniversaire de la journée historique du 20 juin 1981, date du déclenchement de la juste résistance du peuple iranien, proclamée l'année dernière « Journée des martyrs et des prisonniers politiques en Iran » par M. Massoud Rajavi, leader de la Résistance iranienne.

Par cette manifestation nous commémorerons le souvenir bouleversant des 50.000 martyrs Modjahedines et combattants du peuple, et nous rendons hommage à la résistance courageuse des 140.000 prisonniers politiques dans les lieux de torture moyenâgeux du régime de Khomeiny.

Date: Jeudi 20 juin, à 14 heures
Lieu: Gare de l'Est.

Association des étudiants musulmans en France (sympathisants de l'Organisation des Modjahedines du Peuple d'Iran).

A.E.M. B.P. 49 75462 PARIS-CEDEX 10

کتابخانه من

Le Michel Jobert violemment critiqué dans la presse algérienne

À CHACUN SON RAMADAN

L'INTELLIGENCE C'EST DE RESTER SIMPLE

Plus les systèmes de copie, de reprographie et de bureautique sont compliqués,
moins ils sont efficaces.
Océ a choisi la voie de la simplicité, celle de l'intelligence.

Communiquer l'idée la plus simple au sein d'une entreprise peut devenir compliqué dès lors que son système de reprographie ou de bureautique est défaillant ou inadapté. Une note de service en retard, un plan imprécis, un rapport officiel mal présenté et l'idée est desservie par la machine et le support destinés à la véhiculer.

A travers ses trois divisions, Océ s'attache à mettre l'intelligence de ses hommes et de ses produits au service de la communication graphique des entreprises.

Photocopieurs Océ : vivant en parfaite intelligence avec les entreprises, nous savons comment répondre simplement à leurs besoins.

Pour ses copieurs, Océ a toujours misé sur la simplicité d'utilisation. Il suffit de regarder leur tableau de bord pour s'en convaincre.

Dans leur conception aussi, ils ont l'intelligence de la simplicité : dans les mécanismes comme dans le recours aux logiciels intégrés qui permettent l'auto-diagnostic de la machine.

Mais même un matériel fiable n'est pas à l'abri d'un incident.

Afin que le Service Technique soit directement votre

partenaire, Océ a fait le choix d'un réseau exclusif dans toute la France.

Ce choix concerne également tous ceux qui assurent le service Océ.

Le Service Océ c'est la tradition de la compétence.

Bureau d'Etudes Océ : connaissant la valeur d'un travail de conception et de recherche, nous avons mis au point le matériel le plus fiable pour le reproduire, l'enrichir et le conserver.

Quand on est leader sur un marché, ce n'est jamais le fruit du hasard. 40 ans d'expérience dans la reprographie industrielle conjugués à une innovation permanente dans les laboratoires de recherche les plus poussés nous ont permis de mettre au point le matériel le plus performant de son temps.

Parce que nous plaçons l'intelligence humaine au-dessus de tout, nous mettons à son service les machines et les supports qui permettent de concevoir, reproduire, diffuser et stocker ses projets dans les meilleures conditions.

Et parce que le travail de recherche ne souffre aucun retard, Océ garantit la qualité et la permanence du service client dans toute la France.

Bureautique Océ : sachant combien la vie des entreprises est complexe, nous proposons un système conçu pour simplifier la tâche des utilisateurs.

Avec Océ, la bureautique c'est l'anti-bureaucratie. Nous proposons un matériel de très haute technologie, mais nous veillons aussi à l'installation du matériel, à l'intelligence des logiciels et à la formation des utilisateurs pour que les systèmes correspondent aux exigences des hommes.

Le matériel Océ ne bouleverse pas l'environnement de travail de l'utilisateur, il s'y adapte.

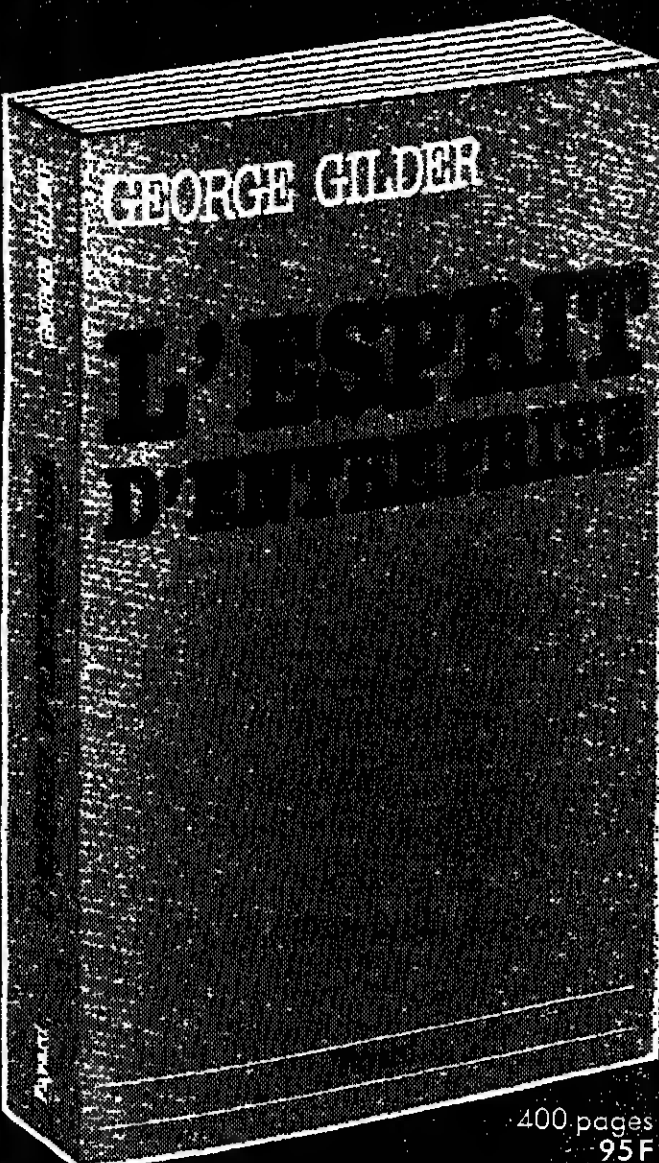
Océ-France S.A.

- appartient aux 500 premières entreprises françaises
- chiffre d'affaires 84 : 600 millions de Francs hors taxes
- emploie près de 1.000 salariés en France
- implanté sur toute la France : 26 agences et une usine à Châteauroux.

Océ-France S.A. - 27, rue Cuvier, B.P. 539,
93104 Montreuil Cédex Tél. : (1) 859.12.11.

Océ VOUS SIMPLIFIE LA VIE DE BUREAU.

POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, ÉNERGÉTIQUES, FINANCIERS DES ANNÉES A VENIR, IL FAUDRA FAIRE APPEL AUX PIONNIERS DES NOUVELLES INDUSTRIES.



UN FORMIDABLE MANIFESTE POUR LES ENTREPRENEURS

FAYARD

AFRIQUE

Le printemps soudanais

III. - La dérive neutraliste

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Le soulèvement populaire qui a provoqué, ce printemps, la chute du régime du maréchal Némery a engendré un double pouvoir : celui de l'armée, qui, formellement, gouverne le pays, et celui constitué par un front des partis et des syndicats, liés par un programme commun. (Voir le Monde des 13 et 19 juin.)

Khartoum. - Que veut au juste John Garang ? Rien ni personne ne trouve grâce aux yeux du chef de la guérilla sudiste. Ni le Rassemblement du salut national, qui a dirigé le soulèvement populaire, ni le Conseil militaire de transition, qui a renversé le maréchal Némery le 6 avril, ni le gouvernement provisoire, ni le cabinet désigné (il n'a pas encore administré les trois provinces méridionales, désormais réunifiées, ne répondent à son attente. Quant aux sudistes associés au nouveau pouvoir - au sein de la junte (deux généraux), du gouvernement provisoire (trois portefeuilles, dont la vice-présidence), et au cabinet régional (tous les ministères), - il les considère, selon le cas, comme des « corrupteurs » ou comme des « traîtres ». D'ailleurs, le conflit ne se situe pas, pour lui, entre le Sud négroïde, chrétien ou animiste, et le Nord arabo-musulman, mais oppose l'ensemble des populations du Soudan à leurs « oppresseurs » et à leurs « exploités ».

John Garang dit non à tout, y compris aux offres réitérées du Conseil militaire de transition d'engager avec lui des négociations sans conditions préalables. Sa réponse est invariable : plutôt que de dialoguer avec ce qu'il appelle la « bande des quatre » (les généraux qui ont organisé le coup d'État), il préfère poursuivre les hostilités, appeler ses concitoyens du Nord à le rejoindre dans la lutte armée, jusqu'au triomphe de la démocratie, l'instauration de la laïcité de l'État et du socialisme, la reconnaissance à toutes les ethnies du droit à l'autonomie, et l'adoption d'une politique d'indépendance nationale.

L'attitude du chef du Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS) est paradoxale : il se présente comme le champion de l'unité nationale et de la démocratie, mais il affiche hostilité ou scepticisme à l'égard des « formations réactionnaires ou opportunistes » des élites qui, dans un délai d'un an, rétablir le parlementarisme, ainsi que des libertés retrouvées, qu'il juge illusoire. En confiant au MPLS le rôle de « avant-garde », ne trahit-il pas une secrète volonté d'instaurer, sous son égide, un parti unique ? En tout cas, n'aliène-t-il pas ainsi ses alliés naturels, les partis laïcs, les syndicats, les unions professionnelles qui, au nord, occupent une place de choix sur la scène politique ?

Comme tout un chacun, John Garang s'est sans doute livré à une analyse du rapport des forces qui pourrait justifier ses ambitions. Le régime du 6 avril est vulnérable, peut-être même ébranlé. Les douze mille à quarante mille maquisards (selon des estimations divergentes) qu'il dirige sont particulièrement actifs dans les trois régions méridionales peuplées de tribus négroïdes, chrétiennes ou animistes. L'armée du gouvernement central, qu'ils combattent, est insuffisamment équipée et passablement démoralisée, comme en témoignent de fréquentes désertions. Les trois quarts des soldats sont, contrairement à leurs officiers, pour la plupart arabes, de race noire, et, dès lors, sensibles aux notions d'« africanité » et d'« identité » que la radio des rebelles sudistes expose à longueur de journée.

Isoler John Garang

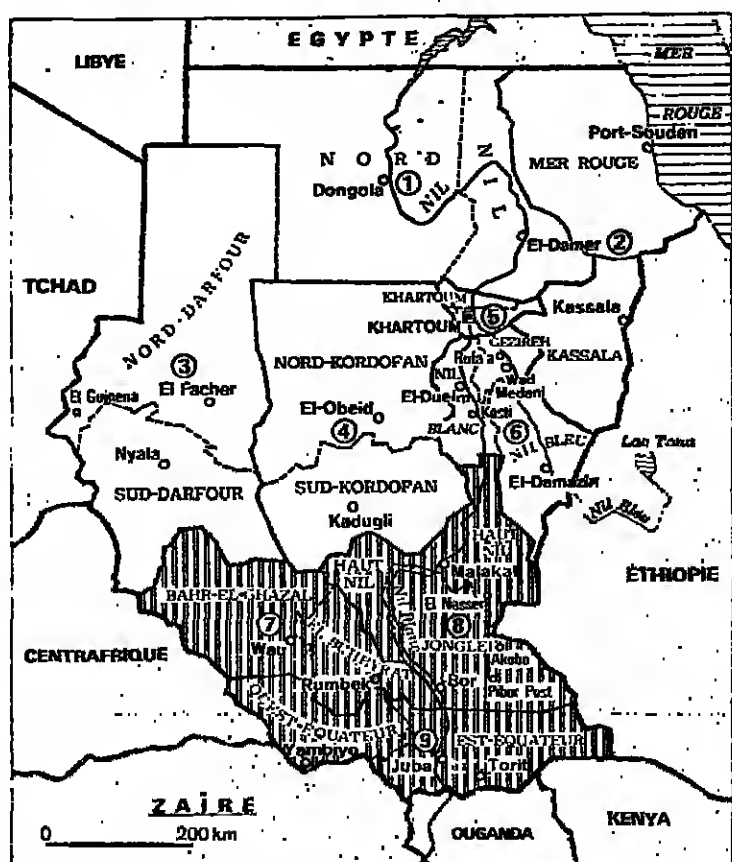
L'échec du régime de transition paraît d'autant plus plausible que ses caisses sont vides et que sa dette extérieure - 10 milliards de dollars - ne cesse de croître faute de ressources. Tandis que la guerre du Sud lui coûte plus de cent millions de dollars l'an, le Fonds monétaire international lui refuse des crédits supplémentaires en raison de son incapacité à régler un reliquat d'intérêts de 120 millions de dollars. La quasi-totalité des devises que rapportent les exportations ne suffit pas à assurer le service de la dette.

On comprend mieux encore l'intransigeance de John Garang quand on sait que ses guérilleros ont paralysé les deux projets les plus prometteurs du pays : l'extraction du pétrole des champs de Bantou et la construction du canal de Jongley, destiné à fournir à l'agriculture 6 milliards de mètres cubes d'eau supplémentaires. En attendant, la sécheresse gagne du terrain et

affame un nombre croissant de Soudanais, dans une proportion aussi alarmante qu'en Éthiopie. Selon les estimations des organismes spécialisés de l'ONU, quelque quinze millions de personnes (sur une population de vingt-deux millions) en seront affectées dans les prochains mois ; un million d'enfants en mourront avant la fin de cette année, à moins que des secours adéquats ne soient fournis par la communauté internationale.

Évaluant elle aussi, sans doute, le rapport des forces, qui lui est défavorable, la junte de Khartoum a rapidement décidé de s'adresser au Bon Dieu plutôt qu'à son prophète, de s'entendre directement avec les protecteurs de John Garang. Proclamant son « non-alignement », elle a pris des dispositions pour améliorer les relations avec l'URSS ; et, au nom du « bon voisinage », a dépêché des délégations en Éthiopie et en Libye, qui fournissent au MPLS des

armes soviétiques, des fonds, et des facilités logistiques. Dès le 23 avril, les relations diplomatiques sont rétablies avec le gouvernement du colonel Kadhafi. Aussitôt cooçulé, le maréchal a été mis en œuvre. Le Soudan a fermé les camps dans lesquels étaient entraînés militairement les opposants libycois, qui ont été expulsés ; Tripoli, en échange, fournit du pétrole, des denrées alimentaires et, surtout, s'est engagé à cesser toute aide au MPLS de John Garang. Le jeu de miel n'a pas, cependant, vraiment commencé. Le colonel Kadhafi en demande davantage : il « souhaite » que le Soudan dénonce formellement les accords de Camp David, prenne nettement ses distances à l'égard de l'Égypte et des États-Unis, et... s'engage sur la voie de l'unité avec la Libye.



Les trois provinces bahréennes sont celles où le Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS) est particulièrement actif.

armes soviétiques, des fonds, et des facilités logistiques. Dès le 23 avril, les relations diplomatiques sont rétablies avec le gouvernement du colonel Kadhafi. Aussitôt cooçulé, le maréchal a été mis en œuvre. Le Soudan a fermé les camps dans lesquels étaient entraînés militairement les opposants libycois, qui ont été expulsés ; Tripoli, en échange, fournit du pétrole, des denrées alimentaires et, surtout, s'est engagé à cesser toute aide au MPLS de John Garang. Le jeu de miel n'a pas, cependant, vraiment commencé. Le colonel Kadhafi en demande davantage : il « souhaite » que le Soudan dénonce formellement les accords de Camp David, prenne nettement ses distances à l'égard de l'Égypte et des États-Unis, et... s'engage sur la voie de l'unité avec la Libye.

L'Éthiopie, elle, a posé des conditions autrement plus difficiles à réaliser. Pour « lâcher » John Garang, elle exigerait, entre autres, que le Soudan déporte (ou livre ?) les dirigeants et les cadres des mouvements indépendantistes d'Érythrée et du Tigré installés à Khartoum ; qu'il interdise toute activité politique au million de réfugiés de ces provinces ; qu'il verrouille les frontières entre les deux pays.

La tâche est doublement malaisée. Matériellement, les autorités soudanaises n'ont pas les moyens de surveiller une frontière aussi longue, imprécise et souvent inaccessible. Politiquement, elles ne veulent pas prendre le risque de se brouiller avec les pays qui aident, d'une manière ou d'une autre, les mouvements d'opposition éthiopienne, notamment les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Somalie. A ces arguments, Addis-Abeba oppose une fin de non-recevoir. Son intransigeance rejoint celle de John Garang, et l'on peut se demander dès lors si l'Éthiopie ne mise pas, elle aussi, sur la chute de l'actuel régime soudanais et l'émergence d'un nouveau pouvoir qui lui serait alors politiquement favorable. Un tel calcul serait d'autant plus fondé que l'aot-américainisme ambiant au Soudan sécrète un neu-

tralisme bien plus militant que le non-alignement des dirigeants actuels.

En effet, les Soudanais, toutes tendances confondues, nourrissent à l'égard des États-Unis d'amers ressentiments, qui trouvent leur origine dans le double reproche d'avoir soutenu, quatorze ans durant, le régime sanguinaire du maréchal Némery et d'avoir utilisé ce dernier pour faire du Soudan un État satellite. Les procès de « trahison » en préparation à l'encontre des anciens responsables risquent de se retourner contre les États-Unis.

La presse locale, comme en Iran au lendemain du renversement du Chah, a commencé à publier des informations et des documents, dont certains paraissent incontestables, sur divers accords secrets conclus entre les dirigeants déchu et Washington. L'un d'eux fait état du projet de construction de quatre

Tirant sans doute les leçons de la catastrophique expérience iranienne, les responsables américains ont pris acte, sans réchigner, de la dérive neutraliste et se sont exprimés de venir en aide à la junte. Aux 400 millions de dollars promis, pour cette année, au maréchal Némery - dont 50 millions sont destinés à l'armée - ils ont ajouté 50 millions pour la fourniture de denrées alimentaires aux sinistrés de la sécheresse, puis 62 millions consacrés à l'importation de produits énergétiques. L'Arabie saoudite, elle, fournit gracieusement du pétrole, finance l'importation de produits de première nécessité, renforce, à l'occasion, les caisses de l'État.

La générosité a été payée de retour, du moins partiellement. La tolérance des Soudanais aidant, les dirigeants et les hommes politiques de Khartoum ont adopté une attitude relativement modérée, prudente et sans doute intéressée. Le secrétaire général du PC, M. Noghond, nous disait que le peuple soudanais, « remerciait » les États-Unis pour leur aide et qu'il ne souhaitait pas suivre l'exemple iranien en rompant les relations diplomatiques entre Khartoum et Washington. « Une archaïque des représentations politiques », M. Hassan Tourabi, le guide suprême des Frères musulmans, nous assurait qu'il s'opposerait, malgré l'hostilité à peine déguisée de Washington à l'égard de son mouvement, à l'« anti-américanisme obsessionnel » de beaucoup de ses compatriotes. Mais les deux hommes politiques tout autant que M. Sadek El Mahdi, le chef de la confrérie des Ansars, affirment qu'ils exigeront l'abrogation de traités ou d'accords, conclus entre Washington et l'ancien régime, entachant la souveraineté ou la neutralité du Soudan dans la confrontation Est-Ouest.

Une dynamique

Autre revendication relevant du consensus national : l'annulation du traité de défense commune conclu avec l'Égypte en 1976 et de la « charte d'intégration » signée par les deux pays en 1982. « Ces accords ne sont pas conformes à la volonté populaire et nous les considérons d'ores et déjà comme nuls et non avenue », a déclaré le 22 mai dernier le président du gouvernement provisoire, M. Diziouli. Les Soudanais n'ont pas encore pardonné à leurs « frères » du Nord leur soutien multiforme à la dictature déchu et, surtout, l'assile politique qu'ils ont accordé au « criminel Némery ».

Le gouvernement du Caire ayant fait la sourde oreille aux demandes incessantes d'extradition - pourrions-nous dire d'extradition - pour les deux pays à cet égard, - la junte de Khartoum a requis que l'ancien dictateur ne soit pas, pour le moins, autorisé à quitter l'Égypte. Va-t-on vers une épreuve de force analogue à celle qui avait opposé l'Iran aux États-Unis à propos de l'extradition du chah ? Personne ne le souhaite à Khartoum, encore qu'un « dérapage » dans les relations entre les deux pays soit toujours possible.

D'une manière plus générale, il n'est pas douteux que la passion nationaliste, la volonté des Soudanais de sortir du « camp américain », de mettre un terme à la guerre civile qui ruine leur pays, notamment en améliorant leurs relations avec l'URSS, l'Égypte, et la Libye, ont engendré une dynamique qu'on aura du mal à maîtriser au Soudan et peut-être même dans des pays voisins.

John Garang n'a, dès lors, pas tort, dans sa propre optique, de jouer les jusqu'au-boutistes.

FIN

Plus vite, moins cher !

Avant la hausse importante de juillet

Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GT, votre 305, votre 505 à des conditions "spéciales NEUBAUER"

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GERARD 82160.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Allemagne 1985

LAFFAIRE MENE

« Bande à part »

par le fils de...

LA CROIX

le mu

ORGAN

DE JOUX ET C

A

LE SAMEDI 22

A PARIS, SAU

7-11 AVENUE

EXPOS DE CETTE VILLE

MAISON

150 من الال

EUROPE

Allemagne fédérale L'AFFAIRE MENGELE

L'hebdomadaire « Bunte » publie des documents remis par le fils du criminel nazi

L'hebdomadaire ouest-allemand *Bunte* publie, dans son édition de jeudi 20 juin, un récit exclusif de vingt pages sur la vie de Josef Mengele, fondé sur des documents remis au journal par le fils du criminel nazi, Rolf Mengele. Le journal avait annoncé qu'il verserait les bénéfices de la vente de ce « scoop » à un fond d'aide aux victimes d'Auschwitz.

Les documents comprennent des photos prises en 1945 et 1979, date à laquelle Josef Mengele serait mort au Brésil sous le nom de Wolfgang Gerhard, des lettres échangées avec sa famille et des notes personnelles, en forme de journal intime. Selon Rolf Mengele, son père a pu facilement échapper aux chasseurs de nazis en raison des « conditions lamentables » dans lesquelles il a vécu. Le criminel de guerre n'a été aidé ni par l'Organisation Odessa ni par les services secrets américains, affirme son fils, mais il a été gargon d'étable pendant quatre ans chez un fermier à Rosenheim en Bavière, à la fin de la guerre.

Rolf Mengele affirme que son père, au moment de s'embarquer, en 1949, pour l'Amérique du Sud par le port de Gênes, a été arrêté par la police italienne, qui l'a relâché après trois semaines de détention « avec ses excuses amicales ».

En Amérique du Sud, Mengele recevait régulièrement de l'argent de sa famille, de 300 à 500 deutschemarks par mois. Dans son récit, Rolf Mengele évoque le Paraguay où l'angoisse de la mort a longtemps régné. « Il y avait toute une meute de héros de la guerre admirés par les dictateurs d'Amérique latine, à qui le général Stroessner [chef d'Etat du Paraguay depuis trente ans] ne pouvait rien refuser ».

« Je n'ai pas soutenu mon père, mais je ne pouvais pas le trahir », écrit Rolf Mengele, qui raconte qu'il a vu son père pour la première fois en 1956 en Suisse. Josef Mengele était alors descendu sous le nom de Helmut Gregor, dans un hôtel où il est resté quelques semaines pour faire du ski. Une photographie le montre lors de ce séjour. Rolf et son père ont ensuite correspondu, par l'intermédiaire du fondé de pouvoir de l'affaire familiale, M. Sedlmair.

L'historien Günther Deschner, qui est un des quatre experts appelés en consultation par l'hebdomadaire *Bunte*, a déclaré qu'aucun des membres du jury ne doutait de l'authenticité des documents. Dans ses lettres, a déclaré M. Deschner, Josef Mengele « philosophait souvent, essayant d'expliquer pourquoi il avait fait les choses qu'il avait faites, mais sans jamais se reconnaître coupable ». Mengele, ajoute M. Deschner, décrivait les endroits où il se trouvait avec une exactitude photographique, ce qui se retrouve dans ses carnets de la Bavière au Brésil en passant par l'Argentine et le Paraguay.

Rolf Mengele a revu son père en mai 1977 au Brésil, où il a rencontré Wolfgang Bessert, un Allemand qui affirme avoir caché Mengele de 1975 à 1979. « J'ai vu que mon père tremblait d'émotion, qu'il avait les larmes aux yeux », raconte le fils Mengele. Ils ont alors passé quinze jours ensemble, pendant lesquels son fils a pu constater qu'il souffrait de dépression et parlait parfois de suicide. Pourtant, dit Rolf Mengele, il n'était pas fou, il a parlé des heures durant de ses amis et de ses protecteurs, et il continuait à étudier le latin et le grec.

Par ailleurs, les médecins-légistes qui doivent rendre un verdict final sur les restes présumés de Mengele ont déclaré qu'il leur fallait prolonger leurs examens pour dissiper tous les doutes. — (AFP, Reuter, UPL)

URSS Mort du maréchal Moskalenko

ancien commandant des missiles stratégiques

De notre correspondant

Moscou. — La *Pravda* de ce mercredi 19 juin annonce en première page le décès, deux jours plus tôt, après une « douloureuse maladie », du maréchal Kiril Moskalenko, qui fut entre 1960 et 1962 commandant en chef des troupes servant les missiles stratégiques soviétiques. Le maréchal Moskalenko était né en 1902 dans une famille paysanne de la région de Donetsk en Ukraine. A dix-huit ans il s'engage dans la jeune Armée rouge et selon sa biographie officielle, y « combat les bandes contre-révolutionnaires ». Ce n'est

que beaucoup plus tard qu'il reçoit une formation militaire supérieure. Ce retard lui sauve peut-être la vie. Il sort en effet diplômé de l'académie d'artillerie en 1939, après les purges qui ont décimé la hiérarchie militaire soviétique.

Il est au front pendant toute la durée de la guerre, participant notamment aux grandes batailles de Stalingrad, du saillant de Kourak et de la traversée du Dniepr puis entrant en Pologne et en Tchécoslovaquie. Avant de prendre en 1960 les deux postes de commandant en chef des troupes des missiles stratégiques et de vice-ministre de la défense, il avait commandé, au lendemain de la guerre, la défense antiaérienne de la région de Moscou.

La nécrologie du général Moskalenko est signée par M. Gorbachev et par tous les membres du bureau politique, y compris M. Grégori Romanov, ancien rival de l'actuel secrétaire général, qui n'a pas été vu en public depuis le 10 mai.

M. Romanov a été longtemps responsable de l'industrie d'armement et devait normalement assister ce mercredi aux obsèques du maréchal Moskalenko.

D. D.

PLUS DE VODKA A L'AMBASSADE.

La vodka est désormais bannie des réceptions officielles à l'ambassade d'URSS à Paris, où elle est remplacée par le champagne, le vin et la bière.

Les premiers invités à faire l'expérience de ce nouveau régime — qui sans être « sec » est une conséquence de la lutte antialcoolique menée par le secrétaire général du PC soviétique, M. Gorbachev — ont été, lundi soir 17 juin, les vingt-sept anciens du régiment de chasse Normandie-Niemen, qui ont reçu des mains de l'ambassadeur, M. Youli Vorontsov, l'ordre de la Grande Guerre patriotique 1941-1945, l'une des plus hautes décorations militaires soviétiques.

Portugal

LE PRÉSIDENT EANES SOULAITE LA FORMATION D'UN « GOUVERNEMENT DE COMPROMIS »

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le président de la République portugaise souhaite épuiser toutes les possibilités constitutionnelles avant d'avoir recours à la dissolution du Parlement pour régler la crise ouverte, le 13 juin dernier, par la démission des ministres sociaux-démocrates du gouvernement dirigé par le socialiste Mario Soares.

Dans un message adressé, le mardi 18 juin, au Parlement, le général Eanes a demandé aux députés d'approuver la formation d'un « gouvernement de compromis » reposant sur un « programme minimum », qui pourrait être avalisé par les principales formations politiques. Le Parti socialiste (principale formation) sera très probablement chargé de cette tentative de formation d'un nouveau gouvernement.

Dans l'hypothèse — fort probable — où le programme de ce gouvernement serait rejeté, l'Assemblée serait dissoute. Selon la Constitution, le chef de l'Etat ne peut dissoudre le Parlement dans les six mois qui précèdent la fin de son mandat. Une éventuelle dissolution devrait donc intervenir avant le 14 juillet prochain.

Le chef de l'Etat a ainsi rejoint la position du Parti socialiste, qui préconise lui aussi un « dernier effort » avant la convocation d'élections législatives anticipées. En revanche, les sociaux-démocrates, les démocrates-chrétiens et les communistes étaient favorables à la dissolution immédiate.

J. R.

RECONNAÎTRE
L'ÉLITE

**MÉDECINE
PHARMACIE**

CLASSE PRÉPA, Stage pré-entrée, Soins avancés,
5 centres : quartier Latin, Neuilly, Nanterre, Clichy, Cergy

CEPES

enseignement
supérieur privé

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 722.94.94 - 745.09.19

CELINE
PARIS

SOLDES

Couture - Maroquinerie - Chaussures
Foulards - Cravates

Coupons de tissus de Collection

**Jeudi 20 juin
Vendredi 21 juin
Samedi 22 juin**

de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h.

3, av. Victor-Hugo - 24, rue François 1^{er} - 55, rue de Rennes

CAPEL habille
en long
comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

avec **CAPEL**
on peut être
grand, fort
et beau

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

SOUS L'ÉGIDE DE
LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

les mus^{ts} de Cartier

ORGANISENT UNE VENTE
DE BIJOUX ET OBJETS "HORS COLLECTION"
A PRIX RÉDUITS.

**LE SAMEDI 22 JUIN 1985 DE 9 H A 18 H 30
A PARIS, SALONS FRANCE-AMÉRIQUE
9-11, AVENUE FRANKLIN-D.-ROOSEVELT
PARIS 8^e**

BORDEAUX LES FOYERS DU GRAND THÉÂTRE DE BORDEAUX, PLACE DE LA COMÉDIE. BORDEAUX LILLE LES HESPERIDES, 92, RUE ROYALE. LILLE MARSEILLE HÔTEL SORTEL, SALON PROVIS, VIEUX PORT 36, BD CHARLES-IV. MARSEILLE 7^e, LYON PALAIS DU COMMERCE, SALLE DES PORTRAITS, PLACE DE LA BOURSE LYON 2^e. NICE HÔTEL PLAZA CONCORDE, SALON MONTABAIN, 12, AVENUE DE VERDUN, NICE.

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE
POUR LE SOUTIEN DE SON ACTION EN FAVEUR DES ENFANTS
MALHEUREUX EN FRANCE ET DANS LE MONDE

L'UN DES SECRETS LES MIEUX GARDÉS DU PARTI COMMUNISTE: l'existence du réseau d'espion- nage le plus mystérieux de la Seconde Guerre mondiale, le **SERVICE B.**

Roger Faligot Rémi Kauffer

SERVICE B

Fayard

352 pages
98 F

FAYARD

DIPLOMATIE

Un entretien avec M. de La Madrid, chef de l'Etat mexicain

(Suite de la première page.)

- Mais vous êtes en tout cas considérés comme le « ban élève » de la classe par le Fonds monétaire international.

- Sans doute, mais la politique d'austérité que nous avons mise en pratique l'a été de notre propre initiative. Pas sous une pression extérieure d'aucune sorte. Et le Mexique n'est pas un pays qui prétend que le monde extérieur a toute la responsabilité de nos difficultés. Nous savons que nous devons accepter nos propres responsabilités. Le FMI, tant décrié, est un mécanisme utile.

« Le volcan est toujours là... »

- Vous avez réussi à renégocier votre aide extérieure dans des conditions satisfaisantes. Mais il semble que 1985 soit marquée chez vous par une nette relance de la crise ?

- La crise n'est pas terminée, c'est vrai. Mais, d'une manière générale, notre politique a été un succès. Nous avions un taux d'inflation de 100 % à la fin de 1982. Il était de 60 % à la fin de 1984. 1982 a été une année de stagnation économique, et en 1983 nous avons eu une croissance négative. En 1984, en revanche, le taux de croissance a été de trois points et demi. Je redoutais une catastrophe, des fermetures d'entreprises en chaîne, des licenciements massifs. Nous avons réussi à stabiliser le chômage. Depuis 1983, nous avons récupéré notre capacité d'importations. Et nous n'exportons pas que du pétrole, mais aussi des produits manufacturés. L'important est que nous avons pu depuis deux ans honorer le service de notre dette grâce à une balance commerciale de nouveau positive. Nous avons aussi récupéré le contrôle de la politique des changes, qui nous avait complètement échappé en 1982.

Mais j'admets que nous ne sommes pas sortis de la crise et qu'il peut y avoir des rechutes. Nous sommes en tout cas résolus à maintenir l'austérité, à suivre la même voie. C'est la seule possible. Et elle a fait ses preuves.

- Le coût social de l'austérité n'est-il pas trop élevé ?

- C'est le coût de la crise, pas de la politique appliquée pour combattre cette crise. Si nous n'avions pas été énergiques et réalistes, le prix aurait été encore plus lourd. Mais c'est vrai que les effets sur le niveau de vie moyen des Mexicains ont été tout à fait négatifs. On dit que la patience des peuples a des limites. Le nôtre a fait preuve de maturité et de réalisme. Et c'est quelque chose qui me réconforte énormément.

- Vous insistez, il n'y a pas si longtemps, que vivre au Mexique c'était vivre sur un volcan ?

- C'est toujours vrai, mais il me semble qu'il y a moins de lave, et moins de fumeroles. Le volcan, lui, est toujours là...

- Est-ce que vous excluez l'hypothèse d'une intervention militaire directe des Etats-Unis en Amérique centrale ?

- Non, je ne l'exclus pas. Le risque existe. Mais je connais bien les Américains. Je crois aussi que le gouvernement de Washington fera tout son possible pour éviter une intervention directe. Je pense qu'une négociation sur les conflits d'Amérique centrale reste possible.

- Vous pensez donc que les menaces, les mises en garde régulières de Washington en direction des sondaïnistes sont purement verbales ?

- Pas du tout. Ce ne sont pas seulement des menaces en l'air. Les relations entre les Etats-Unis et le Nicaragua sont très dures, tendues. Et nous avons les derniers exemples de la détermination américaine. L'appui maintenant officiel apporté aux organisations armées anti-sondaïnistes et l'embargo commercial. La situation ne cesse de se dégrader, elle est dangereuse. Et je redis notre conviction qu'il ne convient pas de situer les tensions en Amérique centrale dans la contextes du conflit Est-Ouest.

- Vous avez pourtant approuvé le plan de paix Reagan en Amérique centrale, et on vous l'a reproché...

- Ce n'est pas tout à fait cela. Ce que j'ai dit, c'est que le Mexique est en faveur de toute tentative qui va dans le sens du dialogue et de la négociation, mais nous avons dit aussi que nous ne pouvions pas nous prononcer sur des

problèmes internes (négociations entre les sondaïnistes et les contras, recommandées par le plan Reagan) car c'est contre notre principe de non-intervention. C'est le gouvernement de Managua qui doit décider souverainement sans pression internationale s'il doit engager ou pas un dialogue avec les différentes forces sociales ou politiques, à l'intérieur même du Nicaragua, et o fortiori avec des représentants des mouvements insurgés et en armes.

- Mais vous êtes déçu par l'alignement plus net des sondaïnistes sur les pays de l'Est ?

- Je suis surtout tenté de voir dans leur évolution une réaction de désespoir face aux pressions économiques et militaires auxquelles ils sont de plus en plus soumis. Je constate que le gouvernement de Managua a répété qu'il souhaitait être un pays non aligné. Et je n'ai pas jusqu'à dire aujourd'hui que c'est une nation alignée. Les sondaïnistes expliquent qu'ils ont recours à l'aide d'autres pays parce qu'on leur coupe leurs sources naturelles d'approvisionnement. Managua a renouvelé récemment sa volonté de bâtir une démocratie pluraliste, respectant les libertés, et avec une économie mixte. Personnellement, je m'en réjouis. Car je crois que c'est la seule façon pour le Nicaragua de réduire la tension, avec les Etats-Unis et avec ses voisins.

« Contadora garde son utilité »

- Vous croyez encore à Contadora (1) ?

- Il y a sans doute des moments où l'on se dit qu'il y a bien des raisons objectives d'être pessimiste. Mais tant qu'il y aura une possibilité de médiation, Contadora garde son utilité. C'est vrai, mais nous sommes déçus, alors que nous avons été les principaux promoteurs de ce groupe. Nous ne serons satisfaits que le jour où nous aurons obtenu une solution politique par le biais de la négociation diplomatique.

- La France vient de nommer un ambassadeur en poste à San Salvador. Est-ce que vous pensez en faire autant ?

- Certainement et c'est sans doute le signe que la France et le Mexique ont une appréciation assez semblable sur l'évolution de la situation en Amérique centrale depuis 1981. A cette époque, les deux pays ont signé une communauté de vues qui recommandait la reconnaissance d'une représentativité politique aux mouvements révolutionnaires insurgés contre le gouvernement salvadorien. Il s'agissait alors d'insister sur la nécessité d'un dialogue politique interne entre les belligérants.

- Ce communiqué a été interprété, dans certains pays, comme une ingérence. Je crois, en fait, qu'il était de bonne foi. Et le fait est aujourd'hui que le gouvernement de M. Duarte a engagé un processus de dialogue avec les insurgés. Nous apprécions cet effort. Mais je le redis avec force : le Mexique a toujours suivi une stricte politique de non-intervention. Jamais le Mexique n'a soutenu et ne soutiendra des

mouvements insurrectionnels armés en Amérique centrale.

- L'un des thèmes principaux de votre campagne électorale portait sur la « moralisation de la vie publique ». En bref, sur la lutte contre la corruption. Qu'en est-il après trois ans de gouvernement ?

- Je préfère parler de rénovation morale, parce que c'est positif. Nous devons donner l'exemple et nous l'avons donné. Nous avons créé des organismes de contrôle et de prévention, prévu des sanctions beaucoup plus lourdes. Je peux vous affirmer que personne aujourd'hui ne peut dire que l'un quelconque des ministres de mon gouvernement est impliqué d'une manière ou d'une autre dans un trafic, ou intéressé à des affaires. Nous avons aussi épuré les corps de police.

- Nous demandons maintenant à tous les fonctionnaires de déclarer chaque année l'état de leurs ressources, et les variations de leur patrimoine. Nous avons progressé mais je reconnais qu'il y a encore de l'immoralité et des cas de corruption dans certains secteurs de l'appareil d'Etat, notamment dans la police, ou dans les services des douanes par exemple. Nous sommes sur le point d'annoncer une restructuration complète de ce dernier secteur.

- Les Etats-Unis vous accusent de laxisme dans la lutte contre le trafic de drogue ?

- C'est vrai. Mais ces accusations manquent de fondement. D'abord le Mexique lutte contre ce trafic de manière bien plus énergique que les Etats-Unis, compte tenu de la disproportion de nos moyens. Ensuite, c'est un phénomène de dé-

linquance internationale, et le principal marché de consommation de la drogue est aux Etats-Unis. Nous sommes préoccupés que l'on produise chez nous des drogues et qu'on les exporte. Mais la demande aux Etats-Unis est de plus en plus forte.

- Si nous n'étions pas très attentifs, nous risquerions de connaître des situations dramatiques, à la limite de l'incontrôlable, que nous observons aujourd'hui chez certaines nations d'Amérique latine ou d'Asie. Nous voulons éviter ce dérapage à tout prix. Et nous donnons tout notre appui au secrétaire général des Nations unies en faveur d'une conférence internationale sur la lutte contre le trafic de drogue.

Relancer la coopération avec l'Europe

- Qu'attendez-vous de ce voyage en Europe ?

- D'abord une relance de notre coopération avec la Communauté européenne. C'est pour nous la région la plus importante du monde après les Etats-Unis. Nous souhaitons élargir nos échanges commerciaux, attirer les investisseurs européens, et en particulier français. Ma visite a pour but essentiel de manifester la volonté politique du Mexique de chercher de nouvelles formes de coopération avec l'Europe dans tous les domaines.

- Est-ce que c'est une façon de rechercher un contre poids à l'influence américaine ?

- L'un des principes de base de notre politique étrangère est la diversification des relations. Nous avons toujours recherché une politique étrangère autonome, indépen-



dante, équilibrée et diversifiée. Les relations entre le Mexique et la France se situent à un bon niveau. Mais je suis persuadé que les possibilités d'extension dans tous les domaines, n'ont pas été exploitées.

- Il me semble que le gouvernement français est a priori bien disposé à votre égard, et nous sommes en politique internationale sur la même longueur d'ondes. Les projets de nouveaux investissements français au Mexique sont très avancés. Mais mon rôle consiste d'abord à créer une bonne ambiance, un climat d'entente au plus haut niveau. Le reste suivra.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERKANG.

(1) Le groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Panama, Colombie) recherche depuis 1983 une solution négociée aux conflits d'Amérique centrale.

L'assurance tranquille

La presse mexicaine appelle Miguel de la Madrid Hurtado « MMH ». Pour simplifier et par tradition, ce n'est pas un signe de popularité. Dans ce Mexique inquiet de 1985, on est bien loin de l'adulation qui entourait Lazaro Cardenas, l'homme de la nationalisation du pétrole - ou même du simple charisme d'un Lopez Mateos, qui avait accueilli de Gaulle au printemps 1964.

Comment être populaire quand on dirige un gouvernement qui a décliné une austérité draconienne pour tenter de sortir le pays de l'abîme où il s'enfonçait à la fin de 1982 ? MMH, le cinquantenaire austère mais tempéré de courtoisie et d'élégance, n'est pas populaire. Mais il est respecté. Pour sa compétence, son sérieux, son réalisme, son système, sa modération, sa modestie. Et aussi sans aucun doute pour son honnêteté.

Il avait promis pendant sa campagne électorale de lutter pour une « rénovation morale ». C'est-à-dire contre une corruption traditionnelle dans l'appareil d'Etat, presque institutionnalisée, et qui nourrissait le scepticisme profond des Mexicains à l'égard de leur système politique. Il a tenu parole. Et s'il reconnaît lui-même que bien du chemin reste à faire dans ce domaine, du moins s'il est plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs.

Au pouvoir depuis décembre 1982, il est à mi-parcours de son mandat de six ans. C'est-à-dire à l'apogée de sa puissance, celle d'un véritable souverain dans la subtilité et très hiérarchisé système mexicain. D'où sans doute cette assurance tranquille qu'il affiche en toutes occasions.

C'est aussi sa manière. Libéral, il est partisan - à la différence de nombreux hiérarques du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) - de laisser leur chance aux opposants, qui croient de plus en plus fort, surtout à droite, et réclament une véritable « démocratisation », toujours annoncée ou promise, d'un régime très particulier, non sans failles, ni ambiguïtés. Mais, prudent, il s'est gardé de tout éclat, à l'intérieur comme à l'extérieur, car il sait qu'il doit respecter le « juste milieu ». Le Mexique en crise est plus vulnérable qu'à l'époque du boom pétrolier aux années 70, le voisin du nord. Et celui-ci ne manquera pas. Déjà hostile par tempérament à toute emphase, le gouverneur au plus près, avec sérieux, en connaissant les limites, mais sans renoncer aux grands principes hérités de la révolution mexicaine, notamment, le premier d'entre eux : la recherche d'une politique extérieure indépendante.

Technocrate, expert en économie et en finances, il a fait ses

études à Harvard et il est le premier président mexicain diplômé d'une université américaine. Et, bien qu'il ait adhéré au Parti révolutionnaire institutionnel dès 1963, il ne sort pas vraiment du sérial.

Il est né en 1934 dans l'Etat de Colima, sur la côte Pacifique. Mais il a fait ses études de droit à l'Université nationale autonome de Mexico, le célèbre UNAM. A l'âge de plusieurs essais économiques et politiques, diplômé en administration publique, professeur de droit constitutionnel, chargé de fonctions importantes à la Banque du Mexique, puis au ministère des finances, ministre de la planification et du budget en 1979 dans le gouvernement Lopez Portillo : ce « parcours » ne le destinait pas particulièrement à la charge suprême.

Sa désignation comme candidat « officiel » du PRI pour l'élection de 1982 avait été accueillie avec surprise. MMH était un inconnu pour les Mexicains. Il leur avait promis de « changer de style » et de sortir le pays de la crise. Sur le premier point, il a réussi. Mais il n'est pas encore certain de gagner son vrai pari, bien que sa stratégie de développement soit basée sur une très grande rigueur fiscale et monétaire.

M. N.

CELIBATAIRES voici des rencontres qui vous enthousiasmeront !



La Presse vous dit pourquoi :

«... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique...»

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses...»

«... Multiplier les possibilités de choix, infimes dans la vie courante...»

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs...»

«... Anne de Vilaine...»

Voilà pourquoi vous allez faire, vous aussi, LA rencontre de votre vie.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

BON GRATUIT Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livra d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mme Mlle... Prénom... Age...

Adresse...

■ ION FRANCE 145 51 94, rue Saint Lazare, 75009 PARIS - Tél. 238.70.25
■ ION BRUXELLES 145 51 94, rue de la Loi, 1050 BRUXELLES - Tél. 51.74.25
■ ION GENEVE 145 51 94, rue de la République, 1201 GENEVE - Tél. 21.75.01

LA PRÉPARATION DU CONSEIL EUROPÉEN DE MILAN

Les décisions concrètes sur la réforme de la CEE pourraient être renvoyées au sommet de Luxembourg en décembre

Les ministres des affaires étrangères des Dix se sont réunis mardi 18 juin à Luxembourg pour achever la préparation du conseil européen de Milan. En dépit du climat, jugé constructif, de leurs travaux, il semble acquis désormais que le sommet des 28 et 29 juin doit renvoyer au suivant - prévu pour décembre à Luxembourg - l'examen des mesures de détail en matière de réforme institutionnelle de la CEE.

Luxembourg (Communautés européennes). - La réunion qu'ont tenue, mardi 18 juin, à Luxembourg les ministres des affaires étrangères des Dix n'a pas levé les incertitudes qui pèsent sur la portée des réformes institutionnelles qui pourraient être décidées lors du conseil européen de Milan, les 28 et 29 juin. Tout porte à penser, cependant, qu'il s'agira surtout d'une réunion de clarification, au cours de laquelle les Dix se contenteront d'ouvrir une discussion qui, jusqu'à présent, n'a pas été vraiment engagée. « C'est une première épreuve de vérité. Le sommet de Milan ne pourra pas trancher tout de suite, même s'il n'est pas interdit de penser qu'il y ait déjà des décisions qui soient acquises », a commenté M. Roland Dumas, ministre français des relations extérieures.

Pour lui, le scénario le plus vraisemblable serait qu'à Milan les chefs d'Etat et de gouvernement débattent le terrain, arrêtent quelques orientations principales et donnent mandat aux ministres des affaires

A Bruxelles, on s'attend, nous signale notre correspondant auprès des Communautés européennes, que celles-ci répondent favorablement à l'offre qui leur a récemment été faite par M. Sytchov, secrétaire général du COMECON, de ouvrir avec l'organisation économique des pays de l'Est un dialogue interrompu depuis 1980 (le Monde du 15 juin).

De notre correspondant

étrangères de les approfondir, avec l'idée de prendre eux-mêmes les principales décisions à leur rendez-vous de décembre, sous présidence luxembourgeoise. Le conseil européen de fin d'année serait ainsi baptisé « conférence intergouvernementale » et la controverse portant sur l'opportunité de réunir une telle conférence, de la sorte, plus ou moins escamotée.

Une double impression ressort des débats de mardi. Celle, d'abord, que les gouvernements et la Commission abordent Milan avec un état d'esprit très constructif. Les péripéties négatives des dernières semaines, et en particulier le veto opposé par la RFA à la baisse des prix des céréales, ne semblent pas avoir altéré le climat communautaire. « Il existe une sorte de consensus pour gouverner ce problème allemand », note M. Dumas, et M. Genscher joue parfaitement le jeu.

Mais la seconde impression est que la réflexion collective n'a pas été suffisamment poussée pour que le conseil européen puisse parvenir à des conclusions d'ensemble. Seul le point de vue britannique, exposé par Sir Geoffrey Howe, il y a dix jours, à la réunion informelle de Sresca et répété mardi à Luxembourg est connu. M. Dumas a annoncé qu'il y aurait bientôt une contribution française. La Commission européenne doit indiquer, dans les prochains jours, quels sont les aménagements institutionnels qu'elle estime nécessaires pour atteindre les deux principaux objectifs qu'elle voudrait voir les chefs d'Etat et de gouvernement fixer à la Communauté : la création d'une Europe de la technologie (« l'est-à-dire la version bruxelloise » d'Eureka) et l'établissement d'ici à 1992 d'un grand marché unique. Il a été entendu, enfin, que M. Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, qui préside les

travaux des Dix, rédigerait avant Milan une synthèse fixant les différentes options possibles.

Il existe, certes, des divergences entre les Dix, mais on doit constater qu'ils sont d'accord sur la direction à suivre. Ainsi, les propositions de M. Howe, qui tendent, entre autres, à réduire et à discipliner l'usage de la règle de l'unanimité, ont été plutôt favorablement accueillies, même si elles sont considérées comme insuffisantes par plusieurs délégations, notamment par la présidence italienne et par la Commission. Cette dernière, qui se garde de toute controverse théorique, semble convaincue qu'un certain nombre d'articles du traité devront être modifiés. Les Britanniques se préoccuperont-ils à un tel effort ? Leur préoccupation tactique est sans doute d'éviter des modifications du traité qui les obligeraient à demander la ratification des Communes.

PHILIPPE LEMAITRE

STAGE LECTURE

2-3-4 juin

SEICA-FORMATION

50 rue de la Loi

150 000 000

Etat mexicain



La coopération

Le Mexique a annoncé la mise en œuvre d'un programme de coopération avec l'Union soviétique. Ce programme vise à renforcer les liens économiques et culturels entre les deux pays. Des échanges de spécialistes et des projets de coopération technique sont prévus. Le Mexique espère ainsi bénéficier de l'expérience soviétique dans divers domaines, notamment dans l'agriculture et l'industrie.

Assurance tranquille

Le Mexique a assuré la tranquillité de son territoire. Les autorités ont déclaré que la situation est stable et que les menaces de violence ont été écartées. Les forces de sécurité ont renforcé leur présence dans les zones à risque. Le gouvernement a également pris des mesures pour protéger les citoyens et leurs biens. L'assurance de la tranquillité est une priorité pour les autorités mexicaines.

La réforme de la CEE

Le Mexique a soutenu la réforme de la Communauté économique européenne (CEE). Le pays a exprimé son soutien aux efforts de réforme visant à renforcer la coopération entre les membres de la CEE. Le Mexique considère la CEE comme un partenaire important et souhaite voir prospérer sa réforme.

Sri-Lanka

Un « arrêt des hostilités » a été imposé aux indépendantistes tamouls par New-Delhi

De notre correspondant

New-Delhi. - Le torchon brûle entre le gouvernement indien et les séparatistes tamouls militants de Sri-Lanka basés sur son territoire à Madras. Telle est la conclusion des multiples déclarations contradictoires faites à Colombo et à Madras ces derniers jours. Pour le reste, la confusion qui a suivi l'annonce, mardi 18 juin, par le gouvernement sri-lankais d'un « arrêt des hostilités » - l'utilisation de la formule habituelle de « cessez-le-feu » a été soigneusement évitée - entre son armée et les cinq principaux groupes de maquisards tamouls (1) n'était pas encore dissipée mercredi matin (le Monde du 19 juin).

La veille, dans la soirée, un porte-parole du Front de libération de l'Eelam tamoul (FLET), qui regroupe quatre des cinq grandes organisations séparatistes avec lesquelles Colombo prétend avoir conclu un accord, avait d'abord démenti en bloc les assertions du ministre sri-lankais de la sécurité, M. Lalith Athulthamudali. « S'il y a un cessez-le-feu, a-t-il dit, ce ne peut être qu'une décision unilatérale du gouvernement sri-lankais ». Deux heures plus tard, cependant, le FLET faisait savoir que l'accord sur une trêve lui avait été signé par New-Delhi.

« Nous n'avons participé à aucune négociation en ce sens. L'arrêt des hostilités nous est imposé par les autorités indiennes. Nous le respectons néanmoins pendant dix-huit semaines comme prévu. Mais à la moindre provocation, nous nous défendons », a-t-il déclaré. Le Front a tenu à réaffirmer « le droit à l'autodétermination des Tamouls » et indiqué que celui-ci n'était « pas négociable ». L'objectif ultime des maquisards, a-t-il réitéré, demeure « l'avènement de l'Eelam (la nation) tamoul ».

Une emprise limitée

Il est d'ores et déjà permis de s'interroger sur la valeur d'un accord accepté d'aussi mauvaise grâce par les principaux intéressés. Selon toute vraisemblance, le cessez-le-feu dont il est question a été conclu entre le président Jayawardene et M. Rajiv Gandhi. Le problème est que le premier est loin de contrôler totalement son armée, réputée la plus indisciplinée de la région, et que le cessez-le-feu n'a, sur les séparatistes tamouls de Sri-Lanka, qu'une emprise limitée, au territoire indien.

Depuis trois ou quatre ans qu'ils sont basés à Madras, dans le Tamil Nadu indien, les maquisards tamouls ont eu le temps de s'organiser et de stocker des quantités d'armes dans la jungle du Nord sri-lankais, qu'ils contrôlent d'ailleurs virtuellement. Les coups de leurs bases arrière, comme il semble en être sérieusement question - les chargements d'armes qui partent clandestinement des côtes du Tamil Nadu vers la péninsule sri-lankaise ne passent plus depuis deux mois (le Monde du 5-6 mai), - calmeraient sûrement les combats mais ne résoudraient pas le problème.

Cela dit, le conflit, qui dure depuis une décennie, a eu pour conséquences, ces trois dernières années, cinq mille morts, cent mille réfugiés

tamouls en Inde, des dizaines de milliers de familles déplacées, bûches, déposées de leurs biens et de leur toit dans des accs de folie interconfessionnelle... Il était temps que la raison se fasse un peu entendre à Sri-Lanka et que la diplomatie prenne enfin le relais des armes.

L'objectif de M. Rajiv Gandhi, tel qu'il fut défini dans le communiqué commun publié à l'issue de sa rencontre avec le président Jayawardene, début juin à Delhi, est de « désamorcer la situation pour créer un climat propice à une solution politique acceptable par tous les partis dans le cadre de l'unité et de l'intégrité de l'île ». C'était on ne peut plus clair : les séparatistes de Madras ne peuvent pas prétendre avoir été pris par surprise.

Un pari

Le premier ministre indien, cependant, joue serré. Le risque de provoquer des rétrograds plus ou moins contrôlables parmi les 40 millions de Tamouls indiens du Tamil Nadu n'est pas mince. Et les partis locaux d'opposition à la majorité parlementaire de Delhi ne vont pas manquer d'accuser l'héritier des Nehru de brader les intérêts des « cousins de Sri-Lanka ». Le pari repose, en définitive, sur la bonne volonté et la capacité de négociation des autorités sri-lankaises. Comment vont-elles mettre à profit la période de grâce qui leur est ainsi offerte ?

Apparemment, le Front uni de libération tamoul (FULT), qui représente la fraction non combattante et modérée de la minorité sri-lankaise est prêt à reprendre les négociations avec Colombo, après une interruption de plusieurs mois, dès le week-end prochain. C'est un premier résultat. Pour le reste, les conditions mêmes du cessez-le-feu paraissent bien fragiles.

D'abord, comme le ministre de la sécurité sri-lankais l'a souligné, l'accord n'a été officiellement accepté que par les cinq grandes organisations séparatistes. Il reste une bonne vingtaine de petits groupes indépendants qui « n'ont peut-être pas compris le message ». Bien entendu, a prévenu M. Athulthamudali, « si ces groupes se livrent à des hostilités, les autorités se verront contraintes de répondre ». Il n'est « pas question », d'autre part, de « confiner l'armée dans ses casernes ». Les forces de sécurité « continueront de patrouiller le nord et l'est afin d'y maintenir la loi et l'ordre ». Bref, une fois décodée et replacée dans le contexte du terrain, « la trêve des hostilités » qui vient d'être annoncée semble bien vide de sens.

PATRICE CLAUDE.

(1) Il s'agit de l'Organisation de libération de l'Eelam tamoul (OLPET), du Front révolutionnaire de libération du peuple de l'Eelam (FRPLP) et de l'Organisation révolutionnaire de l'Eelam, plus connue sous le nom de PEROS. Ces quatre groupes forment le Front de libération de l'Eelam tamoul (FLET). Le cinquième groupe est l'Organisation de libération du peuple de l'Eelam tamoul (OLPET) dont les hommes sont entraînés au Moyen-Orient par le FPLP de Georges Habbache.

STAGE LECTURE RAPIDE

2-3-4 juillet 1985

GEICA-FORMATION / 296-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Chine

Important remaniement ministériel

- Huit portefeuilles techniques changent de titulaire
- Création d'une commission d'Etat pour l'éducation

De notre correspondant

Pékin. - Comme le secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang, l'avait annoncé en printemps, ce mois de juin est riche en remaniements du personnel politique chinois.

L'armée est en plein remaniement à la suite de la réunion, au début du mois, de la commission militaire du comité central. Le parti connaît une valse des secrétaires provinciaux. Un certain nombre de gouverneurs de province ont aussi été remplacés. Maintenant, c'est au tour du gouvernement de faire l'expérience du scalpel.

Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, qui a terminé sa huitième session le mardi 18 juin, a en effet annoncé un important remaniement ministériel. Tout d'abord M. Li Peng, vice-premier ministre, est nommé ministre chargé de la commission d'Etat pour l'éducation. Cet organisme, nouvellement créé, est une sorte de super-ministère chargé de coordonner l'éducation, redevenue une priorité avec la politique des « quatre modernisations » (le Monde du 29 mai). Economiste réputé, M. Li est donc ici comme possible futur chef du gouvernement.

Huit portefeuilles techniques changent, d'autre part, de titulaire : électronique, armement, commission scientifique, technologie et industrie pour la défense nationale, astronautique, éducation, pétrole, chemins de fer et radiodiffusion. Six anciens ministres, âgés de plus de soixante-cinq ans, sont mis à la retraite. Deux autres seront affectés à de nouvelles fonctions.

Les nouveaux ministres ont tous entre quarante-huit et cinquante-huit ans. Ils ont tous un niveau d'études universitaire ou équivalent.

L'APPEL AU SAVOIR-FAIRE DE SINGAPOUR...

Considéré comme l'un des principaux artisans du « miracle » singapourien, M. Goh Keng Swee aurait été nommé conseiller économique du gouvernement chinois (le Monde du 7-8 avril). Ancien premier vice-premier ministre de Singapour - un Etat dont 85 % de la population est d'origine chinoise - M. Goh s'est déjà rendu en Chine. Il a pris sa retraite politique à la fin de l'année dernière, après avoir été l'un des principaux lieutenants de M. Lee Kuan Yew, le premier ministre de Singapour. Agé de soixante-six ans, il demeure cependant vice-président de la Monetary Authority de Singapour. Ses nouvelles responsabilités auprès des autorités de Pékin, qui n'ont pas encore été officiellement annoncées, l'amèneront à travailler en relation avec une équipe d'une cinquantaine d'experts de la Banque mondiale basée à Pékin et à Washington.

... et de Hongkong

D'autre part, l'Assemblée nationale populaire chinoise (ANP) a publié la liste des cinquante-neuf membres du comité chargé de préparer le projet de Loi fondamentale pour Hongkong, après son retour à la Chine en 1997. Comme prévu, son président est M. Ji Pengfei, conseiller d'Etat et directeur du bureau de Hongkong et de Macao. Il est assisté de huit vice-présidents, parmi lesquels trois hommes d'affaires de la colonie britannique. L'un d'eux n'est autre que Sir Y.K. Pao, l'armateur qui pousse pour l'homme le plus riche du monde.

en effet passée de 4,1 à 3,5 millions d'hommes.

Pour le reste, la presse pro-communiste de Hongkong a donné des informations que l'on ne parvient toujours pas à vérifier ici. En particulier sur la nomination de nouveaux chefs de régions militaires et sur la réduction de celles-ci de onze à sept.

La presse de Hongkong a également annoncé le remplacement, à la tête de la région militaire-clé de Shenyang, du général Li Desheng. Membre du bureau politique, en

poste depuis douze ans, cet officier, âgé de soixante-neuf ans, est l'un des derniers survivants de la révolution culturelle. Mais il est encore trop tôt pour savoir s'il s'agit d'un limogeage ou si M. Li sera appelé à d'autres fonctions, même s'il perd son fief.

Jusqu'à présent, les changements intervenus dans l'armée témoignent surtout d'une volonté de renouveau et de promotion de nouveaux officiers ayant une bonne formation technique, les « vétérans » étant simultanément renvoyés à la vie civile.

PATRICE DE BEER.

Une force de raisonnement et une abondance de documentation qui en font sans doute

la synthèse la plus dominée sur l'Inde
qu'il nous ait été donné de lire depuis longtemps. Bien plus : elle transcende le cas, pourtant si vaste, du sous-continent et constitue une somme de la réflexion politique, économique, sociologique et stratégique.

Jean-François Revel, Le Point

Jean-Alphonse Bernard
L'INDE

le pouvoir et la puissance

408 pages
125 F

FAYARD



“Comme Entré, j'ai toujours préféré vendre des solutions plutôt que des machines”

Jean-Paul BOUTCHET, 46 ans, Nouveau Franchisé Bordeaux.

“J'ai longtemps travaillé dans l'automobile : vente, service après-vente, concession. Même passionnante, cette profession laisse peu de liberté sur le choix des produits. Quand j'ai décidé de créer une nouvelle entreprise, j'ai d'abord voulu préserver mon indépendance.”

J'ai choisi la micro-informatique pour sa formidable croissance de marché. Plus de 50 % par an ! Mais quand on s'attaque à un marché en pleine évolution et quand on connaît l'importance des capitaux à investir, on ne se lance pas seul.

Je devais absolument trouver une structure solide et très professionnelle. La franchise Entré Computer Centers m'a convaincu. Entré fait tout : sélection des meilleurs matériels, formation technique, administrative et commerciale, soutien publicitaire national. Comme ça, je peux vraiment m'occuper de ma clientèle : la conseiller, analyser ses besoins, la former, assurer le service après-vente... Tout ce travail est important. J'ai d'ailleurs toujours préféré vendre des solutions plutôt que des machines.

Il ne faut pas chercher ailleurs l'extraordinaire parcours d'entreprise effectué par Entré.

Le mien, comme franchisé, a débuté récemment. J'ouvre mon centre à Bordeaux après l'été. Et croyez-moi, on en parle déjà !”

Vous voulez devenir franchisé ou associé d'un franchisé Entré, appelez Entré France au (1)574.97.77.

ENTRE COMPUTER CENTERS

politique

Le Parti socialiste se saisit du conflit entre MM. Jospin et Fabius

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni le mercredi 19 juin, comme chaque mercredi, devait débattre du conflit qui oppose M. Lionel Jospin à M. Laurent Fabius. Le différend, larvé depuis plusieurs mois, a éclaté publiquement au lendemain de

la réunion organisée vendredi dernier à Marseille par le premier ministre, qui a été interprétée comme le lancement de la campagne des élections législatives.

Il semble que le différend n'ait pas été réglé au cours du petit déjeuner qui réunit

chaque mardi à l'Elysée le président de la République, le premier secrétaire du Parti socialiste et le premier ministre.

M. Lionel Jospin paraît décidé à le porter devant les instances dirigeantes du PS.

A Matignon : le premier ministre en position de force

Au soir du vendredi 14 juin, dans l'avion qui le ramenait de Marseille, où il venait de résumer l'argumentaire qu'il veut développer jusqu'aux élections législatives et régionales, M. Fabius expliquait, en privé, aux journalistes que M. Jospin et lui-même s'étaient mis d'accord, quelques jours auparavant, sur leurs rôles respectifs pendant la prochaine campagne électorale. A entendre le premier ministre, la question était donc réglée. Le même jour, dans une interview au *Provençal*, M. Fabius soulignait que le premier secrétaire du PS et le chef du gouvernement interviendraient sur « deux plans à la fois, différents et complémentaires » (le *Monde* du 18 juin).

A l'hôtel Matignon, on s'emploie donc à accrédiéter le sentiment que la réaction de M. Jospin au discours du premier ministre à Marseille ne traduirait qu'un inévitables accès de susceptibilité.

M. Fabius n'entend pas renoncer aux prérogatives de chef naturel de la majorité parlementaire que lui confère implicitement la Constitution, aux termes de laquelle le premier ministre « détermine et conduit la politique de la nation » en étant « responsable devant le Parlement ».

Son discours de Marseille, souligne-t-on dans son entourage, ne faisait qu'illustrer sa double préoccupation : défendre sa politique devant l'électorat et situer les enjeux de l'échéance de 1986 en mettant en

garde contre les risques que comporterait le retour de la droite au pouvoir. Comme il l'avait fait avant les élections cantonales, M. Fabius s'en tiendra à un slogan en deux mots : « moderniser, rassembler ». Jusqu'aux élections législatives, il désire à la fois « expliquer, expliquer, expliquer encore, car c'est la première règle pour avancer » et s'adresser, au-delà des clivages politiques, à l'ensemble des électeurs qui avaient accordé leurs suffrages à M. Mitterrand en mai 1981 : « Je ne cesserai pas, durant toute cette période, d'appeler au rassemblement le plus large ».

Il s'agit donc, pour lui, d'une part, de continuer à « gérer le présent et préparer le futur », en soulignant que le gouvernement veut « poursuivre l'effort de redressement du commerce extérieur, dynamiser l'économie par l'investissement, la recherche, la formation, pour créer le maximum d'emplois et accompagner socialement les mutations indispensables », d'autre part, de tenir un discours de nature à « rattacher » le plus largement possible autour du courant socialiste.

C'est à Toulouse, le 7 mars dernier, que M. Fabius avait appelé, pour la première fois, à la constitution d'un front républicain contre les thèses soutenues par l'extrême droite. A Marseille, il a repris cette idée mais sans évoquer, cette fois, le danger des thèmes banalisés sous l'influence du Front national. Il l'a fait parce que, selon lui, les élections

ne sont pas jouées d'avance et que « les choses sont plus ouvertes qu'on ne le dit ». « Les Français, dit-il, restent encore sur la réserve. Beaucoup dépendra de la situation économique du moment mais beaucoup dépendra aussi de la perception qu'ils auront du véritable enjeu des élections ».

« Le bon choix »

Il convient donc, à ses yeux, non seulement de remobiliser la gauche — et, sur ce terrain, le PS a un rôle primordial à tenir — mais de convaincre aussi tous « les républicains, les démocrates, les femmes et les hommes de progrès et de tolérance », de faire l'« bon choix », et sur ce terrain-là, le chef de la majorité sortante estime qu'il dispose de meilleurs atouts que le chef du PS.

Dans cette stratégie, le premier ministre a l'appui, semble-t-il, de la plupart des membres du gouvernement, et en particulier des plus mit-

tandistes d'entre eux qu'il a discrètement réunis, à différentes reprises, depuis le lundi 27 mai au pavillon de la Lanterne, à Versailles, pour préparer la campagne.

Depuis que le différend entre M. Fabius et M. Jospin a pris un tour public, certains ministres confirment volontiers, en privé, leur soutien au chef du gouvernement, critiquant implicitement l'attitude du premier secrétaire du PS. Leurs appréciations rejoignent l'hommage

appuyé rendu vendredi soir à Marseille au premier ministre par M. Gaston Defferre, qui s'était réjoui de voir « naître dans les rangs du Parti socialiste un homme d'Etat de cette envergure ». M. Fabius apparaît donc, pour le moment, en position de force par rapport à M. Jospin. D'autant plus que la Constitution assure la primauté du premier ministre sur les partis. Sans qu'on puisse préjuger, toutefois, des conséquences politiques que pourrait avoir l'émergence de désaccords plus profonds que celle que l'on ramène peu à peu à la surface.

ALAIN ROLLAT.

Au PS : plus grave que l'on ne le pensait

C'est beaucoup plus grave que je ne le pensais. Cette remarque d'un dirigeant socialiste, à propos du différend entre M. Jospin et M. Fabius, reflète l'évolution des esprits au PS. Après « l'éclat » du premier secrétaire samedi 15 juin, les socialistes pouvaient espérer que la querelle — particulièrement inopportune — entre les deux hommes serait tranchée rapidement. Apparemment, il n'en est rien, et M. Véronique Neiertz, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée, a exprimé, mardi l'inquiétude des députés.

Le petit déjeuner du mardi, qui a réuni à l'Elysée MM. Mitterrand, Fabius et Jospin — MM. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, et Jacques Attali, conseiller spécial du président étaient absents, pour la troisième fois dans la période récente — n'a pas permis, semble-t-il de régler la question. Il est maintenant acquis que le différend Fabius-Jospin sera porté devant le parti, après que le bureau exécutif de ce mercredi 19 juin en aura débattu. C'est ce que M. Jean Poperen, a laissé entendre, mardi au journal de 13 h de TF 1. Le numéro deux du PS a souligné que « si débat il y a », le parti n'a « des instances pour ça ». Un comité directeur du PS, qui devait au départ traiter des ques-

tions électorales, reste prévu pour le 6 juillet.

« La prochaine étape »

Vu du côté de M. Jospin, le différend avec le premier ministre semble porter d'une part sur la ligne politique de la gauche jusqu'en 1986 et pour la prochaine législature. Comme l'a dit M. Poperen à TF 1, toute la question est de savoir si pour la prochaine « étape », les socialistes souhaitent continuer dans la même direction. L'attitude du PS vis-à-vis des communistes est implicitement élément du débat. Mais si la ligne politique des socialistes et du gouvernement est en cause, il semble difficile que le débat n'ait lieu qu'entre le PS et le premier ministre. En dernière analyse, c'est le président de la République qui devrait trancher.

Toujours du point de vue de M. Jospin, le différend porte aussi sur le partage des rôles entre le président de la République, le premier ministre et le premier secrétaire du PS. La direction du PS reproche à M. Fabius d'avoir « rompu le contrat » à Marseille, et de vouloir occuper à lui seul tout l'espace politique dont disposent les dirigeants de la gauche.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

LE 45^e ANNIVERSAIRE DE L'APPEL DU 18 JUIN

M. Mitterrand au Mont-Valérien

M. Mitterrand s'est rendu mardi 18 juin en fin de journée au Mont Valérien, où a été célébré selon la tradition le 45^e anniversaire de l'appel lancé depuis Londres par le général de Gaulle le 18 juin 1940.

Deux anciens premiers ministres, MM. Maurice Couve de Murville et Pierre Messmer, étaient présents ainsi que les compagnons de la Libération, parmi lesquels M. Alain Savary, ancien ministre, et M. Geoffroy de Courcel ambassadeur de France qui fut aide de camp du général de Gaulle à Londres. M. Jacques Chirac, maire de Paris, a été applaudi lors de son arrivée.

Après avoir salué le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le

ministre de la défense, M. Charles Hernu, le chef de l'Etat s'est recueilli face à la grande croix de Lorraine de grès rose qui domine l'entrée de la crypte où sont enterrés les résistants décorés par le chef de la France libre. Après la diffusion par haut-parleur de l'appel du 18 juin, M. Mitterrand et le général Jean Simon, grand chancelier de l'ordre des compagnons de la Libération, se sont recueillis quelques minutes à l'intérieur de la crypte.

Dans la matinée, le général Jean Saunier, chef d'état-major particulier du chef de l'Etat, avait déposé au nom de M. Mitterrand une gerbe sur la tombe du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises.

Guadeloupe : les évadés introuvables. — Une importante opération de ratissage pour retrouver les quatre indépendantistes guadeloupais évadés dimanche 16 juin de la maison d'arrêt de Basse-Terre a été conduite, sans succès, mardi, sur les hauteurs de Basse-Terre. Un peloton et deux brigades de gendarmerie dirigés depuis un hélicoptère par le commandant du groupement de la Guadeloupe participaient à l'opération. La gendarmerie a mobilisé toutes ses brigades pour effectuer des « recherches ne négligeant au-

cun détail », et ses responsables affirment que celles-ci seront « poursuivies avec opiniâtreté ». Parallèlement, les inspecteurs de la police judiciaire poursuivent l'enquête ouverte après l'évasion de Luc Reinette, Henri Amédien, Humbert Marbois et Henri Perout, sans avoir obtenu, semble-t-il, de résultat tangible. D'autre part, les quatre surveillants de la maison d'arrêt de Basse-Terre qui étaient de service au moment de l'évasion ont été placés en garde à vue puis libérés successivement dimanche et lundi.

Propos et débats

M. Chirac : sourire

« Les socialistes ont tellement glosé sur la guerre des chefs dans l'opposition que de les voir aujourd'hui victimes du même processus, me fait un peu sourire », a déclaré M. Jacques Chirac au *Courrier de l'Ouest*. Le président du RPR « observe avec un peu d'ironie les fermentations de division qui se développent en sein du PS et qui sont susceptibles de l'affaiblir encore ». Il répond aussi à M. Fabius selon lequel le retour de la droite au pouvoir en 1986 provoquerait une crise économique, sociale et institutionnelle : « Je crois que cela provoquerait surtout une crise au Parti socialiste ».

M. Jarrot (RPR) : Naufrageurs de la patrie

M. André Jarrot, ancien ministre, maire de Monceau-les-Mines, a déclaré au cours d'une cérémonie de commémoration de l'appel du 18 juin : « Il faut rejeter les naufrageurs de la patrie comme de Gaulle a rejeté les partisans de la capitulation. La France de 1985 est à nouveau marquée par la décadence. Ses dirigeants, sans prestige nous mènent à la catastrophe. Le temps est venu de réagir contre le misérable armée des marchands d'illusions qui nous conduisent à l'abîme. » En entendant ces propos, le préfet de Saône-et-Loire et le sous-préfet de Chalon-sur-Saône ont quitté la cérémonie.

M. Poperen (PS) : un nouveau contrat social

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, numéro deux de cette formation, a proposé, mardi 18 juin à TF 1, la conclusion d'un « nouveau contrat social » entre le Parti socialiste et la nation, pour obtenir une nouvelle croissance. Il a ajouté : « Force est de constater, au moment où les marges des entreprises se reconstruisent, que l'effort du patronat n'a pas été suffisant. L'effort a été supporté essentiellement par les ménages et la grande masse des salariés ».

M. Giraud (RPR) : l'argent des autres

« Contraint par sa propre majorité à renoncer au hold-up de trois milliards de francs qu'il projetait l'année dernière contre les finances locales, le gouvernement s'arrange maintenant pour faire ses cadeaux électoraux avec l'argent des autres », a déclaré mardi 18 juin, M. Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France. M. Giraud fait référence à l'allégement de la taxe d'habitation voté par l'Assemblée nationale et à la réduction, dans le même temps, de la dotation globale de fonctionnement aux collectivités locales.

SELON LA SOFRES

La droite et l'extrême droite recueilleraient 60 % des suffrages aux législatives

Si des élections législatives avaient lieu actuellement, les partis d'opposition, le Front national compris, recueilleraient 60 % des suffrages, les partis de gauche 36 % et les écologistes 4 %. C'est ce qu'indique un sondage de la SOFRES publié par le *Figaro*.

D'après cette enquête effectuée du 7 au 11 juin auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, les intentions de vote se répartissent de la façon suivante : UDF : 20 % ; RPR : 24 % ; divers opposition : 7 % ; Front national : 9 % ; PC : 10 % ; PS et MRG : 23 % ; PSU et extrême gauche : 3 %.

Sur la base de ces intentions de vote et des règles du nouveau mode de scrutin, la droite obtiendrait 314 des 555 sièges métropolitains (le RPR, 169 ; l'UDF, 135 ; les divers opposition, 10) et le Front national, 32. La gauche en obtiendrait 207 (le PC, 44 ; le PS et le MRG, 163) et les écologistes, 2.

Ce sondage indique également que 28 % des personnes interrogées affirment être sûres de voter pour une liste de gauche et 42 % pour une liste de l'opposition, tandis que 18 % d'entre elles hésitent encore entre la gauche et la droite et que 12 % sont sans opinion.

D'autre part, les Français ne semblent pas hostiles à la « cohabitation », en cas de victoire de l'opposition puisque 54 % des personnes interrogées (contre 26 %) souhaitent que le RPR et l'UDF acceptent de gouverner pour appliquer leur programme, à charge pour M. Mitterrand de l'accepter ou de se démettre.

Enfin, dans leur grande majorité, les électeurs de l'opposition n'accepteraient pas, que celle-ci se divise : 69 % de ses sympathisants préfèrent, dans leur département une seule liste UDF-RPR ; 23 % deux listes séparées.

LE PRÉSIDENT DU RPR CRITIQUE LES GRANDES SURFACES

M. Jacques Chirac, recevant le 18 juin, à l'hôtel de Ville de Paris, le comité de l'alimentation parisien pour son centenaire, a insisté sur « la nécessité d'alléger les charges qui pèsent sur ce secteur alors qu'il est susceptible de développer l'emploi ». Il a ajouté : « Les conditions de la concurrence sont aujourd'hui faussées au détriment du commerce indépendant par les pratiques de la grande distribution qui réalise ses profits plus par le biais de produits financiers que par celui de produits commerciaux ». Il est donc temps pour lui d'examiner « les conséquences dramatiques que peut avoir la concentration des grandes centrales d'achat sur le commerce et sur l'industrie ». Évoquant les propositions du « pacte RPR pour la France », M. Chirac a affirmé : « L'abolition des ordonnances de 1945 pour rétablir la liberté des prix rendra nécessaire l'élaboration d'une nouvelle réglementation sur la concurrence ».

Le groupe RPR réunira ses journaux parlementaires — les dernières de la législature — du 25 au 27 septembre à Menton (Alpes-Maritimes), dont le maire est M. Emmanuel Aubert, député RPR. Déjà en septembre 1977, le RPR avait tenu à Menton les journées parlementaires de la fin de la législature d'alors.

PROTESTATION A LA COUR DES COMPTES CONTRE UNE NOMINATION « EXTÉRIEURE »

A l'occasion de la cérémonie de prestation de serment de trois nouveaux membres de la Cour des comptes le 18 juin, nommés au tour extérieur, le syndicat des magistrats de cette haute juridiction a publié un communiqué dans lequel il écrit notamment :

« Par leur absence à la séance solennelle, les magistrats membres du syndicat et ceux qui se sont associés à leur démarche ont voulu témoigner solennellement de leur indignité. L'exercice de nos missions (contrôle du secteur public et spécialement du bon emploi des deniers publics dans l'intérêt des contribuables) exige que le choix de ceux qui en sont chargés respecte les principes de compétence, de qualification professionnelle et de neutralité. Le syndicat souhaite qu'à l'avenir seul l'ordre général détermine le choix de ceux qui seront intégrés au tour extérieur ».

Une trentaine de membres de la Cour ont assisté à la séance tandis que d'autres demeuraient à l'extérieur de la salle. Cette manifestation était destinée à protester contre la nomination par le gouvernement comme conseiller référendaire de M. Daniel Le Souhaître, jusqu'alors attaché de direction à l'hôpital du Petit-Quevilly, en Seine-Maritime, malgré un avis défavorable de la Cour (le *Monde* des 1^{er} et 8 juin).

BIBLIOTHÈQUES DISCOTHÈQUES DE LA VILLE DE PARIS
Adultes — Jeunesse
LIVRES • DISQUES • CASSETTES
Ouvertes du mardi au samedi
Renseignements : MAIRIE DE PARIS, direction des affaires culturelles
37, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4^e) — 01.27.42.62

Vient de paraître :
COLONEL SPARTACUS
OPÉRATION MANTA
La vérité sur
"la drôle de guerre du Tchad"
1983-1984
Plon

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

OMBRES ET LUMIÈRES SUR LE SOLAIRE
L'activité industrielle, liée à l'équipement solaire, a progressé en 1984. Un effort à poursuivre.

HAUTE MONTAGNE
Le solaire à portée de la main

MARDI 25 JUIN
DANS « LE MONDE »
DATE 26

LA ROUTE BLEUE
Des millions d'automobilistes sur les routes entre juillet et septembre...
Mais attention aux bouchons
■ Un entretien avec Jean-Pierre Beltoise
■ Le point de vue de Christian Gérodeau

1350 من 1350

Propos et débats

M. Chirac

M. Jorrot (RPR)

M. Popere (PS)

M. Giroud (RPR)

LES TRAVAUX DU PARLEMENT

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les agriculteurs pourront faire appel à des capitaux extérieurs

Une nouvelle forme de société agricole a vu le jour le mardi 18 juin à l'Assemblée nationale. Les députés socialistes ont, en effet, décidé, avec l'accord de M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, de créer des « Exploitations agricoles à responsabilité limitée » (EARL). Pourront être associés des exploitants agricoles et des porteurs de capitaux non agricoles, qui devront toutefois être minoritaires. Mais, comme les artisans et les commerçants, les agriculteurs pourront aussi être associés à ces EARL, ce qui leur permettra de distinguer leurs biens propres de ceux de leur exploitation.

Ainsi est effectué un premier pas dans l'application du rapport de M. Gérard Gouzes, député socialiste du Lot-et-Garonne, sur le statut de l'entreprise agricole et vers la satisfaction d'une ancienne revendication du milieu agricole. Lors des consultations qui ont précédé la mise au point de cette nouvelle législation, seul M. François Guillaume, président de la FNSEA, s'était montré hostile à cette initiative. En revanche le Centre national des jeunes agriculteurs, notamment, lui était très favorable, afin que des capitaux privés puissent aider les agriculteurs, qui ont souvent du mal à faire face à d'importantes investissements.

C'est à l'occasion de la deuxième lecture du projet, créant des entreprises unipersonnelles à responsabi-

lité limitée, que cette évolution législative a été engagée.

Ce projet a été adopté par 285 voix pour (PS) et 204 abstentions (RPR, UDF, PC). Pour justifier l'abandon du PC, M. Jean Combarieu (PC, Corrèze), a fait remarquer que si la partie de la loi concernant les artisans et les commerçants était positive, de sérieuses réserves devaient être émises sur les dispositions agricoles. Il les jugeait insuffisantes, comme d'ailleurs M. Germain Gengenwin (UDF, Bas-Rhin).

Jusqu'à dix associés

La nécessité de permettre aux exploitants agricoles, comme aux artisans et aux commerçants, de constituer des entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée, et de leur permettre ainsi de dissocier leur patrimoine personnel de celui de l'entreprise, avait été soulignée par les députés en première lecture (le Monde du 13 avril). Le Sénat, lors de l'examen du texte en première lecture, n'avait pas attendu l'issue d'une concertation engagée par M. Nallet avec la profession pour adopter des propositions créant une « société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée » (le Monde du 25 mai).

La concertation est maintenant terminée et la commission des lois de l'Assemblée nationale, à l'initia-

tive de son rapporteur, qui est justement M. Gérard Gouzes, a préféré ses formules juridiques à celles du Sénat. Elle a donc fait approuver la création de « l'exploitation agricole à responsabilité limitée » (EARL). Aussi M. Nallet a souligné que le travail d'élaboration de cette partie du texte revient plus au Parlement qu'au gouvernement.

Pourquoi une EARL plutôt qu'une société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée ? M. Gouzes, comme M. Nallet, sont très attachés à ce terme car il marque, disent-ils, la spécificité de l'entreprise agricole, c'est-à-dire son caractère familial. Les députés ont donc, au cours de cette deuxième lecture, ouvert aux agriculteurs la possibilité de créer des entreprises unipersonnelles. Cependant, allant au-delà, ils ont prévu qu'une EARL pourra associer jusqu'à dix associés, mais le ou les gérants, devra être lui-même un exploitant agricole. L'Assemblée a également répondu au souhait des professionnels en interdisant l'apport de « foncier » dans une EARL à toute personne qui ne serait pas elle-même exploitant agricole. Il s'agit, a expliqué M. Jean-Jacques Benetier (PS, Loire), d'éviter la « reconstitution de métayage ». D'autre part, la superficie que pourra mettre en valeur l'EARL sera limitée.

R. Sa.

UN NOUVEAU STATUT POUR DÉVELOPPER LA MULTIPROPRIÉTÉ DANS LES RÉSIDENCES SECONDAIRES

« Multipropriété » : la formule a été lancée à Super Devoluy (Hautes-Alpes) en 1967. Après avoir connu un développement régulier, elle marque le pas. Ce système original permet à un particulier d'acheter le droit de séjourner à la montagne ou à la mer, chaque année à la même période et dans le même logement. Actuellement, quatre-vingt mille ménages français sont membres de ces sociétés à propriétés multiples.

Le gouvernement souhaite « relancer » cette formule originale de propriété, a expliqué M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, en défendant, le mardi 18 juin, à l'Assemblée nationale, son projet de loi sur « les sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ». Son objectif est d'en clarifier le régime juridique mais aussi d'en permettre l'accès à d'autres catégories sociales que les cadres et les professions libérales. D'où la possibilité ouverte, par ce texte, à des coopératives d'utiliser cette formule.

La discussion n'a pas soulevé de problèmes majeurs au Palais-Bourbon. Le texte a été approuvé par l'ensemble des députés (PS, UDF, PC), le RPR n'étant pas représenté. M. Pascal Clément (UDF, Loire), seul orateur de l'opposition, a d'ailleurs souligné le caractère essentiellement « technique » du texte et reconnu que la clarification juridique était souhaitable par les promoteurs et les propriétaires.

M^{me} Adrienne Horvath (PC, Gard) a pour sa part fait remarquer que ce projet ne réglait sûrement pas le problème de l'accès de tous aux vacances.

M. Quilès, comme M. Louis Beson (PS, Savoie), rapporteur de la commission des lois, a souligné l'avantage que présente la multipropriété pour « l'aménagement du territoire », le développement touristique local, et le secteur du bâtiment et des travaux publics. A la demande du rapporteur, le ministre a précisé que l'épargne-logement pourra servir à l'achat de résidences secondaires en multipropriété.

Des modifications pour la plupart de forme ont été apportées par les députés au texte du gouvernement, qui vise essentiellement à améliorer la protection des multipropriétaires et à limiter les risques qu'ils encourrent. Cependant, la responsabilité des coopérateurs a été alourdie par rapport aux associés ordinaires. Elle a été fixée à deux fois le montant de leur apport.

R. Sa.

● Les Verts : embargo pour l'Irak et l'Irak. — Les Verts ont adressé à M. Laurent Fabius une lettre dans laquelle ils lui demandent de décréter « un embargo immédiat sur les livraisons d'armements » à destination de l'Irak et de l'Irak et de « tout mettre en œuvre » au Conseil de sécurité de l'ONU et dans les relations avec les deux belligérants, pour mettre fin à un conflit qui « célébrera dans quatre mois son cinquième anniversaire ».

AU SÉNAT

Les sénateurs de l'opposition demandent que la réforme électorale soit soumise à référendum

L'opposition, majoritaire au Sénat, a décidé de proposer aux membres des assemblées parlementaires une motion tendant à soumettre à référendum la réforme électorale. Cette initiative est conforme au souhait de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR. La motion est également présentée par M^{me} Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, Marcel Lucotte, président du groupe des RI, et Jean-Pierre Cantegrit, membre de la Gauche démocratique. Elle fait référence à la Déclaration

des droits de l'homme et du citoyen, qui, dans son article 6, prévoit que « tous les citoyens ont droit de concourir personnellement à la formation de la loi ». Elle observe que le changement de mode de scrutin envisagé « aurait de graves conséquences sur l'équilibre des institutions de la V^e République » et elle affirme :

« Une telle réforme n'est justifiée par aucun motif d'intérêt public, mais bien au contraire, en bouleversant les règles applicables pour

l'élection des députés, vise à modifier les résultats des prochaines élections législatives, contrairement à l'esprit de nos institutions ».

Cette motion, une fois adoptée par le Sénat — ce qui devrait être fait mercredi 19 juin, — devrait être soumise à l'Assemblée nationale. Les députés avaient déjà rejeté, le 24 avril dernier, une motion ayant le même objet, proposée par le RPR et défendue par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Textes divers

Le Sénat a terminé mardi 18 juin l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS). Il a également adopté le projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs.

● DDOS. — La discussion de ce texte commencée jeudi 13 juin et qui s'était poursuivie lundi 17 juin (le Monde des 15 et 19 juin) s'est achevée mardi. Le projet a été approuvé par les sénateurs de l'opposition, majoritaires au palais du Luxembourg, les sénateurs socialistes s'abstenant, ceux du Parti communiste votant contre. Plusieurs amendements proposés par M. Louis Boyer (RI, Loiret), rapporteur de la commission des affaires sociales, ont été adoptés. Ils visent :

— à exiger des massuers-kinésithérapeutes et des pédicures-podologues la nationalité française, ou celle d'un pays de la CEE, ou encore celle d'un pays ayant signé une convention de réciprocité ;

— à réglementer de manière plus stricte les conditions d'utilisation du titre de psychologue et à supprimer le régime dérogatoire de sept ans dont les fonctionnaires et

agents publics, selon le texte, devaient bénéficier ;

— à rétablir la prise en charge par l'hôpital du forfait hospitalier journalier des médecins hospitalisés ;

— à exclure du champ d'application de la loi les établissements sociaux, financés par les collectivités locales ;

— à supprimer la notion de faute grave entraînant l'honneur ou la probité qui entraîne la déchéance des assesseurs aux tribunaux des affaires de sécurité sociale ;

— à rejeter l'article autorisant l'absence des salariés en raison de leur appartenance aux organismes représentatifs de populations immigrées.

● Régimes matrimoniaux. — Pour M. Luc Dejoie (Atlantique), rapporteur de la commission des lois, le projet défendu par M. Robert Badinter consacre au moins autant l'égalité des époux dans le régime matrimonial que « l'autonomie quasi complète de chaque conjoint » sur le plan professionnel et patrimonial.

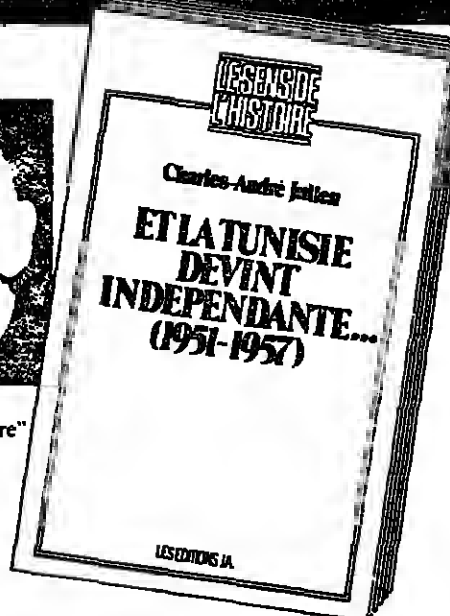
GALERIE ALMA-GEORGE V
24, rue du Boccador
75008 PARIS
DEFOSSEZ
Huiles et dessins
du 14 Mai au 29 Juin 1985

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur gne
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.84.94 - 745.09.19

LE TEMOIGNAGE EXCEPTIONNEL D'UN GRAND HISTORIEN



Collection :
"Le Sens de l'Histoire"
32 pages de
photos historiques
220 pages
75 FF



Comment les nationalistes tunisiens ont conquis de haute lutte leur indépendance face à la domination française.

Dans la même collection :
"Le F.L.N., MIRAGE ET REALITE"
de Mohammed Harbi
(2^e édition, vient de paraître).

EN VENTE AUX EDITIONS S.A. RUE ROQUEPINE 75008 PARIS
ET DANS TOUTES LES LIBRAIRIES

idée : la crèche caravane

A la campagne, les garderies, ça ne court pas les rues. Alors, une entreprise a eu l'idée de créer avec d'autres sociétés de la région une crèche-caravane. Elle passe prendre les enfants des employés le matin et les ramène le soir à la maison. Ça plaît à tout le monde, car chacun y trouve son compte : les enfants, les parents et les employeurs qui voient baisser l'absentéisme.

C'est une idée toute simple, mais pour les peus, il n'y a pas de petites idées. Bien accueillir les enfants, c'est l'affaire de tous. Vous aussi, si vous avez réalisé une idée pour ouvrir grand le monde aux enfants, écrivez-nous : "Ouvrons la France aux enfants" B.P. 370-75869 Paris Cedex 18.

OUVRONS LA FRANCE AUX ENFANTS

Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale



Une opportunité d'exception pour des hommes d'exception.

J.M. EGEE, franchise Montpellier et Toulouse et P. FITZSIMON, Directeur Commercial d'Entrée France.

Les chiffres ne trompent pas. 120 000 micro-ordinateurs professionnels vendus en France en 1984. Et pour les années à venir, une progression du marché de 50% par an. Ce n'est pas nous qui l'affirmons mais les études d'IDC Europe.

Sur ce marché, Entrée Computer Centers réalise la croissance mondiale la plus rapide en distribution micro-informatique professionnelle. Plus de 300 franchises ont déjà été accordées et sur les 19 signées en France, 11 l'ont été au cours des 3 derniers mois. Pour 1985, Entrée prévoit plus de 500 dans le monde dont 56 en France.

Les raisons de ce succès sont simples. Entrée Computer Centers fait tout pour sa clientèle : consultation, formation, service après-vente.

Entrée fait tout pour votre réussite : choix des meilleurs matériels, programmes marketing et outils de vente performants, formation permanente technique, administrative et commerciale, relations d'approvisionnement et de support technique après-vente avec les fournisseurs, centralisation des stocks, publicité nationale et relations publiques.

Totalement disponible pour votre clientèle et pour gérer votre affaire, vous pouvez assurer une excellente rentabilité.

Vous avez un million de francs et vous voulez devenir propriétaire gérant d'un centre Entrée. Vous connaissez parfaitement l'informatique et vous voulez devenir directeur des ventes ou directeur support clientèle et détenir 200 000 francs d'actions

ou plus. Vous voulez investir 500 000 francs d'actions sans participation active dans un centre. Contactez-nous dès aujourd'hui à Entrée France S.A. Tél. (1) 574.97.77.

Pour tout conseil en micro-informatique professionnelle, téléphonez à l'un de nos centres : Paris 17^e (1) 574.99.98, Lyon 3^e (7) 862.62.00, Lyon 9^e (7) 847.70.00 ou Montpellier (67) 27.30.30.

ENTRÉE COMPUTER CENTERS

19 franchises déjà accordées.
Tout récemment : Lille, Paris 12^e et Toulouse.

société

SCIENCES

La mise sur orbite du satellite Arabsat

Après avoir réussi la mise sur orbite du satellite de télécommunications mexicain Morelos-1 dans la journée du lundi 17 juin, l'équipage de la navette spatiale américaine Discovery a procédé, mardi, à celle du satellite de télécommunications arabe Arabsat. Le lancement à 15 h 56 (heure française) du satellite a mis fin aux rumeurs qui circulaient sur l'éventuelle annulation de l'opération. On a assisté en effet à une véritable valse-hésitation ces jours derniers à Cap Canaveral.

L'organisation Arabsat a d'abord fait savoir, à quelques heures seulement du tir de Discovery, que la décision de lancer le satellite lorsque la navette sera en orbite n'était pas prise. On apprend ensuite que les gyroscopes du satellite fonctionneraient mal.

Enfin, un signal indique un déplacement prématuré d'un panneau solaire du satellite. L'affaire est grave, elle interdirait la mise sur orbite. Il s'agit, là encore, d'une information erronée. Une inspection au moyen d'une ca-

méra de la navette indique que le satellite est en ordre de marche, et la mise sur orbite s'exécute sans incidents.

Quant à l'équipage de Discovery, il lui faut encore mettre sur orbite un troisième satellite de télécommunications, Telstar-3D, et Patrick Baudry doit réussir les expériences, décrites ci-dessous, qui visent à mieux comprendre le comportement de l'homme en apesantant et la manière dont le corps humain s'adapte à ce nouvel environnement.

J.-F. A.

Le sang à la tête

La suppression de la pesanteur dans l'espace perturbe les mécanismes régulateurs de la circulation sanguine. La sang afflue au cerveau, du tout au moins il en donne l'impression. Plusieurs voyageurs de l'espace ont décrit cette désagréable impression d'avoir la tête pendante, qu'on ressent dès la mise en orbite.

Qu'en est-il vraiment de cette impression, comment s'adaptent les mécanismes régulateurs ? L'expérience « Echographie » a pour objet de l'élucider. Il n'y a pas tellement de méthodes pour la faire : il faut mesurer les débits sanguins dans divers vaisseaux sanguins d'astronautes en orbite, et comparer les résultats à des mesures faites au sol. La technique inventée par le professeur Léandre Pourcelot (CHU de Toulouse) permet de faire les mesures depuis l'extérieur du corps. Elle consiste à étudier la réflexion d'ultra-sons par les globules sanguins, d'où l'on peut déduire la vitesse de ces globules.

Mesures très précoces

De telles mesures ont déjà été faites par Jean-Loup Chrétien et ses collègues lors de leur vol dans la station soviétique Saliout-7. Il y a trois ans, l'appareil étant resté dans Saliout, d'autres mesures ont été faites chaque mois par les cosmonautes soviétiques qui séjourneront dans la station. L'expérience

est aujourd'hui reprise lors du vol dans la navette de Patrick Baudry. La principale nouveauté principale est la possibilité de faire des mesures très précoces, huit heures après la mise en orbite : c'est au début du vol que les mesures sont les plus intéressantes, lorsque les mécanismes régulateurs n'ont pas encore adapté l'organisme à l'apesantement.

Une autre nouveauté importante est que l'astronote américain Shannon Lucid doit participer aussi à l'expérience. A partir du deuxième jour, elle est censée faire, comme Patrick Baudry, deux prises de mesures par jour (1). Or, la régulation de la circulation sanguine est contrôlée par des hormones, et le système hormonal de la femme diffère de celui de l'homme.

Les expériences déjà réalisées ont montré une augmentation du débit cardiaque, mais une efficacité régulatrice maintenant constant le flux de sang vers le cerveau. Le surplus du sang brassé par le cœur semble irriguer l'abdomen et les reins, ce qui pourrait être cause de difficultés digestives. La nouvelle série de mesures peut permettre de mieux comprendre ce point.

M. A.

(1) Les mesures sont faites en six points, d'abord au repos, ensuite après une séance d'exercice, enfin après pose d'un brassard sur la cuisse qui empêche le retour du sang depuis les membres inférieurs.

Equilibre et vertige

Dans l'espace, l'absence de gravité perturbe trois secteurs de l'organisme : la circulation du sang, le squelette et un système que, par analogie avec la technologie des vaisseaux spatiaux, on pourrait nommer « système de guidage et de navigation ».

Ces activités sensori-motrices sont grandement affectées par le fait que, dans l'espace, l'homme n'a plus les pieds ancrés au sol : il est « comme un poisson ». Il doit donc réapprendre à faire le moindre geste et à s'adapter.

L'expérience « équilibre et vertige », à laquelle doit le livrer Patrick Baudry à bord de Discovery, a pour objet de dater l'apparition de ces diverses phases d'adaptation de l'organisme.

Conçu par le laboratoire de physiologie neurosensorielle du Centre national de la recherche scientifique à Paris, « équilibre et vertige » utilise un matériel très compact, qui tient dans une petite malette (système de 8 kilos (1)). Ces instruments — capteurs, modules d'acquisition, de contrôle et d'enregistrement des données — seront utilisés pour réaliser quatre séries d'expériences.

Au cours de divers tests qu'il réalisera en vision normale, occultée ou « stabilisée » (il portera alors une visière renfermant un dôme fixe ou en mouvement), Patrick Baudry, les pieds fixés au sol de la navette, devra se maintenir en position verticale ou légèrement inclinée, ou encore effectuer des mouvements

latéraux des bras. L'enregistrement des mouvements de ses muscles, de ses yeux, permettra d'examiner comment, jour après jour, il se « débrouille » pour maintenir les postures imposées. En outre, s'il est sujet au « mal de l'espace », il sera possible de relier les manifestations de ce mal aux phases successives du processus d'adaptation sensori-motrice de l'organisme.

D'autres expériences visent à mieux comprendre le rôle exact du système otolithique qui, avec les canaux semi-circulaires, forme le centre de l'équilibre du corps humain. Les otoliths, situés dans l'oreille interne, détectent à la fois les inclinaisons de la tête par rapport à l'axe de la force de gravité, et ses accélérations linéaires. L'absence de pesanteur éliminant la première de ces fonctions, il devient possible d'étudier plus précisément la seconde.

Enfin, il est demandé à Patrick Baudry de s'équiper d'une visière et de suivre le défillement, horizontal et vertical, d'un dôme. En enregistrant les mouvements de ses yeux, on pourra mieux apprécier le rôle des otoliths dans le mécanisme réflexe qui permet de stabiliser les images mobiles reçues sur la rétine.

E. G.

(1) Les matériels d'entraînement et de vol ont été construits par les sociétés AERATA (Vélizy), EREMS (Balaia) et COMAT (Toulouse), sous la maîtrise d'œuvre du CNRS.

JUSTICE

AU PALAIS DE JUSTICE D'ÉPINAL

La mère de Grégory Villemin soumise à une nouvelle expertise

Christine Villemin, la mère de Grégory assassiné le 16 octobre 1984, a été soumise, mardi 18 juin, au palais de justice d'Épinal, à une nouvelle expertise de dictée en présence d'un expert, M. Jean Glénisson.

A sa sortie, M^{me} Marie-Christine Chastant, associée de M^{me} Garand, qui en charge les intérêts des époux Villemin, s'est refusée à tout commentaire, déclarant seulement : « Ma cliente est partie civile et elle le reste ».

M^{me} Glénisson et laufier, les contre-experts désignés par le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, continuent d'étudier les dictées des membres de la famille et, en particulier, la tentative revendiquant l'assassinat de Grégory.

Les précédents experts avaient estimé, au terme d'une expertise et d'un complément d'expertise, que Christine Villemin pouvait être l'auteur des lettres anonymes : ils avaient relevé 20 % de discordances entre l'écriture du cordon et celle de la jeune femme, contre 50 % pour les autres scripteurs. Auparavant, deux expertises, annulées depuis pour vices de forme, avaient désigné, chacune, des noms différents.

La dictée de la main gauche

De notre envoyée spéciale

Épinal. — Fatales dictées... Tel le valet de pique maudique du jeu de Mistigri, elles passent de main en main dans les diverses donnes de la longue enquête. Au lendemain de la mort de Grégory, le 16 octobre 1984, une soixantaine de personnes, parentes et voisines, avaient été soumises au test de la dictée. Qui, parmi elles, était le cordon, qui avait, notamment, revendiqué le meurtre de l'enfant ?

C'est à Bernard Laroché, un cousin, qu'échoua le Mistigri de la première dictée. Très vite, un témoignage — celui de sa belle-sœur — chargea ce « présumé coupable ». Bernard Laroché fut inculpé et écroué.

Mais les dictées n'avaient pas dit leur dernier mot. Les premières conclusions furent contestées. Le 4 février, le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, décida la mise en liberté de Bernard Laroché, « les différentes expertises ordonnées ne l'ayant jusqu'à présent jamais désigné » et le témoignage à charge étant jugé insuffisant. Bernard Laroché sortit de prison.

Les expertises reprennent, mais avec d'autres spécialistes. Le cordon, découvert-on alors, était une femme. Nouvelles dictées : la carte fatale échoua, cette fois-ci, à M^{me} Christine Villemin, la mère de Grégory.

Trois jours plus tard, Jean-Marie Villemin, époux de Christine, tue Bernard Laroché à bout portant. Les dictées reprennent : un complément d'expertise confirme les soupçons visant la mère de Grégory. L'enquête confirme aussi des contradictions dans son emploi du temps au moment du meurtre de l'enfant.

Enfin, mardi 18 juin, Christine Villemin revient dans le cabinet du juge pour une contre-expertise, demandée par ses avocats. La parole, désormais, se joue au tribunal : une dictée pour autres messages — ceux du cordon — à écrire de la main gauche.

Des soixante suspects du début soumis au test de l'écriture, l'enquête ne retient plus que la propre mère de Grégory ? Cette dernière dictée ne serait-elle qu'un des ultimes moyens de pression, dans la traque à l'aveu, commencée en octobre dernier ? Finalement, par craque, se demandent ceux pour qui Christine Villemin est coupable. La jeune femme, mardi, est restée impavide.

DANIELE ROUARD.

DÉFENSE

LE PROJET D'UN AVION DE COMBAT EUROPÉEN

Les industriels devront présenter un rapport définitif avant le 15 juillet

Londres. — « Nous avons été en mesure de fournir de nouvelles instructions aux industriels concernés pour que ceux-ci nous remettent un rapport définitif à la mi-juillet ». Telle est la seule formule qu'a pu trouver M. Michael Heseltine, ministre britannique de la défense, pour tenter de donner un aspect positif au résultat des entretiens qu'il venait d'avoir, lundi 17 et mardi 18 juin à Londres, avec ses quatre partenaires (d'Allemagne fédérale, d'Espagne, de France et d'Italie), engagés depuis deux ans dans la délicate élaboration du projet de futur avion de combat européen (FACE) (le Monde du 18 juin).

Les cinq ministres de la défense et les dirigeants des entreprises aéronautiques de leurs pays respectifs ne sont donc toujours pas parvenus à s'entendre définitivement sur les principales caractéristiques techniques de l'appareil (son poids total et la poussée des réacteurs, notamment). Cela reste, selon le terme employé par M. Heseltine, le « problème-clé » auquel ne cesse d'achopper la discussion, plus particulièrement entre la France et la Grande-Bretagne. Ces sur ce sujet, que doit porter le rapport demandé aux industriels concernés pour le 15 juillet prochain.

Pour éviter un échec complet — redouté avant cette réunion —, on s'est gardé de trancher un débat qui est en quelque sorte renvoyé en commission. En tant que président de séance et porte-parole de l'ensemble des participants, M. Heseltine s'est montré prudent et n'a pas voulu

entrer dans les détails, au risque d'étaler les divergences et de compromettre les chances de succès. Il s'est contenté de déclarer que « quelques progrès » avaient été réalisés et que « le fossé avait été réduit ».

On est donc encore loin d'un accord. Ne parlait-on pas, dans les couloirs du palais de Lancaster où avait lieu la réunion, de onze formules de compromis possibles sur la conception de l'avion, malgré les travaux préparatoires effectués la semaine précédente par les experts et poursuivis entre les deux séances des 17 et 18 juin ? Retardant la fin de leur rencontre pour une ultime conversation au cours d'un déjeuner, les cinq ministres ont davantage donné l'impression d'avoir réussi, in extremis, à empêcher une rupture et l'abandon du projet que d'avoir fait un pas vers un éventuel accord. Fait significatif : les cinq ministres n'ont pas, pour le moment, convenu de se retrouver après la remise du rapport. M. Heseltine a été obligé de le reconnaître avec un certain embarras.

Impatience allemande

Il semble que les Cinq en soient presque même point qu'après leur précédente réunion à Rome, le mois dernier. Cependant M. Heseltine a estimé que les difficultés concernant l'organisation industrielle et la répartition des tâches étaient moins graves qu'on avait pu le penser auparavant.

De notre correspondant

A Londres, dans le sillage d'un moindre mal, l'échéance a été repoussée une fois de plus, mais le préciser en rappelant qu'une décision devrait de toute façon être prise cet été, sous peine de ne pouvoir respecter les délais en vue d'une mise en service de l'avion au milieu de la prochaine décennie. L'impatience de la délégation allemande, déjà manifestée à plusieurs reprises les semaines précédentes, s'est confirmée.

L'importance de la discussion à cinq a éclipsé la réunion à treize du Groupe indépendant européen de programme (GIEP) créé au sein de l'alliance atlantique pour harmoniser les projets d'armements, entre alliés européens, accélérer la standardisation des équipements militaires et renforcer les collaborations dans une perspective de moindre coût de « compétitivité » (sous-entendu à l'égard du partenaire américain). Le GIEP a constaté de « nouveaux progrès » dans l'avancement des diverses études de coopération en cours (entre autres, celles portant sur les armes antichars, les composants d'un futur char de bataille, la défense sol-air à moyenne portée, les torpilles, un avion de transport). Mais les ministres de la défense du groupe ont surtout mis l'accent sur leur décision de lancer des projets « concrets » pour la recherche dans des domaines de haute technologie : micro-électronique, matériaux légers de grande résistance, matériaux com-

posites, instruments d'optique et nouveaux types de charges explosives. Pour cela, le GIEP envisage déjà la réalisation de « prototypes ».

Cet organisme, fondé en 1976, mais devenu récemment plus efficace, de l'avis de ses membres, depuis qu'il se réunit au niveau ministériel, a confirmé son intention de « rééquilibrer » les rapports entre l'Europe et les États-Unis. An chape de « dialogue transatlantique », le communiqué final indique que les ministres entendent « tous d'être satisfaits » que « sur certains sujets déterminés », l'Europe s'exprime d'une seule voix.

FRANCIS CORNU.

(A. Malby-le-Camp (Aube), où le ministre de la défense a assisté à la remise de la médaille de la Légion d'honneur après la réunion de Londres. M. Charles Heru a tenu à préciser, dans la nuit du mardi 18 au mercredi 19 juin, que les cinq ministres se sont mis d'accord, pratiquement à la dernière minute, pour demander aux industriels de présenter une étude sur un avion de 9 500 kilogrammes à vide, avec 140 kilogrammes supplémentaires d'équipements, avec une poussée de réacteur selon trois formules : alternatives de 3 400, 5 000 ou 7 200 kilogrammes. D'autre part, selon M. Heru, les quatre partenaires de la France ont accepté de tenir compte, dans leurs études financières et techniques, de l'acquisition, par l'industrie française, de quatre vingt-cinq exemplaires du FACE (embarquables sur porte-avion), en plus des deux cent vingt à deux cent trente avions de l'armée de l'air.)

Une lettre des premiers experts

Après la parution dans le Monde de 26 mars d'un article sur l'affaire Grégory Villemin qui faisait état des premiers rapports d'expertise « désavoués » par leurs auteurs et annulés pour vices de forme, l'un des experts visés, M. Berrieon-Sedeyu, nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Je tiens à pro-

tester vigoureusement contre ce qui représente une grossière inexactitude : s'il est vrai que ces rapports ont été annulés pour vice de forme, à aucun moment ils n'ont été désavoués par leurs auteurs, qui demeurent sur leurs positions. Je parle en mon nom propre et en celui de M^{me} Jacquin-Keller, qui m'a averti de cette parution ».

ANCIEN PRÉSIDENT D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

M. Ceccaldi-Pavard est condamné à 50 000 francs d'amende

M. Pierre Ceccaldi-Pavard, sénateur de l'Essonne (UDF) et ancien maire de Dourdan, qui avait comparu le 28 mai devant la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris pour y répondre des délits d'abus de pouvoir, abus de biens sociaux, présentation de bilan inexact et ingérence (le Monde du 30 mai), a été condamné, mardi 18 juin, à 50 000 francs d'amende, peine amiable après le paiement de cette somme au Trésor public.

M. Ceccaldi-Pavard avait été inculpé le 14 mars 1983, au an et demi après le dépôt de bilan, en 1981, de la Société d'économie mixte pour l'équipement et l'aménagement de la Seine-et-Oise (SEMEASO), dont il était président. Le jugement, rendu sous la présidence de M. Pierre Culié, n'a pas retenu la culpabilité du sénateur pour tous les faits reprochés. Il estime notamment que la relaxe s'impose sur le chapitre de l'abus de pouvoir.

Il était reproché à M. Ceccaldi-Pavard de ne pas avoir exigé de la commune de Dourdan, dont il était alors le maire, le paiement à la SEMEASO d'une créance de 1 225 000 francs. Le tribunal a considéré que le délit n'était pas constitué, cette créance n'étant pas exigible avant la fin des travaux alors en cours, pour le compte de la commune.

En revanche, le tribunal a retenu contre l'inculpé les délits de présentation de bilan inexact, abus de biens sociaux et ingérence. M. Ceccaldi-Pavard avait reconnu, sur ces chapitres-là, avoir utilisé l'imprimerie de la SEMEASO pour

des travaux sans rapport avec l'objet social et même l'édition de quatre mille tracts électoraux pour sa campagne aux élections municipales de 1975. Il avait aussi perçu une commission de 137 F. consécutive à la réalisation d'un contrat d'assurance de sa société au profit d'une compagnie dont il devait devenir ensuite l'agent général.

« Quelle que soit la modestie des sommes en cause », déclare le tribunal, cet acte juridique exigeait, sur le plan des principes, la signature du président ou de son délégué et même une autorisation préalable du conseil d'administration ».

Cela dit, le jugement consent à M. Ceccaldi-Pavard, en raison d'un débat qui avait fait apparaître que la déconfiture de la SEMEASO n'était pas le fait de son seul président, de larges circonstances atténuantes en déclarant qu'« il convient de faire une application modérée de la loi ». C'est ainsi qu'il est condamné à 50 000 F d'amende, peine dont il est précisé qu'elle est amiable.

« Un livre sur le droit d'asile. — Le compte rendu des « Assises européennes sur le droit d'asile » organisées au mois de février par la Ligue suisse des droits de l'homme (Le Monde du 19 février) vient de paraître sous forme de livre. L'ouvrage, qui a pour titre la Forteresse européenne et les réfugiés, est édité dans la collection « Nord-Sud » des Éditions d'en bas (case postale, 304, 1017, Lausanne 17). 248 pages, 93 francs français franco de port.

Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures ! 4 semaines à mi-temps du 1^{er} au 26 juillet ou du 5 au 30 août. On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum, avec un prof Anglais, Allemand ou Espagnol... On croit rêver ! Vive le dialogue ! Choisissez votre centre :

BERLITZ
les langues très vivantes.

Étoile Victor-Hugo .. 5000868
Boulogne 6091510
Champs-Élysées 7204160
La Défense 7736816
Nation 3711134
Opéra 7421339
Panthéon 6339877
St Lazare 5222223
St-Germain-en-Laye .. 9737500
Versailles 9500870
Service Entreprises : 7429010

BERLITZ
les langues très vivantes.

Test d'évaluation gratuit.

1985 1250

POLICE

LA DISCUSSION SUR LE PROJET DE LOI DE MODERNISATION

L'impératif financier de la sécurité

A nouveau reporté, l'examen par le conseil des ministres du projet de loi de modernisation de la police nationale pour les années 1986 à 1990 n'était finalement pas à l'ordre du jour du conseil des ministres, mercredi 19 juin. Le gouvernement prend ainsi du retard sur les échéances qu'il s'était fixées, la discussion du projet à cette session parlementaire semblant fort compromise.

300, 700, 850 ou 994 ? Le suspense — en millions de francs — sur le chiffre pour 1986 du plan pluri-annuel de modernisation de la police continue (*Le Monde* du 12 juin). M. Pierre Bérégovoy ne sort pas de son rôle de grand argentier en veillant au déficit budgétaire : habiller Pierre — la police en l'occurrence — supposant forcément de déshabiller Paul ; M. Pierre Joxe reste sur ses positions, estimant que le chiffre du ministère de l'intérieur — près d'un milliard de francs — engage la cohérence du Plan sans être dispendieux ; enfin, le premier ministre, malgré son désir de rester à l'écart de ces marchandages, risque fort d'être obligé d'arbitrer, comme lui a demandé instamment, lundi, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP).

L'UDF SOUHAITE UNE POLICE « MEUX UTILISÉE »

« Une police plus forte, mieux utilisée et plus sûre d'elle-même », est, selon l'UDF, la première direction à prendre en matière de sécurité.

Présentant mercredi 19 juin à la presse ses propositions en ce domaine « qui conditionnent l'exercice de nos libertés », l'UDF ajoute trois autres directions : « Une politique responsable et efficace de prévention de la délinquance », comprenant notamment « un véritable plan anti-drogue » ; « un renforcement de la lutte contre le terrorisme », passant par la coordination entre services, la coopération internationale et l'instauration d'« un véritable espace judiciaire européen » ; enfin, une politique pénitentiaire « responsable », l'UDF dénonçant surtout « la personnalisation excessive des peines » et souhaitant que les remises de peine ne compromettent pas l'autorité de la chose jugée.

Toutefois, il ne s'agit pas ici d'une discussion budgétaire classique. Le scénario se double d'un enjeu politique qui explique, sans doute, la persistance du conflit. A la contrainte budgétaire, signifiée par le ministre de l'économie des finances et du budget, s'ajoutent trois autres exigences qui laissent penser que, malgré l'austérité, le ministre de l'intérieur obtiendra satisfaction au bout de course, à quelques millions près.

La première est l'engagement personnel de M. Joxe lui-même. Le successeur de M. Gaston Defferre a fait de la programmation pluri-annuelle, semblable à celle dont bénéficie la gendarmerie, le point essentiel de sa politique. Faute d'en obtenir les moyens nécessaires à ses yeux, que restera-t-il de son passage, place Beauvau ? On comprend donc pourquoi M. Joxe a toujours laissé entendre qu'à 500 millions de francs — premier chiffre envisagé pour 1986 par les services du premier ministre — il se refusait à présenter la loi promise et situe la crédibilité du Plan au-dessous de la barre des 800 millions.

L'insistance n'est pas seulement de corporatisme ministériel : la nouveauté introduite par le plan, insiste-t-on au ministère de l'intérieur, est de « finaliser les dépenses », donc de se refuser à augmenter uniformément les moyens de la police sans réfléchir à son évolution, bref de passer d'« une croissance extensive des services de police, à une croissance intensive où l'augmentation des effectifs cède la place à des gains de productivité ».

La crédibilité de la gauche

La seconde contrainte est la crédibilité de la gauche sur le terrain de la sécurité. M. Laurent Fabius ayant fait de la modernisation policière l'une de ses quatre priorités en 1985. Ce plan viendrait signifier surtout la cohérence nouvelle de la gauche dans un domaine où elle paraît souvent frileuse, en porte-à-faux, et même sur la défensive face à l'opposition. M. Joxe a ainsi un allié en la personne de M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), le « Monsieur sécurité » de la gauche qui fut, d'ailleurs, consulté pour l'élaboration du projet de loi.

« C'est un bon dossier, cohérent, rigoureux », explique M. Bonnemaison. Une réforme doit être entière, la dépolluer de certains de ses aspects serait préjudiciable à sa crédibilité d'ensemble. Ce n'est pas excessif et, après tous les efforts de réflexion menés depuis trois ans, on ne peut renoncer. Il y a deux formes de prélèvements obligatoires : il serait dommage que l'on se préoccupe de l'un — nos impôts ! — sans apporter des solutions à l'autre — le coût de la délinquance ».

Rabaisser ses prétentions

La troisième contrainte tient à la police elle-même, et à ses syndicats qui, repliés sur l'institution, y sont fort actifs. Or M. Joxe est actuellement invité à rabaisser ses prétentions en rognant sur la part consacrée aux mesures en faveur des personnels, mesures qui représentaient, à peu près, un cinquième du chiffre proposé par le ministère de l'intérieur.

Pourtant, il ne s'agit pas de « cadeaux » aux policiers, mais de dispositions destinées à les inciter à jouer le jeu de la modernisation, notamment en région parisienne.

EDWY PLENEL

ÉDUCATION

Le CNAL s'inquiète

d'une éventuelle « déssectorisation »

Les représentants du Comité national d'action laïque (CNAL) ont été reçus mardi 18 juin par le premier ministre avec lequel ils ont évoqué l'éventuelle « déssectorisation » des établissements publics et les déclarations de M. Mitterrand au Collège de France à propos de l'évaluation des lycées. M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du CNAL, a expliqué à la sortie que les cinq organisations constitutives avaient fait part à M. Fabius de leur opposition face à une école à deux

vitesses, fondée sur des ethnies ou des particularismes.

Il a rappelé que l'égalité des chances pour tous devait rester un principe de base de l'éducation nationale. M. Bouchareissas estime que en matière d'aménagement de la carte scolaire et donc de possibilité pour les parents de choisir entre plusieurs établissements scolaires, le gouvernement doit être extrêmement prudent. « Tout enfant a droit à la meilleure qualité d'éducation possible à proximité de son domicile ».

A propos de l'enseignement privé, le secrétaire du CNAL remarque que « beaucoup trop de privilèges » sont maintenus aux établissements privés. Il a notamment déploré le pouvoir laissé aux directeurs d'établissement de recruter des maîtres, alors que cette prérogative doit, selon lui, revenir aux recteurs.

● **Augmentation des bourses universitaires.** — Les taux des bourses de l'enseignement supérieur pour l'année universitaire 1985-1986 seront majorés en moyenne de 5,2 % au 1^{er} octobre 1985, soit moins que l'an dernier où la progression avait été trois fois supérieure. Une circulaire, parue au *Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale* du 13 juin, précise que le montant annuel sera de 3 690 francs pour le premier échelon et de 13 698 francs pour les bourses de licence. Il devrait y avoir environ 155 000 boursiers relevant du ministère en 1985-1986, soit un accroissement de près de 8 000 du nombre des bénéficiaires.

2^e à terminale / étudiants
**Une année scolaire
aux U.S.A.
avec Eurolangues**
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 261.53.35

Communiqué de Pétromin, L'Organisation Générale Pétrolière et Minière d'Arabie Saoudite.

L'Organisation Générale Pétrolière et Minière (Pétromin) annonce par les présentes être la seule organisation d'Arabie Saoudite autorisée par le gouvernement du royaume d'Arabie Saoudite à procéder à la vente de son pétrole brut, de produits pétroliers raffinés, de gaz liquéfiés et de soufre, conformément aux directives commerciales gouvernementales.

Les ventes de pétrole brut s'effectuent, dans chaque cas, sous réserve de l'approbation du gouvernement du royaume d'Arabie Saoudite. Les contrats de vente sont conclus, soit entre gouvernements, soit entre Pétromin et des sociétés agréées par le gouvernement.

Les produits pétroliers raffinés, les gaz liquéfiés, et le soufre sont vendus à des sociétés privées, mais par un seul canal, à savoir Pétromin-Riyad.

Il convient de noter que tous les contrats Pétromin, qu'il s'agisse de pétrole brut, de produits pétroliers raffinés, de gaz liquéfiés ou de soufre, sont signés en Arabie Saoudite et interdisent toujours l'intervention de tout intermédiaire. De même, le versement d'une commission de tout ordre à tout tiers représente une infraction aux conditions contractuelles qui, si prouvée, se traduit par la résiliation du marché.

En outre, Pétromin ne conclut pas d'affaires par l'intermédiaire d'agents, de courtiers ou autres tiers. En conséquence, toute prétention de la part d'un service sur place revendiquant être en droit de vendre du pétrole brut au nom de Pétromin, serait inexacte et sans fondement. Les personnes traitant avec des services prétendant à un tel droit le font à leurs propres risques et Pétromin décline toute responsabilité à ce sujet.

Petromin

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Etablissement Public
du Ministère de l'Éducation Nationale
(7 centres d'enseignement — 230 000 élèves)

- Assure :
- Des formations scolaires de tous niveaux (écoles, collèges, lycées, enseignements technologiques et professionnels)
 - Des préparations aux concours de la Fonction publique des différents ministères (carrères enseignement, administratives, techniques, police, métiers sportifs, carrières paramédicales et sociales...)
 - Des formations universitaires (DEUG, Capécité en droit, Expertise comptable...)
 - Formation dans le domaine de l'informatique
 - Des actions de formation continue dans le cadre de la Loi du 16 juillet 1971.

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 241 à 600 F
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE À
CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

CNEC

Une lettre des premiers ex

M. Coccardi Pavard est condamné à 50 000 francs d'amende

Les robes
commencent
aujourd'hui
chez
Barberrys
et chez
Tunmer

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Jacques-Marie LAFONT et M^{me} née Geneviève Bouche, partagent avec leur fille Sophie, leur parents et amis la joie d'annoncer la naissance de

Marie-Alice,

le 16 juin 1985.

23, rue du Maubeuge,

75009 Paris.

— M. Jean-Jacques MONNOT et M^{me} née Marie-Antoinette Pépilot, et Elise, ont la joie de faire part de la naissance de

Marie.

Bezons, le 10 juin 1985.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Léon BOULEZ,

née Marcelle Calbre,

survenue le 10 juin 1985, à l'âge de

quatre-vingt-huit ans, en son domicile,

11, rue Bourgoin, 42300 Roanne.

De la part

du docteur et M^{me} Jack Chevalier,

M. et M^{me} Roger Boulez,

ses enfants,

André et Monique Boulez,

Pierre Chevalier,

Jean et Christiane Verchère,

Stéphane Boulez,

ses petits-enfants,

Valérie et Nicolas Boulez,

Axel, Alben et Armand Verchère,

ses arrière-petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité

familiale le 13 juin 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Fernand Mamin

et leurs fils,

M^{me} Eric Brost

et sa fille,

Les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis BROST,

survenu à Annecy, dans sa quatre-

vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

au cimetière des Îles à Annecy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

140, avenue Roger-Salengro,

94500 Champigny-sur-Marne.

Route de Cré-Morens,

74320 Servin.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Thérèse BRUTIN,

née Ouvre,

à l'âge de soixante-huit ans.

De la part de son époux, ses enfants,

petits-enfants,

Et de toute la famille.

Le service religieux sera célébré le

jeudi 20 juin, à 10 h 30, en l'église

Saint-Jacques du Haut-Pas, à Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi

21 juin, à 14 h 30, au cimetière de

Cazaux en Gironde.

9, rue de Val-de-Grâce,

75005 Paris.

— Saint-Nazaire - Les Eymes.

Granoble.

M^{me} Desriche,

Alain Desriche,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. André DAUTRICHE,

inspecteur de la jeunesse

et des sports.

L'inhumation a eu lieu le mardi

18 juin dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Raymonde Georges Gros, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

colonel Georges GROSS,

ingénieur ENSA,

agréé de mathématiques,

chevalier de la Légion d'honneur,

médaille de l'Aéronautique,

ancien pilote de nuit,

32^e escadre aérienne de Dijon,

commandant des écoles de trans-

missions

de Fés, Auxerre, Châteauroux,

Bourges-de-Las,

commandant la DAT

de Versailles-Montmorency,

secrétaire permanent

à la commission interministérielle

après du premier ministre,

président de la CIAME,

le 9 juin 1985 à l'Espérance, 13 Noves.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Suzanne Hébert, et leur fils Denis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Emma HÉBERT,

leur mère, grand-mère et arrière-

grand-mère,

survenue le 6 juin 1985, dans sa qua-

tre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu

dans l'intimité dans la caveau familial

de Lardene (31300).

— Raymond et Rolande Jonvaux

font part du décès de

M^{me} Solange JONVAUX

et rappellent, à l'occasion du dixième

anniversaire de sa mort, la mémoire de

leur père,

M. Georges JONVAUX.

— Michel et André Lévy,

Olivier et Michèle Lévy,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcelle LÉVY,

née Lévy,

survenue inopinément dans sa soixante-

dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 7 juin au

cimetière parisien de Pantin.

Ils rappellent le souvenir de son mari,

Gilbert LÉVY

(1907-1979),

et de leur petite

Amie

(1944-1947).

89, rue Charles-Lafitte,

92200 Neuilly-sur-Seine.

11, rue Hadri,

92400 Courbevoie.

88, rue d'Armand-Silvestre,

92400 Courbevoie.

— Landereau. Meudon.

Les obsèques de la vicomtesse

Jean de QUENGO

de TONQUEDEC,

née Hervé de Swy,

décédée dans la foi, chez ses enfants à

Meudon, le 17 juin 1985, dans sa

quatre-vingt-deuxième année, auront

lieu le jeudi 20 juin, à 16 h 30, en

l'église Saint-Houard à Landereau.

De la part de

L'abbé Paul de Surgy de Tonquedec,

M. et M^{me} Albert de Surgy

de Tonquedec

et leurs enfants,

M^{me} Marie du Sacré-Cœur car-

naliste à Nazareth,

M. et M^{me} Georges Thérêt

et leurs enfants,

M^{me} Edmond Delangeon

et ses enfants,

M. et M^{me} François Logey

et leurs enfants,

Et de toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, sentier des Vainqueurs,

92190 Meudon.

Lisez

Le Monde

PHILATELISTES

OFFICE DE LA PHILATÉLIE

ORDRES DE CHEVALERIE - DÉCORATIONS

ARMES - LIVRES ANCIENS

TABLEAUX ANCIENS des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles

ART NOUVEAU - ART DECO

LUSTRE par EMILE GALLE

SALLE A MANGER par MAURICE DUFRENE

ARGENTERIE

BRONZES - PENDULES - CANDÉLABRES

SIÈGES ET MEUBLES

des ÉPOQUES LOUIS XV - LOUIS XVI et EMPIRE

dont certains estampillés de MAMET - PAPST et SEMEL Aîné

TAPESSERIES - TAPIS D'ORIENT

LE MERCREDI 26 JUIN 1985 EN SOIRÉE A 21 HEURES

A VERSAILLES, 5, RUE RAMEAU

M^{me} GEORGES BLACHE, commissaire-priseur, tél. : (3) 950-55-06 +

Experts : MM. Ananoff, Leguette et Dey, experts à Paris.

Expo : Samedi 22 juin, de 14 h à 18 h ; dimanche 23 juin, de 10 h à 12 h et

de 14 h à 18 h ; lundi 24 et mardi 25 juin, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;

en soirée le lundi 24 juin, de 21 h à 23 h.

— M^{me} Raoul Gaudibert, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Alain Rougnot et leurs enfants,

M. et M^{me} Yves Rivoalen,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Alain Rivoalen,

ses enfants et petits-enfants,

M. Hervé Rivoalen,

M^{me} Maryvonne Rivoalen,

M^{me} Fromentin, Rivoalen et

Taverche,

ont la grande tristesse de faire part du

décès, le 17 juin, dans sa qua-

tre-vingt-septième année, du

professeur Auguste RIVOALEN,

agréé du service de santé des armées,

ancien professeur

aux facultés de médecine

de Hanoi et de Saigon,

commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques se dérouleront dans

l'intimité familiale, le 22 juin.

Un service religieux aura lieu le ven-

dre 28 juin, à 8 h 30, en l'église

Saint-Jean-de-Chantal, place de la

Porte-de-Saint-Cloud.

8, avenue Victor-Hugo,

75200 Saint-Germain-en-Laye.

29, avenue Raymond-Poincaré,

75116 Paris.

7, rue Boileau,

75016 Paris.

40, quai de Jemmap,

75010 Paris.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement à l'émotion et aux marques de sympathie qui ont entouré la mort de

Charles BENILLOU,

Catherine BERGERON,

Thomas BENILLOU,

son fils,

Hélène et Henry BERGERON,

adressent à tous ceux qui leur ont aidé

et accompagné, leurs remerciements très

émus.

— M^{me} Jean Vertut,

Ses enfants,

Et sa famille,

remercient tous ceux qui leur ont témoi-

gné leur sympathie à l'annonce de la dis-

parition brutale de

Jean VERTUT.

Anniversaires

— L'Association culturelle Israélite française du Québec rappelle, avec émotion et fidélité, le souvenir du

grand rabbin

docteur David FEUERWERKER,

ZTL

(2 octobre 1912-20 juin 1980),

officier de la Légion d'honneur,

héros de la Résistance,

officier d'Académie,

chevalier de la Santé publique,

médaille de vermeil

de la Ville de Paris,

créateur et premier titulaire

de l'Association culturelle

Israélite française du Québec,

lauréat de l'Académie française,

ancien rabbin des Tournelles,

fondateur-directeur

du Cercle d'études du Marais

(14, place des Vosges).

A la Libération, il fonde, à Lyon,

l'Unité, le premier hebdomadaire israé-

lite en France. Auteur de L'Emancipa-

tion des juifs en France, de l'Ancien

Régime à la fin du Second Empire. Il

introduisit l'hébreu, langue vivante, au

baccalauréat français.

Avis de messes

— Une messe chantée sera célébrée le dimanche 23 juin 1985, à 10 heures, en la basilique de Notre-Dame-de-la-Garde à Marseille, pour le repos de l'âme de

M^{me} de VERNEJOUL,

décédée le 27 mai 1985.

Bouquins - Dossiers par milliers

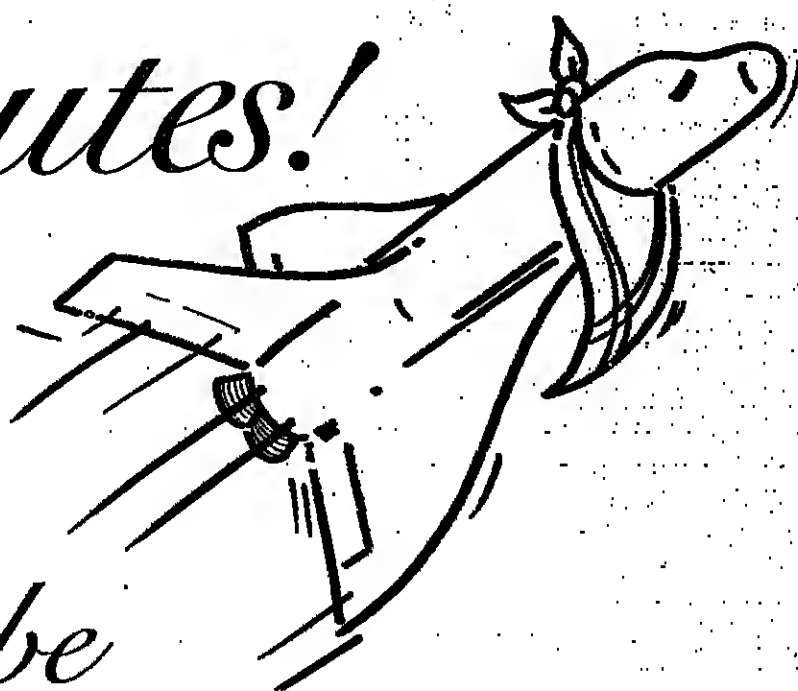
Rayonnages

Bibliothèques

au prix de fabrique

PECHINEY:

*Bon Appétit,
Madame et Messieurs
les Astronautes!*



*Crème de Crabe
Pâté de Campagne Village
Pâté au Poivre Vert
Langouste à l'Armoricaine
Civet de Lièvre à l'Alsacienne
Fromage de Cantal Fondu*

L'aluminium, matériau du progrès, présent partout dans l'aéronautique et l'espace, est aussi le gardien de la tradition gastronomique française. Menu dégusté aujourd'hui à bord de la navette

spatiale, cuisiné par Jules Morey et la Vache Grosse, protégé par des boîtes Cebal à ouverture facile, résistantes à l'accélération, en aluminium de Pechiney.



CEBAL

**PECHINEY
emballage**



150 من الاطعمة

NOUS AVONS UN GRAND SOURIRE ENTRE LES OREILLES.*

560 000 auditeurs et auditrices*
ont préféré notre qualité et ont rejoint
le public de France Inter, la seule
radio nationale dont l'audience
a augmenté depuis un an.

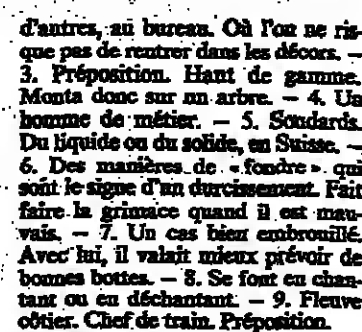
Tous les journalistes, animateurs
et techniciens s'en réjouissent et leur
souhaitent la bienvenue.

France inter
la qualité entre les oreilles

*CESP Avril/Mai 1984 (4 430 personnes)
Avril/Mai 1985 (4 407 personnes).
Echantillon interrogé représentatif
de la population française.

FUTURS

MOTS CROISÉS



Horizontallement

Verticalment

1. Certificat. — 2. Etouffiers. —
3. Roses. Res. — 4. Via. En. OAU.
— 5. Blimmer. II. — 6. Aération. Lu.
— 7. Ere. Let. — 8. Mistre. —
9. Gallette. Eng.

1. Prend des airs supérieurs après avoir été élevé dans la rue. — 2. Pour certains, se passe en chambre : pour

Ailleurs, des nuages, surtout sur l'Aquitaine le matin, mais souvent de

« Exposition James Tissot », 14 h 30,
Petit Palais (MP, Lobbanc).
« Les Femmes », de J. Tissot, 15 heures,
entrée, Bibliothèque.

« Le musée Cléry : reportage sur la
vie au Moyen Âge », 15 heures, entrée
musée.

« La maison de Balzac et le village de
Passy », 14 heures, 47, rue Bayrouard.

« Le séminaire des missionnaires étran-
gères, le prince impérial d'Annam »,
15 heures, 128, rue du Bac (C.-A. Mes-
sor).

« Les impressionnistes : peintres de
mouvement de la lumière et de la joie de
vivre », 15 heures, saill du musée de Jeu
de paume (M. L. Lemaire).

« L'histoire d'Esther », de J.-F.
de Troy (dix-huitième siècle), 14 h 30,
Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo.

« Exposition Delunay », 12 heures,
Musée d'art moderne (G. Canetti).

« Cités d'artistes et jardins secrets de
Montmartre », 15 heures, métro
Abbesses (M. Raguenes).

« Le Marais », 14 h 30, métro Hôtel-
de-Ville (sortie rue Lobau) au métro
Pont-Marie.

« Le vieux village Saint-Roch et la
batterie aux Moulins », 14 h 30, sortie
métro.

« De la batterie des Moulins à Notre-
dame des Victoires », 14 h 30, métro
Pyramides.

6, place des Vosges, 16 h 15 : « La maison de Victor Hugo » (M. Brumfeld).
1, rue Victor-Cousin, 19 h 30 (Bachelard) : « La légende spirituelle de l'Égypte ancienne selon Edgar Gayet ».
11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : « Mission actuelle de la loge des théosophes ».

JOURNÉES NATIONALES DANS LE VAL DE LOIRE

La quatrième édition des Journées nationales de la chasse et de la pêche aura lieu à Evreux, le samedi 22, 23 juin, dans le grand château d'Euilly, en Maine-et-Loire. Comme d'habitude, des concours de tir aux armes de chasse et à l'arc, des démonstrations de lancers de leurre et de mouches), des présentations de faucons, de meutes et d'équipages seront parties du programme. Il y aura également un concours de tir à l'arc, devenu maintenant traditionnel, sans doute, pour les nombreux étrangers. On attend aussi la Cadre noir de Saumur dont l'école est installée à proximité.

Deux cents exposants seront présents à cette grande fête de la chasse et de la pêche qui sera inaugurée par le duc d'Argilly, maître de la Maison royale d'Orléans, propriétaire en son château d'Euilly, de l'une des plus riches collections d'armes de chasse.

SCP J.-F. et M.-J. BOIRON

SCP J-F. et M-L. BOIRON
avocats à la Cour
41, avenue Kléber, 75116 Paris.

Un jugement répété contradictoirement rendu par la 2^e section de la Chambre de Tribunal de Grande Instance de Paris le 21 mars 1985 et devenu définitif.

Entre
Monsieur Jean-Claude, Jaffredo, René DES-
PREZ, épouse de Monsieur Jean-
Claude, Jaffredo, domicilié à Paris,
Paris, 18, rue Sambleur.

et
Monsieur Jean-Claude, Gagneu BERT-
REY, demeurant 180, avenue Jean-
Baptiste à Paris.

il résulte :
que la séparation de biens a été prononcée par le 5^e chambre BERREY à compter du 21 mars 1985.

Par extrait

PLUS D'ESPACE

[illegible]

سلا من الأمل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Opéra Bastille

SECOUSSSES AUTOUR D'UNE AVENTURE

LE 14 juillet 1989 c'est, au regard de l'histoire et du monde, le jour « J » des années à venir. Le siècle passera vite la main, cap sur l'an 2000 sans qu'aucune autre date anniversaire à rayonnement universel retienne en France l'attention internationale. C'est celle-ci et celle-là.

A coup sûr, ce 14 juillet-là, Paris fêtera la Bastille dans les fastes et la liesse. La Colonne de Juillet, sur la place, sera, pour quelques heures, l'épicentre de tous les songes révolutionnaires, des droits de l'homme et des chartes pour les libertés. Quel homme d'Etat résisterait à la plus-veline de renommée que devrait procurer une telle commémoration à celui qui la présidera ?

Ainsi devraient coïncider l'hommage aux sans-culottes avec l'inauguration, ce même 14 juillet, du futur Opéra Bastille, dernier temple voué à l'art lyrique que le vingtième siècle bâtit depuis près de deux ans, justement sur cette place-là.

Le projet d'opéra charrie une puissante symbolique humaniste qui fera bel effet en 1989. Qu'on en juge : le nouveau théâtre lyrique sera un navire monumental échoué contre la Colonne de Juillet, en lisière de l'un des quartiers les plus populaires de la capitale, ostensiblement solidaire de l'anarchie architecturale d'un coin du Vieux Paname. Une sorte de protecteur aux larges épaules contre lequel viendront s'appuyer les immeubles vieillots des artisans et les arrière-cours du commerce du meuble.

Le projet retenu par le chef de l'Etat, celui de l'architecte Carlos Ott, fait la nique à l'autre côté de la place, à l'ouest bourgeois, ordonné, coupé au cordeau par Haussmann. Il rééquilibre Paris à l'est et impose au théâtre lyrique, art jusqu'ici de caste étroite, d'abandonner sa citadelle - le palais Garnier - pour une tumultueuse aventure de démocratisation culturelle.

viell Opéra, qui gardera selon le projet du service en se consacrant presque exclusivement aux activités du ballet.

Cette cause-là au moins fut rapidement entendue au début du septennat. Les spécialistes français, le site de la Bastille retenu, se sont alors lancés dans un tour du monde des théâtres lyriques pour fixer les normes idéales de la future salle. Le Met de New-York, avec ses quatre mille places ? Trop grand, puisque la voix humaine, murmurent les mauvaises langues, y serait parfois légèrement sonorisée. L'Opéra de Sydney ? Très réussi sur le plan architectural, mais catastrophique du point de vue lyrique. Mis à contribution, les directeurs étrangers ont tous opté pour une grande salle de contenance relativement faible (deux mille sept cents places), mais qui seule permettrait l'équilibre parfait de la vision et de l'écoute et à tous les spectateurs présents de se trouver à moins de 50 mètres du cadre de scène.

Cette grande salle sera la plus moderne au monde, la mieux équipée. Mais avec deux mille sept cents places, la démocratisation du théâtre lyrique dans la capitale est encore loin d'être assurée. Tout transfert vers le quartier de la Bastille dans ces conditions équivaudrait à un suicide financier. Sans parler de la maladresse politique.

Dès lors, selon le schéma de la gestion culturelle, le pari du futur Opéra passe nécessairement par ce qui est le plus délicat à assurer dans tous les théâtres lyriques : la rentabilité maximale d'une salle, au moins deux cent cinquante soirées par an, sans provoquer la baisse du niveau artistique. Jusque-là, les directeurs n'ont eu le choix qu'entre deux solutions. Les Italiens - et avec eux Garnier - pratiquent la technique dite de la série de représentations. Un seul spectacle à la fois, un jour sur deux, pour que les chanteurs puissent reposer leur voix et des théâtres fermés le temps des répétitions.

plusieurs spectacles à un rythme soutenu. Mais cela nécessite de disposer de nombreux plateaux de scène et d'une troupe de chanteurs à demeure. Les adversaires de l'alternance font remarquer que la qualité artistique, notamment du chant, en pâtit parfois.

L'Opéra Bastille devra tenter une nouvelle voie, synthèse de la « série » et de l'« alternance ». Deux cent cinquante soirées annuelles de répertoire dans la grande salle seront nécessaires pour garantir l'ouverture de l'opéra à un public plus large et une rentabilité minimale. Mais « sans abaisser le niveau artistique, qui doit rester digne des plus grandes scènes », Maurice Fleuret ajoute : « Nous recherchons la plus grande qualité moyenne constante ». Cela signifie que le futur Opéra devra éviter le plus possible de miser sur la participation de « stars » du chant. Trop peu nombreuses, trop coûteuses pour qu'on fonde sur elles un programme lourd. Trop demandées ailleurs pour qu'on puisse espérer les faire répéter plusieurs semaines avant un spectacle. Ce pari-ci suppose que le public de l'opéra évolue dans les années à venir, que son plaisir ne soit plus seulement l'attente du contre-ut du ténor, mais l'œuvre elle-même, les autres éléments du spectacle, le livret, la direction d'orchestre ou la mise en scène.

Opéra de compromis, Bastille se fixe aussi pour mission, à côté du répertoire, d'inventer les langages de l'art lyrique de l'avenir. C'est ce qui passionne Pierre Boulez, très associé au projet : l'expérimentation contemporaine. Faire écrire pour donner à l'opéra, art qu'on dit souvent éteint à la fin du dix-neuvième siècle, la possibilité d'ajouter à son histoire un siècle de plus. Mais en ce domaine aussi, manquent les modèles de références qui rassureraient les plus sceptiques. N'explique-t-on pas qu'il n'est pas de tout certain que l'opéra, « comme genre », ait survécu, au début du vingtième siècle, au « dernier grand compositeur connu », Berg, l'auteur de *Lulu* et de *Wozzeck* ?

L'équipe de l'Opéra Bastille en était là de ses réflexions, plutôt inquiètes, quand, ces dernières semaines, s'est mis à souffler autour des maquettes une forte tempête audiovisuelle. Opportunément consulté par le ministre de la culture, M. Daniel Toscan du Plantier, ancien directeur

L'Opéra Bastille sera le plus moderne des théâtres lyriques. Mais l'Etat hésite encore entre plusieurs concepts pour un art qui passera peut-être mal le cap du XXI^e siècle.

LA CURIOSITÉ DE L'ÉTRANGER

C'est sans doute cette double perspective historique et lyrique pour un 14 juillet, qui a très vite, au début du septennat, donné des ailes à l'idée de construire là un nouvel opéra et de l'ouvrir le jour dit. C'est ce qui a décidé sept cent cinquante architectes à concourir, record parait-il jamais atteint. C'est ce qui enfin plaît tant aux créateurs étrangers, aux chanteurs, aux salles concurrentes : voir le nouveau confrère maître sur pareil parrainage. La Scala, dit-on, quittera ses lambris milanais pour occuper la première l'avant-scène. Bref, le « coup » politique, médiatique et lyrique a déjà produit ses effets. Avant même de sortir de terre, le navire Bastille jouit déjà à l'étranger d'une curiosité maximale.

Pourquoi alors les animateurs du projet donnent-ils tant l'impression de n'avancer qu'avec d'infimes précautions ? Chez certains même avec une sorte d'hésitation ? Sans doute assez peu par crainte de débordements financiers. L'enveloppe budgétaire d'environ 2,25 milliards de francs devrait être dépassée en 1989 malgré les consignes draconiennes du ministre de la culture, M. Jack

Lang. Mais il en est ainsi pour la plupart des « grands travaux » de la V^e République, et l'opinion à droite comme à gauche en a pris l'habitude.

Simplement, pour ce projet en particulier, la gestion de l'investissement sera surveillée de près. L'établissement public constructeur est désormais dirigé par M. Pierre Viot, ancien directeur du CNC (Centre national de la cinématographie) et nouveau président du Festival de Cannes, auquel il sera demandé des prouesses au coût minimal. Que le gouvernement s'inquiète du sort de l'Opéra Bastille en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives de 1986, c'est une évidence que les promoteurs du projet ne cherchent pas à dissimuler.

« Nous construisons très vite de manière que l'ouvrage ait atteint au printemps prochain un seul irrévocable », explique un haut fonctionnaire. Dans le même esprit, pour ne pas risquer un rappel à l'ordre en cas de changement de gouvernement, l'ouverture avant 1989 de la « petite » salle modulable (de six cents à mille trois cents places), jugée trop onéreuse, a été annulée.

« Les directeurs allemands, eux, « pratiquent l'alternance » entre

L'AUDIOVISUEL POUR UN FUTUR

M. Toscan du Plantier, que le ministère souhaite voir associé à la Bastille, propose l'audiovisuel comme partie intégrante du projet et des productions, que Pierre Viot de son côté conçoit d'ailleurs comme une indispensable recherche de financement pour les spectacles. Mais c'est comme si le monstre TV-cinéma avait soudain lâché ses illusions magiques sur l'univers préservé du chant en imposant la démesure des grands nombres. Aussi oppose-t-on déjà la Bastille au stade omnisports de Bercy, qui peut donner *Aida* de Verdi devant douze mille personnes et qui accueille plus de public en une série de représentations que Garnier en une saison.

« On oublie de dire », réplique Maurice Fleuret, que Bercy c'est l'opéra avec des jumelles et des sonotones ». Que, pour cause de gigantisme, les voix sont sonorisées et que le répertoire présente-

ble dans un tel espace ne dépasse pas, comme aux arènes de Vérone, la dizaine d'œuvres.

L'opposition n'a bien sûr pas manqué de se saisir de ce débat, apparemment contradictoire, sur la « modernité de l'opéra », se plaçant délibérément du côté du grand spectacle - façon Bercy - et de l'audiovisuel, et critiquant, notamment par la voix de M. Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat à la culture, un « concept Bastille déjà anachronique ».

Ces ébullitions de cour devraient s'estomper avec la nomination des responsables artistiques du futur Opéra, peut-être dans les prochains jours. La personnalité des maîtres des lieux permettra peut-être de préciser l'originalité d'un projet qui, à quatre ans de l'inauguration, paraît encore assez flou.

PHILIPPE BOGGIO.

PLUS D'ESPACE ET DE DÉMOCRATIE

Si le projet Bastille paraît encore bien vacillant, c'est cependant beaucoup plus en raison de la difficulté à définir en 1985 un concept culturel raisonnable et audacieux sur la nature d'un art gorgé de classicisme, mais dont on connaît mal l'avenir. Dernier opéra créé, Bastille doit préfigurer ce que seront les théâtres de chant du vingt et unième siècle et devra donc essayer seul les platras sans avoir à disposer de beaucoup de paramètres.

Une certitude tout de même : il était devenu nécessaire de donner au théâtre lyrique dans la capitale française à la fois plus d'espace et beaucoup plus de démocratie. De Pierre Boulez à Massimo Bogianckino, l'actuel directeur de l'Opéra, tous les spécialistes de la musique et du chant reconnaissent volontiers que le palais Garnier ne permet plus, en raison de l'étroitesse de sa superficie utilisable, d'asseoir la réputation lyrique de Paris.

Pierre Viot cite des chiffres encore plus éloquentes : le palais Garnier, avec ses mille neuf cents places - dont plus de quatre cents « borgnes » ou « aveugles » - et ses cent cinquante représentations annuelles en moyenne, permet à

un Parisien sur quarante d'aller à l'Opéra, contre un Berlinois sur trois et un Munihois sur deux.

Plus de démocratie ensuite. M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, est intarissable sur le fonctionnement social anachronique de l'Opéra de Paris bériné d'une époque, le XIX^e siècle, où « l'on venait au théâtre moins pour voir que pour être vu ». Le septennat socialiste comme le simple bon sens devant la formidable progression de ces dernières années du public de l'Opéra ne pouvaient faire moins que de susciter le désengorgement de Garnier en permettant une véritable popularisation ailleurs que dans les murs prestigieux. « Nous sommes obligés chaque année de refuser plusieurs milliers de demandes d'abonnement », note M. Jean-Philippe Saint-Geours, directeur de l'administration de Garnier. Commentaire sans appel. « Je crois qu'on peut raisonnablement estimer », ajoute M. Bogianckino, que le public parisien est au moins cinq fois supérieur en nombre à ce qu'il était en 1875, date de l'inauguration de l'Opéra de Paris. Sanction définitive donc pour le cher

La mort de Paul Colin

L'AFFICHE DES ANNÉES FOLLES A LA LIBÉRATION

PAUL COLIN est mort le 18 juin à Nogent-sur-Meuse. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Né à Nancy en 1892, formé à l'École des beaux-arts de sa ville - section architecture - Paul Colin était devenu un Parisien de Montmartre après la première guerre mondiale, avec l'idée de faire une carrière de peintre. Débuts difficiles de crève-la-faim. Il l'a raconté dans un livre de souvenirs : *Le Croûte*.

C'est en 1925 qu'il débuta dans l'affiche, pour le Théâtre des Champs-Élysées. Là, d'emblée, le succès vint. Il se révéla maître en images efficaces, définissant les volumes d'un trait concis et épatant par son sens de l'architecture éblouissante et son goût de rythmes syncopés, tout particulièrement sur le « derrière » de Joséphine Baker, cela sans vulgarité. D'ailleurs, simplement. « Vêtu de guenilles, elle tenait, dit-il, du kangourou boxeur et de la femme de Tarzan. Elle traversait la scène à quatre pattes, et son derrière mobile devenait le centre mou-



tard le « journalisme pictural ». Et c'est à la Libération qu'il réalisa la plus célèbre de ses affiches, après celle du Bal nègre : toute droite sur fond blanc, la main au front, Marianne, dans une robe au tissu de ruines, s'éveilla du cauchemar. L'affiche fut placardée sur tous les murs de Paris, le lendemain même du départ des Allemands.

Le journaliste pictural donna ensuite autant en peinture qu'en affiche, des sujets d'intérêt national et international, d'Hiroshima au Mareth commun, de l'ONU à la pénicilline.

De cette longue carrière, au cours de laquelle Paul Colin a produit quelque 1 300 affiches, 700 décors et de nombreuses peintures - cas dernières assez peu convaincantes, bien que généreuses - c'est le Colin du music-hall de l'entre-deux-guerres que l'on retient - à un degré en dessous de Cassandre, lequel, cependant, eut moins d'enfants que lui : Villermot, Savignac, et les trois mille élèves de tous les pays du monde qui sont passés par l'École Colin, ouverte en 1929.

GENEVÈVE BREERETTE.

Dubuffet à la Fondation Maeght ; Victor Pasmore, l'abstrait anglais, à Calais ; André Masson, à Nîmes ; Tal Coat, qui vient de mourir, à Quimper ; Combet-Descombes à Lyon, pour le centenaire de sa naissance. J.-G. Drouais, un élève de David, à Rennes ; Odilon Redon à Bordeaux ; Gleizes à Caen ; Judith Reigl à Evreux, pour la réouverture du musée rénové...

Comme chaque été, musées, châteaux (les dessins de Matisse à Tanlay dans l'Yonne), abbayes (Bazaine à Cluny, Saura à Montmajour, Benrath à Beaulieu en Rouergue...), cloîtres (Antonio Seguí à Aix-en-Provence), vont accueillir des expositions, qu'il faut aller voir absolument, si l'occasion se présente.

ALSACE - FRANCHE-COMTÉ

ARC-ET-SENANS

Itinérance : trois photographes à la Saline (von Conta, Payard, Fessy). Jusqu'au 15 septembre. « Le diable blanc », selon Antoine de Bary. Du 1^{er} août au 22 septembre. Le Corbusier. Jusqu'en septembre. Fondation C.-N. Ledoux, Saline Royale.

BEAUNOIS

James Tissot. Musée des Beaux-Arts. Du 5 juillet au 30 septembre.

LUXEUIL-LES-BAINS

L'art de l'ancien Japon. Musée de la tour des Echevins. Du 29 juin au 25 août.

STRASSBOURG

Le monde des petits soldats de Strasbourg. Musée historique. Du 5 juillet au 13 octobre.

Fouilles récentes : un village néolithique vers 3000 av. J.-C. Musée archéologique. Du 5 juillet au 14 octobre.

La naissance du Musée alsacien et « la Revue alsacienne illustrée ». Musée alsacien. Du 28 juin au 29 septembre.

Weltpunkt Wien : un regard sur Vienne 1985. Pavillon Josephine-Drangier. Jusqu'au 14 juillet.

BOURGOGNE

AUXERRE

Céramique 85 : deuxième biennale nationale de la céramique. Abbaye Saint-Germain. Du 7 juillet au 6 octobre.

AVALLON

G. Jeannel : terres cuites. Salle Saint-Pierre. Du 29 juin au 15 septembre.

CLUNY

Jean Bazaine, peintures et tapisseries. Salle des écuries de Saint-Hugues. Jusqu'au 8 septembre.

DIJON

Portraits français du dix-neuvième siècle dans les collections du musée Magnin. Musée Magnin. Jusqu'au 18 novembre.

Sarrhou. Rétrospective. Musée des Beaux-Arts. Du 22 juin au 30 septembre.

Les figurines gallo-romaines en terre cuite. Musée archéologique. Jusqu'au 2 septembre.

SAINT-AMAND-EN-PUISAYE

Jean Caries (1855-1894), sculpteur et céramiste lyonnais : les grès. Ecole communale. Du 13 juillet au 25 août.



Matisse.

TANLAY (Yonne)

Henri Matisse : 75 dessins. 5 dessinateurs : Binger, Pierre Edouard, Gaste, Orner, Segéral. Château. Du 24 juin au 30 septembre.

TOURNUS

Les chemins de lumière de l'art romain vers Saint-Jacques de Compostelle... avec 85 artistes d'aujourd'hui. Ancien réfectoire des moines, Abbaye. Du 12 juillet au 21 septembre.

NORD-PAS-DE-CALAIS-PICARDIE

AIRAINES

Tim : quarante ans de politique. Prieuré. Jusqu'au 8 septembre.

ARRAS

Jacques Lagrange, l'œuvre tissé de 1945 à 1985. Musée, ancienne abbaye de Saint-Vesle. Du 25 juin au 30 septembre.

BEAUVAIS

Charles Lecoste (1870-1959), soixante ans de peinture entre symbolisme et naturalisme. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal. Jusqu'au 30 septembre.

Edvard Beran, tapisseries et papiers. 1975-1985. Galerie nationale de la tapisserie. Jusqu'au 29 septembre.

SERANQUOIS

La peinture américaine dans les collections du Musée national d'art moderne (1914-1930). Musée national de la coopération franco-américaine, château. Du 30 juin au 15 septembre.

CALAIS

Victor Pasmore, collages, tapisseries et reliefs de 1956 à 1965. Come Mosta-Helit. Musée des Beaux-Arts. Du 22 juin au 22 octobre.

DUNKERQUE

La peinture italienne aux dix-septième et dix-huitième siècles.

Musée des beaux-arts. Jusqu'au 1^{er} septembre.

Kijno, peintures récentes. Musée d'art contemporain. Du 21 juin au 30 septembre.

HAZEBROUCK

Triptyque des églises de Weert-hoek. Musée municipal. Jusqu'au 28 juillet.

LILLE

Autour du Palais des beaux-arts. Un palais neuf de Lille. Bibliothèque municipale. Juillet-août.

MARCO-EN-BARCEUL

Beautés et bijoux berbères. Tableaux orientalistes. Fondation Septentrion. Du 30 juin au 21 juillet et du 24 août au 6 octobre.

SAINT-OMER

Carreaux de pavement médiévaux de Flandre et d'Artois (treizième et quatorzième siècles). Musée de l'hôtel Sandelin. Jusqu'au 1^{er} septembre.

VILLENEUVE-D'ASCO

Atila, Christoforou, Lindstrom, La « Mosta » de Horie Damian. Peintures d'Eva Lallier. « Palmes à l'eau » de Jean-Luc Brisson et Jean-Yves Leblanc. Musée d'art moderne. Jusqu'au 29 septembre.

ILE-DE-FRANCE

BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Dedens.../Dehors.../Propositions IV : Aoun, Bossut, Egan, Friedmann, Herubel, Mauger. Centre Gérard-Philippe. Jusqu'au 14 septembre.

CHANTILLY

Bourdelle dans la maison de Sylvie. Château. Jusqu'au 15 septembre.

JOUY-EN-JOSAS

Histoire du pot, de Jean-Pierre Reymond. Natures de rêves : Delprat, Delbecque, Le Groumellec, Lévêque, Noël, Samson. Fondation Cartier. Jusqu'au 1^{er} septembre.

NOINTEL

Jacques Damville/Jean-Louis Guy. Château. Jusqu'au 8 septembre.

PONTOISE

Les sept sacrements d'Abraham Godyn. XVII-XVIII siècles. Musée Tavet-Delacour. Jusqu'au 8 septembre.

Peintures néo-impressionnistes. Musée Pissarro. Jusqu'au 22 septembre.

ROYAUMONT

André Masson : livres illustrés de gravures originales. Jusqu'au 25 juillet. Les paradoxes d'un pays d'Île-de-France : le Valois. Jusqu'au 31 août. Abbaye.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L'atelier de Maurice Denis. Musée du Prieuré. Jusqu'en septembre.

CENTRE - LIMOUSIN - AUVERGNE

AUBUSSON

Narcisse ou les jeux du miroir : photographies, peintures, textile. Ecole nationale d'art décoratif. Du 5 juillet au 28 septembre.

BELLAC

Cueco, 1978-1985. 9, rue Thiers. 50 ans de guerre de Troie, 1935-1985. Centre culturel Jean-Graudoux. Jusqu'au 31 août.

CHARTRES

Fernand Leduc, de 1943 à 1985. Musée des beaux-arts. Du 22 juin au 15 septembre.

Le vitrail contemporain en Allemagne fédérale. Grenier de Loëns. Jusqu'au 30 septembre.

CHATEAUXROUX

Olivier Mosset, peintures 1965-1985. Centre d'art contemporain. Du 22 juin au 3 août.

Biennale de céramique contemporaine. Couvent des cordeliers. Jusqu'au 31 août.

GIEN

Faïences fines de la faïencerie de Gien. Inauguration du Musée de la faïencerie.

ISSOIRE

Jean Hélin, œuvres récentes. Centre culturel municipal. Du 30 juin au 31 août.

LA CHAPELLE-D'ANGILLON

Lucky-Luke et la conquête de l'Ouest. Château. Jusqu'au 30 octobre.

MEYMAC

L'art abstrait des années 50 - François Bonnot. Sculptures - Arnaud Cass. Photographies - Louttre 8. Peintures. Abbaye Saint-André. Du 14 juillet au 7 septembre.

ORLÉANS

Olivier Debré. Un choix de peintures. Musée des beaux-arts. Du 6 juillet au 1^{er} septembre.

LE PUY-EN-VELAY

Quatre siècles d'horlogerie à poids française. Musée Crozatier. Jusqu'au 15 août.

TOURS

Sidérations, l'atelier photographique français. Centre de création contemporaine. Du 21 juin au 31 août.

UZERCHE

Richesses archéologiques de la Corrèze. Jusqu'au 15 septembre.

Expositions d'été à travers

CHAMPAGNE - ARDENNE - LORRAINE

BAR-LE-DUC

Le vitrail en Lorraine, du XII^e au XX^e siècle. Musée. Juin-juillet.

CHAMAMONT

Mode fin de siècle (1868-1908). Salon des expositions. Jusqu'au 25 août.

DUN-SUR-AURON (Cher)

L'habilement seigneurial au XVIII^e siècle. Château de Jussey-Champagne. Jusqu'au 15 novembre.

LUNÉVILLE

Une famille... les Hugo. Musée du château. Jusqu'au 30 septembre.

NANCY

Autochromie. 80^e anniversaire. Musée de l'Ecole de Nancy. Jusqu'au 29 juillet.

PONT-A-MOUSSON

Groupe Agrys et neuf artistes de Champagne-Ardenne. Abbaye des Prémontrés. Juillet-août.

SEDAN

Carta : Fonds régional d'art contemporain de Champagne-Ardenne et Franche-Comté. Musée du château fort. Du 13 juillet au 7 septembre.

NORMANDIE - BRETAGNE

CAEN

L'art sacré d'Albert Gleizes. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 31 août.

Antoine Rémy : Ressuscité. Eglise Saint-Georges. Château. Jusqu'au 28 juillet.

ÉVREUX

Judith Reigl. Peintures 1960-1985. Musée. Jusqu'au 30 septembre.

HONFLEUR

Louis-Alexandre Dubourg, peintre honfleurais (1821-1881) : rétrospective. Musée Eugène Boudin. Du 28 juin au 30 septembre.

LE HAVRE

Martine Diemer 1983-1984. Longtemps, longtemps, bien avant... Musée des beaux-arts. Du 1^{er} septembre.

LOUVIERS

Quelques métiers anciens de Louviers ou des environs, aujourd'hui disparus. Musée. Jusqu'au 30 septembre.

LE NEUBOURG

Œuvres contemporaines acquises par le FRAC de Haute-Normandie. Château du champ de bataille. Jusqu'au 14 juillet.



Tête de Jupiter, 1^{er} siècle après J.-C., musée d'Evreux.

QUIMPER

Pierre Tal Coat. Rétrospective. Musée des beaux-arts. Du 6 juillet au 30 septembre.

RENNES

Jean-Garmain Drouais, 1763-1788. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 9 septembre.

ROUEN

Art du verre, actualité internationale. Musée des beaux-arts. Du 22 juin au 15 septembre.

VASCOEUIL

Chapelle-Midy. La sculpture est une fête. Château. Jusqu'au 15 septembre.

VERNON

La dentelle... un art. Musée A.-G. Poulin. Du 6 juillet au 31 août.

Odilon Redon

LE CHAR DU SOLEIL

Odilon Redon est né en 1840, la même année que Monet, un an avant Renoir, mais son œuvre a mûri en marge de ce qui s'est alors affirmé comme l'image manifeste de la modernité en peinture : en dehors de l'impressionnisme, qu'il trouvait « bas de plafond ». « Tout ce qui dépasse, illumine, amplifie l'objet dans la région du mystère, dans le trouble de l'irrésolu et de délicieuse inquiétude leur a été totalement fermé », dira-t-il de ses représentants, dans une de ces précieuses notes *A soi-même* établies au fil des années, et publiées en 1922 par les soins de son fils Ari. Dépassement, illumination, mystère, trouble de l'irrésolu, inquiétude... Il définissait là ce vers quoi lui inclinait tout naturellement. Une peinture qu'on assimile volontiers au mouvement symboliste.

En fait, Redon reste un artiste qu'on connaît mal, qui a encore été peu étudié malgré la haute estime qu'on lui voue souvent. Peut-être parce que son œuvre est si subtile, baignée dans un climat étrange, velouté, qui fait perdre pied volontiers, qui exerce encore et toujours un pouvoir de

fascination peu propice au déchiffrement des mystères qui l'habitent, des ombres et des lumières qui l'enveloppent.

Qu'un grand hommage soit rendu, aujourd'hui à Redon, trente ans après la seule et unique rétrospective que lui a consacrée un musée français (1) est donc une bonne chose. Et c'est bien que cette initiative vienne de Bordeaux. Bordeaux est la ville natale de l'artiste. C'est aussi la ville dont le Musée des beaux-arts possède un des plus importants ensembles de ses œuvres, récemment acquises (ou mises en dépôt) grâce au dynamisme et à la vigilance de son conservateur en chef, M^{me} Gilberte Martin-Mery, qui est aussi le commissaire de l'exposition. Cette exposition, le trentième, peut-être, qu'elle aura suscité, conclut d'ailleurs sa carrière. Elle ne pouvait être pensée autrement qu'ainsi : un grand bouquet d'adieu de deux cent cinquante œuvres empruntées à des collections publiques et privées des quatre coins de monde.

La rétrospective nous ramène sur les lieux de naissance, à l'histoire personnelle de l'artiste, à l'enfance, à l'adolescence, aux

rencontres déterminantes que Redon a faites avant de s'installer à Paris. C'est en effet à Bordeaux qu'il prend ses premières leçons de dessin auprès d'un petit maître, Stanislas Gorin, grand amateur de Delacroix, qui lui communique son enthousiasme pour le peintre, et dont il copie la *Chasse aux lions*, entrée au musée en 1855. C'est à Bordeaux qu'il se lie d'amitié avec le botaniste Armand Clavaud, qui l'initie aux sciences et lui fait découvrir la littérature de son temps. C'est encore à Bordeaux qu'il rencontre Rodolphe Bresdin, dont l'univers fantasmagorique, les paysages hérissés de rochers abrupts, traversés d'images de mort, le fascinent. Après de lui, il va apprendre la gravure et le jeu des noirs et des blancs, il va découvrir Rembrandt.

Et puis il y a, à côté de Bordeaux, Peyrelebad, la maison familiale aux confins des vignes et de la lande, où Redon a été élevé par un vieil oncle, et livré à lui-même, à ses rêves, à sa solitude. C'est maison où chaque été, plus tard, il viendra de Paris puiser son inspiration, chercher sa drogue. C'est « la terre d'engourdissement », des plongées dans le noir et les lointains

régions de la vie intérieure, là où ont surgi ses plus bizarres fantasmes. C'est aussi la source directe de peintures de paysages, un aspect peu connu de l'œuvre que la donation au musée d'Orsay du fonds d'atelier de l'artiste, pieusement conservé par Ari et Suzanne Redon, vient de révéler au public parisien (2).

Bordeaux et Peyrelebad ont donc été les lieux où l'œuvre « raciné », glissant sans cesse de l'arbre et de l'horizon désolé de la lande (préférée aux vignes domestiquées) aux ténébreuses contrées. Jusqu'à la vente même de la propriété, en 1897, qui fut « comme une mort » pour l'artiste. Comme une libération aussi. C'est à partir de ces années-là que s'opère le grand passage à la couleur.

Jusqu'au milieu des années 1890, l'œuvre de Redon est dominée par ce que lui-même a appelé ses « noirs », des centaines de fusains, de lithographies, jalonnées d'aquarelles aux titres révélateurs : *Dans le rêve* (1879), *A Edgar Poe* (1882), *les Origines* (1883), *la Tentation de saint Antoine*, *les Fleurs du mal* (1890).

positions d'été

CHAMPAGNE - ARDENNE - LORRAINE

NORMANDIE - BRETAGNE

à travers la France

PAYS DE LA LOIRE

ANGERS

- Kegumobilier : première génération de meubles japonais contemporains. Musée des beaux-arts. Du 29 juin au 1^{er} septembre.

Fontevraud

- Robert Combas. Dessins, décors et costumes réalisés pour « Monument ». - Franck Moore. Dessins, décors et costumes réalisés pour « Beahive ». Abbaye royale. Jusqu'au 14 juillet.

Le Mans

- Robert Tatin. Abbaye de l'Épau. Juillet-août-septembre.

Nantes

- Histoire de sculpture. Musée des beaux-arts. Musée d'histoire naturelle. Maison de la culture, passage Pommeraye. Du 22 juin au 31 août.

- Vingt ans d'archéologie sous-marine française. Château des Ducs de Bretagne. Du 29 juin au 1^{er} décembre.

- Aldo Rossi. Œuvres récentes. Tour du Fer à cheval. Du 22 juin au 1^{er} septembre.

- Un monde naturel ? Sélection des œuvres de la collection du FRAC des Pays de la Loire. Maison de l'Avocat. A partir du 22 juin.

LES SABLES D'OLONNE

- Alain Fleischer : « Vanités ». Musée de l'Abbaye Sainte-Croix. Du 22 juin au 30 septembre.

SAINTE-SUZANNE

- Foids et mesures dans un cadre ancien mayennais. Musée de l'Auditoire. Jusqu'à fin août.

LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES

ALBI

- Siméon et les Flamands roses : jeune sculpture européenne (2^e partie). Centre culturel. Du 11 juillet au 31 août.

BEAULIEU-EN-ROUERGUE

- Frédéric Benrath. Trente années de peintures. Abbaye. Jusqu'au 8 septembre.

Béziers

- Jean Hugo. Hôtel Fayet. Jusqu'au 15 septembre.

CASES-DE-PÈNE

- Robert Combas. Château de Jau. Été.

FIGEAC

- Festival d'arts plastiques du Lot : Kermarrec, Vallat, Château de Castelnaud et Hôtel de Balena. Du 1^{er} juillet au 30 août.

GRAMONT

- Visages et attitudes dans des œuvres d'art de Lomagne. Xavier Zavaco : Œuvres récentes. Château. A partir du 8 juillet.

MONTAUBAN

- Aspects de l'art en France, de 1950 à 1980 (Collection Cavaleiro). Musée Ingres. Du 28 juillet au 8 octobre.

NIMES

- André Masson, rétrospective. Musée des beaux-arts. Du 4 juillet au 15 octobre.

TARBES

- Antoine Poncet, sculpteur. Musée Massey. Jusqu'au 31 octobre.

TOULOUSE

- Année de l'Inde : photographies. Galerie municipale du Château d'eau. Du 4 juillet à la fin octobre.

VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON

- L'âge d'or des jardins italiens - Jean-Jacques Condon, Charles Giv-Gischia, Geoffrey James, Gilles Roussi. Chartreuse. Du 8 juillet au 4 août.

PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR



Antonio Saura (à Montmajour).

AIX-EN-PROVENCE

- Antonio Seguí : peintures, dessins et reliefs. Cloître Saint-Louis. Du 12 juillet au 28 août.

- Vincent Roux : impressions d'automne sur la Sainte-Victoire. Musée du Vieil Aix. Du 29 juin au 31 août.

- Yverl : propositions pour un art digital. Fondation Vasarely. Jusqu'au 29 septembre.

ANTIBES

- Orsay avant Orsay, chefs-d'œuvre impressionnistes et post-impressionnistes. Nîcôles de Stael : l'œuvre peint à Antibes en 1955. Château Grimaldi, musée Picasso. Jusqu'au 31 août.

ARLES

- Photographes par les photographes : Lucien Hervé, Franco Fontana, Stenley Bowman, Musée Réattu. Du 4 juillet à fin août.

- David Hockney : rétrospective des photographies. Cent photos de Robert Capa. Espace Van Gogh. Juillet-août.

- Monstres sacrés. Cloître Saint-Trophime. Jusqu'au 30 septembre.

- Antonio Saura : œuvres récentes. Abbaye de Montmajour. Du 8 juillet à septembre.

AVIGNON

- Collection d'art moderne de la Fondation Maeght. Grande chapelle du palais des Papes. Jusqu'au 31 juillet.

Peintures et dessins de Tadeusz Kantor. Salle de théologie. Du 6 au 31 juillet.

- L'œuvre graphique de Roger Blin. Chapelle des Célestins. Du 6 au 31 juillet.

BIOT

- Images du travail : peintures et dessins des collectionneurs français. Musée national Fernand-Léger. Du 6 juillet au 30 septembre.

CAGNES-SUR-MER

- Dix-septième Festival international de la peinture. Musée du château. Du 29 juin au 30 septembre.

FRÉJUS

- Cinq sculpteurs dans la ville. Salle du Vieux Fréjus et place Calvini. Du 5 juillet au 8 septembre.

- La pierre en Provence : à l'époque romaine, au Moyen Âge, à l'époque moderne. Centre culturel municipal. Jusqu'à fin août.

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE

- Henri Manguin : peintures, aquarelles, dessins. Hôtel de Camprédon. Du 8 juin au 30 septembre.

LA TOUR-D'AIGUES

- Deuxième Carrefour international des estampes. Château. Du 13 juillet au 18 août.

MARSEILLE

- Marseille : its collectionnent. Musée Cantini. Du 8 juillet au 26 septembre.

- Marc Riboud, cent cinquante photographies. Galerie de la Vieille-Chapelle. Du 19 juillet au 14 octobre.

- New-York. Trente-cinq artistes vivant à New-York. ARCA, 61, cours Julien. Du 9 juillet au 31 août.

MENTON

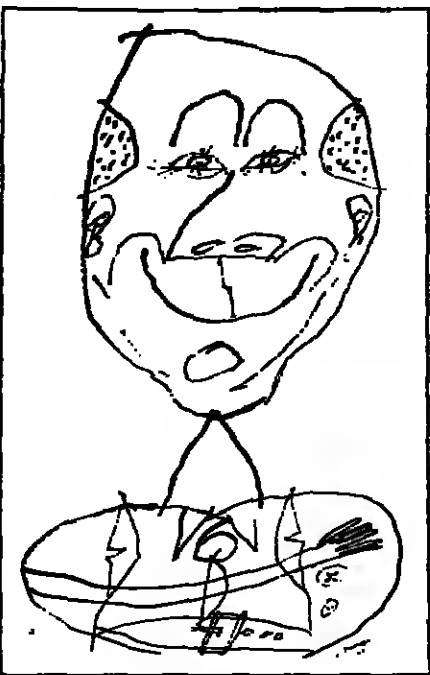
- Lorjou : peintures, dessins, sculptures, 1970-1985. Palais de l'Europe. Jusqu'au 30 juillet.

NICE

- L'Italie aujourd'hui : regard sur la peinture de 1970 à 1985 (choix de A. Bonito Oliva, M. Calvesi, A. Del Guercio, F. Menais). Villa Arson. Jusqu'au 15 octobre.

- Vingt sculpteurs et leurs fondements. Espace nicçois d'art et de culture. Jusqu'au 21 septembre.

- Claude et François-Xavier



Jean Dubuffet : « Francis Ponge », juin-juillet 1947 (Fondation Maeght).

Lalanne. Galerie des Ponchettes. Du 6 juillet à la mi-septembre.

- Gertrude O'Brady. Musée international d'art néo Anetale-Jakovsky. Château Sainte-Hélène. Jusqu'au 30 septembre.

- Certes et châteaux. (Vingt-cinq artistes - Alechinsky, Hartung, Cremonini... réalisent des œuvres en fonction du lieu.) Forteresse Mont-Alban. Jusqu'au 30 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE

- Jean Dubuffet : rétrospective. Fondation Maeght. Du 6 juillet au 6 octobre.

SAINT-TROPEZ

- Les années fauves de Van Dongen. Musée de l'Annonciation. Du 7 juillet au 30 septembre.

TOULON

- Arman : « The Day after ». Ranger Van Rugges. Musée. Du 10 juillet au 15 octobre.

POITOU - CHARENTES - AQUITAINE

ANGOULÊME

- Cas de figure : trente-cinq artistes autour du thème du portrait. CAC Saint-Martial. Du 26 juin au 13 juillet.

BAYONNE

- Dessins de Watteau et du XVIII^e siècle dans les collections du musée. Musée Bonnat. Jusqu'au 15 septembre.

BLAYE

- Vauban réformateur. Citadelle. Juin-septembre.

BORDEAUX

- Hommage à Odilon Redon. Galerie des beaux-arts. Jusqu'au 1^{er} septembre.

- Miquel Barcelo. Peintures de 1983 à 1985. Jannis Kounellis. Œuvres nouvelles. Musée d'art contemporain. Entrepôt Lein. Jusqu'au 8 septembre.

CADILLAC

- Cinq artistes, quatre châteaux et une abbaye en Gironde. Châteaux des ducs d'Épernon : Cadillac (D. Buran), Villandraut

(M. F. Pnautys), Roquetailla (F. Vergier), Malle (G. Penone) ; Abbaye de la Sauve-Mejeure (J. Joye et D. Ryen).

LA ROCHELLE

- Mémoires d'un port : La Rochelle et l'Atlantique du XVI^e au XX^e siècle. Musée du Nouveau Monde. Du 24 juin au 30 novembre.

- Encre de voyages, de Pierre Alechinsky. Maison de la culture. Jusqu'au 31 août.

POITIERS

- Pierre Loti, photographe. Jusqu'au 30 septembre. Les sculptures d'Anita Molinari. Jusqu'au 15 septembre. Musée de l'abbaye Sainte-Croix.

MILLAU

- Michel Raimbaud : les peaux de vaches. Forteresse du Belfort. Du 29 juin au 9 septembre.

VILLENEUVE-SUR-LOT

- Piranèse et les piranésiens d'aujourd'hui. Musée Gaston-Rapin. Du 9 juillet au 30 septembre.

RHONE-ALPES

AMBIÈRE-EN-BUGEY

- Objectif vitrail Rhône-Alpes. Châteaux des Allymes. Jusqu'au 15 octobre.

ANNÉCY

- Rétrospective du cinéma d'animation polonais 1947-1984. Jusqu'au 30 septembre. Mécanicart : sculptures animées contemporaines. Jusqu'au 31 août. Musée-château.

BOURG-EN-BRESSE

- Olivier Debré. Œuvres récentes. Musée de Brou. Jusqu'au 11 septembre.

CHAMBERY

- Richard Stein : nouveaux tableaux à sangles. Musée savoisien. Nouveaux dessins. Musée des beaux-arts. Du 29 juin au 8 septembre.

GRENOBLE

- Grenoble 85 : six jeunes artistes dauphinois. Musée. Jusqu'au 23 septembre.

- Les Chateaux, le désert et le monde. Musée dauphinois. Jusqu'à la fin décembre.

LACHASSAGNE

- Jaune Japon. Centre d'art actuel « la Cuvée ». Jusqu'au 10 octobre.

LYON

- Pierre Combet-Descombes : première rétrospective du peintre lyonnais, à l'occasion du centenaire

de sa naissance. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 15 septembre.

- Jean-Pierre Berrand, Joseph Kasuth, Lawrence Weiner. Jusqu'au 15 juillet.

- M. Paladino, G. Adlon, H. Van der Ban. Du 25 juillet au 8 septembre. Musée Saint-Pierre.

- Acquisitions du FRAC Rhône-Alpes attribuées au Musée Saint-Pierre. ELAC. Centre de Persache. Du 18 juillet au 25 août.

- Images des années 80. Aéroport de Lyon-Satolas. Jusqu'au 15 septembre.

ROANNE

- Sculptures du FRAC Rhône-Alpes. Musée Joseph-Déchelette. Du 6 juillet au 31 août.

SAINT-ANTOINE-L'ABBAYE

- Dixième anniversaire du Festival des arts plastiques, de la musique et de la poésie. Musée Jean-Vinay. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-ÉTIENNE

- Bram Van Velde : un choix de peintures depuis les années 30. Musée d'art et d'industrie. Du 3 juillet au 30 septembre.

VALENCE

- Pierre Buraglio. Musée des beaux-arts. Du 26 juin au 1^{er} septembre.

VILLEURBANNE

- Collection du Van Abbe Museum d'Eindhoven. Nouveau Musée. Du 21 juin au 15 septembre.

Bordeaux rend cet été hommage à un grand Bordelais : Odilon Redon, le visionnaire, ami des symbolistes, dont les noirs fusains et les pastels illuminés ne cessent de fasciner.



Araignée, lithographie.

C'est l'accomplissement du voyage nocturne au confluent du conscient et de l'inconscient, qui lui inspire des images de solitude, de fuite éperdue, de visions de chaos originel, de nuits traversées de météores, de sphères, de têtes coupées d'yeux exorbités, de monstres, dont Huysmans va se régaler. L'épouvantable araignée logeant au milieu de son corps une face humaine figure d'ailleurs en bonne place à côté des œuvres de Gustave Moreau (qu'il préférait visiblement) au musée imaginaire de des Esseintes, le héros d'A rebours, dont le parution en 1885 marque le départ officiel du mouvement symboliste en France. Et, du même coup, le début de la reconnaissance de Redon par la jeune génération des peintres qui, comme Maurice Denis, n'hésiteront pas à en faire leur « maître », leur Mallarmé, ce grand « allié d'art » de Redon, l'ami.

Mais l'œuvre de Redon va changer, dans le noir même. Se faire plus noire, moins évidente, perdre cette manière de « faire vivre humainement des êtres invraisemblables selon les lois du vraisemblable », prendre du flou, de l'incertain, de l'indéterminé. Redon ne donnera plus à

voir un produit fini, il s'attachera au temps qui le précède, au processus même de l'apparition. Le phénomène s'amplifiera avec la couleur, plus tard, dans les pastels phosphorescents, dans les huiles.

L'exposition, qui est présentée, comme le catalogue, selon un découpage par techniques et par sujets, donne l'impression d'un formidable éclatement de l'œuvre à partir de multiples sources (littéraires, prises dans la poésie du Parnasse, chez Baudelaire...), ce qui n'est pas faux. Mais elle ne permet pas de saisir le véritable dynamisme qui l'anime, ce va-et-vient constant « de la réalité vue à la réalité sentie », de l'observation minutieuse de la nature - comme en témoignent les paysages, et aussi les très beaux portraits des amis et des proches - aux grands dérapages visionnaires. Pas plus qu'elle ne permet de suivre la ligne ascensionnelle qui, à l'issue d'une crise mystique, s'élève par le triomphe de la lumière sur les ténèbres. Quant aux figures

graves, hiératiques, byzantines, aux yeux élos, succèdent le cheval ailé libéré de ses chaînes, les chars d'Apollon lancés contre le ciel, les Eves, les Vierges et les Vénus nimbées de fleurs, de lumière, invées dans une coquille, ou peintes de profil sous un arc gothique. Et quand viennent les bouquets de fleurs hybrides au cœur noir d'anémones, aux pétales proches des plumes de paon, les papillons et les coquillages unis dans la féerie des couleurs que le peintre japonisant sème dans de grandes décorations, comme celle réalisée à l'abbaye de Fontfroide.

Dans les œuvres d'après 1900 aux couleurs solaires, aux rouges incandescents, aux mauves et aux bleus de pierres fondues, tout ce qui vient échoir à la surface des grandes masses colorées, tout n'est pas persuasif. Il est parfois des fadeurs déliquescents, d'agacantes images de piété. Mais il y a ces moments de grande intensité, de spectacle rare d'eau, de terre, de feu et d'air mêlés qui résonnent comme de grandes compositions musicales, celles justement de ceux qu'on a qualifiés d'impressionnistes.

Peut-être a-t-on trop souvent lu Redon à la lumière des

sources littéraires, sans doute ne l'a-t-on pas assez regardé en référence à la musique, sa passion. A la musique des compositeurs et des poètes. Et au pur jeu des correspondances sonores. Un jeu abstrait qui désarticule le langage en vigueur. Redon ne disait-il pas que son art était « limité aux seules ressources du clair-obscur, aux effets de la ligne abstraite, cet agent de source profonde agissant directement sur l'esprit ». Comme les couleurs agissent aussi, libérées des contours, en larges taches profondément expressives. Le vingtième siècle n'a pas fini d'explorer la modernité de Redon, cet homme tranquille qui s'est toujours protégé des lectures rapides et des interprétations hasardeuses de son œuvre. « Je sais ce que je fais », disait-il.

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Galerie des Beaux-Arts, Bordeaux, jusqu'au 1^{er} septembre.

(1) Organisée en 1956 à l'Orange-rie des Tuileries par Roseline Bacou, à qui l'on doit la plus complète monographie consacrée à l'artiste.

(2) Donation Ari et Suzanne Redon au musée d'Orsay, présentée au Musée d'art et d'essai, Palais de Tokyo.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes de spectacles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Affiches en lice

AVEC OU SANS MOTS

ICI, de Paris, on avait fini par croire que l'affiche serait à Nîmes... depuis le mois de mars où, de murs en panneaux, on répétait ce placard singulièrement malin, vide ou quasi... Vous l'avez vu : le tatoué moustachu, le colleur oisif, casquette bleue et salopette assortie, en bas dans l'espace blanc, à droite, calé sur son escabeau, l'air d'attendre Godot, en plus jobard, main gauche sous le menton, main droite sur la cuisse... Bref, un afficheur n'affichait rien et tournait le dos à une phrase manuscrite, qui promettait au présent l'avenir de l'affiche, à Nîmes. Une affiche événement, d'efficacité superbe, sortie des bureaux de l'agence Références.

A Nîmes, donc, a bien eu lieu, du 12 au 14 juin, la première Biennale internationale consacrée à ce média qui a encore la part belle, en France notamment, où on lui réserve en moyenne 15 à 20 % des budgets publicitaires. La faute à pas de chance ? Ou peut-être à la mode du slogan en forme d'astuces à usage strictement hexagonal ? La production française n'a pas eu l'heur de rallier les suffrages des onze jurés invités par la Fédération européenne de la publicité extérieure. Beaux joueurs, ces messieurs, des directeurs de création parmi lesquels Jean Chvat, la star de la publicité aux États-Unis, ont in extremis récompensé, dans la section produits alimentaires, la campagne pour les céréales et autres Croustisettes Banania (où l'on matraque en caractères épais, style fait divers, de petits textes du genre « Il les liquide et part à l'école » ou encore « Dévorés par un enfant de onze ans », en guise de « l'o bon »). L'affiche française a failli être à l'honneur.

En fait, c'est l'affiche tout court qu'on a cherché un peu en vain à Nîmes. Car les cinquante images envoyées par chacun des quinze pays en lice — soit, au total, sept cent cinquante placards datés 1984 — n'étaient point visibles autrement que sous la forme de diapositives. Seuls les juges et quelques « happy few » admis au visionnage ont pu se livrer aux délices de la comparaison toutes catégories, toutes origines.

Certes, de ci de là dans la ville, et spécialement sur le pourtour des vénérables arènes, on avait bien accroché quelques exemples grandeur nature de la production italienne, portugaise ou américaine. Certes, une bannière hors normes françaises et dédiée aux délices du gin Gordon flottait, immense, sur la façade de l'ancien théâtre. (1). Quelques signes : il y a même eu des Nîmois choqués pour crier au sacrilège, à la violation des monuments historiques par les mercenaires. Mincez blasphèmes, et clins d'œil très momentanés, que ces quinze ou

trente affiches dispersées dans le flot des campagnes en cours, et notamment celle, martelée sur tous les ébrius, des slips Eminence.

En fait d'exposition d'affiches, il y avait en tout et pour tout, à l'intérieur de la Maison carrée, un hommage consistant à Raymond Savignac, le si Français, le formidable, l'irremplaçable vétéran. On e donc revu la vache rose Monssavon, dont le pis magnanime laisse couler un savonnacette jaune pâle : son lait. Jolie vache à la queue aux pneus Dunlop, quatre roues et une valise ; le bonhomme Dunlopillo, qui se prend pour un matelas ; Notre-Dame chance-lante, bras en l'air, criant au secours face au projet d'autoroute rive gauche ; l'Argente, de Bresson, résumé à deux billets de banque cannibales ; une femme branchée sur 220 volts s'en remettant pour son ménage à l'électricité ; un aspirateur aspiré par son aspirateur ; un couple avec enfant eu chaud dans une pelote de laine verte. Et, plus près, la moitié d'un voyageur abonné à la SNCF (où justement on peut voyager à moitié prix). Savignac a tout inventé, et, par excellence, le gag visuel, le trait qui fait tili, l'identification ; il est encore d'un temps où celui qui avait l'idée et celui qui exécutait étaient une seule et même personne.

Toutefois, le palmarès de cette première Biennale pourrait bien annoncer, sinon un rêve de retour au procédé des couleurs en à-plat du vieux temps, du moins une vraie nostalgie de fraîcheur, propre à faire réfléchir les adeptes des photomontages. Le grand prix a été accordé à l'unanimité aux scènes de genre délicieusement rétros signées par l'Anglaise Annie Carson pour le compte de la lessive Persil : une campagne de J. Walter Thomson où l'on voit sur une balançoire une petite fille avec nattes, et jupette et jupon en dentelle, le tout pastel, et juste ce

Maintenant, dira-t-on dans toutes les agences, c'est l'idée qui compte, qui prime, l'expression vient ensuite. Secondaire ? Selon les stratégies, les cibles, on embauche un photographe, un peintre ou un illustrateur. L'affichiste serait-il un animal en voie de disparition ? Réponse : l'agence Roux-Séguela n'a pas recruté autre que Savignac, en 1981, pour dessiner le confort Citroën.

Toutefois, le palmarès de cette première Biennale pourrait bien annoncer, sinon un rêve de retour au procédé des couleurs en à-plat du vieux temps, du moins une vraie nostalgie de fraîcheur, propre à faire réfléchir les adeptes des photomontages. Le grand prix a été accordé à l'unanimité aux scènes de genre délicieusement rétros signées par l'Anglaise Annie Carson pour le compte de la lessive Persil : une campagne de J. Walter Thomson où l'on voit sur une balançoire une petite fille avec nattes, et jupette et jupon en dentelle, le tout pastel, et juste ce



Persil, par Maxson (1985)

La Grande-Bretagne et le Japon ont remporté au total dix des quinze prix attribués à l'issue de la première Biennale internationale de l'affiche, qui a eu lieu à Nîmes du 12 au 14 juin.

Ce n'est pas en voyant seulement les quinze affiches récompensées en finale, projetées en dépit du bon sens sur grand écran dans les jardins de la Fontaine, que l'on pouvait se faire une idée des caractères nationaux en compétition. Bien souvent d'ailleurs les campagnes n'ont plus clairement d'origine géographique (Benetton en fait était présenté par la Norvège et Nike par la France... Allez savoir).

Seul le Japon qui a aussi récolté cinq prix, dont un pour l'ensemble de sa production, fait figure de cas à part. On y mise, de manière insolite, sur le pictorial, suivant la tradition décorative de toujours et autrement : dans ce pays la chaîne des grands magasins Parco compte sur les sculpteurs et les graphistes, on illustre sans besoin de mots. Et c'est très beau. En témoigne l'affiche pour le prêt-à-porter et les accessoires Garo — silhouette longue et sombre, reflétée sur un fond rose, d'un homme cravaté de vert. Celle des produits de beauté Pola se résume à des traits de couleurs douces peints dans tous les sens sur un visage de femme. Tout est là. Sans parler d'un autre poster aux allures de mosaïque : « Images of illusion ».

A côté de ce raffinement mystérieux, discret, les États-Unis, avec la publicité pour Western Airlines — des jambes tapageuses alignées en gros plan dans une file

d'attente, plus une formule rigolarde, du style « Ne faites pas la queue », se montrent canons et toujours éminemment efficaces dans le registre « Nous sommes les plus forts, les rois ».

Au dire d'un des jurés, Canadien de Toronto, et peu enclin à l'indulgence pour son propre pays, les États-Unis, l'Angleterre et donc, le Canada restent les premiers, question formules verbales, coups de poing. Il considère les Japonais comme « des tranquilles, qui humblement innoveront ». L'Italie ? La confusion, dit-il. Le Portugal ? L'exode des signes. Les Norvégiens ? Astucieux et graphiques. Les Suisses ? Plus tellement graphiques, contrairement à leurs coutumes. Comme eux, les Autrichiens, à ses yeux, « basiques », manquent de chaleur.

L'Espagne, étrangement, était absente de la compétition. Il semblerait que la profession des afficheurs traverse une crise dans ce pays-là. Les Espagnols auraient adoré pourtant les trophées hautement kitsch et fiévreusement colorés que les frères Di Rosa ont sculptés pour l'occasion. C'est Yves Mourousi en personne qui a remis aux lauréats ce souvenir en forme de crocodile vert et de palmiers surréalistes — emblèmes de la ville de Nîmes depuis les Romains.

Ces deux journées, à en juger par le match de football disputé par l'équipe des publicitaires parisiens contre une équipe locale, rassemblaient toute la profession, justes et y compris de « gros annonceurs ». Organisées, paraît-il, en six mois à peine, elles répondaient aux vœux du maire de Nîmes, M. Jean Bousquet, patron de Cacharel, qui, en juillet prochain, accordera le permis de construire au projet définitif de Centre d'art contemporain prévu en face de la Maison carrée. Cette entreprise, cofinancée à la suite d'un concours à l'architecte, Norman Foster, devrait bénéficier d'un financement de l'Etat à 35 %. Il y aura là une médiathèque et une bibliothèque façon Beaubourg, plus un musée permanent exposant notamment les récentes donations Callo, Clément et Rémy, sans parler d'accrochages temporaires. Nîmes, où l'Ecole des beaux-arts est active, s'oriente vers la peinture contemporaine. Alors, la publicité, bien sûr...

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) En France la dimension maximale d'une affiche ne doit pas dépasser 16 m. L'usage s'est établi d'un format standard de 12 m (4x3), même si sur les autoroutes notamment certains placards font 6,40 m sur 2,40 m. Tout relief ne doit pas dépasser de 20 à 25 centimètres du cadre. Les expériences d'affiches animées restent ponctuelles. On prévoit, semble-t-il, pour la rentrée, des campagnes toutes en structures gonflables.

SAXOLEINE ET KINA LOXA

QUAND même, on en a vu, des affiches : d'anciennes de 1900, dues à Chéret, Mucha, Grun ou Cappiello, de belles surchargées style nouille rappelant de légendaires corridas, et d'autres, Arts déco, signées par des grands comme Carlu et Perrot, sans parler d'un lot de dites « touristiques » à la gloire des chemins de fer et des bords de mer, et même quelques-unes datant d'hier — on se souvient — les quatre jambes croisées pour Bailey et la femme assise Contrexéville de Villemot, le Villemot des premiers « Perrier c'est fou ».

Au total près de trois cents affiches ont été déroulées une à une, et dispersées à des prix pas exorbitants (de 600 F à 3 000 F en moyenne) au cours de la vente qui e lieu dans les salons de l'Hôtel Imperial (commissaire-priseur M^{re} Françoise Kusel, de l'étude nîmoise Champion, expert M^{re} Alain Weil). Impayable expertise, passionné connaisseur, auteur d'un ouvrage sur l'affiche dans le monde, Alain Weil, drille éton-

nant, qui un temps a présidé aux destinées du Musée de la publicité à Paris (1), est aussi celui qui a organisé l'exposition Savignac à la Maison carrée. Ayant repéré depuis longtemps les quatre ou cinq collectionneurs assidus de ce genre d'adjudication, il n'a pas fait s'envoler les enchères. Les choses lui semblent devoir être payées à leur cours, même s'il ne se fait pas d'illusions : tel ou tel acheteur s'empressera d'aller écouler la marchandise aux États-Unis pour le quadruple du prix : « S'il y a des gogos, pourquoi pas ? »

Il n'y avait pas énormément d'objets rarissimes parmi ces placards, pour la plupart entoilés : de l'annonce d'un concert parisien d'Yvette Guilbert (anonyme) aux premières publicités pour le Club Méditerranée dues à Maurice Thébaud à l'époque des années 50 où vingt-trois jours dans un village de toile en Toscane coûtaient 27 800 F, on a eu le temps de rêver aux spécialités Maggi qui, dessinées par Bouisset, « profi-

taient à tout ménager », tout comme les eaux minérales si pures d'Ivry-sur-Seine ! On a songé aussi au papier « Job avant la lettre », à La Diaphane, cette poudre de riz « élégante par excellence » qu'utilisait Sarah Bernhardt, à la Saxoleine, au Quina Raffart (tout cela sous les pincesaux de Chéret).

Il a été une minute question de la Femme d'affaires, grand roman parisien paru dans Gil Blas et annoncé par Forain. Les ventes, et spécialement les ventes d'affiches, accessoires éphémères de l'histoire, lorsque, ainsi, les sommes en jeu n'électrisent pas trop désagréablement l'air, vous ont un côté charmant de musée éphémère... On e vu passer la Gigolette à l'Ambigu comique (« tirée sur la plus grande machine du monde » par Guillaume), des jouets et cycles magnifiés par Pal, la Kina Loxa et la Koca kala selon Georges Meunier, et encore la fameuse moto Peugeot lancée par Marton, la cuisinière Arthur Martin, tuyaux noirs sur fond d'enfer,

rendue magique, géanta, par Paul Colin.

Les plus fortes sommes sont allées à des numéros signés Cassandre, dont une boussole de géométrie imparable disant au trait dans les bleus et les gris « la vitesse, le luxe et le confort » des chemins de fer du Nord en 1929 (adjudgée 18 000 F). Enfin, signons pour la petite histoire que, durant l'entre-deux-guerres, le nom de Persil ne s'écrivait pas sans commentaire. Le produit levait « tout tout seul » (avant que de lever « plus blanc ») et Achille Maunz peignait sur fond vert des rangées de draps séchant à l'évidente satisfaction de six femmes habillées de fleurs vives. Image calme peu différente de celles qu'imagina aujourd'hui pour cette même lessive l'Anglaise récompensée à Nîmes.

M.L.B.

(1) Une nouvelle exposition des fonds permanents du Musée de la publicité s'ouvre ce mercredi 19 juin (rue de Paris, jusqu'au 16 septembre). Catalogue libre publié aux Editions Alternatives.

Sélection

CINÉMA

Tchekhov à l'écran

Nouvelle et passionnante initiative des Films Cosmos : pour une semaine, un cycle de douze films tirés d'œuvres de Tchekhov. Tous soviétiques, mais la version 1961 de *La Steppe*, réalisée par Alberto Lattuada, est rapprochée de celle tournée en 1978 par Serge Bondartchouk inédite en France. Autres inédits : *Le Récit d'un inconnu* (1980), de Vitas Jankavicius, metteur en scène lituanien, et le Succès, de Constantin Khoudiakov (1984), où l'on voit un jeune Moscovite monter la Mouette dans une ville de province. Points forts de ce programme : *La Dame au petit chien*, de Iossif Kheifitz (1959), *Oncle Vanja*, d'Andrei Mikhaïlov-Kontchelski (1971), *Partition inachevée pour piano mécanique*, de Nikita Mikhaïlov (1977). Mais tout est à voir. — J.S.

* Cinéma Cosmos, 76, rue de Rennes, Paris-6. Tél. : 544-28-80.

ET AUSSI : *Le Baiser de la femme araignée*, d'Hector Babenco (les hommes sont des femmes comme les autres), *Désobéissance*, de Jean-Luc Godard (boxe, polar et grand bluff), *Nostalgia*, de Tarkovski (rance romaine), *Witness*, de Peter Weir (Harrison Ford chez les amérindiens).

THÉÂTRE

« Route 1 and 9 » au Théâtre de la Bastille

Hors compétition au Printemps du Théâtre, le Wooster Group vient de off off Broadway avec un spectacle absolument new-yorkais par son esprit froidement burlesque, foussement frustre et véritablement sophistiqué, par sa manière de foncer là où ça fait mal à l'Amérique. Grimés en Noirs, les comédiens se moquent de la bouffe, du sexe, et même du théâtre, et même du désespoir. Leur lucidité n'antenne pas leur énergie, ni leur audace candide. Difficile de résister (du 25 au 30 juin). — C.G.

MUSIQUE

« Faites de la musique »

C'est une tradition depuis 1982 : pour fêter l'été, le 21 juin, les musiciens amateurs et professionnels sortent dans la rue et réunissent de grandes foules : partie de France, la Fête de la musique se déroule également dans vingt-trois autres pays pour l'Année européenne de la musique, jusqu'en Finlande, en Yougoslavie et même Hongkong. Le Monde publiera prochainement un horaire des principales manifestations.

« Robert le Diable » à l'Opéra

On le croyait perdu dans l'enfer de l'opéra, mais Giacomo Meyerbeer, après avoir écrié le théâtre lyrique à Paris au dix-neuvième siècle, sort lui aussi de son purgatoire avec *Robert le Diable*, dans une production somptueuse de Petrika Ionesco (qui lui réserve sans doute quelque surprise de sa façon), dirigée par Thomas Fulton, qui avait fait sensation l'an passé au Festival d'Orange, avec notamment Alain Vanzo, Samuel Ramey, June Anderson et Michèle Lagrange ; les décors sont 40 tonnes, et Florica Malureanu a dessiné six cents costumes (palais Garnier, dix représentations à partir du 24 juin). La Bibliothèque nationale s'est associée à cette réhabilitation en organisant une exposition sur *Robert le Diable* dans les foyers de l'Opéra (du 21 juin au 20 septembre).

ET AUSSI : A. Brondel (Pleyel, le 20) : *Le Barbier de Séville*, mise en scène J.-M. Simon (salle Favart, dix représentations à partir du 22 juin) ; Léonie Ryzanek, avec le NOD, direction M. Janowski (Châtelet, le 24) ; Gala de soutien au Comité national pour l'éducation artistique, avec M. Rostropovitch, G. Vichnevskaya, etc. (Pleyel, le 24) ; « Marathon jazz », *Perlimpin*, six concertos pour violon, avec l'Orchestre national, dir. Ch. Dutoit (Pleyel, les 25 et 28 juin). — J.L.

JAZZ

Hommage à Django à Samois

Dans le souvenir de Django Reinhardt, pour la musique et au profit d'une Fondation ayant pour

objectif la rééducation des jeunes handicapés par la musique. Un grand nombre de musiciens se succéderont pendant deux jours dans ce qui est, depuis 1983 (deuxième anniversaire de la mort de Django), la fête la plus bucolique et la plus populaire du jazz. Cette année, Juliette Gréco présentera, entre autres, Sven Amussen, Jo Privat, la famille Ferré, Barney Wilen, Slida Hampton, Laveille, Larry Coryell. Art Farmer et un trio de guitaristes très attachés : Babik Reinhardt, Christian Escoudé et Boulo Farré. — F.M.

* Samois-sur-Seine (Tél. : 553-91-02), les 22 et 23 juin.

DANSE

Le flamenco à Chaillot

Bien sûr, on peut aller au Palais des Congrès tous les soirs voir la *Suite flamenco* d'Antonio Gades, ne serait-ce que pour Christine Hoyas, super-flamenco dans la tradition grise. Mais le 21 juin, le jour le plus long, quel plaisir un peu pervers ça sera de s'installer de 21 heures à l'aube dans les fauteuils de la Cinémathèque, pour suivre l'épopée du flamenco à travers des films rares sur la Argentine, Carmen Amaya ou Flors Lopez, avec sur scène la présence bien charmante de la halle Andalouse Carmen Vargas. Un programme grand Patrick Bensard. Oie. — M.M.

ET AUSSI : David Gordon et sa Pick up Cie à Bobigny (le théâtre par le mouvement), *Babel Babyl*, de Miquel Marín au Théâtre des Champs-Élysées (Trioque illustré par une pléiade de la danse moderne française), *Epikure* à Dolézel (bataille), *Le Compagnon de l'Éclaircie*, au théâtre municipal d'Angers (exposition de *Romeo et Juliette*), un tube pour les festivals d'été, *Général de Mass* à la Bibliothèque du 8 à Lyon (une lecture audiotape, à voir absolument, jusqu'au 22 juin).

THÉÂTRE

Le théâtre de la Bastille présente...

Le théâtre de la Bastille présente...

CHATELAIN THÉÂTRE SAISON 1985

CHATELAIN THÉÂTRE SAISON 1985

CHATELAIN THÉÂTRE SAISON 1985

LES CHATELAIN THÉÂTRE 72 CHOIX

150 من الـ ١٥٠

سكوا من الامم

THEATRE

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.
Spectacles sélectionnés par le Club de l'Amateur du Spectacle.

Les salles subventionnées

OPERA (742-57-50), Lun. 19 h : Robert le Diable, mar. 19 h 30 : Ballets IV (Washington Square; le Chant de la terre).

SALLE FAVART (296-06-11), sam. 19 h 30 : le Barbier de Séville.

COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), mar. ven. 20 h 30 : Feydeau (comédies en un acte); jeu. 20 h 30; dim. 14 h 30 : l'Impresario de Smyrne; sam. 20 h 30 : Récompense.

CHAILLOT (727-81-15), clôture annuelle.

ODON (325-70-32) (dim. soir, lun. mar.), 20 h 30; dim. 15 h : l'Épave-Roi.

PETIT-ODON (325-70-32) (lun.), 18 h 30 : Jardin sous la pluie.

TEP (364-80-80), ven. 19 h, jeu. 20 h 30 : Turbulence (dém.); ven. 21 h 30 : Fête de la musique, le guitar; mar. 20 h 30 : Groupe Carmagnole (Chili).

BEAUBOURG (277-12-33) (mar.) : Vidéo-romans; mar. de 14 h à 17 h : «Dix, téléphone-moi un moulin» ou «Photocopier, télécopier»; 18 h : Fête de la musique; les cabarets de la rive gauche (Désolé + extraits de films); 18 h 30 : Architecture, sciences, philosophie, avec C. Descombes, F. Monnet et F. Bailly; jeu. à 18 h 30 : Aspects de la pensée sur l'art contemporain, conférence par A. Bortio; 18 h 30 : Rock-défilé. Rencontre à l'occasion de la Fête de la musique; Concerts-Antifascistes; jeu. à 20 h 30 : Groupe vocal de France (Bosetti, Sotgi, Arigo, Dufourt); ven. de 17 h à 20 h : Fête de la musique (concert sous la direction de P. Boulez); Clameau-Vidéo; Nouveaux films BFI (sauf mardi); 13 h : Léo Ferré; R. Sciamma; 16 h : César Vallejo; Cançons de Hogar; de N. Pereira; 19 h : Vingt-six fois de suite, de J.-C. Labrecque; Maria Kervaire, éditeur de films à Paris; Festival de cinéma (sauf lun. et mar.); 15 h : les Documentaires belges; 18 h : Nouveaux films de collections du MIMAM par le film expérimental et documentaire; Cinéma-muséographique; mar. jeu. 17 h (programme à l'actualité); Théâtre; sam., dim., lun. 18 h 30 et 21 h : Théâtre international de

langue française (programme à l'actualité).

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), ven. dim. 20 h 30 : Rimoldo; Concerts; jeu. 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. Sir C. Mackerras, J.-B. Pommer, piano (Mendelssohn-Bartholdy, Beethoven, Dvorak, Janacek); sam. 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. C. Bardos; lun. 20 h 30 : L. Ryssak et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. M. Janowski (R. Strauss).

THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), mar. 18 h 30 : K. Zimmermann, piano, Kyung-Wachung, violon.

CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), jeu. ven. sam. dim. 20 h 30 : Cinquante ans de claquettes (J. Bense et ses danseurs).

Les autres salles

A. DEJAZET (887-97-34) (Mer., D. soir.), 20 h 45, dim. 17 h : Fant et Fant au théâtre; (Mer.) 22 h 30, dim. 19 h : Rencontres géographiques.

ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (208-77-11) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h : le Solitaire.

ARCANE (338-19-70) (L. Mar.), 20 h 30, dim. 19 h : l'Île de Satan.

ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 16 h 30 : les Amoureux.

ARTS-HIBERTOT (387-23-23) (J., D. soir.), 21 h, mar., dim. à 15 h : Doin-on le dire?

ASTELLE-THEATRE (238-35-53) (D., L., Mar.), 20 h 30 : Adieu roi de cœur.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Route 1 and 9 (à partir de 25).

CARTOUCHE, Théâtre de la Tempête (328-36-36) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 16 h : Place de Breuille; 21 h, sam. 17 h et 21 h : Joe (dém. le 22); Aquarium (374-99-61) (D. soir.), 20 h 30, dim. 16 h : le Paradis sur terre (dém. le 23).

CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Grand Théâtre (D., L., mar.) 20 h 30 : la Machine infernale.

CONFERES DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21) (D. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : L'écrit (reprise le 20).

COMEDIE ITALIENNE (321-22-22) (D. soir., L.), 20 h 30, mar. dim. 15 h 30 : le Boiteux d'amour.

COMEDIE DE PARIS (280-00-11) (D.), 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), (Mer., D. soir.), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

DECHARGEURS (236-00-02) (D.), 20 h 15 : Héroïsmes mon amour.

DIK-HEURES (606-07-48) (D.), 22 h : Scènes de ménage.

ECUME-THEATRE (542-71-16) (D., L.), 20 h 30 : Une parfaite analyse donnée par un perroquet.

EDOUARD VII (742-57-49) (D. soir., L.), 20 h 30, mar. dim. 15 h 30 : Chapitre II.

EPICERIE (724-14-16) (D. soir., L.), 18 h 30, dim. 15 h 30 : Si vous savez mentir (dém. le 23); (D. soir.) 20 h 30, dim. 18 h : la Marée mise à nu par ses éboulis même (dém. le 23).

ESCALIER D'OR (523-15-10) (D., L.), 21 h : Choeurs.

ESPACE CARDON (266-17-81) les 19, 21, 22 à 20 h 30 : Météorologies.

ESPACE MARAIS (770-40-56) (D. soir., L.), 18 h 30 : Trombi Al-ca-zar; (D. soir., L.), 20 h 30, mar. dim. 16 h : le Sogge d'une nuit d'été.

ESSAION (378-46-42) (D., L.), 21 h 15 : 17 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher... (dém. le 22); le 19 à 17 h : Chant dans la nuit II (D., L.) 20 h 30 : Exposition; 21 h 45 : Annie Bettie et Cécile.

FONTAINE (874-82-34) (D.), 20 h 30, sam. 17 h et 21 h : Triple Mixte.

GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.), 21 h : Madame's Last Mother.

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : Offenbach, tu commença.

JARDIN SHAKESPEARE (255-45-55) (D. soir., L.), 20 h 30, mar. dim. 15 h : le Sogge d'une nuit d'été.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 18 h : Et ils passèrent des moments aux fleurs; 20 h : C'est rigolo II; 18 h : Poésie française; 20 h : Organe adulte échappé du zoo; 21 h 45 : Sténographie satirique.

LYS-MONTMARNASSE (327-88-61) (D., L.), 21 h : Créanciers.

MADELEINE (265-07-09), les 19, 20, 21 à 20 h 45; le 22 à 18 h et 20 h 45 : De Sexe, romans.

MARIGNY (256-04-41) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74) (D., L.), 21 h : Tous aux abris.

MATHURINS (265-90-00) (J., D. soir.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : Hélène 1927.

MICHEL (265-35-02) (D. soir., L.), 21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînait au lit.

MICHOUDIERE (742-95-22) (D. soir., L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

MOGADOR (285-28-80) (D. soir., L.), 21 h, dim. 16 h 30 : le Journal d'Anne Frank.

MONTMARNASSE (320-89-00), Grande salle (D., L.), 21 h : Tchekhov Tchekhov.

NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

OLIVIER (874-42-52) (D. soir., L.), 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAI-ROYAL (297-59-81) (D. soir., L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

PLACE DES VOSGES, Chapiteau (277-19-90), 21 h 30 : Lucrèce Borgia.

POCHIE-MONTMARNASSE (548-92-97), (D. soir., L.) 21 h 15, dim. 15 h 30 : la Part du rêve.

PORTE DE GENTILLY (580-70-20), les 21, 22, 23 à 15 h et 20 h 30 : Un inspecteur vous demande.

POTNIERE (261-44-16) (D. soir., L.), 21 h, dim. 15 h : En carnavals.

RANELAGH (268-64-44), les 22, 24, 25 à 21 h : la Seconde Surprise de l'amour.

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39) (Mer. soir., D.), 20 h 30, mer. 18 h : Ruy Blas.

SQUARE WILLETTE (387-43-93) (V.), 21 h : le Sogge d'une nuit d'été (dém. le 23).

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-82-02) (D. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres fleurs.

TAI-THEATRE D'ESSAI (278-10-79), L. (D., L.), 20 h 30 : l'Écume des jours; sam. 18 h, mer. 22 h : la Vie des gens qui sautent; le Mer. jeu. ven. sam. 20 h 30 : Hues clos; mar. 22 h 15, sam. 16 h : Hecataeus Express.

TEMPLEIERS (278-91-51), 20 h 30 : Du duc au duc (dém. le 22).

THEATRE D'EDGAR (322-11-021) (D.), 20 h 15 : les Babas-chaus; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait on nous dit de faire.

THEATRE DE L'ILE-SAINT-LOUIS (633-48-55), jeu. ven. 20 h 30 : Astro Folies Show; mer. 21 h : Trompette.

THEATRE NOIR (346-91-83) (L.), 20 h 30 : Ois Redding.

THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 17 h : l'Animal de l'abus (dém. le 23).

THEATRE SAINT-LEON (855-32-63) (Mer. soir., D., L.), 20 h 30, mer. 16 h : l'Amour et colère.

TH. DU TEMPS (355-10-88) (D.), 21 h : Salomé; sam. 21 h : Vol d'oiseaux.

THEATRE TROIS SUR QUATRE (357-09-16) (D., L.), 20 h : la Nuit et le Moment; 22 h : Relax.

THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle (D. soir., L.), 20 h, dim. 15 h : Cinq ans modernes; Petite salle, 20 h 30 : le Voyage sans fin (dém. le 21).

THEATRE 13 (588-16-30) (D. soir., L., Mar.), 20 h 30, dim. 15 h : la Collection.

THEATRE 35 (874-70-56), mer. jeu. mar. 20 h 15, ven. sam. 18 h 15, dim. 15 h : Une soirée presque comme les autres.

THEATRE 347 (874-44-30), les 19, 21 à 15 h, le 20 à 20 h 30 : la Place royale; le 20 h 30, les 19 et 21 à 20 h 30 : Atcher M. Bonnet.

LE TINTAMARRE (887-33-82) (D., L.), 20 h 15, sam. 24 h : Phédre; 21 h 30 : L'ineffable.

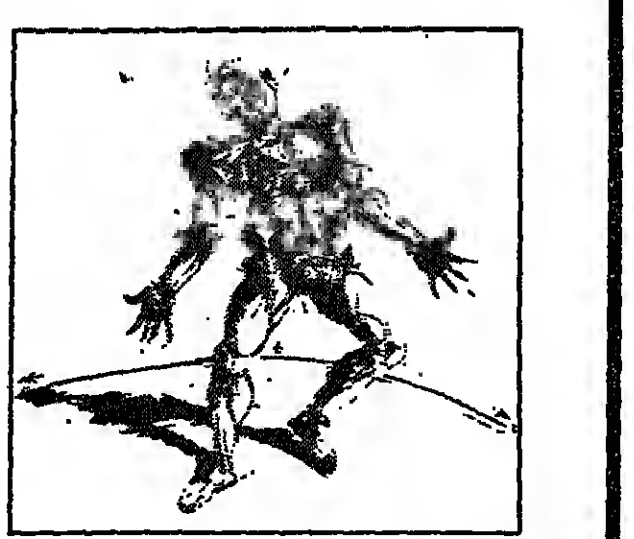
TOURTOUR (887-82-48) (D., L.), 18 h 30 : Merveilleux éponaull; 20 h 30 : Logomachie (dém. le 23).

VARIETES (233-09-921) (D. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

VINGT-UN (245-45-54) (D.), 20 h : Ois le-bas; le Cloué cheval; Armistice au pont de Grenelle.



SAISON 1985-1986



Pour recevoir gratuitement le programme détaillé de la saison 1985-1986, veuillez remplir ce bulletin et le retourner au Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, 75116 Paris.

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____

LES CHŒURS TSWANA
de la République du Botswana • Afrique Australe
72 CHORISTES
Chants traditionnels - Spirituels - Classique
21 et 22 juin - 21h30 • Parvis de l'Eglise Saint-Sulpice
23 juin - 17h • Carrefour de l'Odéon

SAISON 85/86
4, 5, 6 OCTOBRE
MICHEL LEMIEUX
11, 12, 13, 15 16 OCTOBRE
HYMEN
Compagnie Maguy Marin
18, 19, 20, 22, 23, 24 OCTOBRE
MURRAY LOUIS / DAVE BRUBECK
5 au 23 NOVEMBRE
EMILIA GALOTTI
de Lessing Théâtre National de Strasbourg
8 NOVEMBRE au 11 DECEMBRE
LES NUITS ET LES MOMENTS
Crébillon fils / Jules Renard
par le Théâtre Populaire de Lorraine
27, 28, 29, 30 NOVEMBRE
TALLER AMSTERDAM
6, 7, 8, 10, 11 DECEMBRE
CALAMBRE
Compagnie Maguy Marin
15, 16, 17, 18, 19 JANVIER
LES NOCES DE FIGARO
de Mozart. Action Lyrique Ile de France
17 JANV/5 FEV et 18 au 26 FEV
PHEDRE
de Racine Mise en scène : Jean-Michel Rabreau
21 FEVRIER au 12 MARS
LE MONSTRE TUROUIN
de Carlo Gozzi Mise en scène : Petrika Ionesco
15 au 23 MARS
FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES
11 au 30 AVRIL
AMPHITRYON
Molière / Kleist par la Comédie de Caen
18 AVRIL au 7 MAI
NEIGE ET SABLE
de Daniel Bessner par la Comédie de Caen
9 au 31 MAI (sous réserves)
GHETTO
de Joshua Sobol par la Comédie de Saint Etienne
CRETEIL
899 94 50
Maison de la Culture du Creteil
Place Salvador Allende
94000 Creteil
Direction Jean Norbert

CAFE DE LA DANSE
Catherine Atiani
1987, 05.35 - METRO BASTILLE

PHILHARMONIA ORCHESTRA
Direction Esa-Pekka Salonen
Chants et Danses de la Mort
soliste AAGE HAUGLAND basse
SIBELIUS Symphonie n° 5
FESTIVAL DE ST-DENIS
BASILIQUE ILLUMINEE
jeudi 27 juin 20 h 30
LOCATION 3 FNAC ET TGP 243.00,59

Le Grand Nuage de Magellan
1500
La Renaissance en Europe
Les Andriens et Samodai
du 12 juillet au 17, Avril 1985
Chateaufort
Toulon Var - (94) 24.11.76
La représentation initiale
est pour les 5 et 6 juillet et annuelle.
Une représentation supplémentaire
sera donnée
le 12 et 13 juillet

KRONOS QUARTET
créations de
T. Riley, Phil Glass,
Frank Zappa, Jimi Hendrix,
John Cage, T. Monk...
FESTIVAL DE ST-DENIS
THEATRE GERARD-PHILPE
LOCATION 3 FNAC ET TGP 243.00,59
SALIF KEITA IRAKERE
concert-bol Afrique Antilles
samedi 29 juin 20 h 30
FESTIVAL DE ST-DENIS
PALAIS DES SPORTS
LOCATION 3 FNAC ET TGP 243.00,59

LE PRINTEMPS DU THEATRE PARIS 1985
HELENE 1977
SURGERE / M. THOMAS / MATHURINS
30 MAI - 30 JUIN
LE PARADIS SUR TERRE
CHAILLOUX / T. WILLIAMS / AILARIUM
1^{er} JUIN - 23 JUIN
METEOROLOGIES
RAMBERT / ESPACE CARDIN
11 JUIN - 22 JUIN
DE Saxe, ROMAN
LAGARCE / MADELEINE
14 JUIN - 22 JUIN
SEPTIEMES MOIS JUS
ROUTE 1 AND 9
WOOSTER GROUP / BASTILLE
25 JUIN - 30 JUIN
INFORMATION : 804.04.44
LOCATION : 804.04.44 ET FNAC

AMERICAN CENTER
261, boulevard Raspail
75014 PARIS
AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
JULY SUMMER SESSIONS
(1) 335.21.50

Théâtre de la Bastille
PARIS - DANSE - MONTRÉAL
1207
PARENT/BLACKBURN
GINETTE LAURIN - MONTANARO
19 au 29 juin 1985

INSTRUMENTS HEUGEL
en kit ou montés
Clavicorde «ANTHONY SIDEY»
Epinette «HUBERT BEDARD»
Clavecins «HUBERT BEDARD»
Pour recevoir le catalogue détaillé
demandez la documentation 240
INSTRUMENTS HEUGEL
c/o EDITIONS A. LEDUC
175, rue Saint-Honoré - 75040 PARIS CEDEX 01

VIDEO MODE

L'UNITÉ DE PRODUCTION VIDÉO DU CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE MONTBÉLIARD PRÉSENTE

"C" STUDIO BERÇOT - 26' - Réalisation Jean-Paul FARGIER

"LA PEAU DE L'AUTRE" - 26' - Réalisation Richard UGOLINI

"D'JAAAAA ! LA MODE"

Série de 10 émissions de 12' proposée par Jean-Marie DUHARD

et réalisée par Richard UGOLINI. 18 stylistes.

Chorégraphie: Lila GREENE - Musique: Hector ZAZOU.

Reservée aux professionnels

Réservation téléphonique: 16.81.91.37.11

CAFÉ DE LA DANSE

Direction: Catherine ATLANT

5, Passage Louis-Philippe 75011 PARIS

LUNDI 24 JUIN 1985 de 16h. à 24h.

DIFFUSION NON STOP

AVEC LE CONCOURS DE FNAC VIDEO ENTREPRISE

ENTREPRISE

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE

PANACHE

LIDO

NOUVELLE REVUE

20 h. Dîner dansant

Champagne et Revue 440 F

22 h et 0 h 15

Champagne et Revue 300 F

SERVICE COMPRIS

116 bis CHAMPS-ÉLYSÉES - 863.11.61 ET AGENCES

EUROPE 1

Le Monde

EPAD

LA MUSIQUE A LA DEFENSE

VENDREDI 21 JUIN

ESPLANADE DE LA DEFENSE

GRAND CONCERT GRATUIT

21H30

MARCHE HONGROISE DE BERLIOZ

22H

FANTASIE POUR PIANO,

ORCHESTRE, SOLI,

ET CHŒURS DE BEETHOVEN

22H30

MISSA GALICA

DE BERNARD LALLEMENT

23H15

GRAND FEU D'ARTIFICE

EUROPE 1

en concert

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 19 JUIN

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30: A. de Laroche (Bach, Beethoven, Schumann).

Salle Gaveau, 20 h 30: M. Tagliaferro (Schubert, Beethoven, Chopin).

Eglise St-Roch, 20 h 30: Chorale E. Brasseur, Ensemble orchestral Harmonia Nova, Orchestre français d'Oratorio, dir.: R. Roule (Beethoven).

Radio-France, Auditorium 106, 20 h 30: Jeunes compositeurs et interprètes du Conservatoire national de musique de Paris.

Eglise St-Louis en l'Île, 20 h 45: Ensemble vocal Intermezzo, dir.: Cl. Marchand, Ensemble instrumental A. Stajic (Bach, Haydn).

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30: I. Wijnalski (Bach).

Jardins de Luxembourg, 16 h: Appling Choir.

La Table verte, 22 h: M. Lanfer, P. Deckgast (Locatelli, Brahms, Schumann).

Salle Pleyel, 20 h 30: A. Brendel (Haydn, Schubert, Liszt).

Centre G. Pompidou, 20 h 30: Groupe vocal de France, dir.: M. Tranchant (Boussuet, Petrus, Scelsi...).

La Table verte, 22 h: voir le 19.

Centre Beethoven, 20 h 30: C. Abergel (Mozart, Brahms, Liszt...).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45: O. Baillieux (Bach).

Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h 30: P. Garçon-Marron, Ch. Heurtefeux (Fauré, Villa-Lobos, Lully...).

Palais-Royal, 21 h 30: Grand Orchestre d'harmonie, dir.: Cl. Picheman (Tchaïkovski, Berlioz).

Eglise Ste-Clotilde, 20 h 30: Chœurs d'enfants de Paris, dir.: R. de Magnée (Victoria, Monteverdi, Mozart...).

Eglise St-Médard, 21 h: Orchestre de chambre Vuilleumoz (Bach, Haendel, Mendelssohn, Mozart).

JEUDI 20 JUIN

Ranelagh, 20 h 30: voir le 19.

Salle Pleyel, 20 h 30: voir le 19.

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30: voir le 19.

Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30: Ensemble de l'Institut, dir.: Y. Prin (Tessier, Ligeti, Schmitt...).

Salle Pleyel, 20 h 30: A. Brendel (Haydn, Schubert, Liszt).

Centre G. Pompidou, 20 h 30: Groupe vocal de France, dir.: M. Tranchant (Boussuet, Petrus, Scelsi...).

La Table verte, 22 h: voir le 19.

Centre Beethoven, 20 h 30: C. Abergel (Mozart, Brahms, Liszt...).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45: O. Baillieux (Bach).

Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h 30: P. Garçon-Marron, Ch. Heurtefeux (Fauré, Villa-Lobos, Lully...).

Palais-Royal, 21 h 30: Grand Orchestre d'harmonie, dir.: Cl. Picheman (Tchaïkovski, Berlioz).

Eglise Ste-Clotilde, 20 h 30: Chœurs d'enfants de Paris, dir.: R. de Magnée (Victoria, Monteverdi, Mozart...).

Eglise St-Médard, 21 h: Orchestre de chambre Vuilleumoz (Bach, Haendel, Mendelssohn, Mozart).

VENREDI 21 JUIN

La Table verte, 22 h: voir le 19.

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30: voir le 19.

Ranelagh, 20 h 30: voir le 19.

Salle Pleyel, 20 h 30: Orchestre des concerts Lamoureux, dir.: J. Cl. Bernold (Haendel, Bach, Vivaldi...).

Salle Gaveau, 19 h: Perspectives musicales 2000.

FIAP, le 21 à 21 h 30: G. de Talhouet, E. de Broca.

Palais de l'Église St-Sulpice, 21 h 30: Chœurs Tavana.

Eglise St-Augustin, 18 h: M. Pinte (Mendelssohn, Beethoven, Widor).

Eglise de la Trinité, 20 h 30: Ensemble Bach de Paris, dir.: J. von Webeky (Mendelssohn).

Chapelle de la Salpêtrière, 20 h 30: Orchestre symphonique Paris Rive Droite, dir.: M. Podolák (Glinka, Haydn, Ravel).

Eglise évangélique allemande, 20 h 30: P. Neumann (Bach).

Salle A. Le Grand, 20 h 45: E. Sun, J.-F. Ott (Beethoven, Brahms, Schumann...).

Palais-Royal, 21 h 30: Orchestre de l'Île de France, dir.: J. Mercier (Offenbach, Strauss).

SAMEDI 22 JUIN

Palais de l'Église St-Sulpice, 21 h 30: voir le 21.

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30: voir le 19.

La Table verte, 22 h: voir le 19.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Samuel HADIDA présente

SUGARLAND EXPRESS

UN FILM RÉALISÉ PAR STEVEN SPIELBERG

DESORMAIS, L'AVENTURE EST SUR LES ROUTES

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

500 MILLIONS

Radio-France, Auditorium 106, 15 h: R. Jacobs, Ch. Cois, W. Ansen (Schütz).

Jardins de Luxembourg, 16 h: Greater Houston Choral.

Eglise St-Merr, 21 h: D. et M. Remant.

Eglise anglicane St-Georges, 16 h 30: D. et L. Comtois-Cahen, P. Heyries (Beethoven, Reinecke, Schumann).

Eglise anglicane, 20 h 45: Ensemble de cultures de Paris, dir.: M. Shapiro (Placide, Mozart, Bach...).

Salle A. Le Grand, 20 h 45: E. Sur (Mozart, Schubert).

Palais-Royal, 21 h: Orchestre de chambre B. Barok, dir.: T. Szabo (Bach).

DIMANCHE 23 JUIN

Eglise St-Merr, 15 h: M. Vasouchevsky (Winkler, G. Torma (Beethoven, Chopin, Chostakovich)).

Radio-France, Auditorium 106, 17 h: N. Bertrand, A. Robert, E. Berthoin, O. Lapierre, P. Knebel, E. Ogorkow, International Chamber Soloists, dir.: E. Schumsky (Kurtz, Haendel, Chopin...).

Théâtre 3 sur 4, 20 h: J. Daubigny, J. Tournant (Bach).

Carrefour de l'Odéon, 17 h: Chœur Tavana.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30: V. Perlemuter (Bach, Chopin, Ravel).

Théâtre de la Madeleine, 20 h 45: Quatuor Hagen, G. Causse (Beethoven, Brahms).

Eglise St-Julien-le-Pauvre, 21 h: Orchestre de chambre J. Frydych (Vivaldi, Kijinsky, Britten...).

LUNDI 24 JUIN

Eglise St-Louis en l'Île, 21 h: Ensemble vocal Contrepoint, dir.: O. Schmebdi (Bach, Rameau, Bozzini...).

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30: D. Comtois-Cahen (W.-F. Bach).

Salle Pleyel, 20 h 30: voir le 19.

Salle Pleyel, 20 h 30: A. Brendel (Haydn, Schubert, Liszt).

Centre G. Pompidou, 20 h 30: Groupe vocal de France, dir.: M. Tranchant (Boussuet, Petrus, Scelsi...).

La Table verte, 22 h: voir le 19.

Centre Beethoven, 20 h 30: C. Abergel (Mozart, Brahms, Liszt...).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45: O. Baillieux (Bach).

Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h 30: P. Garçon-Marron, Ch. Heurtefeux (Fauré, Villa-Lobos, Lully...).

Palais-Royal, 21 h 30: Grand Orchestre d'harmonie, dir.: Cl. Picheman (Tchaïkovski, Berlioz).

Eglise Ste-Clotilde, 20 h 30: Chœurs d'enfants de Paris, dir.: R. de Magnée (Victoria, Monteverdi, Mozart...).

Eglise St-Médard, 21 h: Orchestre de chambre Vuilleumoz (Bach, Haendel, Mendelssohn, Mozart).

MARDI 25 JUIN

Sorbonne, grand amphithéâtre, 21 h: voir le 24.

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30: voir le 24.

Th. des Champs-Élysées, 18 h 30: H. Antoni (Bucini, Saut, Prokofiev...), 20 h 30: Dang Thai Son (Schubert, Brahms, Chopin).

Salle Pleyel, 20 h 30: Ensemble orchestral de Paris, dir.: J.-P. Waller (Haydn, Landowski).

Eglise Saint-Séverin, 21 h: Orchestre et chœur P. Kuczy (Haydn).

Sorbonne, grand amphithéâtre, 21 h: Chœur national, Chœur et orchestre Paris-Sorbonne (Dunizetti).

Cité internationale des arts, 20 h 30: Cité internationale des arts, 20 h 30: M. Chernia (Bach, Schöenberg), S. De Palma, Y. Rault (Debussy), F. Pagny (Scriabin).

Eglise St-Roch, 20 h 45: M.-J. Chassagny, J.-P. Milloud.

Eglise Notre-Dame-de-Libon, 20 h 30: voir chapelle de la Salpêtrière, le 21.

Eglise St-Julien-le-Pauvre, 21 h: Ensemble Hippocrate (Bach, Couperin, Zelenka).

Salle André-Marchal, 20 h 45: Orchestre Amadeus, dir.: M. Molka (Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

A DEJAZET (887-97-34).

ARC Petit Auditorium (723-61-27), le 23 à 20 h 30: Jazz Factory Big Band, de l'École de musique de Calson.

BERCY, Palais omnisports (341-72-04), les 23, 24, 25, à 20 h 30: Dire Straits.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30: J. Lacroix (dern. le 22). A partir du 23: Ch. Slide.

CHAPPELLE DES LONARDS (357-24-24), les 20, 21, 22, à 22 h 30: Ch. Saxon.

CNAC, le 21 à 18 h 30: Fête de la musique.

CIRQUE D'HIVER (700-12-25), le 21 à 19 h: Country Music Memorial.

DUNOIS (584-72-00), les 21, 22, 23, à 20 h 30: Celestial Communication Orchestra.

ELDORADO (208-23-50), le 21 à 20 h: Tuxedo Moon.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h: mer., ven.: A. Levy; jeu., lun.: Tao et Vincent; sam.: R. Elig; dim.: H. Guitay; mar.: Y. Chabais; 0 h 30, mer.: M. Biereux; jeu.: M. Sive; ven., mar.: G. Bonard; sam.: Worthy Punks; lun.: J. Irvin.

MONTANA (548-93-08) (D.), 22 h: Trio Zip (dern. le 22). A partir du 24: J. Guitay, D. Lemerle.

MUSIC-HALLS (261-46-20), 22 h: A partir du 25: P. Lockwood, J.-M. Jaffet, A. Romano.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, le 19: G. Adams, J. Blood Uiter; les 20, 21: Seydina Issa Wade et Ismaïla Lo; le 22: J. Sun, Solar System; le 25: D. Lockwood.

PALAIS DES CONGRÈS (750-27-78), le 21 à 19 h et 22 h: O. Petenon, E. Fitzgibbon.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, mer.: Watergate Seven + One; jeu.: A. Bouchet; ven.: Quintette de Paris; sam.: Métropolitain Jazz Band; lun.: Blue Doctors; mar.: Cl. Bollig Tiso.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 22 h: Ch. Looz, S. Lazarevitch, R. Del Fra, E. Ineke.

PHILONE (776-44-26), 22 h, le 21: Fête de la musique; les 22, 23: Transylvanie.

QUOTIDIEN (271-44-54), 21 h 30, les 21, 22: Phil Wilson Quartet.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), le 20 à 20 h 30: Quartette L. Corroel.

REX CLUB (236-83-93), le 25 à 23 h: H. Maschala.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30: Ch. Slide (dern. le 22); le 25: G. Collier's London.

SUNSET (261-46-60) (D.), 23 h: Skins (dern. le 22). A partir du 24: S. Grossman, Ph. Joe Jones, A. Jean-Marie, A. Cailas.

TH. 14 (545-49-77), 20 h 30, le 24: H. Bourde, B. Lohet, Barre Phillips; le 25: S. Kessler, H. Bourde.

ZENITH (240-60-00), le 22 à 20 h: Kassey.

La danse

A DEJAZET (887-97-34) (D. soir), 18 h 30, dim. 15 h: Epi Elmyr.

BASTILLE (357-42-14), les 19, 20, 21, 22, 23 à 19 h: L. Parant, H. Blacoum.

21 h: G. Laureat; le 25 à 19 h: M. Montano.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), les 20, 22 à 20 h 30: Révérence passagère.

CENTRE MATHIS (241-50-80), les 20, 21 à 20 h 15: Compagnie de danse du Centre.

CENTRE WALLON-BRUXELLES (271-26-16) (D.), 20 h 45: Orage provisoire.

PALAIS DES CONGRÈS (266-20-75) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h: Carrou.

REGARD DU CYGNE (358-55-93), le 19 à 21 h: Compagnie Ensemble, Groupe F. Degied.

CINEMA

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)

16 h, Tricoteuse et couteau, de P. Colombier, 19 h, Hommage à J.-H. Lewis (Perspectives du cinéma français) : Esther de J. Gosselin; D'abordant tout sera comme d'habitude, de R. Allard.

JEUDI 20 JUIN

16 h, Kocak, de L. Jovan et R. Gosselin; 19 h, Bulle, de M. Bolognini; 21 h, le Monde de Suzie Wong, de R. Quine.

VENDREDI 21 JUIN

16 h, Etienne, de J. Tardieu; 19 h, les Dames, de J. Loevy; 21 h, La Cinémathèque de la dame présente : Nuit de flamenco, avec C. Vargas.

SAMEDI 22 JUIN

15 h, l'Hôtel du libre échange, de M. Allard; 17 h, Opéra musette, de R. Lefèvre et C. Renard; 19 h, les Camille, de L. Carand; 21 h, l'Opéra de docteur Wazul, de C.B. de Mille.

DIMANCHE 23 JUIN

15 h, Quelle drôle de gosse!, de L. Jean; 17 h, Un homme en or, de J. Dreville; 19 h, Quid?, de P. Polanski; 21 h, Variétés et mensonges, de O. Waller.

LUNDI 24 JUIN

Relâche.

MARDI 25 JUIN

16 h, la Rose de la mer, de J. de Baroncelli; 19 h, Marine, de G. de W. Wahl; 21 h, Vire à tout prix, de V. Schliender.

BEAUBOURG (778-35-57)

MERCREDI 19 JUIN

15 h, Classiques du cinéma mondial : De l'or en barres, de C. Crichton; 17 h, Hommage à J.-H. Lewis : Pêche de la bowerie; 19 h, Cent Jours du cinéma espagnol : et Carancho du bouque, de M. Gutierrez Aragon.

JEUDI 20 JUIN

15 h, Classiques du cinéma mondial : Enquête à Venise, de R. Thomas; 17 h, Hommage à J.-H. Lewis : Pêche de la bowerie; 19 h, Cent Jours du cinéma espagnol : et Carancho du bouque, de M. Gutierrez Aragon.

VENDREDI 21 JUIN

15 h, Classiques du cinéma mondial : l'Homme qui n'a jamais existé, de R. Neider; 17 h, Hommage à J.-H. Lewis : Pêche de la bowerie; 19 h, Cent Jours du cinéma espagnol : et Carancho du bouque, de M. Gutierrez Aragon.

SAMEDI 22 JUIN

Hommage à J.-H. Lewis : 15 h, le Maître de la haine; 17 h, la Mer cruelle, de C. Fred; Cent Jours du cinéma espagnol : et Carancho du bouque, de M. Gutierrez Aragon.

DIMANCHE 23 JUIN

Hommage à J.-H. Lewis : 15 h, Vile sans loi; 17 h, Scipione cavalier; Cent Jours du cinéma espagnol : et Carancho du bouque, de M. Gutierrez Aragon.

LUNDI 24 JUIN

Classiques du cinéma mondial : 15 h, Pièces de huit vol, de J. Gilling; 17 h, le Roman de J. Al. Jolson, de A.-E. Green; 19 h, Cent Jours du cinéma espagnol : et Carancho du bouque, de M. Gutierrez Aragon.

MARDI 25 JUIN

Relâche.

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (France) : Epi de Bois, 5 (337-57-47); Cluny Palace, 5 (354-07-76); Colisée, 5 (359-29-46).

A. K. (Fr.) : Logos 1, 5 (354-42-34); Olympia petite salle, 14 (344-43-14).

AMADEUS (A. v.a.) : Vendôme, 2 (742-97-52); Lacerrière, 6 (544-57-34); George-V, 9 (562-41-46) - V.F. : Montparnasse, 14 (327-52-37).

ANTARCTICA (Jap.) : Saint-Ambroise (R. sp.), 11 (700-89-16).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Perle (H. sp.), 15 (554-46-83).

ASSOIRÉ (Indon.) : Saint-Ambroise (R. sp.), 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LA BOUTEILLE ET LE DIABLE (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LES FILMS NOUVEAUX

CHALEUR ROUGE (P. film allemand de Robert Corbier (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 3 (325-58-83); Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37); Action Lafayette, 9 (329-79-89); Paramount Galaxie, 13 (327-52-37); Olympia petite salle, 14 (344-43-14); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

CHOOSE ME, film américain de Alan Rudolph (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 3 (325-58-83); Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37); Action Lafayette, 9 (329-79-89); Paramount Galaxie, 13 (327-52-37); Olympia petite salle, 14 (344-43-14); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37); UGC Marbeuf, 15 (327-52-37); UGC Secrétan, 19 (241-77-99).

COCAINE (P. film franco-américain de Paul Marzari (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); UGC Odéon, 6 (325-10-30); UGC Rotonde, 6 (325-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (325-10-30); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Montparnasse, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15 (327-52-37

Les programmes sportifs à la télévision et la formation des journalistes de l'audiovisuel

... ..

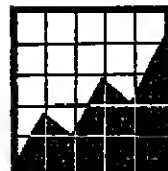
SELF INKING

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	68,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne/col	La ligne/TC
OFFRES D'EMPLOI	59,00	69,87
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

X, ECP, ESE, ENST, ENSTA, ...

«Patrons» de projets scientifiques sur minis et micros

HF

Notre division, appartenant à l'un des grands de l'informatique mondiale, a le vent en poupe : 420 MF de CA, progression de 28%/an, accroissement de 30% des systèmes installés.

Pour nous, vendre de l'informatique pour des applications scientifiques pointues, c'est concevoir et proposer la meilleure solution (architectures, systèmes, matériels, logiciels...), la mettre en œuvre et former les utilisateurs. Ingénieurs diplômés, vous avez quelques années d'expérience chez un constructeur, une SSI ou un utilisateur et maîtrisez l'ensemble des paramètres technico-économiques de projets importants, savez élaborer et mettre en œuvre des moyens informatiques à vocation scientifique (CSAO, I&D, automatisation, etc.).

Vous apporterez votre savoir-faire global à nos I.C., conseillerez, formerez et informerez l'ensemble de nos partenaires, qualifierez les concepts techniques.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité, sous réf. 399 LM à notre Conso : Alain LEROUX

SODESHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC

— Vous avez le sens du service et une expérience réussie dans ce domaine.
— Généraliste du haut niveau, vous avez le goût de la prospection commerciale.
— Vous aimez le contact et êtes meneur d'hommes.

Nous vous proposons d'entrer dans une importante société membre d'un groupe leader comme :

DIRECTEUR EXPLOITATION

Basé à Paris, disposant d'une large autonomie, vous serez responsable du développement et du fonctionnement de 4 régions représentant + de 50 % du C.A. de l'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à **INTER PA** - s/réf. 2004 - BP 508
75006 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

RECHERCHE

**DIRECTEUR
LOISIRS ENFANCE**
D.E.F.A. et B.A.F.O.

Tél. : (06) 80-44-89 le matin.

Directeur des Ressources Humaines

250 000 +

HF

Notre Société (C.A. + 250 Millions de Francs, 600 personnes) en progression constante depuis 25 ans, filiale d'un groupe nord-américain spécialisée dans la fabrication et la vente de produits chimiques. Spécialiste en droit du travail et en communication interne, vous serez responsable de :

- la gestion du personnel,
- les relations avec les partenaires sociaux,
- la paie du personnel.

Vous aurez un rôle de conseil et d'assistance auprès de la Direction Générale à laquelle vous êtes rattaché.

La connaissance de l'anglais est exigée.

Agé d'au moins 35 ans, vous avez acquis une solide expérience dans une fonction similaire. Vous avez eu le respect des procédures et le dialogue sur le terrain.

Poste basé dans l'Est de la Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 06 522 M à Henry LANG.

Personnel conseil
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSCR.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINÉE

Consortium international exploitant
une des plus grandes mines en carrière du monde,
recherche

INGÉNIEUR ENTRETIEN MINES

(réf. HA 1)

Sous les ordres immédiats du Directeur, il sera responsable de la maintenance d'un très gros parc d'engins lourds, de la centrale électrique, de l'usine des eaux, et de leurs réseaux de distribution, des bâtiments industriels et d'habitation. A ce titre, il animera une équipe de plus de 250 agents dont une quinzaine d'expatriés et contribuera à l'élaboration et à la gestion de très importants budgets d'investissements. Ingénieur électromécanicien diplômé, le candidat aura une solide expérience professionnelle à un niveau de Chef de service dans des exploitations industrielles ou des chantiers à gros rendement. Un passé professionnel outre-mer en grandes exploitations à direction internationale serait particulièrement apprécié. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

CONTREMAÎTRE ATELIER MOTEUR

(réf. HA2)

Sous l'autorité du Chef de service des équipements lourds, le candidat de formation motoriste, niveau minimum BEI ou BTS, sera responsable d'une équipe de 24 mécaniciens assurant la révision des moteurs sur parc de 1000 engins lourds, camions et véhicules divers. Il devra justifier d'une très bonne connaissance des moteurs tous types, notamment Caterpillar et GM et d'une solide expérience au niveau de la gestion d'un atelier. L'amélioration des techniques et des coûts de révision est une composante importante du poste. La compréhension de l'anglais technique pour l'utilisation des manuels est indispensable.

**

Nous proposons

- une infrastructure et une organisation entièrement modernes autorisant une vie de famille,
- une rémunération attractive en \$ US ou FF,
- un logement de fonction meublé à air conditionné,
- une couverture médicale complète avec l'hôpital ultra-moderne,
- la scolarité gratuite sur place jusqu'à 15 ans et une aide pour les études hors Afrique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à :

BALLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Leading chemical corporation with annual growth rates up to 40 % producing, distributing and installing world-wide accepted products in various fields of water pollution control and water protection is looking for its Operations Manager France and Northern Africa acting as

SALES / COUNTRY MANAGER CONSTRUCTION INDUSTRY / WATER PROTECTION

Ca. FF 400.000

The position requires :

- * An intimate knowledge of public agencies and experience in negotiating public tenders in France as well as in Northern Africa.
- * Proven experience in the construction industry.
- * Best contacts to general contractors in France such as Bouygues and Fougere.
- * An excellent sales record of technically advanced plants and projects in France.
- * Experience in selling to and managing dealers and agents.
- * French as mother-tongue and fluency in English.
- * Civil engineering background if possible.

France and Northern Africa represent a huge market potential for our client and a real challenge for a strong entrepreneurial and strategic thinking pioneer. The position demands a dynamic salesman and aggressive market penetrator who is able to work under pressure and independently. Outstanding references and installations exist at major sites throughout Europe. The products are manufactured within the common market. The position is presently located in Paris. It can, however, be geographically relocated.

Please send complete resumes with present income and starting date to our consultants in Frankfurt stating project no. 41209/54. Interviews will be held in Paris soon. For questions, please contact Dolan Consulting by telephone. Dolan Consulting assures you of the utmost discretion.



DOLAN CONSULTING

34, Untermainkai, D-6000 Frankfurt-on-Main 1, Tel.: 23 08 76, Telex 413 418 kobs d
Germany - Great Britain - Benelux - Switzerland - USA

...for the lion's share of executive search!

Contrôleur administratif et financier à Douala

Après votre diplôme d'Ecole de Commerce, de Sciences Politiques ou Économiques, vous avez complété votre formation comptable en passant le DECS. Par la suite votre intérêt pour l'Afrique vous a peut-être conduit à choisir la coopération. Aujourd'hui, après quelques années d'expérience professionnelle dans un service comptable en entreprise ou dans le conseil, vous souhaitez assumer des responsabilités complètes, disposer d'une large autonomie.

C'est ce que vous trouverez en prenant ce poste de contrôleur administratif et financier au Cameroun. A la tête d'un service d'une dizaine de personnes, vous assurerez la comptabilité de plusieurs sociétés industrielles ou commerciales appartenant à un groupe solidement implanté en Afrique. Vous aurez à concevoir et mettre en place une véritable comptabilité analytique, vous appuyant sur l'informatique.

Si votre épouse et vous-même êtes tentés par une nouvelle expérience outre-mer, appréciant la qualité de vie que l'on y trouve et les avantages matériels évidents que vous en tirerez, écrivez rapidement sous référence 8542 LM aux consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTIC

ZAIRE CIMENTIERIE

Directeur technique adjoint
Ingénieur
de formation universitaire,
Recherchons pour cimenterie
d'une capacité journalière de
1 000 T. DIRECTEUR TECH-
NIQUE ADJOINT, expérience
minimum de 10 à 15 ans, dans
l'industrie du ciment avec qualifi-
cations dans cette technolo-
gie, de préférence avec forma-
tion de base en électricité.
Contrat de 2 ans, statut famille
avec maison, voiture et deux
mois de vacances par an.
Salaire : partiel en devises
étrangères + / - 200 000 FF.
Local : suffisamment pour cou-
vrir les frais locaux.
Adresser C.V. à : T.P.R. LTD,
86 High Street, Luton, Sussex,
Angleterre BN7 1XN.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de
faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emplois.

Equipe de direction recherche, pour un important
groupe français, leader mondial dans sa branche,
et exemple pour son développement tant en France
qu'à l'étranger, un

Patron profil commercial

pour diriger une filiale dans un pays européen. Cette
offre s'adresse à un manager «top niveau» maîtri-
sant au moins une langue étrangère (l'anglais,
l'allemand ou l'italien).
Adressez votre candidature sous double enveloppe
en mentionnant les sociétés auxquelles elle ne doit
pas être transmise, sous réf. 268 à Média-System,
93 rue Edouard Bellet, 69002 Lyon qui transmettra.
Discretion absolue et réponse garantie.

150 من الأمل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE



Leader européen dans la fabrication d'imprimantes spécialisées une des sociétés françaises les plus performantes par son taux de croissance (moyenne 30 % / an) et sa rentabilité (résultat supérieur à 5 % net), recherche

dans le cadre de son expansion vers de nouvelles technologies

un chef du développement des produits magnétiques

Référence LMA.1806

Poste convenant à un Ingénieur d'études, électronicien, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans la conception de lecteurs et encodeurs magnétiques. Il sera responsable des études de nouveaux produits, tant sur le plan matériel que logiciel.

- Anglais courant et technique impérative.

Pour son service commercial France, un

ingénieur commercial

Référence LMC.1806

Vous avez déjà une première expérience acquise dans les domaines de la péri-informatique, de l'informatique ou dans des secteurs touchant à l'informatique (instrumentation par exemple) en tant que commercial, informaticien ou technico-commercial. Vous pouvez aussi après une expérience technique commerciale en informatique être fortement motivé par une fonction très commerciale. Vous serez chargé de la région parisienne un grand secteur professionnel où vous travaillerez sur objectifs sous la responsabilité du directeur des ventes, auprès des utilisateurs directs des produits et auprès des constructeurs.

Vous bénéficiez d'une rémunération très motivante (fixe plus intéressement).

Adresser C.V., photo, prétentions, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel - I.E.R.

12, rue Sébastopol - 92400 COURBEVOIE.

ingénieur traitement du signal

Notre Société, importante filiale d'un groupe de grande dimension, développe depuis longtemps et avec succès ses techniques dans l'ELECTRONIQUE DE POINTE et dans les Systèmes.

Dans le domaine de la Navigation Aérienne nous participons au niveau international à la mise au point d'un futur système sophistiqué d'identification.

Nous voudrions confier à un Ingénieur Grande Ecole, Sup. Télécom., Sup. Elec., Sup. Aéro., la charge de conduire les études théoriques et pratiques, en particulier dans le domaine du Traitement du Signal, de développer les techniques d'établissement et de conception de spectre et de rechercher les composants optimaux.

Il bénéficiera d'une autonomie suffisante et de possibilités importantes en laboratoire et moyens de traitement. Ce poste conviendrait bien à un Ingénieur qui a acquis une expérience de 2 à 3 ans dans ces techniques, mais les candidatures d'ingénieurs débutants seront également bien accueillies.

Nationalité Française.

Poste à la limite Sud-Ouest de Paris.

Adresser dossier de candidature, sous référence 314S-M à l'ICA, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising PARIS

ENERTEC SCHLUMBERGER recherche pour son Département Protection et Contrôle des réseaux, basé à Montrouge, un

Ingénieur Méthodes Tests

De formation Grande Ecole, passionné par l'informatique industrielle, il sera chargé au sein d'une équipe dynamique et en collaboration avec les Services Etudes, Qualité, Production ainsi que les différents clients, de l'élaboration des programmes de tests. Il aura aussi pour mission de définir la stratégie en matière de tests : achats de matériels, choix de logiciels.

Ce poste très motivant offre de larges perspectives d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à ENERTEC, Service du Personnel BP 620 - 92542 Montrouge Cédex.

ENERTEC
Schlumberger

L'AVENIR A SES METIERS

Nos produits et services anticipent les besoins de l'entreprise : besoins économiques, scientifiques, techniques... Leur commercialisation, c'est la mission que nous souhaitons confier conjointement à

l'ingénieur commercial

Représentant de la Compagnie auprès des administrations et entreprises, vous établissez des contacts au plus haut niveau.

Vous avez la responsabilité commerciale, administrative et financière d'un territoire géographique ou spécialisé par branche d'activité.

l'ingénieur technico-commercial

Conseiller des utilisateurs, vous les aidez à mettre en œuvre nos systèmes et nos applications.

Responsable des études et des solutions techniques, vous assurez l'aide à la vente, le suivi de la formation, l'assistance technique...

Ces deux métiers d'avenir s'adressent à de

JEUNES DIPLÔMÉ(E)S GRANDES ECOLES D'INGENIEURS OU DE COMMERCE ET GESTION

(Bac + 4 minimum), débutants ou ayant une courte expérience, parlant l'anglais et acceptant la mobilité géographique.

Notre formation rémunérée, théorique et pratique, apporte aux diplômés d'écoles de commerce les connaissances techniques nécessaires et initie les ingénieurs à la relation commerciale.

Faites acte de candidature dès maintenant. Nous vous recevrons pendant ou après vos vacances suivant vos disponibilités ou les nôtres.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à IBM France (référence ICTC-M18/6) - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

tecsi= TECHNOLOGIES DE POINTE.

TECSI, c'est aussi la filiale internationale du groupe GSI. Elle recherche des INGENIEURS GRANDES ECOLES pour contribuer au développement de ses activités de conseil, projets, logiciels spécialisés dans les technologies avancées.

• Réseaux • Intelligence artificielle • Temps Réel

• Micro informatique • Génie logiciel.

INGENIEUR CONSULTANT UNIX

Ayant 3 à 5 ans d'expérience avec une pratique confirmée des développements sous UNIX et de l'interface système. Une expérience complémentaire des réseaux, protocoles et applications transactionnelles serait un atout supplémentaire.

2 INGENIEURS RESEAUX

1) Ayant 5 à 7 ans d'expérience dans les domaines système, réseaux, protocoles ou télématique. Il coordonnera les projets et développera son rôle de conseil auprès d'une clientèle de haut niveau.

2) Ayant 3 à 4 ans d'expérience avec une pratique confirmée des protocoles réseaux, ou videotext. Il participera aux projets comme concepteur et réalisateur.

Dans un environnement composé d'Experts internationaux en architecture de systèmes, vous trouverez un management dynamique et décentralisé et les perspectives d'évolutions que confère l'affiliation à l'un des premiers groupes industriels français et une rémunération attractive.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV, et prétentions ou votre carte de visite) sous la réf. 855 en précisant le poste choisi à notre Conseil - OUTSIDER, 18/20 place de la Madeleine 75008 PARIS.

OUTSIDER

Conseil en recrutement, Organisation et Informatique

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	89,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	68,97
OFFRES D'EMPLOI	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral recherche

INGÉNIEUR

diplômé Ecole d'ingénieur (ou diplôme universitaire équivalent)

libéré obligations militaires, pour fonctions d'analyse programmeur de systèmes temps réel.

Expériences ou connaissances en informatique souhaitées.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie s/n° 7.416 le Monde Pub service annonces classées 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

Lectra Systèmes Recherche

MARKETING MANAGER

RESPONSABLE COMMERCIAL ET ADMINISTRATEUR DE NOTRE FILIALE ITALIENNE

MISSION :

- Suivi de la filiale
- Développement des moyens (locaux, personnel, etc.)
- Commercial / ventes
- Interface technique maison mère / filiale

FORMATION :

- Diplôme d'enseignement supérieur (école de commerce ou équivalent)
- 5 années d'expérience à l'exportation
- Pratique courante de langues étrangères (anglais impératif)
- Mobilité indispensable
- Poste basé à Bordeaux

Société spécialisée dans la conception, fabrication et commercialisation de biens d'équipement (MOCN) de haute technologie.

C.A. croissance annuelle : 60 à 70% Douze filiales.

Vocation exportatrice très marquée.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite + C.V. et photo à LECTRA SYSTEMES S.A. Chemin du Maricot 33610 CESTAS.

Important établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral recherche

INGÉNIEUR

libéré des obligations militaires,

pour être responsable dans un service d'achat, de la négociation des prix, de la prestation des marchés :

- de prestations de services ;
- de prestations intellectuelles ;
- de travaux immobiliers.

Expérience d'acheteur négociateur, connaissances en droit commercial et réglementation des marchés publics seraient appréciées.

Ecrire avec CV détaillé et photographie s/n° 7.417 le Monde Pub service annonces classées 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

S'appuyant sur un groupe d'industriels et sur une équipe déjà en place, L'Ecole de Spécialisation à la Vente de Produits et Services Industriels

ESV PATRON

recherche son

Vous participerez activement au lancement puis à l'animation de l'ESV, établissement destiné à recevoir, pour deux ans de formation alternée, des étudiants après deux années d'études supérieures scientifiques ou techniques, et des cadres techniques d'entreprise.

Vous avez à votre actif :

- une formation supérieure scientifique ou technique,
- un goût certain pour la formation,
- une expérience de l'entreprise de préférence acquise dans un poste de « commercial ».
- la maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à 37, boulevard Alfred Wallach - 68100 MULHOUSE.

legrand®

Leader Européen de l'appareillage électrique d'installation C.A. : 3 milliards de Francs 13 000 personnes

Nombreuses unités de production en France et à l'étranger

RECHERCHE

LE RESPONSABLE de son service COMPTABILITE ANALYTIQUE

Il sera également chargé de la consolidation du GROUPE

Niveau D.E.C.S., si possible avec expérience en milieu industriel

Poste basé à LIMOGES

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : LEGRAND - Direction du personnel 87045 LIMOGES CEDEX.

2 chefs d'agence

(04) Alpes de Haute-Provence

MANOSQUE ORAISON

Pour développer les résultats de ces agences, ainsi que des bureaux qui leur sont rattachés, par vos actions sur l'organisation, l'encadrement du personnel (35 personnes à Manosque, 18 à Oraison), et surtout par vos contacts commerciaux auprès des clients importants.

Dynamique, vous avez un sens aigu de la négociation et du dialogue, des responsabilités et de l'organisation. Votre expérience éventuelle du réseau bancaire est un avantage. Vous trouverez chez nous un travail motivant, dans un environnement de qualité, assorti des avantages liés à la fonction bancaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à M. le Directeur du Crédit Agricole des Alpes de Haute-Provence - B.P. 202 - 04100 MANOSQUE Cedex.

Société Française très performante fabriquant des produits chimiques, filiale d'un groupe international. Base NORD de la FRANCE.

280.000 ±

Responsable des ventes France et Belgique

Rattaché au Directeur Marketing/Ventes Europe, il devra promouvoir et développer les ventes auprès d'une clientèle spécifique :

- élaborer une stratégie commerciale en fonction des besoins des marchés et des objectifs qui lui seront fixés,
- animer, gérer et assister une force de vente très qualifiée.

Expérience réussie de 5 ans minimum et bonnes connaissances de la vente ou de l'assistance technique dans le secteur des produits chimiques à usage industriel exigées.

Formation technique supérieure physique/chimie (niveau Ingénieur) très appréciée.

Bonne connaissance de l'anglais.

De 30 ans minimum, le candidat doit être un homme de communication, excellent négociateur, rigoureux, organisé, pour travailler avec autonomie.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous réf 25012-M

MRI conseil

Danièle Chapuis 13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly

SOCIETE DE SERVICE ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE

partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, dans le cadre de son expansion en

PROVENCE - COTE D'AZUR

recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

Expérience :

- DPS 7, DPS 8
- PROTE IV
- SGBD, SOCRATE / CLIO
- METHODE MERISE

Merci d'adresser CV, photo et prétentions N. 4650 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

ingénieur d'études

CENTRALE, AM, INSA, ENSI

Une importante Société fabriquant des matériels de laboratoire (150 km au Sud de Paris, filiale d'un Groupe Français de dimension internationale souhaite intégrer dans l'équipe jeune et dynamique du Bureau d'études un Cadre de valeur.

Il sera chargé du développement d'appareillages scientifiques et de laboratoires, de la conception à l'industrialisation.

Ce poste sera confié à un Ingénieur diplômé, sachant travailler en équipe et ayant par une première expérience fait la preuve de son esprit créatif ainsi que de sa rigueur d'organisation dans la réalisation des projets.

La rémunération est ouverte en fonction de l'expérience.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 548-M.

REI Recherche / Conseil / Cadres

6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

LYON

L'un des premiers groupes industriels français recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques (500 personnes dont 90 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

SUPELEC ou similaire.

Pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes, de haute fiabilité.

Notre activité nécessite des déplacements parfois importants en France ou à l'étranger.

Envoyer curriculum vitae, photo et lettre manuscrite, M.P.A. - N° 5074 - B.P. 2355, 69216 LYON CEDEX 02.

Ministère de la Défense établissement agro-aériel recherche

UN INGENIEUR D'ETUDES DEBUTANT

UN INGENIEUR D'ETUDES CONFIRME

GRANDES ÉCOLES

de formation : électromécanique, automatique, électronique, mécanique de précision. Ces ingénieurs sont appelés à prendre la responsabilité d'études dans le domaine des techniques intellectuelles de pointe (composants et centrales) : études théoriques, évaluation des matériels, essais.

Postes à pourvoir : Vernon (Eure). Logement assuré. Adresser C.V., photo et prêt à : L.R.B.A. recrutement, B.P. 184, 27207 Vernon Cedex.

RECHARD - F.S.A.

Cabinet d'expertise comptable RECHUTE COLLABORATEURS NORTH (75028), 25, rue Daugler.

Le Conseil Général de l'Eure recrute par voie de détachement

UN ADJOINT DIRECTEUR BATIMENTS DÉPARTEMENT.

poste convenant Ingénieur Subdivisionnaire Communale ou Ingénieur T.P.E. Exp. bdt, notamment scolaires souhaités car fonctions liées transfert collégial aux départements.

UN DIRECTEUR AFFAIRES SCOLAIRES

poste convenant fonctionnaire Etat cat. A (Cadre National Préfectoral ou Corps Administration Universitaire) Collaborateur direct Directeur Général des Services pour mise en œuvre politique scolaire Départementale.

UN RESPONSABLE TRANSPORTS SCOLAIRES

poste convenant jeune Ingénieur T.P.E. Exp. transports souhaités. Coordination et gestion système transports scolaires et, évent. transports.

Adresser C.V. M. le Président de Conseil Général de l'Eure Direction Générale des Services-Vie du Département, Bd G. Chauvin 27021 Evreux Cedex. Tél. (33) 33-28-00, poste 1810.

POUR USINE DE TRANSFORMATION PAPIER REGION NORMANDE

INGENIEUR DE PRODUCTION

Dirigera 80 pers. en 2 postes, responsable planning, production, contrôle qualité, entretien, travaux neufs. Rémun. fonction expérience. Responsable plus. Adresser C.V., photo, prétentions, réf. NORMANDIE B.P. 187, 62404 BETHUNE CEDEX.

Electronique et Plasturgie

INGENIEURS QUALITE

Le Centre technique européen de Digital Equipment Corporation (73.000 personnes, 4,5 milliards de \$), situé à SOPHIA ANTIPOLIS (AM) recherche, afin de contrôler les composants pour terminaux :

UN INGENIEUR «COMPOSANTS ELECTRONIQUES»

Cet ingénieur explore le marché des fabricants européens de composants électroniques et plastiques, analyse leur potentiel technique et le niveau de qualité de production, définit et met en place un programme et des standards de qualité, participe à la sélection et à la qualification des fournisseurs et des produits. Réf M 5/1410 A

UN INGENIEUR «COMPOSANTS PLASTIQUE»

Son rôle est identique dans le domaine des pièces plastiques et métalliques pour terminaux. Réf M 5/1410 B

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés (électroniciens pour la référence A et plasturgistes pour la référence B) ayant une double expérience de 5 ans ou plus, de fabrication et de qualification de composants électroniques ou plastiques. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Le poste, basé à SOPHIA ANTIPOLIS, suppose de nombreux et courts déplacements.

Merci d'adresser lettre de candidature, sous réf choisie, à :

EGOR TECHNOLOGIES

Département Informatique, 19 rue de Bani 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG BORDEAUX
MILAN PERUGIA ROMA VERONA RUSSEBURG LONDON BARCELONA TOKYO MONTREAL

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche

UN INGENIEUR SUR CONTRAT

responsable d'objectifs au sein de la Section infrastructure et logistique industrielle

FONCTIONS :

- il collaborera à des études de définitions concernant les infrastructures et les équipements.
- il participera aux études menées par le bureau d'études infrastructures ou des organismes extérieurs.
- il vérifiera les documents établis par la Direction des travaux maritimes pour les études d'impact, avant-projets sommaires, avant-projets définitifs, spécifications techniques.
- il participera à la planification et à l'ordonnement des tâches pour la réalisation du programme.

PROFIL :

Age : 30 à 35 ans.

Formation : Ecole centrale lyonnaise, Ecole nationale des Ponts et Chaussées ou équivalent.

Pratique : Expérience souhaitée en génie civil et équipement d'immeubles industriels.

Il est proposé pour ce poste une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 8 800 F.

Ecrire et adresser curriculum vitae à :

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES

Chef de Section personnel, BP n° 10, 50115 CHERBOURG NAVAL

LA M.C. PYRAMIDE

2, av. de Saint-Genès

81000 ALENCON recrute - pour début septembre

ANIMATEUR (TRICE)

diplômé C.A.P.A.S.E. ou D.E.P.A.

- pour poste Fonction RESPONSABLE DE SECTEUR animation globale sur un quartier.

Env. lettre manusc. motivée et C.V. avant 8-7-85, précis de poste et conditions sur demande, jury final mi-Juillet.

S.E.V.M.E. INFORMATIQUE

21 Les Palmes, 13400 AUBAGNE recrute urgent :

1 ing. informaticien confirmé.

1 tech. plate-forme.

2 monteurs-câbles.

1250 من الألف

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	89,00	81,83
AGENDA	89,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un groupe leader sur le marché des boissons non alcoolisées recrute pour son siège à Paris

UN CHEF PRODUITS JUNIOR

- Il sera rattaché au directeur du marketing.
- Sa mission sera de l'assister dans les études et le suivi des marchés.
- Il participera à l'élaboration des plans marketing, prévisions de vente, publicité et promotion.
- Il sera responsable d'une gamme de marques.

IL DOIT :

- être diplômé d'une école supérieure de commerce ;
- avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le marketing ;
- avec, si possible, une expérience complémentaire de vente ;
- posséder une bonne organisation et le goût du travail en équipe pour établir des relations étroites et dynamiques avec les autres services responsables de la préparation et de l'exécution des plans.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1.025 lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle à S.E.E.P., 18 bis, rue d'Anjou, 75008 Paris, qui transmettra.

Filiale d'un Groupe international recrute pour Banlieue Sud

TRÉSORIER

pour gérer l'ensemble de la trésorerie de la filiale, la liaison avec les banques et l'information des tâches. Diplômé enseignement supérieur, débutant ou quelques années d'expérience, très orienté informatique (IBM PC + progiciel ORVAL). Anglais courant.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence n° 6217 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Société française fabricant des produits chimiques pour l'industrie, et rattachée à un important groupe américain, recherche pour son laboratoire de mise au point situé en Banlieue Sud :

INGENIEUR CHIMISTE

2 à 3 ans d'expérience en formulation (peintures ou détergents, etc.), seront appréciés. Anglais exigé.

Adresser CV et prétentions à N° 12602 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL D'ÉTAT (2.000 personnes) à vocation de conception et réalisation de matériels navals offre à des ingénieurs grandes écoles débutants ou dotés d'une première expérience de valoriser leur formation dans un environnement particulièrement ouvert aux techniques de pointe.

Il recherche :

• Un ingénieur électronicien

Animateur d'une équipe de techniciens de haut niveau, il sera chargé :
• de suivre depuis l'étude, la définition et la qualification d'ensembles électroniques entrant dans la composition de matériels navals complexes de technologie moderne,
• d'élaborer les procédures d'essais des différentes configurations du matériel,
• de participer aux essais globaux des matériels sur le site d'installation.

Une bonne connaissance des assemblages et des méthodes numériques est souhaitée.

référence UF 505 AM

• Un ingénieur électrotechnicien

Il concourra à l'optimisation de la fiabilité des matériels produits grâce à un suivi technique rigoureux de leurs performances : exploitation des résultats d'essais, recensement et traitement des anomalies rencontrées aux différents stades de la vie des matériels en vue d'identifier les défaillances possibles et d'y remédier. Cette mission implique de nombreuses relations internes et externes à l'établissement, des qualités marquées de méthode et d'esprit critique et permet de développer des compétences variées : électronique, méthodes statistiques, utilisation de l'outil informatique...

référence VG 506 AM

• Un ingénieur chimiste

Possédant de bonnes connaissances en pyrotechnie, il les concrétisera et les développera au travers de missions de conduite d'études, de suivi et d'exploitation d'essais, d'expériences destinées à garantir et améliorer les performances et la sécurité des matériels (systèmes propulsifs, dispositifs électropyrotechniques...).

référence WH 507 AM

• Un ingénieur mécanicien

Doté d'une formation technique de haut niveau dans le domaine de la mécanique (calculs de structures, modélisation des systèmes complexes) et ayant acquis de bonnes notions en hydraulique et quelques connaissances en informatique (CAO - DAO), il participera au sein du Département Études, à la conception et à la mise au point de matériels variés et se verra confier progressivement la responsabilité de projets complexes.

référence XT 508 AM

La réussite dans ces postes particulièrement formateurs nécessite un esprit technique très ouvert et le sens du travail en équipe. Postes : sud-ouest.

Ecrire en précisant la référence Madame SANTAMARIA 11, rue Calvé, 33000 BORDEAUX Discretion absolue

Ingénieur haut niveau ENSTA, SUP AÉRO, Centrale

La Direction Études (500 personnes) d'un important Etablissement Industriel d'État du Sud-Ouest offre à un ingénieur de haut niveau de diriger son département cybernétique navale (simulateurs d'entraînement, automatismes, centralisation de données...).

Possédant une solide expérience dans le domaine de la simulation numérique et de l'informatique industrielle et scientifique, il aura à négocier des affaires complexes et à animer et coordonner leur réalisation en étant particulièrement impliqué dans l'étude des besoins des clients français et étrangers, l'élaboration des spécifications, la conception globale des systèmes qui seront développés. Ce poste, grâce à son environnement technologique de pointe et à la variété des applications, permettra à cet ingénieur de mettre en valeur son niveau scientifique et d'affirmer ses qualités d'organisation, de négociation, de direction d'équipes et d'initiative.

Ecrire sous réf. TE 504 AM Madame SANTAMARIA 11, rue Calvé, 33000 BORDEAUX Discretion absolue

Optimiser les performances d'une nouvelle usine très automatisée

Une unité récente (420 personnes, leader en Europe dans sa branche), appartenant à un groupe français important, souhaite, maintenant sa phase de démarrage achevée, renforcer sa Direction Technique, afin d'optimiser l'efficacité et la fiabilité de ses installations basées sur des technologies modernes.

Elle recherche DEUX INGÉNIEURS

• l'un pilotera le service Electricité - Automatismes - Régulation (10 personnes) avec pour objectif l'assistance technique aux opérationnels, le respect des programmes et méthodes de maintenance, l'orientation des études et le suivi des réalisations nécessaires à l'amélioration des matériels.

référence CN 489 AM

• l'autre dirigera les équipes opérationnelles de maintenance (25 personnes) après une première mission où il affirmera les méthodes et outils de gestion de l'entretien et animera leur mise en œuvre.

référence DO 490 AM

L'importance stratégique de ces responsabilités exige une formation d'ingénieur AM, IDN, ECL, une expérience industrielle de 5 ans ou moins acquise dans une usine à feu continu, des compétences significatives sur le plan des techniques (électricité, électronique, régulation...) et de l'animation des hommes, des qualités marquées de disponibilité et de bon sens. Des perspectives d'évolution intéressantes seront offertes à des candidats de valeur motivés par le dynamisme nécessaire par les hautes technologies appliquées dans cette unité. Postes basés dans le sud-est de la France.

Ecrire en précisant la référence Madame SANTAMARIA 11, rue Calvé, 33000 Bordeaux Discretion absolue

INGENIEURS GESTION DE PRODUCTION

Nous sommes les Parfums BOURJOIS : entreprise en expansion constante, nous mettons en place un outil informatique de gestion de production plus performant. Dans ce cadre, nous recherchons deux ingénieurs pour participer activement au projet sur les domaines suivants : tenue des stocks, approvisionnement des gammes, calcul et suivi des performances.

Véritable interface entre le service informatique et les responsables de la production, votre mission comprendra l'étude des besoins, la formation et l'assistance des utilisateurs au produit. Agé de 32 ans environ, de formation ingénieur, vous possédez une expérience de plusieurs années — en industrie — de

l'encadrement d'atelier de production. Des connaissances de base de l'outil informatique et une bonne pratique de l'anglais sont indispensables. Pour des candidats à fort potentiel, ces postes basés à Paris et à Compiègne peuvent déboucher sur des fonctions fortement évolutives.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. Christian HELLET Parfums BOURJOIS - 40, rue Delory B.P. 173 - 93503 PANTIN Cedex.

BOURJOIS

AVIGNON

Ingénieur grande école débutant

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PRODUITS RÉFRACTAIRES, FILIALE DE SAINT GOBAIN, a une réputation internationale reposant sur une forte technicité et une politique dynamique de nouveaux produits.

LE POSTE : Au sein du Centre de Recherche et Développement et dans le cadre d'une responsabilité de marché, promouvoir et mener à bien des actions visant à améliorer des produits existants puis à concevoir des produits et procédés nouveaux.

LE CANDIDAT : Jeune ingénieur généraliste, ouvert au dialogue avec les spécialistes de la production, du marketing, de la gestion, etc... Son évolution, selon goûts et aptitudes, pourra se faire en Recherche et Développement ou dans d'autres services de la Société ou du Groupe SAINT GOBAIN, vers des postes de responsabilité.

SI VOUS ÊTES INGÉNIEUR DÉBUTANT D'UNE GRANDE ÉCOLE FORMANT DES GÉNÉRALISTES, PAR EXEMPLE : CENTRALE, MINES, A & M, ESPCI, ENSCP, etc... vous pouvez compléter votre information, AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT, en demandant une documentation sur la société et le poste à Christiane DOZOL - Tél. (1) 531.42.42.



LE CENTRE D'INFORMATION DES UTILISATEURS DE PROGICIELS

recherche

ingénieur généraliste en informatique

Le candidat se verra confier la responsabilité d'études originales comparatives et critiques sur les produits informatiques nouveaux (progiciels, méthodes...). Pouvoir se prévaloir d'une expérience de 2 années, il mènera en parallèle l'organisation de séminaires sur les techniques informatiques avancées. De formation Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, il disposera d'une capacité d'autonomie certaine, de réelles aptitudes à l'expression écrite et orale. Le poste propose des PERSPECTIVES D'AVENIR INTÉRESSANTES pour un candidat dynamique désireux de maîtriser des sujets de haut niveau. (Réf. 01)

ingénieur chargé de la promotion et du développement

Attaché au service Promotion et Développement, il sera débutant ou avec une expérience de 2 à 3 ans dans le secteur informatique. Ingénieur diplômé d'une Ecole de Commerce avec compétence informatique, il aura une très bonne expression orale et écrite, un tempérament commercial, le sens du contact et de l'innovation. Il participera à la promotion d'études, de catalogues, animera des réunions professionnelles. Disponibilité Paris et province. (Réf. 02)

Les postes basés sur Paris sont à pourvoir rapidement. Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste, au CXP - 99, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS



5^{ème} laboratoire mondial. PFIZER fabrique en continu, dans son usine de MASSY (180 p) des produits chimiques à usage pharmaceutique.

JEUNE INGENIEUR METHODES

Au sein du Service Production et en assistance terrain des responsables d'atelier, votre mission consistera à concevoir et à proposer les méthodes de travail qui amélioreront l'organisation, le suivi de la production, la circulation de l'information... Vous serez parallèlement responsable de l'implantation de la micro-informatique de production et prendrez en charge la formation de ses utilisateurs. Ce poste est destiné à un jeune ingénieur doté d'une 1^{ère} expérience de gestion de production informatisée.

Adresser votre candidature (lettre man., CV, photo) s/réf. 734 M à notre Conseil ALPHA CD1, 181, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine

ALPHA-CD1

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,78
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne/col*	La ligne/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,57
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dépendant selon surface ou nombre de passages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une grande petite annonce pour recruter un grand, un très grand de la petite annonce : un Chef de Publicité confirmé en matière de P.A. qui désire faire plus et mieux, parce que la publicité pour l'emploi évolue vite, plus vite encore lorsqu'on est la filiale de la première agence de publicité française.

Faire plus et mieux avec nos clients qui seront les vôtres. Des clients habitués à dialoguer avec un interlocuteur attentif, un partenaire efficace.

Faire plus et mieux au sein d'une équipe organisée, rigoureuse et créative s'appuyant sur de solides moyens : une structure étonnante pour des P.A. détonnantes.

Pour faire plus et mieux, contactez Serge Perez qui vous recevra personnellement. Média-System 2 Rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Merci de préciser la réf. M.12

media-system



Spécialiste de Système de Vision Industrielle. ROBOTRONICS, filiale du Groupe MATRA, recherche pour faire face à son expansion en France et à l'étranger.

Chief de Fabrication et d'Industrialisation

Avec une équipe de techniciens, il est responsable :

- de l'intégration de matériels,
 - du choix et du suivi des opérations réalisées par la sous-traitance,
 - des essais, du respect des coûts et des délais ainsi que du S.A.V.
- Nous attendons un technicien en électronique et en micro-électronique possédant une réelle expérience de laboratoire et de fabrication.
- Pour un premier contact adresser CV, photo et rémunération souhaitée à Solange MONTEIL - PLEIN EMPLOI - 10 rue du Mail - 75002 Paris

ROBOTRONICS

Responsable Services Administratifs (Comptabilité, Trésorerie, Gestion)

Au travers de petites unités situées en province, nos productions se répartissent en deux lignes de produits : dans l'une d'elles, nous sommes leaders européens.

Avec 70 personnes, nous réalisons un C.A. de plus de 75 millions.

Le Collaborateur que nous recherchons possède, au Siège à PARIS, les compétences suivantes :

- comptabilité générale et clients - trésorerie et remises des fonds - tableau de gestion - contrôle des prix de revient - études financières.

Il assurera le reporting au P.D.G. (extérieur et l'entreprise), la préparation des Assemblées Générales, le suivi des C.E., les déclarations diverses, la Législation Sociale, les questions juridiques et le Contentieux. La mise en place de l'Informatique, le tout sur l'ensemble des unités.

Ce poste requiert D.E.C. et expérience polyvalente. Il implique motivation, initiatives, capacités de contacts et d'adaptation.

Merci de faire parvenir votre candidature sous référence 85207 M. à notre conseil Michel BARREY, qui vous documentera avant de vous rencontrer.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53
ARCOREM 777

JEUNE INGENIEUR TP GENIE CIVIL

Nous fabriquons et commercialisons un brevet exclusif à notre société, une structure nids d'abeilles thermo-plastiques destinés à l'industrie et au BTP. Encore peu nombreux, nous connaissons un fort développement. C'est auprès du D.G. que vous prendrez les directives pour exercer vos responsabilités : conception du cahier des charges pour les nouveaux produits, assistance technique aux commerciaux. En France, et à l'étranger.

Ingenieur TP - Génie Civil, vous avez acquis une excellente pratique des calculs de résistance en Bureau d'Etudes et dans l'Etat, sur les chantiers (2 ans d'expérience minimum). La pratique de l'anglais serait évidemment un atout pour les fréquents contacts internationaux.

Ce poste, nécessairement évolutif, est basé à Rungis.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 473 à notre Conseil en Carrières.

UNILOG

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTHE Informatique

Contrôleur de Gestion

Création de Poste à Paris

Notre Entreprise, spécialisée dans la promotion immobilière et la gestion locative du secteur logement social, connaît une progression régulière et forte depuis de nombreuses années. (C.A. 1984 : 123 MF). L'évolution des structures nécessite la création au Siège, à Paris, du poste CONTRÔLEUR DE GESTION.

Rattaché à la Direction Générale, ce professionnel concevra, organisera, fera fonctionner et évoluera le système d'informations de gestion (ratios, budgets, analyses écarts, tableaux de bord...).

Ce poste évoluera intégralement un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience efficace des techniques de contrôle de gestion - 3 ans minimum - acquise de préférence en entreprise moyenne. Il sait écouter, mais aussi proposer, convaincre.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 85203 M. Elle sera examinée confidentiellement par Marion GELPARD, qui vous contactera rapidement.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Une Société d'Ingénierie Thermique recherche pour une unité de fabrication autonome implantée à 130 km de Paris, un ingénieur mécanicien INSA, ENI, IUT Mécanique...

NECESSAIRE : bonne connaissance de la programmation FORTRAN et de la R.D.M. - Anglais traduction courante.

SOUHAITE : bases en thermique et mécanique des fluides.

DESCRIPTION DU POSTE : responsabilité sur conception calculs mécaniques et évolution des moyens informatiques

- programmation sur micro ordinateur des calculs mécaniques (suivant CODAP - ASME...)
- projet de CAO.

Adresser candidatures avec CV et rémunération actuelle à : GROUPE CIMP - MBB - Service du Personnel 185 avenue Charles de Gaulle - 92521 Neuilly sur Seine Cedex

CHEF DE SERVICE : GERANCE

Diplômé de l'enseignement supérieur, il devra avoir acquis une expérience d'au moins 5 ans dans la gestion d'immobilier commerciaux. Il aura la responsabilité du service chargé de la gestion d'un important patrimoine composé d'immeubles de bureaux, d'entrepôts et de locaux commerciaux appartenant aux quatre SICOMI du groupe.

Ecrire avec CV, photo (retournée) et prétentions sous réf. 12455 à CONTESSA PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Agro-alimentaire International

RECHERCHONS

ATTACHÉ(E) DE RELATIONS PUBLIQUES

minimum 5 ans d'expérience R.P.

- Très à l'aise dans la rédaction.
- Anglaise courant.
- Formation fac ou grande école.

Pour secondar chef de service :

- rédaction de dossiers de presse et d'articles ;
- accueil de journalistes étrangers ;
- gestion de dossiers R.P.

Adresser C.V., photo, prétentions à REGIE-PRESSE sous n° 307.764 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

GROUPE JACQUET
14 unités de production en France
45 plates-formes de distribution produits frais
Une croissance annuelle moyenne de 20% en volume recherche

JEUNES DIPLOMES ESC

- Vous souhaitez que votre contribution personnelle puisse être mesurée, reconnue.
- Vous avez la volonté de convaincre.
- Vous aimez les responsabilités.

Venez vous joindre à nous.

Nous vous montrerons les produits, notre organisation et vous fixerons vos objectifs.

Stage de formation en salle et sur le terrain (6 mois).

Responsable de l'animation et gestion d'une équipe de vente.

Suivant résultats, promotion rapide.

Ecrire avec CV + photo + prétentions PAIN JACQUET - Mme QUEYRAT Service Recrutement 44, rue de Pontoise 95870 BEZONS



CABINET DE CONSEILS EN BREVETS

recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

GÉNÉRALISTE OPTION ÉLECTRONIQUE ou ENSI, ESE, ENS ou ÉQUIVALENT.

Débutant ou quelques années d'expérience

Propriété industrielle non exigée mais appréciée.

Envoyer C.V., prétentions et photo à REGIE-PRESSE, sous référence n° 307.267 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

150 من الال

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La mm/cot*	La mm/TC
ANNONCES ENCADRÉES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégrèvements selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTION SCHLUMBERGER

Etudes et Production Schlumberger conçoit, développe et produit des systèmes de mesure utilisés pour l'évaluation et la mise en production de gisements d'hydrocarbures. Pour renforcer son potentiel d'Etudes, EPS recherche des :

ingénieurs électroniciens

Supelec, Telecom, Centrale...

Diplômé de grande école, vous avez une connaissance solide de l'électronique analogique et digitale. Vous avez de deux à quatre ans d'expérience en tant qu'ingénieur électronicien dans un centre de haute technologie. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, c'est vous qui serez chargé de la définition et de la conception de la partie électronique des systèmes de mesure qui doivent fonctionner à haute température, en utilisant des nouvelles technologies. Une pratique de l'électronique haute température serait un atout supplémentaire, de même qu'une expérience en radio fréquence ou acoustique.

ingénieur système et réseaux

Diplômé de grande école, vous avez une solide formation en informatique, une bonne connaissance et un intérêt pour le système et les réseaux et au moins deux ans d'expérience sur matériel DEC. Au sein du centre de calcul scientifique (équipé de 9 VAX, de moyens graphiques très évolués et d'un réseau international permanent) vous serez chargé :
- de la mise en service de nouveaux matériels et logiciels
- de l'évolution de la configuration et des réseaux locaux et internationaux
- d'assurer un rôle de conseil auprès des utilisateurs
- de l'évaluation des nouveaux produits. Un très bon contact humain est indispensable pour devenir l'expert système auprès des utilisateurs.

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

L'évolution de nos activités et leur haut niveau technique ouvrent aux titulaires de réelles perspectives professionnelles dans le groupe, tant en France qu'aux USA, où de courts déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel, EPS Schlumberger, 26 rue de la Cavée 92140 Clamart.

Schlumberger

Gaumont

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

— Vous êtes titulaire d'un DECS, d'une MAITRISE DE GESTION ou diplômé d'une Grande Ecole.
— Vous avez complété votre formation par une expérience de 2 ans en Cabinet d'Audit international ou une expérience de Contrôleur de Gestion en entreprise.
— Vous êtes familiarisé avec l'utilisation des outils informatiques et maîtrisez la langue anglaise.

Nous vous proposons un poste rattaché au « Controller » du Groupe au siège social à NEUILLY.

La consolidation, l'audit et l'assistance (tant en matière comptable que fiscale ou informatique) aux filiales, seront de votre compétence.

Veuillez nous adresser une lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions sous référence DE10, Direction du Personnel, GAUMONT S.A., 30, avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE. Discretion assurée.

USSI

Société d'ingénierie exerçant son activité dans la construction de grands ensembles du secteur du cycle du combustible nucléaire.

DIVISION INSTALLATION GENERALE

Section climatisation/ventilation

Ingénieur, débutant ou première expérience, de formation INSA ou IUT de Compiègne avec une réelle connaissance en climatisation/ventilation. Nous vous confierons des études de réalisation de systèmes de climatisation ventilation dans le cadre des projets confiés à la Direction Opérationnelle des Affaires.

Section Tuyauterie

Ingénieur CNAM avec 10 ans d'expérience de bureau d'études en tuyauterie, plus une réelle connaissance de la gestion technique de projets. Nous vous confierons des études de réalisation de réseaux de tuyauterie pour des ensembles industriels dans le cadre des études de projets confiés à l'entreprise.

DIVISION ELECTRICITE CONTROLE

Ingénieur électricien débutant, diplôme SUPLEC, IEC, ENSI, INSA.

Pour études et suivi de réalisation d'installations électriques et d'automatismes dans le cadre de projets industriels. Des déplacements de courte durée sur chantier sont à envisager.

Ces postes exigent le sens du dialogue et du travail en équipe. Lieu de travail : proche banlieue Sud de Paris.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel.

USSI - 116, avenue Aristide-Briand, B.P. 72, 92223 Bagneux. Discretion assurée.

CONTRESE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MODELE (N° 286.10.05)

1 000 dirigeants d'entreprises ont besoin pour les aider à conduire leur développement, de :

Professionnels en
Gestion,
Finances,
Organisation,
Informatique.

Une très importante organisation, prestataire de services, résolument innovatrice, recherche des consultants praticiens, pour apporter une assistance auprès de plus d'un millier d'organismes adhérents. Celle-ci allant de la réflexion stratégique à la mise en œuvre créative et impliquée de nos recommandations. Le développement de nos produits nous amène à intégrer de nouveaux collaborateurs :

- 1 EXPERT COMPTABLE
 - 4 CONSULTANTS
- (formation grandes écoles de commerce H.E.C., M.B.A.,...).

Une expérience professionnelle réussie, ayant démontré des qualités d'initiative et d'autonomie, alliées à une forte capacité de travail, est indispensable pour s'intégrer au sein d'équipes pluridisciplinaires motivées.

Ces postes représentent tous de réelles opportunités d'évolution vers l'opérationnel à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous la référence 6461 M, à l'agence Affluents, 49, avenue Trudaine 75009 Paris, qui transmettra.

Etablissement Financier de dimension internationale, recherche pour son secteur Prévoyance, un

AUDITEUR Assurances/Banque

qui aura pour mission de conseiller et contrôler dans le domaine de l'assurance le réseau national d'un établissement bancaire.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (économie, finances, comptabilité, droit, assurance) ayant une expérience d'au moins 5 ans en gestion ou administration (actuariel, statistiques) dans le secteur de l'assurance (de groupe) et connaissant aussi le milieu bancaire (audit bancaire, par exemple). Une première approche des problèmes posés par l'informatique et l'organisation est souhaitée.

Ce poste, basé à Paris, implique une grande mobilité sur toute la France et requiert de bonnes facultés de communication, d'analyse et synthèse.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence BA 56 sur l'enveloppe, à :

EGS CARRIERES

58 Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

Débutez votre carrière dans l'univers des médias

Société spécialisée dans le traitement des médias rattachée à un grand groupe de communication recherche une jeune chargée(e) d'étude, diplômée(e) Ecole de Commerce ou Science Eco. (économie) pour assister la direction média dans :

- La synthèse des études d'audience sur les médias.
- Le suivi des nouveaux médias.
- L'élaboration des stratégies.

Ce poste exige :

Une bonne culture générale (complétée éventuellement par des études de statistiques), une certaine passion pour le monde de la communication, un sens aigu des contacts commerciaux, une bonne aptitude à communiquer.

Pour un premier contact, merci d'envoyer lettre, CV et photo sous référence 1923M à

SOURCES

144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra.

Chef du Personnel...

Activités Commerciales et Techniques

Nous sommes leader sur le marché européen des TELEPHONES. Notre diversification nous a permis d'être présent dans tous les domaines de la Communication (SYSTEMES et RESEAUX, AUTOCOMMUTATEURS, TERMINAUX ASC II/VIDEOTEX, RADIO-TELEPHONIE). Notre CA, plus d'un Milliard de Francs, est réalisé par 2300 personnes réparties en 5 établissements. Nous créons la fonction de Chef du Personnel de notre établissement de BOIS D'ARCY (300 personnes), essentiellement constitué d'Ingénieurs, Cadres et Techniciens.

Dans le cadre de la politique sociale de la société, vous prendrez en charge les responsabilités classiques de la fonction (administration du personnel, relations avec les partenaires sociaux, suivi et application de la législation) et jouerez un rôle de conseil et d'assistance auprès de la direction et de l'encadrement.

Pour réussir dans cette mission, il est nécessaire de posséder une formation supérieure et d'avoir une expérience d'au moins 5 ans, dans la fonction.

Adresser C.V., présentations, photo et date de disponibilité sous référence JD 196 M à MATRA COMMUNICATION Direction du Personnel - rue J.P. Timbaud - Boîte postale 26 - 78390 BOIS D'ARCY

MATRA COMMUNICATION

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	68,00	81,83
AUTOMOBILES	68,00	81,83
AGENDA	68,00	81,83
PROP. COMM. CAPITALX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	58,00	68,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,18
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	53,37
IMMOBILIER	46,00	53,37
AUTOMOBILES	46,00	53,37
AGENDA	46,00	53,37

* Dégrevés selon tarifs en vigueur de la presse.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES RESPONSABLE D'AGENCE

S.A. ou capital de 600 000 F., forte de 15 consultants, tous associés, AXONE offre une dimension nationale à travers ses 6 agences régionales.

Ces implantations nous ont permis d'acquiescer une place de leader en recherche de personnel et en formation dans quelques secteurs de l'activité économique.

Nous voulons aujourd'hui donner à notre agence de Paris une dimension à la mesure de l'importance économique de cette région. Le consultant, Chef d'Agence, que nous recherchons, devra relever ce défi.

A 30 ans minimum, vous êtes diplômé d'enseignement supérieur (grande école, DESS Sciences Humaines) et vous avez ou moins cinq années de pratique du recrutement, acquises en cabinet parisien. Vous êtes intéressé par une activité de conseil diversifiée en matière de Ressources Humaines, vous êtes en mesure de développer un portefeuille de clientèle et d'animer une petite équipe.

Notre PDG, Francis BOUTIN, traitera confidentiellement votre candidature que nous vous remercions d'adresser sous la référence CCA.

63, rue de Rivoli 75001 PARIS.

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

PARIS
CONSULTANT
SENIOR.

AXONE

Consolider les comptes de 20 sociétés

Un important groupe industriel (CA : 6 milliards F.) leader dans son secteur recherche dans le cadre du renforcement de ses structures, un CADRE COMPTABLE, âgé au minimum de 28 ans, possédant une formation (type DECS ou équivalent) ainsi qu'une expérience comptable réussie (élaboration de consolidations de comptes ou de bilans) acquise, si possible, dans un groupe industriel possédant plusieurs entités juridiques.

Outre la consolidation des comptes (bilan annuel et situations intermédiaires), il devra assister la direction comptable du Groupe auprès des commissaires aux comptes des sociétés dans la résolution de certains de leurs problèmes techniques ou de procédures.

Les qualités de communication, de rédaction, de créativité et de disponibilité seront déterminantes dans le choix de ce nouveau collaborateur.

Large possibilité de développement de carrière dans le cadre du Groupe pour des candidats à potentiel, ayant réussi.

Adresser votre dossier complet sous réf. 1385 au 367 rue de Valenciennes, 75015 Paris ou transmettre le sur Minitel en composant le (1) 828.40.25 nous vous remercions rapidement et confidentiellement.

JEAN CLAUDE MAURICE S.A.

Cabinet d'Etudes de Marché

spécialisé dans les technologies nouvelles, répond pour le caractère opérationnel de ses résultats

CHARGÉE D'ETUDES

allant à l'expérience professionnelle : ingénierie, rigueur et autonomie.

Si vous aimez prendre des risques, envoyez C.V., lettre manuscrite et références à :

M. VAN DEN BERGHE, 67, avenue de Vercy, 95000 JOUY-LE-MOUTIER.

ORGANISME PARA-PUBLIC

recrute pour son service transmission d'écritures

INGENIEUR OU EQUIVALENT

Il sera un organisateur de l'ensemble du matériel de l'ingénierie financière

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

CHARGÉ(E) D'ETUDES

allant à l'expérience professionnelle : ingénierie, rigueur et autonomie.

Si vous aimez prendre des risques, envoyez C.V., lettre manuscrite et références à :

M. VAN DEN BERGHE, 67, avenue de Vercy, 95000 JOUY-LE-MOUTIER.

SOCIÉTÉ ALLEMANDE RECHERCHE POUR SON

SECTEUR A PARIS

EMPLOYÉ(E)

Bilingue Français-Allemand (niveau B2 ou équivalent) à plein ou à mi-temps.

Faire offre sous n° 7.449.

services annonces classées, 5, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION

recherche

JOURNALISTE

Professeur d'allemand, 3 ans d'expérience, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

J.F. 20 ans, dynamique, diplômé de l'Université de Paris, maîtrise de la langue, le second cycle, l'enseignement supérieur de la formation continue.

Tél. : 989-03-14, 272-28-08 ou 770-88-52.

Tél. : (70) 105-47-88, Paris sup.

CABINET FRANÇAIS D'EXPERTISE COMPTABLE

et de CONSEILS FISCAUX à PARIS, recherche

FISCALISTE CONFIRMÉ

Ayant expériences des vérifications et du contentieux, possibilité d'association ultérieure.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, s/réf. 363 à SWERTS, 9, rue de Valenciennes, 75009 PARIS, qui transmettra.

Société d'ASSURANCES PARIS-9 recherche

COMPTABLE

ayant bonne connaissance travaux de comptabilité générale.

35 ans max.

Env. avec C.V., photo et prêt, sous réf. 1034.

L.T. ASSCOM, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 Paris, Cedex 02.

Import Société un bureau de

Paris, recherche pour son service de rédaction et d'entretien

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

Maîtrise EEA et Licence EEA

Env. avec C.V., photo et prêt, sous réf. 1034.

L.T. ASSCOM, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 Paris, Cedex 02.

ORGANISME PARA-PUBLIC

recrute pour son service transmission d'écritures

INGENIEUR OU EQUIVALENT

Il sera un organisateur de l'ensemble du matériel de l'ingénierie financière

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

secrétaires

secrétaires



Société de services en informatique en forte croissance, Filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas (200 personnes, CA 150 millions de francs) recherche la

Secrétaire de son P.D.G.

- Bilingue anglais -

Ce poste convient à une bonne professionnelle, rompue aux tâches habituelles d'un secrétariat de direction, alliant disponibilité, autonomie, discrétion, aisance, savoir-faire dans les contacts humains, sens de l'organisation à un goût des responsabilités et à la capacité à faire face à des imprévus. Formation BTS ou équivalent. Expérience de 3 à 5 ans minimum. Frappe sur machine à traitement de textes. Lieu de travail : Bureaux de la Colline, SAINT-CLAUD, Nord, d'entreprises. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73700M à S&H-CEGOS, Tour Chénouevaux, 204, rue de Valenciennes, 92516 BOULOGNE Cedex.

B&H
CEGOS

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE DE BON NIVEAU

(FRANCOISE ECOLES + FORMATION ÉCONOMIQUE NIVEAU CYCLES) OU DOCTEUR EN ÉCONOMIE

intéressé par le bâtiment, l'habitat, la construction et l'analyse de stratégies d'investissement.

Il sera chargé de développer un programme pluridisciplinaire de recherches sur l'économie de la construction en termes d'analyse de stratégies d'investissement et de théorie des investissements.

Adresser C.V. + références + photo à CESTB - M. URBAIN, Chef de service Économie, 4, rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

ÉCOLE GANENOU

recherche

(ENSEIGNANT) diplôme expérience 5 ans, enseignement primaire, Compétences : français, mathématiques.

Env. C.V. avec photo, lettre manuscrite, sous référence n° 307 780, 7, rue de Valenciennes, Paris-9.

Cabinet d'Expertise Comptable recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

150 000 000

économie

REPÈRES

Pétrole : division accrue de l'OPEP

A quelques jours de la prochaine conférence de l'OPEP, le 5 juillet à Vienne, les différents pays membres apparaissent plus divisés que jamais. Ainsi, tandis que l'Irak accuse l'Iran et la Nigéria de « porter atteinte » à l'Organisation, le ministre iranien du pétrole a suggéré que l'OPEP réduise encore son plafond de production de 18 à 14 millions de barils par jour. De son côté, l'émirat d'Abou Dhabi vient de diminuer de 1 dollar le prix de l'une de ses qualités de pétrole, sans modifier toutefois le tarif officiel de son principal brut, « murban », qui figure dans la grille de l'OPEP.

Croissance : ralentissement au Japon

Le produit national brut s'est accru, en termes réels, de 0,1 % au premier trimestre de 1985 par rapport au trimestre précédent, où il avait augmenté de 2,4 %. Ce vif ralentissement de la croissance a été dû principalement à la décelération de l'expansion économique américaine, largement responsable d'une baisse de 1,7 % des exportations japonaises sur la période janvier-mars, en données corrigées de l'inflation (contre + 5,8 % d'octobre à décembre).

SOCIAL

RIFI DANS LES SYNDICATS DU TRAVAIL TEMPORAIRE

Manpower et Bis entrent à l'UNETT

L'assemblée générale de l'UNETT (Union nationale des entreprises de travail temporaire) a modifié le 18 juin ses statuts, afin de permettre l'adhésion de sept entreprises dissidentes de l'autre organisation, la PROMATT (Syndicat des professionnels du travail temporaire). Elle leur a accordé trois sièges au conseil d'administration.

Les membres de l'UNETT ont d'autre part rappelé leur volonté de poursuivre les négociations contractuelles avec les organisations syndicales.

A-t-on assisté, le 18 juin, au dernier acte de la tragi-comédie qui passionne le petit monde des professionnels du travail temporaire ? Ou, au contraire, à une reprise d'hostilités d'autant plus violentes que toute l'histoire mouvementée de l'intérim a exacerbé les tensions entre les groupes et les hommes ?

Eo rejoignant l'UNETT, en compagnie de BIS, ADIA et quelques autres, M. Michel Grunelius, président de Manpower, qui avait tenté de créer une troisième organisation patronale, relance le débat.

A leur tour, trente autres entreprises s'apprêtent ainsi à quitter la PROMATT, qui était le syndicat des grosses sociétés (ECCO, BIS,

Meopower...). A l'inverse, l'UNETT, agacée d'être considérée comme le syndicat des PME, a peut-être dans l'arrivée des « dissidents » l'occasion de prendre une revanche éclatante. Elle va représenter 8 milliards de francs de chiffre d'affaires (et bientôt plus, espère-t-elle) contre 3 milliards auparavant. Certains de ses membres ne font toutefois pas mystère des risques. Et si, après avoir déstabilisé le PROMATT, les amis de M. Grunelius rééditaient l'opération avec l'UNETT ?

Longtemps décriée et malmenée, la profession de l'intérim avait obtenu un surcroît de trois ans en 1982, avec une ordonnance qui réglementait son exercice. A charge pour elle, pendant cette période, de faire la preuve qu'elle pouvait se « moraliser » et démontrer qu'elle était capable de s'engager dans la voie contractuelle en négociant avec les organisations syndicales de salariés.

Le PROMATT et l'UNETT ont signé plusieurs conventions parmi lesquelles, en décembre, un accord sur la représentation syndicale, qui permettait au gouvernement de proposer au Parlement de transformer l'ordonnance en texte législatif. PROMATT et UNETT ont encore achevé un autre cycle de négociations avec les organisations syndicales pour adapter le travail temporaire et en assouplir les règles. Signé le 13 mai dernier, ce texte était repris dans la loi par voie d'amendement, ce qui constitue une « première » pour la politique contractuelle. D'ici à la fin de l'année, PROMATT et UNETT poursuivront les discussions pour mettre au point une convention collective.

Un projet de fédération

C'est dans ce contexte que se situe le départ des « dissidents » du PROMATT et leur arrivée à l'UNETT. De nombreux partisans des accords conventionnels redoutent que ces événements n'aient des répercussions sur les discussions à venir, voire ne réduisent à néant les efforts des trois années passées. D'où les précautions prises par l'UNETT, qui a confirmé sa assemblée générale son orientation en faveur de négociations et d'accords contractuels avec les organisations d'employés.

ALAIN LEBEAUE.

AFFAIRES

LE PLAN DE M. BESSE POUR REDRESSER RENAULT

Réalisme à l'italienne

« Le cas Fiat fait école », a commenté, à Turin, M. Vittorio Ghidella, administrateur délégué de Fiat Auto en apprenant les 21 000 suppressions d'emplois annoncées, le lundi 17 juin, par M. Georges Besse devant le comité central d'entreprise de la Régie Renault (le Monde des 14 et 18 juin), et qui devaient être confirmées devant les différents comités d'établissement mercredi et jeudi.

M. Ghidella dit vrai. Et beaucoup plus qu'il ne le pense. Au-delà des suppressions d'emplois qui font irrésistiblement penser à la casse intégrale des Italiens, c'est en s'attaquant aux réductions de capacité de production et à l'abaissement du « point mort » (1) que Renault copie le modèle Fiat. Sans doute, M. Stéphane Dobin, directeur de la planification et du contrôle de gestion de la Régie, qui occupait les mêmes fonctions chez Fiat, n'est-il pas étranger à ces similitudes. Lorsqu'ils s'attaquent au redressement de leur groupe, les dirigeants de Fiat n'avaient qu'une idée en tête : abaisser le « point mort » de l'entreprise à 1,2 million de véhicules par an (contre 1,65 million en 1981). C'est aujourd'hui chose faite. Et Fiat Auto a gagné 253 milliards de francs en 1984 (1,2 milliard de francs) alors qu'elle en perdait 254 milliards en 1981.

M. Georges Besse a donc décidé d'emboliser le pas aux frères Agnelli. Il s'est fixé le même objectif : établir le « point mort » de la Régie à 1,2 million de véhicules par an (contre 1,65 million en 1981). C'est aujourd'hui chose faite. Et Fiat Auto a gagné 253 milliards de francs en 1984 (1,2 milliard de francs) alors qu'elle en perdait 254 milliards en 1981.

Renault devra donc réviser ses capacités de production. Car M. Besse, qui a la réputation d'avoir les pieds sur terre, mise sur une stagnation des marchés français et européens : respectivement 1,95 et 10,85 millions de véhicules en 1987 (contre 1,75 et 10,24 millions de véhicules en 1984). « La reprise des marchés est un levier essentiel pour favoriser notre redressement à court et moyen terme », constate la direction. Conclusion : la Régie devra descendre ses capacités à 1,6 million de véhicules (contre 2 millions actuellement).

Ramener le taux d'investissement de 9 % à 6 %

Finie la fuite en avant dans les volumes. Et par voie de conséquence, dans les investissements, que le président actuel aurait plutôt tendance, sur les dix dernières années, à considérer comme des « surinvestissements ». On se contentera du minimum vital, essentiellement pour le renouvellement de la gamme et l'amélioration de la rentabilité. Le taux d'investissement sera limité à un maximum de 6 % du chiffre d'affaires, alors que, jusque-là, un taux de 8 % à 9 % paraissait un seuil minimum. L'Hexagone sera privilégié avec 85 % des investissements en 1986 contre 75 % en 1985 - ce qui ne devrait pas être pour déplaire à la CGT. L'Europe passera de 14 % à 10 % et le reste du monde de 11 % à 5 %.

La principale traduction de ces prescriptions aura été l'annonce des

21 000 suppressions d'emplois en 1985 et 1986, soit plus du cinquième des effectifs actuels (98 000 personnes). Mais cela ne saurait suffire. Lors de la précédente réunion du CCE, M. Besse ne constatait-il pas que la dégradation de la marge brute d'autofinancement de plus de 12 milliards de francs entre 1979 et 1984 n'était due que pour un tiers au déséquilibre entre l'emploi et le volume de production ? Le deuxième tiers était imputable aux charges internes (fraîs financiers, moyens commerciaux, garantie aux clients), le troisième à la dérive des coûts (achats, frais généraux...).

L'offensive de M. Besse porte donc sur tous les fronts, dont certains moins spectaculaires, dans l'immédiat, que les réductions d'effectifs. Ainsi, les frais généraux devraient être diminués de 25 % en trois ans, toutes les directions étant désormais mobilisées sur cette « ardue obligation ». Les efforts de redressement de Renault d'épargneront personnel, ni le réseau commercial, ni les fournisseurs, ni même le client. Dans la lignée des réductions de capacité, le réseau commercial devra lui aussi s'adapter aux nouvelles dimensions du marché. L'ajustement se fera « avec prudence » pour ne pas compromettre la position commerciale.

Il n'empêche : la suppression d'une cinquantaine de concessionnaires est actuellement à l'étude. Cette adaptation du réseau s'accompagnera d'une nouvelle organisation des stocks - et de leur financement - qui devrait permettre de réduire les coûts de 5 milliards de francs pour la branche automobile. Une voie qu'avait aussi empruntée Fiat.

Les fournisseurs seront également touchés : les réductions du coût des achats (qui représente plus de 50 % du prix de revient des véhicules)

passent par une diminution de leur nombre de 1 800 à la moitié, à terme. La Régie s'engage, avec les heureux élus, sur des contrats de longue durée, à charge pour eux de baisser leurs coûts, d'investir dans la recherche, d'augmenter la productivité et de garantir la qualité. Ce qui n'empêchera pas Renault d'acheter plus à l'étranger - pour profiter des différences de coûts.

Derozier veut : généraliser au maximum le paiement à quatre-vingt-dix jours, notamment pour les fournisseurs de biens d'équipement. Le groupe étend une économie de 250 millions de francs sur sa trésorerie de 1985. Enfin, le client devra, lui aussi, payer son écot à la politique de redressement de Renault : « Afin de rattraper le décalage par rapport à nos concurrents européens, l'objectif est d'améliorer les prix de vente en France d'un point par an au-delà de l'inflation de 1985. Pour être plus facile à dire qu'à faire, même avec une liberté des prix retrouvée, ce n'est pas le dynamisme de la concurrence.

Toutes ces bonnes volontés réunies devraient permettre à Renault, par rapport à 1984, d'améliorer son excédent brut d'exploitation de 4 milliards de francs en 1986 et de 7 milliards en 1987, et d'alléger son endettement de 4 milliards en 1986 et de 6 milliards en 1987. Encore faudra-t-il qu'un conflit social ne vienne gripper cette belle mécanique. C'est sans doute pourquoi M. Besse, toujours prudent, n'a pas fixé de date pour amener la Régie à son nouveau seuil de rentabilité.

CLAIRE BLANDIN.

(1) Niveau minimum de production à partir duquel une entreprise gagne de l'argent.

Cérémonie shinto en Lorraine

De notre envoyée spéciale

Gorcy. - « Quel, même les Japonais sont en retard ? » La petite assistance semble désemparée. Elle s'est déjà imaginé la minute des détails de la cérémonie shinto - avant la pose de la première pierre de l'usine Europe, filiale française de Yamaha, premier producteur mondial de véhicules à haute technologie. La tradition japonaise doit être respectée à Gorcy, à 60 kilomètres de Verdun ; mais dix minutes de retard, et les Lorrains se sentent abandonnés.

Enfin arrive M. Yuji Kawashita, le responsable de la filiale, accompagné de ses conseillers. Le rituel est très simple. M. Kawashita entame sur le site, face au nord, un petit paquet blanc serré d'un ruban. Un moine à calégraphie des signes japonais sur l'enveloppe qui, depuis Osaka, rapporte en France un peu de terre de l'usine mère.

Le père de M. Kawashita, qui dirige la firme japonaise, tenait beaucoup à la cérémonie, qui demande à la nature lorraine de ne pas s'offenser de la future entreprise. Car d'ici un an, la prairie mitrillée de coquelicots sera le site de l'usine de vis la plus performante du groupe familial.

La nouvelle de la cérémonie s'est répandue dans les habitations à l'échelle du moindre geste « des Japonais ». On attend surtout l'embauche. « Vous ne seriez pas le recruteur, par hasard ? », demande-t-on à l'étranger de passage. Les Lorrains acceptent-ils de travailler « à la japonaise », de faire des exercices devant les machines, comme à l'usine Canon, en Bretagne ? Pour quoi pas, répondent-ils. Avec le chômage, « on n'a pas le choix ». On apprendra même à manger avec des baguettes.

Des légendes courent déjà. L'usine sera entièrement robotisée. Mais M. Kawashita se défend de vouloir limiter l'embauche à ceux qui ont le baccalauréat, y compris pour les machines : le niveau d'éducation - plus faible en Lorraine qu'en Japon - n'empêchera pas de faire tourner les machines avec du personnel local. Même les

cadres dirigeants seront français, mais ils seront envoyés l'hiver prochain au Japon, pour se former.

M. Kawashita s'étonne quand on lui demande les secrets de « la redoutable efficacité japonaise ». L'essentiel, est que l'ouvrier se sente en famille à l'usine, qu'il aime son travail. Il n'ira pas jusqu'à employer les salariés à vie - selon la pratique japonaise - mais il envisage de les indemniser aux résultats et de fixer, à l'usine, les grandes étapes de la vie d'un salarié dont les rémunérations seraient augmentées au moment de son mariage, ou à la naissance d'un enfant.

Pour le maire et ses adjoints, la cérémonie célèbre un investissement de 40 millions de francs. L'implantation, même petite - trente employés en 1985, cinquante en 1987 (?) - répond à la volonté d'attirer des petites entreprises pour remplacer les emplois perdus à la fondrière locale, emportée par la crise de la métallurgie au début des années 80.

L'usine, elle, bénéficie de sa situation, à 200 mètres de Tecnor, un fournisseur de fil d'acier utilisé dans la fabrication des vis. « Ils ont aussi l'avantage de n'avoir qu'un seul interlocuteur », précise M. Labbé, président-directeur général de Tecnor, maire de Gorcy et président de LORDEX (la société lorraine de développement régional).

Le concurrent de Yoko, la GDF (Généraliste de forage et décolleage) voit sa réputation d'outil critique de l'investissement japonais en Lorraine, qui coûtera plus cher à l'Etat qu'à la société nipponne. En effet, la France finance le projet à hauteur de 80 %, grâce aux aides à la création d'emplois en région sinistrée. Sans compter les exonérations d'impôts durant cinq ans, dont bénéficie toute nouvelle entreprise dans un pôle de reconversion.

Mais pourquoi refuser que Yoko produise sur place les vis que la société vendait déjà ? De plus, elle espère exporter, dès l'année prochaine, 70 % de sa production vers le reste de l'Europe. Il vaudrait mieux qu'elle s'installe à Gorcy que chez le voisin.

DOMINIK BAROUC.

ENTREPRISES

● Alstom ACB s'installe en Norvège. La société ACB (groupe Alstom) va créer une filiale en Norvège, afin de renforcer sa position sur le marché de l'ingénierie pétrolière. La société a annoncé par ailleurs le signature d'accords de coopération avec deux groupes norvégiens. Le premier contrat, conclu avec Kongsberg Vasefabrik (KV) porte sur la commercialisation du système Skuld d'exploitation pétrolière sous-marine, développé par ELF-Autmat, et qui permet de réaliser en œuvre par cette dernière sur le champ gazier de Frigg-Est, en mer du Nord. Le second, passé avec la société norvégienne Lasse Heltrons, vise à renforcer la coopération entre les deux groupes dans le domaine des systèmes de contrôle pour équipements sous-marins.

● Alliance entre Samsonite et Cacharel. - Samsonite, leader mondial dans le secteur des bagages, et Cacharel ont décidé de s'allier pour la production de bagages et de sacs de sacs de loisirs. Cet accord prévoit que Samsonite fabriquera à partir de 1986, dans ses usines européennes, des produits conçus par Cacharel. Samsonite contrôlera la distribution mondiale de ces nouveaux accessoires, qui porteront la griffe de l'entreprise de prêt-à-porter de luxe.

● Tenneco rachète les gazoducs de Goodyear. - Le groupe américain Tenneco a acquis pour 520 millions de dollars trois gazoducs de la firme Goodyear situés en Louisiane. Pour le spécialiste du pneumatique, il s'agit de l'abandon d'une stratégie de diversification commencée il y a deux ans qui n'a pas donné de résultats satisfaisants. Les revenus de cette vente pourraient être utilisés par Goodyear pour renforcer son activité aéronautique. Tenneco est le second distributeur de gaz aux Etats-Unis.

● Accord entre Béghin-Say et l'américain Johnson and Johnson. - Béghin-Say, le fabricant français de sucre et de papier, a annoncé, le 18 juin, la conclusion d'un accord avec le groupe américain Johnson and

Johnson, leader mondial dans les produits d'hygiène féminine, pour le commercialisation en France d'une gamme de produits d'hygiène et de parapharmacie. M. Jean-Marc Verme, PDG de Béghin-Say, a indiqué qu'une société avec un capital de 80 millions francs sera constituée avec le groupe américain pour commercialiser et promouvoir au commun certains de leurs produits. Béghin-Say détient 80 % du capital de cette société, et Johnson and Johnson, 20 %. Elle devrait réaliser un chiffre d'affaires de 850 millions de francs en 1986.

● Deux navires mexicains pour les chantiers français. - La compagnie maritime mexicaine TMM (Transportación Marítima Mexicana) vient de passer commande de deux navires de 42 000 tonnes, à la fois porte-conteneurs et transporteurs de marchandises en vrac, aux chantiers navals français. L'un de ces navires sera construit par Alstom Atlantique à Saint-Nazaire, l'autre par Normed à La Ciotat (où le même armement avait déjà passé, à la fin de l'année dernière, la commande de deux navires à quai). Chaque navire représentera un contrat de 350 millions de francs auxquels s'ajoute une subvention des pouvoirs publics.

● En Italie, le contrat de vente de la SME à Buiconi est remis en cause. - La 15 juin, le ministre italien de l'Industria d'Etat, M. Clelio Daride, a déclaré que les enchères pouvaient reprendre sur la SME (Società Meridionale Finanziaria), groupe éliminaire filiale de l'IRI Istituto per la Ricostruzione Industriale, qui est le holding détenant les participations industrielles de l'Etat. Ces enchères remettant en cause l'accord signé fin avril (le Monde du 3 mai) entre le holding de M. de Benedetti (patron d'Olivetti et de Buitoni) pour la prise de contrôle de SME, ce qui avait pour résultat de constituer le premier groupe agro-alimentaire italien.

● Buttoni a, en conséquence, intenté une action en justice contre l'IRI pour non-respect de l'accord conclu fin avril, qui avait suscité une vive polémique.

British Caledonian:

L'Afrique en Airbus

Abidjan, Accra, Banjul, Douala, Freetown, Kano, Lagos, Libreville, Lusaka, Monrovia, Tripoli. Le confort de l'A 310 et du Boeing 747 - Et le légendaire service British Caledonian.



British Caledonian
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

ÉNERGIE

BAISSE DES RÉSULTATS D'ELF EN 1985

Recentrage

Finie la diversification, les sauvegardes, les rachats spectaculaires. Le groupe ELF se recentre. M. Michel Pequeureux, président du premier groupe pétrolier français, présente, le mardi 18 juin, ses résultats semestriels, à été clair. L'entreprise n'a désormais qu'un seul objectif : demeurer dans ses secteurs propres - pétrole et chimie - un « grand compétiteur international ».

Dixième compagnie pétrolière, douzième chimiste mondial, elle doit, pour le rester, autofinancer déjà quelque 26 milliards d'investissements, d'exploration et de recherche chaque année. « C'est pourquoi nous avons arrêté toute opération de diversification ».

bième posé avec brutalité était de déposer le bilan ou de tenter un sauvetage. Il n'y a pas plus loin. M. Pequeureux craint, à l'évidence, que la création d'une nouvelle société holding ne pousse les pouvoirs publics à l'utiliser comme « vache à lait » pour renflouer tous les canards boiteux de la branche.

Il est vrai que le maintien de sa place et de ses résultats n'est pas aussi évident qu'il y paraît. Après avoir l'an passé affiché des résultats exceptionnels - 6,5 milliards de francs de bénéfice net - ELF prévoit une année 1985 plus difficile. Les bénéfices du premier semestre sont en baisse : 3,2 milliards de francs au lieu de 4,5 milliards l'an passé à même époque, avec une marge brute d'autofinancement stationnaire et un chiffre d'affaires en hausse de 15 %.

Les raisons en sont simples : situation dégradée de la chimie lourde, qui avait réussi à être en 1984 légèrement bénéficiaire et se renouvellerait probablement pas cette année. « exploit » : pertes énormes du raffinage distribution, et moins bons résultats des activités américaines. Celles-ci avaient dégagé l'an passé une marge brute d'autofinancement de 183,7 millions de dollars, les prévisions, révisées récemment à la baisse, tablent pour 1985 sur 170 millions de dollars. Ce n'est pas négligeable, mais, hélas, ELF n'a pas fini de payer l'achat de Texas

Gulf et doit déboursier pour ce faire quelque 130 à 140 millions de dollars par an. Si les opérations américaines ne sont donc pas de boulet, qu'on pouvait craindre, elles sont encore loin d'assurer l'avenir à long terme du groupe, qui tire encore plus de la moitié de ses bénéfices de l'exploitation du gisement de gaz de Lacq.

Enfin, la conjoncture n'est pas bonne. La baisse des prix du brut réduit les résultats du secteur pétrolier : au minimum 60 à 70 millions de francs de moins pour chaque diminution de 1 dollar du prix du baril. L'affaiblissement des cours du dollar, sensible au premier semestre 1985, est plus grave encore : à chaque fois que le dollar perd 75 centimes sur les marchés des changes, les résultats consolidés du groupe fondent de 600 millions de francs.

Rien de dramatique. L'année 1984 avait été exceptionnelle. En 1983, ELF n'avait réalisé que 3,7 milliards de francs de bénéfices, soit à peine plus que le « mauvais » résultat enregistré au premier semestre 1985 ! Mais il est certain que le groupe n'aura pas trop de toutes ses ressources pour redresser définitivement sa chimie ou ses activités américaines et surtout trouver des sources de profits permettant de remplacer à terme la « rente » de Lacq.

VÉRONIQUE MAURUS.

LA RÉPARTITION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS RAFFINÉS DU GOLFE

L'Europe isolée

Bruxelles (Communautés européennes). - Les Dix vont-ils réussir à convaincre le Japon et les États-Unis de répartir entre les trois grands marchés occidentaux les importations de produits pétroliers des pays du Golfe ? Les difficultés rencontrées par les représentants de la Commission européenne à Washington et, surtout, à Tokyo, ont conduit Bruxelles à faire appel de nouveau aux ministres de l'Énergie, qui se réunissent le 20 juin à Luxembourg. L'idée est d'affirmer la position communautaire avant la session ministérielle du 9 juillet à Paris de l'Agence internationale de l'énergie.

En mars dernier, les Dix avaient accepté l'orientation proposée par la Commission d'ouvrir des discussions avec les Japonais et les Américains sur la nécessité de prendre l'engagement d'absorber progressivement les productions issues des raffineries qui seront mises en service d'ici à 1990, dans les pays du Golfe (Arabie saoudite et Koweït notamment) et en Libye. Sur les nouvelles quantités qui seront ainsi mises sur le marché - autour de cinquante millions de tonnes au total - la Communauté a manifesté son intention de faciliter l'accès de son territoire pour une vingtaine de millions de tonnes, le reste devant être distribué entre le Japon et les États-Unis.

Tokyo a répondu de manière dilatoire à Bruxelles. Les importations

De notre correspondant

de produits pétroliers sur le marché nippon font l'objet de recommandations quinquennales de la part du gouvernement. Trois produits (naphte, fuel et gaz de pétrole liquéfié) sont actuellement autorisés à entrer au Japon, alors que la production arabe comportera une gamme plus étendue (gazole, huiles légères et moyennes).

Néanmoins les autorités japonaises se sont limitées à indiquer qu'une certaine internationalisation des importations était à l'étude mais que les conclusions ne seraient pas tirées avant un ou deux ans.

Du côté américain, le problème se pose en des termes totalement différents. L'accès au marché des produits pétroliers aux États-Unis est libre avec la perception de droits de douane très bas. Aussi, le gouvernement fédéral n'estime-t-il pas nécessaire, en tout cas à ce stade, de prendre de quelconques engagements.

Dans ces conditions, la CEE se trouve isolée dans cette affaire tandis qu'elle est sujette à la pression des pays du Golfe dans les conversations exploratoires, engagées il y a plusieurs mois, pour la conclusion d'un accord de coopération économique. Les Dix accordent, au titre du Système communautaire des préférences généralisées (SPG),

la franchise de douane pour les produits pétroliers en provenance de tous les pays fournisseurs du tiers-monde. En principe, elle peut rétablir les droits de 3,5 % à 6 % selon les produits) et les quantités octroyées sont dégressives. En réalité, tous les États concernés réalisent des scores largement supérieurs aux plafonds fixés. Mais depuis 1977, la Communauté pratique une politique libérale et n'a jamais, jusqu'ici, appliqué les droits à l'importation.

Des garanties sérieuses

Les pays du Golfe préféreraient avoir des garanties plus sérieuses en obtenant, par exemple, le régime qui est consenti aux pays méditerranéens et africains associés à la Communauté. C'est-à-dire le libre accès avec l'assurance que les Dix n'auront plus la possibilité de rétablir les droits de douane. Malgré la réduction, entamée en 1977, des capacités européennes de raffinage, les unités installées tournent en moyenne, dans la CEE, à moins de 70 % de leur potentiel. Pour les pays arabes le risque existe, en cas d'un afflux trop important sur le marché européen de produits pétroliers, que l'un ou l'autre État membre puisse demander l'application de la clause de protection contenue dans le SPG.

Les gouvernements du Golfe sont d'autant plus attentifs à cette question qu'ils ont été écartés par le rétablissement des droits de douane pour le méthanol qui, comme beaucoup d'autres produits pétrochimiques, est également couvert par le mécanisme communautaire. Les responsables européens tentent de convaincre leurs interlocuteurs que les deux affaires sont totalement différentes. Bruxelles fait valoir que le marché des produits pétroliers est plus facilement contrôlable et que les intérêts européens sont présents dans l'industrie de raffinage des États du Golfe alors que ce n'est pas le cas dans la pétrochimie développée par les pays arabes.

Toujours est-il que les autorités d'Arabie saoudite et du Koweït sont tentées de demander la négociation d'un régime commercial préférentiel dans l'accord de coopération envisagé entre la CEE et les pays du Golfe. De leur côté, les Dix sont confrontées à un certain nombre de données qui militent en faveur d'une attitude souple, même s'il se sont d'ores et déjà déclarés opposés à l'octroi du régime dont bénéficient des pays comme l'Algérie ou le Gabon. Depuis 1983, la CEE enregistre un excédent commercial (28 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1984) avec les États du Golfe en raison notamment de la chute des importations de brut (- 35 % en 1983) et de l'accroissement des ventes européennes de produits agricoles. Ces pays détient 60 % des réserves pétrolières alors qu'il est prévu l'épuisement de plusieurs champs d'exploitation qui approvisionnent actuellement la Communauté. Leurs exportations de produits pétroliers vers les Dix représentent une faible part des achats européens : moins de 10 %, soit 9 millions de tonnes contre 25 millions de tonnes importées d'Union soviétique.

MARCEL SCOTTO.

SIDÉRURGIE

Sacilor filialise ses activités dans les aciers plats

Metz. - Le groupe sidérurgique Sacilor structure sa division « produits plats » : à l'étude depuis plusieurs mois, cette réorganisation a été présentée, mardi 18 juin, par M. Claude Dollé, PDG de Sacilor, au comité central d'entreprise de Solvay, réuni à Florange (Moselle). Elle se traduira par la filialisation des activités produits plats du groupe en France dans une nouvelle société, Solmétel, dont la présidence sera assurée par M. Claude Ink, actuellement directeur général de Sacilor et vice-PDG de Solvay.

Cette nouvelle filiale à 100 % de Sacilor, dont le siège sera installé en Lorraine, gèrera l'ensemble des activités du groupe sidérurgique lorrain dans le domaine des produits plats. Sacilor possède notamment 64,3 % de Solmétel (11 500 personnes), 50 % de Solmer (6 000 personnes), 59,9 % de Ziegler, producteur de tôle galvanisée (700 personnes),

De notre correspondant : 74,9 % de la Société lorraine de vernis Solvi (200 personnes), 41,5 % de la Sofrab, spécialisée depuis mars dernier dans la production de boîtes-boissons (120 personnes) et 71,7 % de la société de commercialisation Le Fer blanc.

Intervenant après la filialisation des branches produits longs, aciers spéciaux et négoces, la création de Solmétel complète la transformation de Sacilor en société holding. « Elle comporte la cohésion du groupe », affirme M. Dollé, qui a annoncé sa décision de quitter la présidence de Solvay, où il sera remplacé par M. Edmond Pachura, actuellement directeur de l'usine de Fives de la région Rouennaise. Considérée comme « une étape indispensable » par le PDG de Sacilor, la création d'une filiale interne de produits plats doit,

non seulement permettre « une bonne identification des résultats » de chacune de ses composantes, mais aussi servir de « base de coopération avec Usinor ».

La solution adoptée répond au souhait de la Commission européenne, impatiente de savoir où en est la sidérurgie française, et du ministère du redéploiement industriel, soucieux de prouver à Bruxelles que les produits plats français sont sur la voie du retour à l'équilibre financier. Elle intervient après que le gouvernement ait rejeté, au début de cette année, le projet des groupes Sacilor et Usinor de créer une filiale commune (Uniplat) pour les produits plats, comme il l'ont fait pour les produits longs avec Unimétal et pour les aciers spéciaux avec Ascométal.

J.-L. T.

CONJONCTURE

LE RECUL

DES TAUX AMÉRICAINS

(Suite de la première page.)

La baisse des prix du pétrole est de nature à faciliter la tâche de la Fed, dans la mesure où la légère accélération de la hausse des prix de détail américains, ces derniers mois, était due précisément à celle des produits pétroliers.

Ce qui se passe aux États-Unis actuellement intéresse au plus haut point leurs partenaires, qui ne peuvent que s'en féliciter. Les pays du tiers-monde voient leur dette s'alléger, puisque les intérêts sont indexés la plupart du temps sur l'eurodollar à six mois (son taux était de 13 % l'an dernier à parité d'époque). Quant à l'Europe, la Banque centrale d'Allemagne attend qu'un signal des États-Unis pour procéder, prudemment, à une réduction de ses taux, dont l'économie allemande a bien besoin.

Et, en France, où les pouvoirs publics sont anxieux de diminuer encore le coût du crédit dans une conjoncture languissante, toute décision en ce sens dépend de l'attitude de la Bundesbank, car la Banque de France veut, à tout prix, maintenir l'écart des taux d'intérêt entre les deux pays, afin de défendre le franc. On voit donc que, de part et d'autre de l'Atlantique, tout est lié.

FRANÇOIS RENARD.

● L'activité industrielle, selon la Banque de France, a attendu qu'un « chef d'entreprise prévient un accroissement du rythme de la production jusqu'à l'été, mais paraissent, généralement, assez réservés quant à l'évolution de leur activité à plus long terme », indique la Banque de France dans son enquête mensuelle de conjoncture. En mai, la production industrielle s'est stabilisée au niveau atteint le mois précédent. L'orientation plus favorable de la demande intérieure s'est confirmée, tandis que la croissance de la demande étrangère s'est ralentie.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-IL	3,1650	3,1700	+ 225	+ 240	+ 430	+ 460
DM	2,7222	2,7318	+ 32	+ 33	+ 320	+ 340
Yen (100)	3,7150	3,7201	+ 120	+ 132	+ 233	+ 252
DM	3,4594	3,4634	+ 115	+ 125	+ 233	+ 249
Yen (100)	2,7651	2,7678	+ 76	+ 84	+ 153	+ 166
SE-IL	15,1163	15,1330	+ 184	+ 233	+ 329	+ 446
SE-IL	3,6376	3,6418	+ 135	+ 169	+ 294	+ 317
SE-IL	3,7085	3,7134	+ 172	+ 217	+ 361	+ 410
SE-IL	12,6611	12,6769	+ 218	+ 261	+ 481	+ 535

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 7/8	7 1/8	7 3/16	7 5/16	7 3/16	7 5/16	7 1/2	7 5/8
SE-IL	5 1/2	5 3/4	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8
DM	5 1/2	5 3/4	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8
Yen (100)	1 1/4	1 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8
SE-IL	1 1/2	1 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8
DM	1 1/2	1 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8
Yen (100)	1 1/4	1 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8
SE-IL	1 1/2	1 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8
DM	1 1/2	1 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8
Yen (100)	1 1/4	1 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

VENTE DE L'HOTEL ULYSSE

Dans le cadre de l'exécution de son programme de restructuration et de développement, la « SOCIÉTÉ HOTELIÈRE ET TOURISTIQUE DE TUNISIE » met en vente, sur appel d'offres, l'hôtel ULYSSE (258 lits - 4 étoiles) à DJERBA.

Les personnes morales ou physiques intéressées par l'acquisition de cet établissement peuvent retirer le dossier d'appel d'offres au siège de la S.H.T.T. (DAR SAKKA - Avenue Habib-Bourguiba - 5000 MONASTIR - TUNISIE), contre le versement de la somme de cent cinquante dinars.

Les offres de prix doivent être adressées, par la poste, sous pli fermé et recommandé, avec accusé de réception, au siège de la S.H.T.T. (adresse ci-dessus) au plus tard le 5 juillet 1985. Les plis devront comporter, sous peine de rejet, obligatoirement en haut et à gauche en rouge, la mention « Appel d'offres vente hôtel ULYSSE - ne pas ouvrir ».

La sélection de l'acquéreur définitif se fera, notamment, en fonction du prix du programme de développement et du schéma de financement proposés par le soumissionnaire.

La cession ne sera définitive qu'après approbation des autorités concernées.

AU CLUB ESPACES 89

L'entreprise louée par la gauche

Ils étaient quelque deux cent cinquante, réunis le 18 juin au Montparnasse Park Hôtel par Espaces 89, l'un des nombreux clubs de la mouvance socialiste sur lesquels règne Mme Françoise Castro, l'épouse du premier ministre, pour discuter sur « l'entreprise France en question ». Si la majorité était de gauche, la discussion ne l'était guère. Ainsi de la « table ronde » sur « les entreprises et l'économie mixte ». Pour un Jean-Pierre Aubert, président du directoire du Crédit d'équipement des PME, chantre du pouvoir et des nationalisations, on comptait nombre d'intervenants plus incertains.

Interrogé sur la différence entre une entreprise nationalisée et une société privée, plusieurs présidents de groupes publics semblaient admettre qu'il n'y en avait guère, sauf peut-être la répartition sociale des salaires et une certaine conception du profit, sans qu'une nécessité à court terme. Mais M. Le Floch-Prigent, la PDG de Rhône-Poulenc, devait reconnaître que ce pouvait être là des considérations prises en compte dans la privé. Et il ne craignait pas d'ajouter qu'il rêvait d'avoir les profits d'ICI.

Heureusement Bernard Tapie, version de gauche, qui plaiffait de prendre la parole, coïncidait avec M. Loubert, président d'Unior, et M. Eelsen, d'Air Inter, est venu rappeler les cas d'intervention indispensables de l'Etat (activités non rentables, temps de retour des

investissements trop long, lorsque la somme des intérêts privés ne correspond pas à l'intérêt collectif) : ce qui excluait du champ de la nationalisation une partie des entreprises devenant publiques en 1982. Et M. Tapie d'ajouter que l'important ce sont les hommes et non le fait d'être public ou privé.

Haro sur les aides « qui ne remplacent pas l'esprit d'initiative », sur les contraintes qui pèsent sur les entreprises. Comme le dit M. Alain Boubill, conseiller à l'Elysée : « Si les prix avaient été libres en 1981 nous n'aurions pas à lever les cotisations, si la possibilité de créer une entreprise en trois semaines avait existé nous n'aurions pas à prendre les textes pour la faire, si les grands investisseurs internationaux avaient été mieux accueillis nous n'aurions pas à faciliter leur venue ».

Voilà donc la France réconciliée avec l'entreprise. C'est l'un des acquis majeurs de la gauche. Donc, affirme M. Strauss-Kahn, secrétaire national du PS, la rupture de ce retour de la droite c'est bien celui d'une rupture de ce consensus naissant sous lequel aucune modernisation ne sera possible. COFD.

On notera que, au cours du déjeuner, Mme. Cresson a envisagé « une relance très sélective » par l'investissement. Tous jours les entreprises.

B. D.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE
ARRONDISSEMENT DE SARLAT COMMUNE DES EYZIES DE TAYAC-SIREUIL

SOUS-PRÉFECTURE de SARLAT Projet d'extension du Musée national de préhistoire

AVIS D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE et d'ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTES ouvertes en exécution d'un arrêté préfectoral du 29 mai 1985

En exécution des dispositions d'un arrêté préfectoral du 29 mai 1985, une enquête d'utilité publique et une enquête parcellaire conjointes seront ouvertes à la mairie de la commune des Eyzies de Tayac-Sireuil (Dordogne) pendant soixante jours pleins et consécutifs, du lundi 17 juin au vendredi 16 août 1985 inclusivement, relatives au projet d'extension du Musée national de préhistoire.

Pendant la période ci-dessus indiquée, les dossiers de ces enquêtes seront déposés à la mairie des Eyzies de Tayac-Sireuil, où toute personne pourra en prendre connaissance sur place, chaque jour, samedi, dimanche et jours fériés exceptés, de 9 h à 12 h, et de 14 h à 17 h.

Messieurs Paullet Georges, Delpech Pierre et Angibault Hubert sont désignés en qualité de commissaires-enquêteurs.

Pendant cette même période, les intéressés pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet à la mairie. Ils pourront également adresser leurs observations par écrit, soit à la mairie, soit aux commissaires-enquêteurs.

Il pourra être pris connaissance du rapport établi à la suite de ces enquêtes à la mairie des Eyzies de Tayac-Sireuil, à la préfecture de la Dordogne à Périgueux, ainsi qu'à la sous-préfecture de Sarlat.

Fait à Sarlat, le 29 mai 1985.

Pour le préfet, commissaire de la République du département de la Dordogne et par délégation, le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Sarlat.

Signé : Robert GAUGER.

(Publicité)

VENTE DE L'HOTEL ULYSSE

Dans le cadre de l'exécution de son programme de restructuration et de développement, la « SOCIÉTÉ HOTELIÈRE ET TOURISTIQUE DE TUNISIE » met en vente, sur appel d'offres, l'hôtel ULYSSE (258 lits - 4 étoiles) à DJERBA.

Les personnes morales ou physiques intéressées par l'acquisition de cet établissement peuvent retirer le dossier d'appel d'offres au siège de la S.H.T.T. (DAR SAKKA - Avenue Habib-Bourguiba - 5000 MONASTIR - TUNISIE), contre le versement de la somme de cent cinquante dinars.

Les offres de prix doivent être adressées, par la poste, sous pli fermé et recommandé, avec accusé de réception, au siège de la S.H.T.T. (adresse ci-dessus) au plus tard le 5 juillet 1985. Les plis devront comporter, sous peine de rejet, obligatoirement en haut et à gauche en rouge, la mention « Appel d'offres vente hôtel ULYSSE - ne pas ouvrir ».

La sélection de l'acquéreur définitif se fera, notamment, en fonction du prix du programme de développement et du schéma de financement proposés par le soumissionnaire.

La cession ne sera définitive qu'après approbation des autorités concernées.

● 1300 suppressions d'emplois supplémentaires chez Citroën. - Un nouveau plan de réduction d'effectifs devrait être présenté, le 20 juin, chez Citroën, à l'occasion du comité central d'entreprise. Celui-ci prévoit la suppression de 1300 emplois (sur un effectif de 37 000 personnes), principalement en région parisienne. M. Jacques Calvet, PDG du groupe Peugeot et président de Citroën, n'a jamais caché que, pour être à l'abri de ses concurrents, Citroën devait faire des efforts de productivité qui entraîneraient, à la fin de 1985, un surcroît de 3 % à 4 %. Pour traiter ce surcroît, la direction espère obtenir le renouvellement de la convention avec l'ONTI (Office national de l'immigration) pour le retour au pays des immigrés, venue à expiration le 17 mai dernier, et qui a permis de traiter déjà deux mille cas.

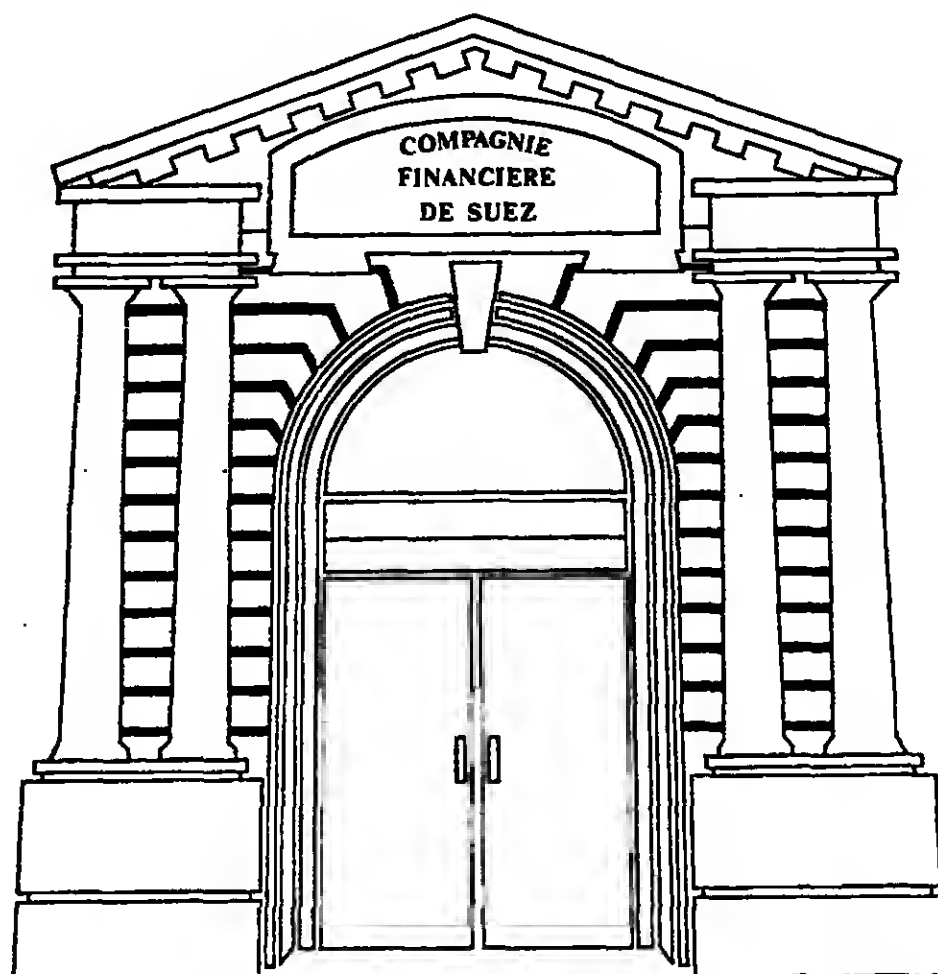
● Quatre grandes banques américaines condamnées pour infractions à la législation sur les changes. - Manufacturers Hanover Trust, Irving Trust, Chase Manhattan et Chemical Bank of New York Corp. ont été condamnées à des peines d'amende totalisant 1,18 milliard de dollars pour diverses infractions au contrôle des changes. Ces condamnations s'inscrivent dans le cadre d'une vaste enquête englobant cent quarante établissements bancaires pour déterminer s'ils ont enfreint la réglementation obligant à déclarer aux autorités tout transfert de capitaux à l'étranger supérieur à 10 000 dollars par transaction.

[Cette réglementation a pour but de contrebalancer toute tentative de « blanchir » des gains provenant d'activités illicites et, en particulier, du trafic de drogue. Il y a quelques mois, la First National Bank of Boston, récemment coupable de ces mêmes délits, avait été condamnée à 500 000 dollars d'amende. (Le Monde du 20 mars).]

150 من الال

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

LE DYNAMISME D'UN PARTENAIRE DE BONNE COMPAGNIE



Croître et rester compétitives : c'est le mot d'ordre que se sont donné aujourd'hui les entreprises françaises qui veulent relever le défi de la modernité.

Et gagner.

Pour parvenir à ces fins, elles doivent de plus en plus souvent, à un certain stade de leur croissance, se choisir un partenaire financier. De ce choix va dépendre leur réussite.

La Compagnie Financière de Suez, forte de son passé et de sa tradition alliés aux méthodes d'intervention les plus modernes, participe activement à la revitalisation du tissu économique français.

Par son métier d'investisseur, la

Compagnie Financière de Suez connaît bien les entreprises. Chaque année, elle prend des participations dans des sociétés de toutes tailles et de secteurs très divers.

Elle accompagne l'entreprise dans les étapes successives de sa croissance, en lui apportant des fonds propres et l'appui d'un groupe international.

Active, elle met à sa disposition sa capacité d'expertise financière et d'analyse industrielle.

Fiable, elle s'engage pour la durée nécessaire à la réalisation des objectifs de développement.

Solidaire, elle est un partenaire financier qui sait prendre des risques.

Attentive, elle reste à l'écoute des besoins de l'entreprise. Sa taille humaine lui permet d'intervenir avec souplesse et rapidité. Tout en respectant la nécessaire indépendance de gestion.

C'est sa façon de vivre avec les entreprises.

En bonne compagnie.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

LE DÉVELOPPEMENT EN BONNE COMPAGNIE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL



L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est réunie le 12 juin 1985 sous la présidence de Monsieur Charles ZVIK, Président-Directeur Général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui font apparaître :

- un chiffre d'affaires consolidé de F 15 804 millions,
- un résultat d'exploitation de F 1 657 millions,
- un bénéfice net consolidé (hors plus-values) de F 729 millions.

Le bénéfice net par action ressort à F 154,32.

Monsieur ZVIK a confirmé que le Groupe continuerait de fonder sa stratégie d'expansion :

1) Sur l'innovation : L'ORÉAL a consacré le plus important budget du monde dans le domaine de la recherche cosmétique : 398 millions de francs en 1984, soit plus de 3 % du chiffre d'affaires cosmétique.

2) Sur l'internationalisation : Les ventes du Groupe L'ORÉAL à l'étranger, en 1984, ont atteint 60 % du chiffre d'affaires consolidé ; en outre, dans le seul secteur cosmétique, la part du chiffre d'affaires réalisé hors France dépasse maintenant 64 %. Sur proposition du conseil, l'Assemblée Générale a décidé la distribution d'un dividende net unitaire de F 28,15 qui sera mis en paiement à compter du 28 juin 1985 et a nommé aux fonctions d'administrateur M. Roger GINOCCHIO. Elle a également décidé de désigner un deuxième Commissaire aux Comptes Supplément : la société "Pierre FEUILLET S.A." représentée par M. Olivier THIBAUT.

Le rapport annuel de L'ORÉAL pour l'exercice 1984 peut être obtenu, sur simple demande, en écrivant à :

L'ORÉAL
M. François Archambault
Information Financière et Juridique
41, rue Martre 92117 Clichy - France

American Express

American Express France, connue pour la qualité de ses services, cartes de paiement, chèques de voyage et agences de voyage, annonce l'introduction de la Gold Card en France.

GOLD CARD AMERICAN EXPRESS - TEL. (1) 751 79 09

PORON

L'Assemblée Générale ordinaire s'est réunie le 14 juin 1985, sous la présidence de M. Philippe Hug de Larauze, pour approuver les comptes de l'exercice 1984.

En données consolidées

Le chiffre d'affaires du groupe a représenté, en 1984, 1 030 milliard de francs, soit une progression de 1,4 % par rapport à celui de 1983.

Le bénéfice net s'établit à 12,07 millions de francs après constitution chez Ruth Originals Corporation d'une provision exceptionnelle, ne se rapportant pas à l'exercice, de 3,3 millions.

Si l'on exclut cette provision exceptionnelle, la marge brute d'autofinancement représentée, en 1984, 40 millions de francs, soit environ les deux tiers de celle de 1983 (conforme à ce qui avait été annoncé dans la lettre aux actionnaires du 5 décembre 1984).

Au niveau des filiales

• **ABSORBA PORON :** Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 637,15 millions de francs (dont 46,7 % à l'étranger), en progression de 0,8 %. Ce faible accroissement est consécutif, en particulier, à l'évolution défavorable du marché des vêtements de layette.

• **VALISÈRE :** Le chiffre d'affaires consolidé atteint 185,12 millions de francs, en progression de 3,7 % essentiellement due à la reprise à la société Tissage du Mail, en cours d'exercice, d'une activité de triage de tissus lycra.

• **MONTEUR :** Le chiffre d'affaires a représenté 30,43 millions de francs, en diminution de 4,9 %.

• **PORON JAPON :** Cette filiale, dont la principale activité consiste à octroyer et à contrôler des licences dans plusieurs pays de l'Est et du Sud-Est asiatique, a reversé à Po-

ron un montant de royalties de 76 millions de francs.

• **ABSORBA INCORPORATED :** Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 19,23 millions de dollars, en baisse de 7 % due principalement au re-centrage de la collection Absorba sur la gamme du petit enfant, entraînant une diminution du volume des ventes. Les produits fabriqués par la filiale Ruth Originals Corporation ne correspondant plus à la demande du marché américain, et étant, sans relation directe avec la collection Absorba, il a été décidé d'arrêter cette activité dès février 1985. Tous les efforts d'Absorba Incorporated seront donc désormais concentrés sur la seule marque Absorba.

• **PORON :** Le résultat courant avant impôt représenté 23 957 447 francs en 1984. Le bénéfice net après impôt s'établit à 16 774 536 francs.

L'Assemblée a décidé de maintenir le dividende au même niveau que pour l'exercice 1983, soit 14,50 francs par action. Compté tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, le revenu global par action s'élève à 21,75 francs. Il sera mis en paiement à partir du 15 juillet 1985.

Perspectives 1985

Les contrats de licence signés avec Yves Saint-Laurent SA par Absorba Poron et Valisère, l'exploitation d'une nouvelle ligne « Soutien-gorge » chez Valisère et l'acquisition des ventes aux Etats-Unis sous la marque Absorba, lesquelles sont en augmentation de plus de 20 % à fin avril, devraient contribuer à une reprise de l'activité des filiales du groupe, que l'on peut résumer ainsi après les cinq premiers mois de l'exercice :

- pour la saison d'été, chiffre d'affaires en augmentation de 1 % et à structures semblables en augmentation de 7 %, si l'on exclut l'activité de Ruth Originals Corporation sur cette période ;
- pour la saison d'hiver, un carnet de commandes en valeur en augmentation de 5,5 %.

COGFI

Compagnie d'Investissements Français Immobiliers

L'Assemblée Générale ordinaire s'est réunie le 13 juin 1985 sous la présidence de M. Jacques Gattien.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui, compte tenu d'une plus-value à long terme de 65 432 F sur la vente d'éléments d'actif, se soldent par un bénéfice net de 67 819 422 F, les dotations aux comptes d'amortissement et de provision, progressant de 9 122 000 F à 9 905 000 F.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende par action de 20,80 F s'appliquant au capital augmenté, contre 19,75 F l'année précédente.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 10 juillet 1985 contre remise du coupon n° 23 A.

Par ailleurs, l'Assemblée a autorisé la société, jusqu'au 31 décembre 1986, à opérer en Bourse sur ses propres actions pour en régulariser le cours.

Enfin elle a renouvelé pour une durée de six années le mandat d'administrateur du Crédit Lyonnais et de la Société Générale.

Dans son rapport, le conseil d'administration signale que la société a acquis en 1984 la moitié d'un immeuble à usage de bureaux situé au cœur administratif de Bobigny et loué au ministère de l'Éducation nationale et en 1985 un immeuble à usage de bureaux situé à Noisy-Mont-Est, dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, et loué à la compagnie IBM. Ces acquisitions ont représenté un investissement total de 69 763 000 F.

labinal

Le développement international : notre meilleur atout pour l'avenir



Augmentation de capital
de F 161 938 200 à F 194 325 800
par émission en numéraire
de 323 876 actions nouvelles
de F 100 nominal.

Au prix de F 400 par action (dont F 300 de prime d'émission)
A raison de 1 action nouvelle pour 5 anciennes
Souscriptions à titre réductible admises
Jouissance : 1^{er} janvier 1985
Délai de souscription : 10 juin au 10 juillet 1985

Lieux de souscription : Banque Nationale de Paris - Crédit Lyonnais - Société Générale - Caisse des Dépôts et Consignations - Banque Worms - Banque de France pour l'Industrie et le Commerce BNC - Crédit Commercial de France - Cédit Industriel et Commercial - Banque Française du Commerce Extérieur - Banque de l'Union Européenne - Banque Vienne et Commerciale de Paris.

BALD du 3 juin 1985. Une note d'information qui a reçu le visa CGB n° 85-144 en date du 28 mai 1985 pour être observée par les investisseurs au siège social de la Société, 5 avenue Newton, B.P. 64 Parc d'Inovis - 75008 PARIS 8^e, et aux guichets des lieux de souscription précités.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
246-72-23, poste 2412

SAINT-HONORÉ RÉAL

La Compagnie Financière (Banque du groupe Edmond de Rothschild) crée une nouvelle Sicav obligatoire : Saint-Honoré Réal, dont l'acte constitutif a été signé en assemblée, sous la présidence de Bernard Esnabert (Président

directeur général de la compagnie financière), le 28 mars 1985. La présidence a été confiée à M. Guy Motais de Narbonne, directeur général de Lazard SA, et la direction générale de la Sicav à M. Florentin Ricard, sous-directeur de la Compagnie financière.

EMPRUNTS CAISSE D'ÉPARGNE ECUREUIL

J U I N 8 5
UN EXCELLENT PLACEMENT

EMPRUNT DE 1200 000 000 DE FRANCS
AU TAUX FIXE DE 11,80 %

Nominal : 5.000 F
Prix d'émission : 5.000 F
Jouissance : 1^{er} juillet 1985
Durée : 10 ans
Intérêt annuel : 11,80 % soit 590 F par obligation
Taux de rendement au règlement : 11,80 %
Taux de rendement actuariel brut : 11,80 %

Amortissement normal : en totalité à la fin de la 10^e année sauf rachat en Bourse

EMPRUNT DE 300 000 000 DE FRANCS
A TAUX VARIABLE

Prix d'émission : 98,79 % du pair soit 4.939,50 F
Jouissance : 1^{er} juillet 1985
Durée : 12 ans
Intérêt annuel : égal à 95 % des taux moyens mensuels du rendement à l'émission des emprunts garantis par l'Etat et assimilés. Minimum : 6,5 %.

Amortissement normal : en totalité à la fin de la 12^e année sauf rachat en Bourse.

Une note d'information (voir CDE n° 85-176 du 11/06/85) peut être obtenue sans frais auprès de la Société émettrice : Emprunts Caisse d'Épargne Ecureuil - 5, rue Massenet 75007 Paris ou au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil (BALD du 17/06/85).



L'AMI FINANCIER
Caisse d'Épargne Ecureuil

EMPRUNTS
CAISSE D'ÉPARGNE
ECUREUIL

1350 من الأرباح

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. PRISONS : « Le délinquant n'est pas traité, mais détruit », par Hélène Dorhac de Borne ; « 32 500 places, ça suffit », par Simone Gaboriau, Yves Jouffé et Frank Nataf.

— LU : Bal tragique à la Concorde, de S.P.O.R.

ÉTRANGER

34. PROCHE-ORIENT : La détention des otages du Boeing dans la capitale libanaise.
- 6-8. AFRIQUE : « La primauté soudanaise » (III), par Eric Rouleau.
9. AMÉRIQUES : Les élections à l'Assemblée nationale au Brésil.
10. DIPLOMATIE : La préparation du conseil européen de Milan.
11. ASIE : Sri-Lanka : un « arrêt des hostilités » a été imposé aux indépendantistes tamouls par New-Delhi.

POLITIQUE

12. Le Parti socialiste se saisit du conflit Jospin-Fabius.
13. Les travaux du Parlement.

CFM

de 19 heures à 19 h 30
Allé « le Monde »
 à Paris (89 MHz)
 720-52-97 et 232-14-14
 à Bordeaux (101,2 MHz)
 (56) 46-88-55

MERCREDI 19 JUIN
Moi, un bachelier
 avec SERGE BOLLOCH
 et un bachelier
 Débat conduit
 par FRANÇOIS KOCH

JEUDI 20 JUIN
La CGT
 à l'heure des choix
 avec MICHEL NOBLECOURT

SOCIÉTÉ

14. SCIENCES : la mise sur orbite du satellite ArabSat.
15. POLICE : L'opération de la rue de la Harpe.
16. RELIGION : Sports.

LE MONDE ARTS ET SPECTACLES

21. L'Opéra-Bastille : la mort de Paul Colin.
- 22-23. Les expositions d'été en France : Odilon Redon à Bordeaux.
24. La Biennale de l'affiche à Nîmes : une sélection.
28. COMMUNICATION : deux rapports du Conseil national de la communication audiovisuelle.

ÉCONOMIE

37. AFFAIRES : le plan de M. Besse pour redresser Renault.
38. SOCIAL : redistribution dans les syndicats patronaux des entreprises de travail temporaire.
39. ÉNERGIE : baisse des résultats de ELF en 1985.
40. CONJONCTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (28)
 Informations
 « SERVICES » (18-20) :
 Météorologie ; Mots croisés ;
 Annonces classées (30 à 36) ;
 Carnet (18) ; Programmes des
 spectacles (25 à 27) ; Marchés
 financiers (41).

MARCEL LASSANCE

SOLDES

du 20 Juin
 au 6 Juillet 1985

17, rue du Vieux-Colombier
 Paris (6e)
 Galerie Point Show
 66, Champs-Élysées

Le Monde Infos Spectacles
 sur Minitel
 615.91.77 + I.S.L.M

A B C D F G H

PERTURBATION SUR LE RÉSEAU FERROVIAIRE

Emploi, salaires, gestion du budget social sont au cœur de la grève à la SNCF

Des perturbations importantes du trafic ferroviaire ont été enregistrées, dans la matinée, ce jeudi 19 juin, en raison de la grève de vingt-quatre heures décidée par les syndicats CGT, CFDT et FOAAC (conducteurs autonomes). Selon la direction, 30 % de l'ensemble du personnel et 50 % des conducteurs ont cessé le travail. Les trains de voyageurs de grandes lignes circulaient normalement à 40 % du trafic normal. Comme prévu, le service TGV fonctionnait normalement entre Paris et Lyon et à 60 % au-delà vers Toulon et Grenoble. Le trafic omnibus semblait avoir été le plus touché, notamment à Marseille, Montpellier, Toulouse, Nantes et Limoges, où les trains restaient au dépôt. Enfin, dans la banlieue parisienne, la situation se révélait très contrastée puisque, à la gare Montparnasse, les deux tiers des trains étaient assurés, la proportion tombant à un train sur deux à Saint-Lazare, à un sur trois à Paris-Nord et Paris-Est et à un sur quatre à la gare de Lyon.

Soucieux de ne pas trop perturber le déroulement des épreuves du baccalauréat, les syndicats CGT et CFDT de la SNCF ont déclaré qu'ils étaient prêts à « aménager l'arrêt de travail » pour acheminer certains candidats bloqués dans une gare.

Les motifs de cette grève sont les suivants : la crainte de voir réduire

le nombre des cheminots (aujourd'hui 250 000) de 25 000 à 30 000 personnes en cinq ans, le refus de la « désindexation » des salaires, qui aboutirait, en 1985, à une augmentation prévue de 4,5 %, et, enfin, l'exigence de voir améliorer le système de la semaine de 35 heures.

La CGT, qui représente un peu moins de la moitié des suffrages aux élections professionnelles à la SNCF, a rejoint à ces raisons l'annulation par le Conseil d'État, le 7 juin, de la création de 327 comités d'établissement. Très bien implantée, la CGT avait obtenu du ministère des transports la multiplication de ces instances. La CFDT et la CGC avaient attaqué ce dispositif en déclarant que la multiplication de ces comités d'établissement n'avait aucune raison d'être et qu'il s'agissait pour la CGT de mieux contrôler le budget social, de 783 millions de francs, les 153 membres permanents du personnel social, les 130 cantines, les 300 bibliothèques et les 160 centres de vacances de la SNCF. Le Conseil d'État a estimé que l'échelon retenu pour la création des comités d'établissement était inadéquat. La CGT a vu dans cet arrêt une nouvelle remise en cause de la politique ferroviaire mise en place par M. Charles Fiterman, lorsque ce responsable communiste était ministre des transports.

Un antidépresseur prescrit en France est retiré du marché

Les laboratoires Pharmakia SF ont décidé de suspendre la vente de l'indalpine à la suite de l'apparition, chez une soixantaine de patients traités par cet antidépresseur, d'une agranulocytose (disparition de certaines cellules du sang). Bien que ces agranulocytoses soient réversibles à l'arrêt du traitement et qu'elles ne touchent en définitive qu'un patient sur 20 000, les dirigeants de cette filiale de Rhône-Poulenc, en accord avec la direction de la pharmacie et du médicament, ont préféré suspendre la mise à disposition de ce médicament, qui est pris en France par quelque 900 000 personnes.

L'indalpine avait été mise sur le marché en juin 1983. Grâce à son mécanisme d'action extrêmement original, elle avait été considérée, au moment de sa commercialisation, comme un antidépresseur révolutionnaire. Ce qui, d'ailleurs, lui avait valu le prix Galien 1983. Cependant, dès cette époque, certains spécialistes avaient considéré que les études qui avaient précédé sa mise sur le marché n'avaient pas été faites avec assez de rigueur.

Cela dit, le succès fut immédiat, certains patients très dépressifs — sans doute des sujets qui répondaient particulièrement bien à ce produit — ayant été littéralement transformés par la prise d'indalpine. Mais, un an plus tard, on notait déjà une trentaine de cas d'agranulocytose, tous étant survenus chez des personnes de plus de soixante-cinq ans. Une enquête pour contrôler l'absence de toxicité du médicament était ordonnée.

En juillet 1984, les laboratoires Pharmakia faisaient parvenir à l'ensemble des praticiens une lettre leur demandant de réserver l'emploi de l'indalpine à des personnes jeunes souffrant de dépression sévère. Mais, au cours de la deuxième année, trente nouveaux cas d'agranulocytose ont été observés, et certains chez des patients jeunes. Ce sont ces derniers cas qui ont poussé les fabricants à interrompre la commercialisation de leur médicament. Cette interruption ne prendra effet que le 31 juillet 1985.

Pour le moment, rien ne permet d'expliquer cette étiopathogénicité. Plus que le nombre d'agranulocytoses, comme toute très restreinte, c'est cette absence d'explication cohérente qui a conduit les laboratoires Pharmakia à prendre une telle décision.

F. N.

GRÈVE DES PHARMACIENS HOSPITALIERS

Pour la première fois de leur histoire, les pharmaciens hospitaliers seront en grève les jeudi 20 et vendredi 21 juin pour réclamer un nouveau statut. Ces pharmaciens — ils sont trois mille en France — ne veulent plus être assimilés à des fonctionnaires dépendant de l'administration. Ils réclament le statut de praticien hospitalier dont bénéficient déjà les pharmaciens biologistes.

VALEURS
 CTUELLES
 L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
 en kiosque ou par abonnement
 SPECIMEN SUR DEMANDE
 écrire à : rue d'Uzès, 75051 Paris cedex 02

RÉUSSIR VOS ÉTUDES

- SUPÉRIEURES DE GESTION
- Enseignement des méthodes de base.
 - Gestion d'une entreprise avec le concours actif de l'équipe pédagogique.
 - Financement de vos études par les produits de votre entreprise.

Centres à Paris et à Meaux
 Dépôt des dossiers avant le 10 août

idetec

12, rue Martimprey
 77100 MEAUX
 (1) 208-12-72

Prépare aussi au DECS

Le Numéro du « Monde »
 daté 19 juin 1985
 a été tiré à 427 617 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur
 Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail

COSTUMES MESURE

A partir de 1 750 F
 PANTALONS à partir de 590 F
 3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises
 Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

JUPES et TAILLEURS

SUR MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
 Téléphone : 742-70-61.

De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Dans une conférence de presse

ML BERRI ASSURE QUE « TOUT SERA FINI EN 24 HEURES » SI LES PRISONNIERS CHÎTES D'ISRAËL SONT LIBÉRÉS

Le chanteur d'origine grecque Demis Roussos, sa compagne, M^{me} Pamela Smith, américaine, et un troisième jeune homme américain, également d'origine grecque, M. Targoutis, ont été libérés mardi après-midi au domicile de Nabih Berri, chef du mouvement Amal et ministre libanais de la justice.

Le chanteur et ses deux compagnons ont été transportés dans une voiture de l'ambassade de Grèce à Beyrouth jusqu'au port de Jounieh, en secteur chrétien, au nord de la capitale libanaise, où il se sont embarqués à bord du *Sunboat*, qui effectue la liaison maritime Beyrouth-Lamaca (Chypre).

Dans une conférence de presse, à laquelle assistait l'ambassadeur de Grèce au Liban, le chef chite a annoncé publiquement la libération des trois passagers de l'avion détourné de la TWA. « Ils sont libérés à partir d'aujourd'hui », a-t-il dit, ajoutant qu'il s'agissait d'un geste « de bonne volonté pour faciliter le détournement de l'avion et la libération de tous les passagers ainsi que des otages de la prison israélienne d'Alit ».

Vêtu d'un pantalon kaki et d'une chemise verte foncée, le chanteur avait pris place aux côtés de M. Berri, ainsi que M^{me} Pamela Smith qui portait un bouquet de glaïeuls rouges et blancs. Il a affirmé qu'il avait été bien traité par des gens qui l'ont emmené de l'avion en un endroit qu'il n'a pas pu identifier. « Ils ont été très gentils, ils m'ont donné un gâteau d'anniversaire », Le chanteur a eu trente-neuf ans lors du détournement. Mais il n'a pas pu fournir d'indications quant au sort des autres otages. Pour sa part, M. Berri est resté vague. Il a affirmé que les otages étaient maintenant « une quarantaine détenus dans la capitale ». Il a précisé que les trois membres de l'équipage du Boeing se trouvaient avec eux et « étaient en bonne santé ».

Mais il n'a pas soufflé mot des lieux où sont retenus les otages ni sur le sort réservé aux passagers aux noms à consonance juive. Un porte-parole d'Amal avait déclaré lundi qu'ils aient été débarqués de l'avion samedi après une « sélection ».

M. Nabih Berri s'est voulu rassurant, affirmant qu'il veillerait personnellement au sort des otages. « Je m'occupe de leur vie, de ce qu'ils mangent, tout est OK », Pour M. Berri tout « sera fini en 24 heures » si les États-Unis interviennent auprès d'Israël pour la libération des prisonniers chîtes du camp d'Alit. — (AFP-AP)

MIEUX ASSIS ET MIEUX COUCHÉ sur nos banquettes-lits choix impressionnant de canapés-lits et fauteuils-lits matras ressorts ou bulles

CAPÉLOU
 DISTIBUTEUR
 37, rue de la République 75001 PARIS
 Tél. 367.46.35 - Métro : PARMENTIER

Sur le vif

Abandonnée

Comment ils sont vos enfants ? Comment ils vous envoient ? Les mens se sont donnés beaucoup de mal au début. Ils avaient échoué tout un tas de manœuvres : le parent de vingt-cinq à trente ans, le parent de trente à quarante ans, les difficultés de votre parent, le parent agité, le parent menteur, paresseux, débordant, capricieux. Ils commencent par se fâcher.

Après quoi, ils viennent me chouchouter parce que c'était marqué dans leur bouquin : il faut créer une atmosphère calme et sereine autour du parent, éviter les cris et les énervements inutiles, se souvenir qu'un parent dont on a étouffé les colères peut devenir un sujet nerveux, pourvu, amène.

Et puis là, maintenant, depuis que ma fille travaille, ils se sont complètement relâchés. Ils ne s'occupent plus de moi, ils me négligent. Je suis un parent à la clé, la clé de l'appart. Le matin, ils me l'acrobent autour du cou. Et quand je rentre du journal, faut que je me débrouille toute seule pour mon quatre heures, pour mes devoirs, tout ça... Eux, ils arrivent beaucoup plus tard. Ils sont toujours en retard, mais hélas, ils n'arrivent pas de m'engourder. Oups, c'est

vu comment l'as laissé le chambre, va le ranger... Ramasse tes chaussures... Va mettre le couvert.

Quand ils veulent se dire des trucs qui ne sont pas pour les parents, ils se parlent en chuchotant ou alors ils me disent d'aller voir à la cuisine s'ils y sont. Quand ils vont bouffer au MacDo, jamais ils m'emmenant. Au ciné c'est pareil. Ils disent que je ne sais pas me tenir, que je parle, que je pleure, que je crie quand j'ai peur et qu'ils ont honte devant le monde.

Ils regardent pas ce que je fais. Ils s'occupent absolument pas de mon travail. D'ailleurs, c'est pas compliqué, mon dossier à l'école des copains. Je l'ai vu par un copain qui l'a entendu en parler au rédacteur en chef : Sarrault, ça va pas. Je ne comprends pas ce qu'il y a. Elle a des mauvais résultats. Regardez-moi cette copie aujourd'hui, c'est lamentable. Les enfants, on ne les voit pas. Jamais ils ne viennent le chercher à la sortie du journal. Ils l'abandonnent complètement. Je me demande même s'ils ne le battent pas. Il faudrait peut-être signaler le cas à l'assistance sociale.

CLAUDE SARRAUTE.

LA COMMISSION DE BRUXELLES BAISSE DE 1,8 % LE PRIX DES CÉRÉALES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET

Les prix d'achat du colza et du blé dur par les organismes d'intervention seront diminués de 1,8 % à compter du 1^{er} juillet, date de début de campagne pour ces produits. Ceux des autres céréales seront également diminués de 1,8 % à compter du 1^{er} août, date à laquelle intervient la encore le début de la campagne. Cette décision de gestion a été prise le 19 juin par la Commission européenne. Elle sera appliquée sans délai à compter du début des campagnes, les prix sont fixés par le conseil des ministres de l'Agriculture. C'est en raison de la carence du conseil, qui n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur les nouveaux prix appliqués au colza et aux céréales, en 1985-1986, que la commission vient d'adopter ces mesures conservatoires.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS À LA COMMISSION DE LA CARTE DES JOURNALISTES

Le renouvellement triennal des commissions — supérieure et de première instance — de la carte d'identité des journalistes professionnels, dont le scrutin était clos le 12 juin, a donné les résultats suivants :

Inscrits : 20 966 ; votants : 11 129 ; exprimés : 10 712.

SNJ 3055 voix (28,52 %)
 CFDT 2791 (26,05 %)
 CGC-CFTC 2129 (19,87 %)
 FO 1675 (15,64 %)
 CGT 1062 (9,91 %)

Le SNJ enlève les deux sièges à la commission supérieure ainsi que deux sièges à la commission de première instance, où deux sièges reviennent également à la CFDT et à l'entente CGC-CFTC ; FO et CGT ont chacune un siège.

Sur les dix-neuf sièges de correspondants régionaux, le SNJ en remporte seize, la CFDT deux et FO un.

AVANT INVENTAIRE

SOLDES EXCEPTIONNELS

Sur tous les instruments marqués d'un point rouge du 15 au 29 juin 1985

hamm

135-139, rue de Rennes, Paris 6^e. Tél. 544.38.66.
 Parking à proximité.

soldes 50 %

* Sur le stock ou 24/5/85 comprenant

Salons en cuir,

5 canapés 2 places,
 22 canapés 3 places,
 31 fauteuils, 21 salons en tissu,
 toute une collection en laque (living, salle à manger, chambre à coucher),
 petits meubles d'appoint et halogènes.

CENTRE BEAUGRENELLE
 32, rue Linois, Paris 15^e. Téléphone : 579.72.88

CUIR & CONFORT

LA GRIFFE DU SALON CUIR

2000 m² d'exposition meubles et salons, ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, sauf dimanche.

150 من الاصل